

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DES ÉTATS FINANCIERS CUMULÉS

La préparation et la présentation des états financiers cumulés de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« la Caisse ») relèvent de la direction, qui en assume la responsabilité. Les états financiers cumulés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Nous nous assurons que les données financières figurant dans le rapport annuel concordent avec celles des états financiers cumulés.

Les états financiers cumulés comprennent des montants qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction, en accordant toute l'attention nécessaire à leur importance relative. En outre, lors de la préparation des données financières, la direction a fait des choix relatifs à l'information à présenter, fait des estimations et posé des hypothèses ayant un effet sur l'information présentée. Les résultats futurs peuvent être sensiblement différents de nos estimations actuelles, notamment en raison de l'évolution des marchés financiers ou d'autres événements pouvant avoir un impact sur la juste valeur des placements établie en date du 31 décembre 2009.

Comme responsables de la fiabilité de l'information financière, nous nous appuyons sur un dispositif de contrôle interne sophistiqué appliqué systématiquement à tous les niveaux de l'organisation. Ce dispositif est constitué de contrôles organisationnels et opérationnels, de contrôles et procédures de communication de l'information financière et du contrôle interne à l'égard de l'information financière. Le dispositif de contrôle interne de la Caisse est fondé, entre autres, sur une définition claire des responsabilités, la répartition efficace des tâches, la délégation de pouvoirs, des ressources compétentes, des procédures, systèmes d'information, outils et pratiques appropriés, des informations pertinentes, fiables, dont la suffisance permet à chaque employé d'exercer ses responsabilités, des mesures de contrôle, de conformité et de gestion intégrée des risques proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour réduire les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs de la Caisse, et l'existence et la surveillance du respect d'un corpus élaboré de politiques internes.

Ce dispositif de contrôle permet d'assurer que les contrôles internes appropriés sont en place à l'égard des opérations, de l'actif et des registres. De plus, le groupe de vérification interne de la Caisse procède régulièrement à une vérification des contrôles internes. Ces contrôles et vérifications visent à nous donner un degré raisonnable de certitude quant à la fiabilité des registres comptables utilisés en vue de la préparation des états financiers cumulés et à assurer que l'actif est préservé de toute utilisation ou aliénation non autorisée, que le passif est constaté et que nous satisfaisons à toutes les exigences légales auxquelles la Caisse est assujettie, notamment la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Annuellement, nous attestons que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière est adéquate et que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information financière sont efficaces. Nous rapportons toute situation irrégulière d'importance au comité de vérification du conseil d'administration de la Caisse, le cas échéant.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers cumulés de la Caisse et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et comporte l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Le conseil d'administration et ses comités exercent un rôle de surveillance quant à la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de l'établissement et de la présentation de l'information financière, du maintien de contrôles internes appropriés, de la conformité aux exigences des lois et règlements, de la gestion et du contrôle des principaux risques et de l'évaluation d'opérations importantes. En outre, il approuve les états financiers cumulés et le rapport annuel.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers cumulés du 31 décembre 2009. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification qui est composé uniquement d'administrateurs externes. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général, examine les états financiers cumulés et en recommande l'approbation au conseil d'administration.



Michael Sabia
Président et chef de la direction
et Chef de la direction financière par intérim

Montréal, le 15 février 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR


À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net cumulé des fonds de la Caisse de dépôt et placement du Québec au 31 décembre 2009 et l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Caisse. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ces fonds au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de leur exploitation et de l'évolution de leur actif net pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 15 février 2010

Caisse de dépôt et placement du Québec

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
(L.R.Q., chapitre C-2)ACTIF NET CUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
ACTIF		
Placements à la juste valeur <i>(notes 4a, b et e)</i>	167 555	182 493
Avances à des déposants	371	754
Revenus de placement courus et à recevoir	1 042	1 394
Opérations en voie de règlement	70	1 241
Autres éléments d'actif	1 598	993
	<u>170 636</u>	<u>186 875</u>
PASSIF		
Passif lié aux placements <i>(notes 4c et e)</i>	34 810	62 612
Opérations en voie de règlement	1 478	849
Autres éléments de passif	1 200	1 511
Part des actionnaires sans contrôle <i>(note 4d)</i>	1 560	1 815
	<u>39 048</u>	<u>66 787</u>
AVOIR NET DES DÉPOSANTS <i>(note 5)</i>	<u>131 588</u>	<u>120 088</u>

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS *(note 9)*ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS *(note 11)*

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers cumulés.

Pour le conseil d'administration,



Michael Sabia



A. Michel Lavigne

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	<u>2009</u>	<u>2008</u>
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Revenus de placement <i>(note 6a)</i>	4 907	6 161
Moins :		
Charges d'exploitation <i>(note 7)</i>	250	263
Frais de gestion externe	<u>21</u>	<u>51</u>
Revenus de placement nets	4 636	5 847
Gains (pertes) à la vente de placements <i>(note 6d)</i>	<u>4 521</u>	<u>(23 228)</u>
Total des revenus (pertes) matérialisés	9 157	(17 381)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et du passif lié aux placements <i>(note 6e)</i>	<u>2 595</u>	<u>(22 435)</u>
Résultats de placement nets	11 752	(39 816)
Dépôts (retraits) nets des déposants	<u>(252)</u>	<u>4 554</u>
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CUMULÉ	11 500	(35 262)
ACTIF NET CUMULÉ AU DÉBUT	<u>120 088</u>	<u>155 350</u>
ACTIF NET CUMULÉ À LA FIN	<u><u>131 588</u></u>	<u><u>120 088</u></u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers cumulés.

Caisse de dépôt et placement du Québec

CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

FONDS CUMULÉS NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2009

1. Constitution et activités

La Caisse de dépôt et placement du Québec, personne morale de droit public au sens du Code civil, est régie par la *Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec* (L.R.Q., chapitre C-2). Elle reçoit toutes les sommes qui lui sont confiées en vertu de la loi. En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la Caisse n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

Fonds général (états consolidés)

Le fonds général regroupe les activités de trésorerie (gestion des dépôts à vue, des dépôts à terme et du financement corporatif) ainsi que les résultats de placement nets relatifs aux billets à terme adossés à des actifs de tiers et bancaires (« BTAA de tiers et bancaires ») détenus par le portefeuille spécialisé d'obligations (760).

Fonds particuliers

Les fonds particuliers regroupent des placements diversifiés et n'ont qu'un seul déposant chacun qui y effectue exclusivement des dépôts à participation. Les fonds particuliers sont à l'usage des déposants suivants :

Fonds 300 : Fonds du Régime de rentes du Québec administré par la Régie des rentes du Québec;

Fonds 301 : Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 302 : Régime de retraite du personnel d'encadrement administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 303 : Régimes particuliers administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 305 : Régime de retraite des élus municipaux administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 306 : Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence administré par Aon Conseil;

Fonds 307 : Fonds d'assurance automobile du Québec administré par la Société de l'assurance automobile du Québec;

Fonds 311 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte général administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 312 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte des retraités administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 313 : Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec – compte complémentaire administré par la Commission de la construction du Québec;

Fonds 314 : Fonds d'assurance-dépôts administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 315 : Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 316 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RREGOP administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec;

Fonds 317 : Fonds d'amortissement du régime de retraite – RRPE administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec;

Fonds 318 : Fonds d'amortissement des autres régimes de retraite administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec;

Fonds 326 : Fonds d'assurance-récolte administré par La Financière agricole du Québec;

Fonds 327 : Fédération des producteurs de bovins du Québec;

Fonds 328 : Régime de rentes de survivants administré par le Conseil du trésor, Gouvernement du Québec;

Fonds 329 : Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec;

Caisse de dépôt et placement du Québec

Fonds 330 : Fonds de la santé et de la sécurité du travail administré par la Commission de la santé et de la sécurité du travail;

Fonds 332 : Fonds des cautionnements des agents de voyages – cautionnements individuels administré par l'Office de la protection du consommateur;

Fonds 333 : Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages administré par l'Office de la protection du consommateur;

Fonds 341 : Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds de trésorerie administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 342 : Régime de retraite de l'Université du Québec administré par le Comité de retraite du Régime de retraite de l'Université du Québec;

Fonds 343 : Fonds d'assurance parentale administré par le Conseil de gestion de l'assurance parentale;

Fonds 347 : Régime de retraite du personnel des CPE et des garderies privées conventionnées du Québec administré par Aon Conseil;

Fonds 348 : Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la Commission de la construction du Québec administré par le Comité de retraite du Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la CCQ;

Fonds 351 : Fonds des générations administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec;

Fonds 353 : Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec – caisse participants administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 361 : Régime de rentes pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 362 : Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances;

Fonds 363 : Régime de retraite des employés de la Ville de Laval administré par le Comité du Régime de retraite des employés de la Ville de Laval;

Fonds 368 : Fonds pour l'éducation et la saine gouvernance – Fonds capitalisé administré par l'Autorité des marchés financiers;

Fonds 369 : Fonds des congés de maladie accumulés administré par le ministère des Finances, Gouvernement du Québec (constitué le 1^{er} janvier 2009).

Portefeuilles spécialisés

Les portefeuilles spécialisés constituent des caisses communes pouvant recevoir des dépôts à participation des différents fonds. Les différents portefeuilles spécialisés sont :

- | | |
|---|--|
| - Valeurs à court terme (740) | - Actions des marchés en émergence (732) |
| - Obligations à rendement réel (762) | - Québec Mondial (761) |
| - Obligations (760) | - Participations et infrastructures (781) (états consolidés) |
| - Obligations à long terme (764) | - Placements privés (780) (états consolidés) |
| - Actions canadiennes (720) | - Dettes immobilières (750) (états consolidés) |
| - Actions américaines couvert (731) | - Immeubles (710) (états consolidés) |
| - Actions américaines non couvert (734) | - Instruments financiers sur produits de base (763) |
| - Actions étrangères couvert (730) | - Fonds de couverture (770) (états consolidés) |
| - Actions étrangères non couvert (733) | - Répartition de l'actif (771) |

2. Conventions comptables

La préparation des états financiers cumulés de la Caisse, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de l'exercice visé par les états financiers cumulés. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté puisqu'il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Caisse de dépôt et placement du Québec

a) États financiers cumulés

Les états financiers cumulés comprennent les comptes des filiales contrôlées par la Caisse, du fonds général, des fonds particuliers et des portefeuilles spécialisés. Les comptes de chacun de ces fonds et de chacun de ces portefeuilles font l'objet d'états financiers vérifiés par le vérificateur général du Québec.

b) Placements et activités connexes

Les placements ainsi que les postes d'actif et de passif s'y rapportant sont comptabilisés à leur juste valeur, soit la valeur d'échange estimative dont conviendrait des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence, établie à la fin de l'exercice.

Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition et à la vente de placements sont comptabilisés aux résultats et sont présentés en déduction des gains et pertes à la vente de placements. Ces coûts comprennent les frais de commissions et les frais de Bourses.

Titres à revenu fixe

Les titres à revenu fixe comprennent les valeurs à court terme, les obligations, les BTAA de tiers et bancaires et les financements hypothécaires. Les achats et les ventes de titres à revenu fixe sont constatés à la date de transaction, sauf en ce qui concerne les financements hypothécaires, constatés en date de règlement.

i) Méthode d'évaluation

La juste valeur des valeurs à court terme et des obligations est déterminée selon le cours du marché, lorsque cette valeur est disponible. Lorsqu'un cours n'est pas disponible, la juste valeur de ces titres est établie selon des techniques d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs, ou sur la base d'opérations similaires conclues avec des parties sans lien de dépendance. Ces évaluations s'appuient sur des données d'entrée observables ou non observables telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, l'écart de crédit, le taux d'actualisation, les notations de crédit ou le taux de recouvrement. La méthode d'évaluation des BTAA de tiers et bancaires est décrite à la note 4b).

La juste valeur des financements hypothécaires est établie selon la valeur actualisée des flux monétaires contractuels futurs au taux d'intérêt du marché. Ce taux est celui que l'on pourrait obtenir pour des prêts ou des titres comportant des conditions et des échéances similaires. Dans les cas où l'échelonnement des flux monétaires futurs ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la juste valeur correspond soit à la juste valeur de tout bien donné en garantie du titre, déduction faite des coûts de réalisation prévus et de tout montant légalement dû aux emprunteurs, soit au prix du marché observable pour ce titre.

La juste valeur de la plupart des titres à revenu fixe est revue semi-annuellement par un comité d'évaluation, formé d'experts indépendants ou une firme externe indépendante.

Les méthodes d'évaluation sont appliquées de façon constante.

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de placement des titres à revenu fixe incluent l'amortissement de la prime et de l'escompte, qui permet de maintenir un rendement effectif constant jusqu'à l'échéance. Les revenus tirés des financements hypothécaires sont réduits des frais d'opération et des frais financiers des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC), et sont présentés à la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

Les gains et pertes à la vente de placements représentent la différence entre le coût après amortissement et la valeur nette de réalisation à la vente de placements. Le coût après amortissement correspond au coût d'acquisition ajusté pour tenir compte de l'amortissement de la prime ou de l'escompte.

Titres à revenu variable

Les titres à revenu variable comprennent les actions et valeurs convertibles ainsi que les placements en biens immobiliers. Les achats et les ventes d'actions et valeurs convertibles sont constatés à la date de transaction alors que les achats et les ventes de biens immobiliers sont constatés à la date de règlement.

i) Méthode d'évaluation

La juste valeur des actions et valeurs convertibles cotées est déterminée au moyen des cours des principales Bourses ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues. Pour les actions et valeurs convertibles non cotées, les évaluations sont réalisées selon des méthodes d'évaluation couramment utilisées, telles que les multiples de bénéfices de sociétés cotées comparables, l'actualisation des flux monétaires, ou sur la base d'opérations similaires conclues avec des parties sans lien de dépendance. Ces évaluations s'appuient sur des données d'entrée observables ou non observables telles que les multiples du BAIIA, le multiple du cours-bénéfice, le multiple du cours-valeur aux livres, le taux d'actualisation et les flux monétaires futurs. Les évaluations des actions et valeurs convertibles non cotées sont revues semi-annuellement par un comité d'évaluation, formé d'experts indépendants ou une firme externe indépendante.

Caisse de dépôt et placement du Québec

La juste valeur des fonds d'investissement est déterminée en fonction de la juste valeur fournie par le commandité, établie à l'aide de méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements en biens immobiliers regroupent la propriété partielle ou entière d'immeubles à revenu par des intérêts dans une société ou un partenariat. La juste valeur des immeubles à revenu compris dans les biens immobiliers est établie et certifiée semi-annuellement par des évaluateurs immobiliers agréés externes, reconnus et indépendants. Les techniques d'évaluation des immeubles à revenu utilisées reposent principalement sur trois méthodologies reconnues : l'actualisation des flux monétaires au taux de marché, la méthode de comparaison avec les dernières transactions similaires sur le marché et la capitalisation des bénéfices. Ces évaluations s'appuient sur des données d'entrée observables ou non observables telles que les baux, les frais d'exploitation de même que le taux de rendement et d'actualisation. Les évaluations sont établies conformément aux normes d'évaluation professionnelles couramment employées.

Les méthodes d'évaluation sont appliquées de façon constante.

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de dividendes sont inscrits à compter de la date ex-dividende. Les revenus tirés des biens immobiliers sont réduits des frais d'exploitation, des frais d'opération et des frais financiers des emprunts, et sont présentés à la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu variable.

Les gains et pertes à la vente de placements représentent la différence entre le coût et la valeur nette de réalisation à la vente de placements. Le coût des placements correspond au coût d'acquisition, à l'exception du coût des placements dans des coentreprises qui sont comptabilisés selon la méthode de la valeur de consolidation.

Instruments financiers dérivés

Dans le cadre de la gestion de ses placements, la Caisse effectue des opérations sur divers instruments financiers dérivés à des fins de gestion des risques liés aux fluctuations de change, de taux d'intérêt et de marché.

Les instruments financiers dérivés dont la juste valeur est favorable sont présentés à la rubrique Placements à la juste valeur, alors que ceux dont la juste valeur est défavorable sont présentés à la rubrique Passif lié aux placements.

i) Méthode d'évaluation

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur à la fin de l'exercice. Ces valeurs sont établies au moyen des cours des principales Bourses ainsi que ceux fournis par des institutions financières reconnues. Les évaluations de la juste valeur pour les titres non cotés sont réalisées sur la base d'opérations similaires conclues sans lien de dépendance ou selon des modèles reconnus et couramment employés. Des modèles tels que l'actualisation au taux de rendement courant des flux de trésorerie futurs et le modèle de Black-Scholes sont alors utilisés. Ces modèles nécessitent l'utilisation d'hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs et quant au taux de rendement courant. L'élaboration de ces hypothèses est effectuée en tenant compte de données d'entrée observables ou non observables telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, l'écart de crédit, les taux de change ainsi que la volatilité et la corrélation des prix des actions, des matières premières et des taux d'intérêt. Dans le cas de la plupart des instruments financiers dérivés non cotés, les évaluations de la juste valeur sont revues semi-annuellement par une firme externe indépendante.

Les méthodes d'évaluation sont appliquées de façon constante.

ii) Revenus de placement et gains et pertes à la vente de placements

Les revenus de placement relatifs aux instruments financiers dérivés sont regroupés avec les revenus de titres à revenu fixe et à revenu variable, alors que les gains et pertes relatifs aux instruments financiers dérivés sont regroupés avec les gains et pertes à la vente de placements en fonction des placements sous-jacents.

Titres achetés en vertu de conventions de revente

La Caisse conclut des opérations d'emprunts de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, dans le but de couvrir une vente à découvert ou de dégager un revenu supplémentaire découlant de l'activité d'emprunts de titres. Ces opérations d'emprunts de titres sont comptabilisées dans les titres achetés en vertu de conventions de revente. Les intérêts gagnés sur les conventions de revente sont présentés à titre de revenus d'intérêts sous la rubrique Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

Titres vendus en vertu de conventions de rachat

La Caisse conclut des opérations de prêts de titres, soit de valeurs à court terme et d'obligations, dans un but de trésorerie ou pour dégager un revenu supplémentaire découlant de l'activité de prêts de titres. Ces opérations de prêts de titres sont comptabilisées dans les titres vendus en vertu de conventions de rachat. Les intérêts payés sur les conventions de rachat sont déduits des Revenus de placement – Titres à revenu fixe.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Titres vendus à découvert

Les titres vendus à découvert représentent l'engagement de la Caisse d'acheter des titres auprès de tiers pour couvrir ses positions. Les frais d'intérêts relatifs aux engagements liés à des valeurs à court terme et obligations vendues à découvert sont comptabilisés dans les Revenus de placement – Titres à revenu fixe, tandis que les frais relatifs aux engagements liés à des actions vendues à découvert sont comptabilisés dans les Revenus de placement – Titres à revenu variable.

Les gains et pertes sur engagements liés à des valeurs à court terme et obligations vendues à découvert sont portés à la rubrique Gains (pertes) à la vente de placements – Titres à revenu fixe, tandis que ceux liés à des actions vendues à découvert sont portés à la rubrique Gains (pertes) à la vente de placements – Titres à revenu variable.

Hierarchie de la juste valeur

Les instruments financiers de la Caisse sont classés selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires, ajusté pour refléter les différences entre les instruments évalués et les données de marché disponibles. Ce niveau comprend également les instruments dont l'évaluation repose sur des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte de données de marché observables, mais ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué.

Le classement des instruments financiers entre les niveaux de la hiérarchie est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés à la juste valeur au début de chaque trimestre.

Dans certains cas, les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation sont fondées sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante.

Les informations quantitatives relatives à la hiérarchie de la juste valeur sont présentées à la note 4e).

c) Biens administrés et biens sous gestion

La Caisse et ses filiales administrent et gèrent des biens confiés par des clients et en leur nom. Ces biens ne sont pas inscrits à l'état de l'actif net cumulé de la Caisse. La Caisse et ses filiales perçoivent des honoraires en contrepartie des services de gestion de portefeuille et des services administratifs rendus, qui comprennent notamment l'administration de propriétés immobilières et de prêts titrisés.

d) Conversion des devises

La juste valeur des placements ainsi que les autres postes d'actif et de passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la fin de l'exercice.

Le coût des placements en actions et en biens immobiliers provenant d'établissements étrangers intégrés ainsi que le coût après amortissement des placements en valeurs à court terme, en obligations et en financements hypothécaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date d'acquisition. Le coût des placements provenant d'établissements étrangers autonomes est converti au taux en vigueur à la fin de l'exercice.

Les revenus sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations, à l'exception de ceux provenant du portefeuille spécialisé d'immeubles, qui sont convertis au taux moyen de l'exercice.

e) Titrisation des prêts

La Caisse effectue périodiquement de la titrisation de prêts et de titres hypothécaires en les vendant à une structure d'accueil, laquelle émet ensuite des titres aux investisseurs. Ces opérations sont comptabilisées à titre de ventes lorsque la Caisse est réputée avoir abandonné le contrôle de ces actifs et avoir reçu une contrepartie autre que les droits de bénéficiaire liés aux actifs cédés, en conformité avec la note d'orientation concernant la comptabilité « Cessions de créances » (NOC-12) du Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA »). À la titrisation, aucun droit de bénéficiaire relatif aux prêts titrisés n'est conservé. Les gains ou pertes découlant de ces opérations sont inscrits à la rubrique Gains (pertes) à la vente de placements – Financements hypothécaires et Obligations.

Des sociétés sous contrôle commun continuent généralement d'assumer la gestion des prêts cédés. Puisque les honoraires de gestion sont établis en fonction de ce qui est exigé sur le marché, aucun actif ou passif de gestion à la date de cession n'est comptabilisé.

Caisse de dépôt et placement du Québec

f) Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation représentent l'ensemble des frais engagés pour la gestion et l'administration de portefeuille à l'exception des frais relatifs à la gestion externe. Les charges d'exploitation sont présentées dans un poste distinct de l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé. Les charges liées à la gestion des portefeuilles spécialisés d'immeubles et de dettes immobilières sont incluses dans les charges d'exploitation. Les charges reliées aux filiales immobilières et de dettes immobilières sont présentées en réduction des revenus de placement de biens immobiliers et de financement hypothécaires respectivement.

g) Frais de gestion externe

Les frais de gestion externe représentent les sommes versées à des institutions financières externes, principalement des gestionnaires de fonds institutionnels de marchés boursiers internationaux, pour gérer, au nom de la Caisse, des fonds appartenant à la Caisse. Les frais de gestion externe sont présentés dans un poste distinct de l'état des résultats et de l'évolution de l'actif net cumulé.

3. Adoption des modifications apportées au chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir » et de l'abrégé CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers »

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2009, la Caisse a adopté les modifications apportées au chapitre 3862 « Instruments financiers – informations à fournir ». Les modifications ont pour but d'améliorer les exigences en matière d'informations à fournir dans les notes aux états financiers au sujet des évaluations à la juste valeur et d'étoffer les obligations d'information sur le risque de liquidité. Les informations supplémentaires à fournir sont incluses aux notes 2b) et 4e).

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a émis l'abrégé CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers ». Cet abrégé requiert que la juste valeur des instruments financiers tienne compte du risque de crédit propre à l'entité et du risque de crédit de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés. L'adoption du CPN-173 n'a pas d'incidence significative sur les états financiers de la Caisse.

Caisse de dépôt et placement du Québec

4. Placements et passif lié aux placements

	2009		2008	
	(en millions de dollars)			
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
a) Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme				
Canadiennes	4 625	4 684	5 826	5 910
Étrangères	2 376	2 860	3 580	4 522
	7 001	7 544	9 406	10 432
Obligations				
Émises ou garanties par :				
Gouvernement canadien	21 652	21 600	16 552	15 211
Province de Québec	7 859	7 380	9 265	8 517
Autres provinces canadiennes	3 158	3 154	3 047	2 969
Municipalités et autres organismes canadiens	1 279	1 276	1 611	1 597
Sociétés d'État canadiennes	10 482	9 883	11 091	10 201
Gouvernement américain	510	741	823	740
Autres gouvernements étrangers	346	339	1 812	1 594
Titres hypothécaires				
Canadiens	245	258	272	276
Étrangers	233	2 408	711	2 438
Entreprises canadiennes	9 830	10 257	12 592	13 623
Entreprises étrangères	2 062	2 949	2 911	4 076
Titres indexés sur l'inflation				
Canadiens	667	618	587	604
Étrangers	--	--	1 973	1 611
Fonds de couverture	72	99	439	460
	58 395	60 962	63 686	63 917
BTAA de tiers et bancaires (note 4b)				
	7 229	12 351	7 186	12 787
Financements hypothécaires				
Canadiens	5 944	6 104	6 451	6 431
Étrangers	2 871	5 427	5 342	5 738
	8 815	11 531	11 793	12 169
Total des titres à revenu fixe	81 440	92 388	92 071	99 305
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles				
Canadiennes	14 676	14 756	12 523	16 055
Américaines	14 407	19 156	10 968	14 604
Étrangères et des marchés en émergence	19 693	19 794	17 714	21 180
Fonds de couverture	3 615	3 689	4 688	4 933
	52 391	57 395	45 893	56 772
Biens immobiliers				
Canadiens	10 930	9 279	11 884	8 987
Étrangers	9 012	10 578	11 032	10 450
	19 942	19 857	22 916	19 437
Total des titres à revenu variable	72 333	77 252	68 809	76 209

	2009		2008	
	(en millions de dollars)			
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Sommes à recevoir relativement aux placements				
Titres achetés en vertu de conventions de revente				
Canadiens	6 171	6 171	2 900	2 901
Étrangers	1 928	1 963	2 780	2 730
Montant se rapportant aux produits dérivés				
Canadiens	1 106	21	2 465	26
Étrangers	4 577	896	13 468	1 681
	13 782	9 051	21 613	7 338
Total des placements	167 555	178 691	182 493	182 852

Le poste Placements – Biens immobiliers inclut, entre autres, des placements dans des coentreprises présentés à la valeur de consolidation. Ces placements à la juste valeur se détaillent comme suit :

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Placements dans des coentreprises	8 319	9 097
Biens immobiliers	13 601	15 889
Financements hypothécaires	2	-
Valeurs à court terme	2	15
Revenus de placement courus et à recevoir	13	10
Autres éléments d'actif	<u>505</u>	<u>678</u>
	<u>14 123</u>	<u>16 592</u>
Autres emprunts à payer	64	74
Emprunts hypothécaires	5 088	6 284
Autres éléments de passif	596	1 026
Part des actionnaires sans contrôle	<u>56</u>	<u>111</u>
	<u>5 804</u>	<u>7 495</u>

Caisse de dépôt et placement du Québec

b) BTAA de tiers et bancaires

Au 31 décembre 2009, la Caisse détient les billets à terme adossés à des actifs (« BTAA ») qui ont été émis dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal. Les billets sont classés en trois types :

- Les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- Les « autres BTAA de tiers », restructurés (White Knight Trust) ou dont la restructuration a échoué (Devonshire Trust);
- Les « BTAA bancaires », restructurés (Apex Trust, Great North Trust et Superior Trust).

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la Caisse n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Les actifs sous-jacents aux billets se détaillaient comme suit au 21 janvier 2009 :

Actifs sous-jacents	VAC 1	VAC 2	Autres conduits ¹
	%	%	%
Trocs de défaillance de crédit	86,8	89,4	75,0
Prêts hypothécaires commerciaux	7,6	6,5	25,0
Prêts hypothécaires résidentiels canadiens à risque	3,1	2,4	- -
Autres actifs	2,5	1,7	- -

¹ Les autres conduits représentent les BTAA de tiers hors entente et les BTAA bancaires restructurés.

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Les efforts de restructuration du PCAA ont abouti à la conclusion d'une entente de principe le 24 décembre 2008, laquelle a donné lieu à un échange de titres le 21 janvier 2009. Le PCAA visé par le plan de restructuration entériné à cette date a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Les aspects clés de l'entente de restructuration sont les suivants :

- Création de trois nouvelles structures sous forme de fiducies, appelées « véhicules d'actifs cadres » (« VAC 1 », « VAC 2 » et « VAC 3 »).
- VAC 1 et VAC 2 regroupent les transactions des conduits des BTAA constitués uniquement d'actifs synthétiques ou constitués d'actifs hybrides, c'est-à-dire d'une combinaison d'actifs synthétiques et traditionnels. Ils incluent également les actifs à haut risque associés à ces transactions.
- Établissement de facilités de financement de marge en soutien aux structures VAC 1 et VAC 2 afin de financer les appels de garantie éventuels.
- La principale différence entre VAC 1 et VAC 2 consiste dans le fait que la facilité de financement de marge est autofinancée par les participants à VAC 1, alors qu'elle est fournie par des prêteurs tiers dans le cas de VAC 2.
- La capacité de transférer les billets de VAC 1 est assujettie à des contraintes considérables pour ses détenteurs.
- VAC 3 est composé des transactions des conduits des BTAA constitués exclusivement d'actifs à haut risque et d'actifs traditionnels.
- Élargissement de déclencheurs « écart-perte » qui, s'ils sont atteints, entraîneront des appels de garantie.
- Établissement d'un moratoire initial de 18 mois se terminant le 21 juillet 2010 au cours duquel aucun appel de garantie additionnelle ne pourra être effectué sur les trocs de défaillance de crédit.

Caisse de dépôt et placement du Québec

- Le gouvernement du Canada, les gouvernements du Québec, de l'Alberta et de l'Ontario et la Caisse ont participé à l'entente finale en établissant une facilité additionnelle de financement de marge prioritaire.

Le 21 janvier 2009, les investisseurs, dont la Caisse, ont reçu une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance moyenne prévue en décembre 2016 et provenant des structures VAC 1 et VAC 2. Les actifs à haut risque de VAC 1 ont été séparés et la Caisse a reçu des billets reflète qui reproduisent le rendement des actifs individuels sous-jacents. Un troisième véhicule, VAC 3, mettant en silo chaque série garantie exclusivement par des actifs traditionnels ou des actifs à haut risque a été créé. Deux principales catégories de billets ont été créées, soit les billets reflète pour les actifs traditionnels et les billets reflète pour les actifs à haut risque, et sont liés au rendement net et aux échéances de leurs actifs sous-jacents respectifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la Caisse au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Les billets de catégorie A-1, A-2 et B de VAC 1 portent intérêt au taux d'acceptation bancaire de 3 mois (« AB ») + 0,30 %. Les billets de catégorie A-1, A-2 et B de VAC 2 portent intérêt au taux AB de 3 mois – 0,50 %. L'intérêt sur les billets B est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1 et A-2 auront été réglés intégralement. L'intérêt sur les billets de catégorie C (AB + 20 %) est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement. Tous les billets reflète portent intérêt à un taux qui sera ajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents. Étant donné l'incertitude relative à la mesure, la Caisse a comptabilisé un revenu d'intérêt seulement pour les billets A-1 et A-2.

Une séquence de subordination est imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes jusqu'à concurrence de leur valeur nominale de façon à immuniser les tranches supérieures. En raison de la structure en cascade, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie parmi les 22 conduits touchés par l'Accord de Montréal a été restructurée en 2007, soit Skeena Capital Trust (restructuré sous le nom de White Knight Trust). La Caisse a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Initialement notés AAA par DBRS, ces billets ont fait l'objet de décotes successives de AA (faible) en novembre 2008 à B (élevé) en octobre 2009. La Caisse a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009 (92 M\$ en 2008).

La restructuration d'une autre fiducie, Devonshire Trust, a échoué. Conséquemment, des démarches juridiques pour récupérer les garanties déposées par cette fiducie, qui permettraient à la Caisse de récupérer son placement, ont été entreprises le 13 janvier 2009. La Caisse avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La Caisse détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières, dont Sitka Trust (depuis restructurée sous le nom de Apex Trust), Great North Trust et Superior Trust. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. Les titres de remplacement d'Apex Trust, de Superior Trust et de Great North Trust reçus par la Caisse ne font pas l'objet de notation de crédit par une agence externe. La Caisse a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies, résultant en une moins-value de 301 M\$ au 31 décembre 2009 (394 M\$ en 2008).

Caisse de dépôt et placement du Québec

Soldes au 31 décembre

Au 31 décembre 2009, les BTAA de tiers et bancaires sont constitués des éléments suivants :

	2009		
	Juste valeur	Moins-value non matérialisée cumulative	Coût
	<i>(en millions de dollars)</i>		
BTAA de tiers			
VAC 1			
Catégorie A-1	4 071	(476)	4 547
Catégorie A-2	2 428	(1 397)	3 825
Catégorie B	--	(652)	652
Catégorie C	--	(279)	279
Billets reflets pour actifs à haut risque	--	(597)	597
Billets de catégorie X ¹	282	(26)	308
	<u>6 781</u>	<u>(3 427)</u>	<u>10 208</u>
VAC 2			
Catégorie A-1	101	18	83
Catégorie A-2	17	(10)	27
Catégorie B	--	(5)	5
Catégorie C	--	(4)	4
	<u>118</u>	<u>(1)</u>	<u>119</u>
VAC 3			
Billets reflets pour actifs traditionnels	478	(59)	537
Billets reflets pour actifs à haut risque	--	(70)	70
	<u>478</u>	<u>(129)</u>	<u>607</u>
Facilités de financement de marge	<u>(589)</u>	<u>(589)</u>	<u>--</u>
Sous-total BTAA de tiers	6 788	(4 146)	10 934
Autres			
BTAA de tiers non restructurés	--	(385)	385
BTAA de tiers restructurés	--	(290)	290
BTAA bancaires restructurés	441	(301)	742
	<u>7 229</u>	<u>(5 122)</u>	<u>12 351</u>

¹ Suite à l'appel de garantie, une portion des billets des catégories A-1, A-2, B et C de VAC 1 a été convertie en billets de catégorie X de VAC 1.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Au 31 décembre 2008, les placements en PCAA de tiers et bancaire sont constitués des éléments suivants :

	2008		
	Juste valeur	Moins-value non matérialisée cumulative	Coût
	<i>(en millions de dollars)</i>		
PCAA de tiers en voie d'être restructuré selon l'entente du Comité pancanadien			
Actifs synthétiques et hybrides ¹	6 017	(3 725)	9 742
Actifs traditionnels ²	623	(115)	738
Actifs à haut risque	- -	(890)	890
	6 640	(4 730)	11 370
Autres			
PCAA de tiers non restructuré	- -	(385)	385
PCAA de tiers restructuré	198	(92)	290
PCAA bancaire restructuré	348	(394)	742
	7 186		12 787
Moins-value non matérialisée cumulative avant frais de restructuration		(5 601) ³	
Frais de restructuration		(86)	
Moins-value non matérialisée cumulative		(5 687)	
Radiation d'actifs		(171)	
Pertes à la vente de placements et moins-value non matérialisée cumulative		(5 858)	
Arrérages d'intérêts courus à recevoir ⁴		389	
		(5 469)	

¹ Les investissements reflètent l'engagement de la Caisse pris au cours de 2008 de faire l'acquisition à escompte, au moment de la restructuration, de billets VAC 2. La valeur nominale et le prix d'achat convenu des billets s'élèvent respectivement à 170 M\$ et 119 M\$.

² Ne comprennent pas un montant de 550 M\$ représentant la quote-part de la Caisse dans le remboursement d'actifs sous-jacents encaissé par les conduits en date du 31 décembre 2008.

³ Inclut la juste valeur des engagements estimée à un montant négatif de 634 M\$.

⁴ Encaissés le 21 janvier 2009.

Présentation aux résultats et évolution de l'actif net cumulé

Le tableau suivant présente l'évolution de l'actif net cumulé de la Caisse au 31 décembre :

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Moins-value non matérialisée cumulative au début de l'exercice	(5 601)	(1 867)
Moins-value non matérialisée cumulative à la fin de l'exercice	(5 122)	(5 601)
Augmentation (diminution) de la juste valeur	479	(3 734)
Encaissement en 2009 des arrérages d'intérêts et des frais de restructuration de 2008	(333)	- -
Arrérages d'intérêts et frais de restructuration	- -	333
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements <i>(note 6e)</i>	146	(3 401)
Encaissement en 2009 des arrérages d'intérêts et des frais de restructuration	559	- -
Radiation d'actifs	(192)	(171)
Gains (pertes) à la vente de placements <i>(note 6d)</i>	367	(171)
	513	(3 572)

Caisse de dépôt et placement du Québec

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

Le tableau suivant résume les engagements à l'égard des BTAA de tiers et bancaires au 31 décembre :

		2009	2008
	Échéance maximale	Montant des engagements	
		(en millions de dollars)	
Entente du Comité pancanadien			
FFM VAC 1 de base	juillet 2017	5 767	5 767
FFM VAC 1 – participation additionnelle	juillet 2017	400	400
FFS VAC 1 et VAC 2	juillet 2017	300	300
Sous-total		6 467	6 467
BTAA bancaires restructurés			
	décembre 2016	- -	323
Total		6 467	6 790

Facilité de financement de marge (« FFM »)

En supplément aux actifs qui sont déjà portés en garantie à l'acheteur de la protection contre la défaillance de crédit, l'entente finale du Comité pancanadien des investisseurs prévoit que VAC 1 et VAC 2 doivent disposer d'une FFM destinée à couvrir d'éventuels appels de garantie. La Caisse a choisi d'autofinancer sa part de la FFM, ce qui explique sa participation dans VAC 1.

La part de la Caisse dans cet engagement de crédit s'élevant à 5 767 M\$ se situe au même rang que les autres participants et vient à échéance en juillet 2017, ou à une date antérieure si toutes les transactions de trocs de défaillance de crédit ont été réglées auparavant. La Caisse ne recevra aucune commission relativement à cet engagement de crédit. Les avances qui pourraient être faites en vertu de cette FFM porteront intérêt à un taux basé sur le taux des acceptations bancaires ou le taux privilégié. La Caisse devra maintenir une notation de crédit équivalente à AA (élevé) auprès d'au moins deux des quatre agences de notation, prévues à l'entente, à défaut de quoi elle devra fournir des garanties ou une autre forme de support de crédit à VAC 1 ou faire prendre en charge ses engagements par une autre entité ayant une note de crédit suffisamment élevée.

En vertu d'une entente séparée, la Caisse a convenu de prendre une participation de 400 M\$ dans les engagements de la FFM d'un des participants de VAC 1 en échange d'une commission d'engagement de 1,2 % par année, soit le même taux que les institutions tierces qui ont souscrit à la FFM équivalente de VAC 2. Cette facilité se situe au même niveau de subordination que la participation de la Caisse dans la FFM, ce qui signifie que ces facilités seraient appelées simultanément en cas d'un appel de garantie.

Facilité de financement senior (« FFS »)

Advenant le cas où la FFM de VAC 1 et la facilité équivalente de VAC 2 s'avèrent insuffisantes pour satisfaire aux appels de garantie du véhicule en question, une FFS a été mise en place avec la participation des gouvernements du Canada, du Québec, de l'Alberta et de l'Ontario et la Caisse pour VAC 1 et VAC 2 afin de fournir un accès à des liquidités additionnelles. La part de la Caisse dans ces engagements de crédit s'élève à 154 M\$ relativement à VAC 1 et à 146 M\$ relativement à VAC 2. La Caisse reçoit une commission d'engagement de 1,19 % par année jusqu'en décembre 2016 relativement à cet engagement de crédit. Ces engagements viennent à échéance en juillet 2010, à moins qu'un montant ait été tiré et demeure impayé à cette date, auquel cas toutes les liquidités disponibles pour remboursement dans VAC 1 ou VAC 2, le cas échéant, seront utilisées pour le versement des intérêts et du capital des FFS prioritairement au versement des intérêts et du capital de la FFM pertinente et prioritairement au versement des intérêts et du capital des billets émis par le véhicule en question. Les avances qui pourront être faites en vertu de cette facilité porteront intérêt à un taux basé sur le taux des acceptations bancaires ou le taux privilégié.

Engagements associés aux BTAA bancaires

Parmi les billets des PCAA bancaires ayant fait l'objet de restructuration au cours de 2008 et des billets de catégorie X, quatre des billets représentent des participations dans des fiducies qui possèdent des intérêts indirects dans des trocs de défaillance de crédit. Afin de protéger ses intérêts dans les actifs sous-jacents, la Caisse peut accepter de participer à des appels de garantie advenant le cas où des appels de garantie supplémentaires seraient effectués par trois fiducies. À défaut d'y participer, les positions sous-jacentes seraient liquidées, et les placements de la Caisse seraient vraisemblablement perdus. Au 31 décembre 2009, la Caisse ne participe à aucun appel de garantie. Les titres et les engagements afférents viennent à échéance au plus tard en décembre 2016.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la Caisse a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La Caisse a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

Compte tenu de ce qui précède, la Caisse a comptabilisé une augmentation de la juste valeur des BTAA de 479 M\$ au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 (diminution de 3 734 M\$ en 2008). Cette augmentation est principalement imputable au rétrécissement des écarts de crédit ainsi qu'à l'effet du passage du temps, compensée en partie par la détérioration de la qualité du crédit des billets ainsi qu'à la hausse des taux de défaut.

Les principales hypothèses considérées dans le modèle, excluant les actifs à haut risque, se présentent comme suit au 31 décembre :

	2009	2008
Taux d'intérêt des billets		
Billets A-1 et A-2 de VAC 1	AB ¹ + 0,30 %	AB ¹ + 0,30 %
Billets A-1 et A-2 de VAC 2	AB ¹ - 0,50 %	AB ¹ - 0,50 %
Taux de défaut et de perte de crédit	<p style="text-align: center;">Table S&P 1981-2008</p> <p style="text-align: center;">Taux de défaut ajusté en fonction d'une décote</p> <p style="text-align: center;">Taux de perte liée au défaut de 70 %</p>	<p style="text-align: center;">Table S&P 1981-2007</p> <p style="text-align: center;">Taux de défaut ajusté en fonction d'une décote</p> <p style="text-align: center;">Taux de perte liée au défaut de 70 %</p>
Primes de financement et d'illiquidité	2,15 %	4,50 %
Prime de financement relative aux facilités de financement de marge	L'incidence financière des facilités a été calculée sur la base d'une commission d'engagement annuelle de 1,6 %	L'incidence financière des facilités a été calculée sur la base d'une commission d'engagement annuelle de 1,6 %
Échéance prévue des billets	Décembre 2016 pour les billets de VAC 1 et 2	Décembre 2016 pour les billets de VAC 1 et 2
Notation de crédit des billets	<p style="text-align: center;">A pour les billets de catégorie A-1</p> <p style="text-align: center;">Une moyenne pondérée de notations de crédit pour les billets de catégorie A-2 de VAC 1</p> <p style="text-align: center;">BBB (faible) pour les billets de catégorie A-2 de VAC 2</p> <p style="text-align: center;">Les billets des catégories B et C ne sont pas notés</p>	<p style="text-align: center;">A pour les billets de catégories A-1 et A-2</p> <p style="text-align: center;">Les billets des catégories B et C ne sont pas notés</p>

¹ Le taux d'acceptation bancaire – 3 mois.

L'estimation de la juste valeur des BTAA au 31 décembre 2009 tient compte, entre autres, des notations de crédit des billets. La notation de crédit fait partie intégrante d'un modèle qui comprend plusieurs autres hypothèses et données qui ne peuvent pas être considérées isolément. Le 11 août 2009, l'agence de notation DBRS a décoté les billets de catégorie A-2 de VAC 2, faisant ainsi passer la notation de A à BBB (faible) avec la mention « sous surveillance avec implications négatives ». De plus, la notation de crédit des billets de catégorie A-2 de VAC 1 a été maintenue à A et a été placée « sous surveillance avec implications négatives ».

Le 9 février 2010, DBRS a émis un communiqué de presse confirmant le maintien de la notation de crédit actuelle A des billets de catégorie A-2 de VAC 1 et a retiré la mention « sous surveillance avec implications négatives ». DBRS a cité la stabilité du marché du crédit des mois récents et l'amortissement de la structure (passage du temps), rendant ainsi les actifs sous-jacents aux billets moins risqués, comme cause principale du maintien de la notation. Le communiqué fait également état des risques importants dont les détenteurs des billets continuent de faire face notamment, l'exposition à la volatilité du crédit, à la détérioration actuelle et future des sous-jacents et à l'atteinte des déclencheurs « écart-perte » qui, à la fin du moratoire, pourraient entraîner des appels de garantie. Puisque le maintien de la notation de crédit des billets de catégorie A-2 de VAC 1 tient compte d'événements survenus après le 31 décembre 2009 et n'est pas en lien avec les circonstances et événements observables qui prévalaient à ce moment, aucun ajustement n'a été effectué à l'évaluation du 31 décembre 2009. L'évaluation des BTAA en 2010 tiendra compte de l'ensemble de données et hypothèses, dont le communiqué de DBRS, ainsi que des autres événements de marché.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Tel qu'il est mentionné précédemment, la Caisse a accordé des facilités de financement totalisant 6 467 M\$ dans le cadre du plan de restructuration final. La Caisse a évalué la prime de financement normalement requise à 1,6 % à l'égard des trois facilités accordées. Ces engagements de prêt doivent être évalués à leur juste valeur. Il n'existe aucun marché actif pour lequel la Caisse pourrait dériver la juste valeur de ces engagements. En conséquence, la Caisse a établi la juste valeur par l'application d'une technique d'évaluation qui prend en compte la juste valeur d'engagements similaires en substance et l'analyse des flux de trésorerie actualisés.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction au cours des périodes ultérieures.

L'effet sur la juste valeur résultant de la substitution des principales hypothèses retenues par les hypothèses alternatives se détaille comme suit :

- une variation à la hausse de 50 points centésimaux de la prime de financement relative aux facilités de financement de marge résulterait en une diminution de la juste valeur d'environ 183 M\$. De même, une variation à la baisse de 50 points centésimaux résulterait en une augmentation de la juste valeur d'environ 183 M\$;
- une variation à la hausse de 50 points centésimaux du taux d'actualisation estimé entraînerait une diminution de la juste valeur d'environ 215 M\$. Toutefois, une variation à la baisse de 50 points centésimaux résulterait en une augmentation de la juste valeur d'environ 207 M\$;
- une diminution de la notation de crédit prévue d'un niveau (one notch) affecterait les taux de défaut anticipés et se traduirait par une diminution de la juste valeur d'environ 385 M\$. Toutefois, une augmentation de la notation de crédit prévue d'un niveau résulterait en une augmentation de la juste valeur d'environ 275 M\$.

Au moment de préparer ces états financiers, il n'existait pas encore de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires.

	2009		2008	
	(en millions de dollars)			
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
c) Passif lié aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat				
Canadiens	9 115	9 113	19 161	19 120
Étrangers	1 223	1 458	4 596	4 576
Billets de trésorerie à payer				
Canadiens	1 288	1 288	5 415	5 407
Étrangers	--	--	956	927
Billets à terme				
Canadiens	--	--	158	154
Étrangers	5 075	5 345	--	--
Titres vendus à découvert				
Canadiens	4 593	4 145	4 444	4 856
Étrangers	2 980	2 616	3 344	3 304
Emprunts hypothécaires				
Canadiens	855	833	935	932
Étrangers	3 351	3 513	2 688	2 859
Autres emprunts à payer				
Canadiens	833	836	514	537
Étrangers	1 162	1 210	1 605	1 684
Montant se rapportant aux produits dérivés				
Canadiens	422	53	1 277	37
Étrangers	3 913	1 214	17 519	1 590
	34 810	31 624	62 612	45 983

	2009		2008	
	(en millions de dollars)			
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
d) Part des actionnaires sans contrôle				
Canadiens	1 208	1 252	1 264	1 246
Étrangers	352	771	551	769
	1 560	2 023	1 815	2 015

e) Hiérarchie de la juste valeur

Au 31 décembre 2009, la juste valeur des instruments financiers est répartie entre les trois niveaux de la hiérarchie de la façon suivante :

	2009			
	<i>(en millions de dollars)</i>			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Titres à revenu fixe				
Valeurs à court terme	--	5 973	1 028	7 001
Obligations	--	55 809	2 586	58 395
BTAA de tiers et bancaires	--	--	7 229	7 229
Financements hypothécaires	--	3 751	5 064	8 815
Total des titres à revenu fixe	<u>--</u>	<u>65 533</u>	<u>15 907</u>	<u>81 440</u>
Titres à revenu variable				
Actions et valeurs convertibles	25 974	3 504	22 913	52 391
Biens immobiliers ¹	--	--	19 942	19 942
Total des titres à revenu variable	<u>25 974</u>	<u>3 504</u>	<u>42 855</u>	<u>72 333</u>
Sommes à recevoir relativement aux placements				
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	8 099	--	8 099
Montant se rapportant aux produits dérivés	36	5 181	466	5 683
	<u>26 010</u>	<u>82 317</u>	<u>59 228</u>	<u>167 555</u>
Passif lié aux placements				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	10 338	--	10 338
Billets de trésorerie à payer	--	1 288	--	1 288
Billets à terme	--	5 075	--	5 075
Titres vendus à découvert	5 382	1 919	272	7 573
Emprunts hypothécaires	--	1 306	2 900	4 206
Autres emprunts à payer	--	1 682	313	1 995
Montant se rapportant aux produits dérivés	31	3 871	433	4 335
	<u>5 413</u>	<u>25 479</u>	<u>3 918</u>	<u>34 810</u>

¹ Les placements en biens immobiliers regroupent la propriété partielle ou entière d'immeubles à revenu par des intérêts dans une société ou un partenariat.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Niveau 3 : Rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture

Pour les instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie, le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture se détaille comme suit :

2009									
(en millions de dollars)									
	Solde d'ouverture	Total des gains (pertes) comptabilisés en résultats ¹	Achats	Ventes	Émissions	Règlements	Transferts nets vers et hors du niveau 3	Solde de clôture	Total des gains (pertes) imputables aux placements détenus à la fin de l'exercice, comptabilisés en résultats ²
Valeurs à court terme	1 478	(267)	--	--	91	(261)	(13)	1 028	(46)
Obligations	4 444	(429)	206	(899)	76	(711)	(101)	2 586	(698)
BTAA de tiers et bancaires	7 186	288	--	--	--	(245)	--	7 229	479
Financements hypothécaires	6 592	(2 372)	--	(40)	1 069	(1 208)	1 023	5 064	(2 373)
Actions et valeurs convertibles	24 352	(2 133)	3 271	(2 474)	--	--	(103)	22 913	(1 927)
Biens immobiliers	22 916	(3 889)	1 633	(718)	--	--	--	19 942	(3 021)
Montant net se rapportant aux instruments financiers dérivés ³	(673)	38	20	(20)	--	673	(5)	33	(165)
Titres vendus à découvert	(460)	8	182	(2)	--	--	--	(272)	11
Emprunts hypothécaires	(2 632)	274	--	--	(546)	4	--	(2 900)	85
Autres emprunts à payer	(434)	15	--	--	(107)	213	--	(313)	19

¹ Présentés aux rubriques Revenu net de placement, Gains (pertes) à la vente de placements et Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements.

² Présentés aux rubriques Revenu net de placement et Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements.

³ Des actifs dérivés et des passifs dérivés sont présentés au net dans le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture.

Transferts entre les niveaux 2 et 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Au cours de l'exercice, des financements hypothécaires dont la juste valeur s'élève à 1 111 M\$ ont été transférés hors du niveau 2 et ajoutés aux instruments de niveau 3 en raison de la prise en compte de données additionnelles non observables dans la méthode d'évaluation.

Niveau 3 : Évaluation à la juste valeur sur hypothèses alternatives raisonnables

Dans certains cas, les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation reposent sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres à l'instrument évalué. Bien que la Caisse croie que ses évaluations de juste valeur sont appropriées, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait se traduire par des justes valeurs différentes. Il est possible que les différentes entités arrivent à des différentes évaluations de la juste valeur du même instrument financier à la même date de mesure. Pourtant, les techniques d'évaluation et les données d'entrée employées par les deux entités peuvent répondre à l'objectif de la mesure de la juste valeur. Le fait que les différentes évaluations de la juste valeur existent reflète le jugement et les hypothèses appliqués, ainsi que l'incertitude relative à la mesure de la juste valeur des instruments.

L'effet de la substitution des principales hypothèses retenues par les hypothèses alternatives résulterait soit en une augmentation d'environ 1 152 M\$ ou une diminution d'environ 1 021 M\$ de la juste valeur totale des instruments du niveau 3 excluant les BTAA de tiers et bancaires. L'effet de la substitution d'hypothèses sur la juste valeur des BTAA de tiers et bancaires est décrit à la note 4b).

5. Avoir des déposants

Les dépôts à vue et à terme portent intérêt et constituent des créances de la Caisse à l'égard des déposants.

Au cours de l'exercice, la Caisse a versé un montant de 8 M\$ (39 M\$ en 2008) à titre d'intérêts sur dépôts à vue et à terme.

Les dépôts à participation sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net d'un fonds. À la clôture de chaque période mensuelle du fonds général et des fonds particuliers, le revenu net de placement et les gains et pertes à la vente de placements sont attribués aux détenteurs de dépôts à participation. Au début de la période qui suit, les montants attribués sont versés au (récupérés du) compte de dépôts à vue des déposants.

Au cours de l'exercice, la Caisse a versé un montant de 1 950 M\$ (219 M\$ en 2008) à titre de revenu net aux détenteurs de dépôts à participation.

Caisse de dépôt et placement du Québec

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Créances de la Caisse à l'égard des déposants		
Dépôts à vue	475	2 038
Dépôts à terme	9	98
Intérêts sur dépôts à vue et à terme	--	2
Revenu net à verser aux détenteurs de dépôts à participation	592	980
	<u>1 076</u>	<u>3 118</u>
Avoir des détenteurs de dépôts à participation		
Dépôts à participation		
Solde au début	134 015	131 560
Unités émises	5 573	10 140
Unités annulées	(2 465)	(7 685)
Solde à la fin	<u>137 123</u>	<u>134 015</u>
Gains (pertes) à la vente de placement non attribués	7 248	(257)
Moins-value non matérialisée des placements et des autres postes d'actif et de passif s'y rapportant	<u>(13 859)</u>	<u>(16 788)</u>
	<u>130 512</u>	<u>116 970</u>
Avoir des déposants	<u>131 588</u>	<u>120 088</u>

6. Revenus de placement, gains (pertes) à la vente de placements et plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et du passif lié aux placements

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
a) Revenus de placement		
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	92	426
Obligations	2 591	2 622
Financements hypothécaires (note 6b)	506	676
	<u>3 189</u>	<u>3 724</u>
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	1 104	1 639
Biens immobiliers (note 6c)	681	830
	<u>1 785</u>	<u>2 469</u>
Autres revenus	28	41
Part des actionnaires sans contrôle	<u>(95)</u>	<u>(73)</u>
	<u>4 907</u>	<u>6 161</u>

Les Revenus de placement – Titres à revenu fixe ont été réduits de 240 M\$ (773 M\$ en 2008) à titre de dépense nette liée aux titres vendus (achetés) en vertu de conventions de rachat (revente).

Caisse de dépôt et placement du Québec

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
b) Revenus nets de financements hypothécaires		
Revenus de financements hypothécaires	527	726
Moins :		
Charges reliées aux filiales de dettes immobilières		
Frais d'opération	164	31
Frais financiers des TACHC	18	19
	182	50
Autres revenus	161	-
	506	676

Les autres revenus et les frais d'opération de 2009 comprennent les revenus et dépenses d'une filiale consolidée depuis le 31 décembre 2008 alors qu'auparavant cette filiale était comptabilisée à la valeur de consolidation.

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
c) Revenus nets de biens immobiliers		
Revenus de biens immobiliers	2 964	2 963
Moins :		
Charges reliées aux filiales immobilières		
Frais d'exploitation des biens immobiliers	1 532	1 556
Frais d'opération	74	88
Frais financiers des emprunts	681	499
	2 287	2 143
Autres revenus	4	10
	681	830

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
d) Gains (pertes) à la vente de placements		
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	(617)	96
Obligations	(710)	356
Financements hypothécaires	94	(43)
BTAA de tiers et bancaires (<i>note 4b</i>)	367	(171)
	(866)	238
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	5 832	(22 828)
Biens immobiliers	(359)	(507)
	5 473	(23 335)
Part des actionnaires sans contrôle	31	(9)
	4 638	(23 106)
Moins :		
Coûts de transaction des placements	117	122
	4 521	(23 228)

Le montant de 4 521 M\$ de gains (23 228 M\$ de pertes en 2008) à la vente de placements présenté dans l'évolution de l'actif net cumulé comprend un montant de 2 200 M\$ à titre de gains de change (5 572 M\$ de pertes de change en 2008).

e) Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et du passif lié aux placements

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Titres à revenu fixe		
Valeurs à court terme	(1 718)	1 689
Obligations	(6 206)	4 496
Financements hypothécaires	(2 346)	(325)
Titres achetés en vertu de conventions de revente	(67)	(164)
BTAA de tiers et bancaires <i>(note 4b)</i>	146	(3 401)
	<u>(10 191)</u>	<u>2 295</u>
Titres à revenu variable		
Actions et valeurs convertibles	2 532	(13 733)
Biens immobiliers	<u>(3 452)</u>	<u>(1 344)</u>
	<u>(920)</u>	<u>(15 077)</u>
Total des placements	<u>(11 111)</u>	<u>(12 782)</u>
Moins :		
Passif lié aux placements		
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	(294)	(144)
Billets de trésorerie à payer	(37)	39
Billets à terme	(274)	3
Titres vendus à découvert	1 184	(1 225)
Emprunts hypothécaires	28	(149)
Autres emprunts à payer	51	(108)
Instruments financiers dérivés	(14 101)	11 682
Part des actionnaires sans contrôle	<u>(263)</u>	<u>(445)</u>
	<u>(13 706)</u>	<u>9 653</u>
	<u>2 595</u>	<u>(22 435)</u>

Le montant de 2 595 M\$ de plus-value non matérialisée (22 435 M\$ de moins-value non matérialisée en 2008) présenté dans l'évolution de l'actif net cumulé comprend un montant de 3 984 M\$ à titre de moins-value non matérialisée de change (7 920 M\$ à titre de plus-value non matérialisée de change en 2008).

7. Charges d'exploitation

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Traitements et avantages sociaux	117	129
Services professionnels	56	52
Services de données et abonnements	19	18
Locaux et matériel	16	17
Amortissement des immobilisations	22	19
Autres	<u>11</u>	<u>15</u>
	241	250
Frais de garde de valeurs	<u>9</u>	<u>13</u>
	<u>250</u>	<u>263</u>

Caisse de dépôt et placement du Québec

8. Identification et gestion des risques liés aux activités d'investissement

La Caisse a mis en place différentes politiques, directives et procédures pour encadrer le déroulement de ses activités. Ainsi, les politiques d'investissement servent à encadrer le travail des gestionnaires. Pour chaque portefeuille spécialisé, la politique d'investissement définit la philosophie, le type de gestion, l'univers de placement, l'indice de référence, l'objectif de valeur ajoutée et l'encadrement de risque, qui comprend entre autres des limites de concentration. Les gestionnaires connaissent et sont tenus de respecter les limites propres à leurs activités d'investissement.

La gestion du risque est encadrée par la politique de gestion intégrée des risques adoptée par le conseil d'administration. Révisée régulièrement, cette politique a pour objet de promouvoir une culture et des pratiques rigoureuses de gestion des risques qui favoriseront la réalisation de la mission de la Caisse envers ses déposants. Plus particulièrement, cette politique définit la gouvernance de la gestion du risque au sein de la Caisse, fixe le niveau de risque jugé acceptable afin de parer aux pertes excessives, relie ce niveau de risque aux objectifs de valeur ajoutée de l'actif net et, enfin, fait la promotion d'une répartition efficace du risque.

La gouvernance de la gestion du risque repose sur trois niveaux de contrôle :

- Niveau 1 - les gestionnaires comme premiers responsables de la gestion des risques liés aux activités dont ils ont la responsabilité;
- Niveau 2 - les comités déposants et risques (CDR et CDR – Transactions) et le comité de direction;
- Niveau 3 - le conseil d'administration et son comité de gestion des risques, ainsi que la Vérification interne.

La politique prévoit des mécanismes de reddition de comptes pour chacun de ces niveaux. D'autres encadrements sont prévus à la politique, notamment pour l'impartition de la gestion des investissements, la gestion du risque opérationnel et la gestion des instruments financiers dérivés.

Afin d'assurer l'objectivité et la rigueur nécessaires à la gestion des risques, la définition et le contrôle de la politique de gestion intégrée des risques ainsi que des politiques d'investissement des portefeuilles spécialisés sont confiés à des équipes indépendantes des gestionnaires de portefeuille.

La politique de gestion intégrée des risques définit notamment les risques financiers :

- a) le risque de marché
- b) le risque de crédit et de concentration
- c) le risque de contrepartie
- d) le risque de liquidité de financement

a) Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. La valeur d'un instrument financier est influencée par la variation de certains paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours des actions et le prix des produits de base, de même que par leur volatilité. Le risque provient de la volatilité du prix d'un instrument financier, laquelle découle de la volatilité de ces variables de marché.

La Caisse gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée et globale, de sorte que les principaux éléments contribuant au risque tels que les secteurs d'activité, les pays et les émetteurs sont pris en compte dans l'analyse du risque de marché.

La Caisse peut utiliser des instruments financiers dérivés négociés en Bourse ou directement auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières, aux fins de la gestion des risques de marché auxquels elle est exposée.

Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la valeur marchande de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours d'une période selon un niveau de confiance déterminé. La Caisse utilise un niveau de confiance de 99% dans son calcul. La Caisse évalue la VaR pour chaque instrument contenu dans l'ensemble des portefeuilles spécialisés et agrège l'information pour le portefeuille global.

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour estimer la VaR. La méthode de simulation historique se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Cette méthode nécessite que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'estimation du rendement des instruments soient disponibles. Dans l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 1 300 jours d'observation des facteurs de risque, tels la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des actifs financiers, est utilisé pour estimer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des actifs. Avant 2009, la Caisse utilisait un niveau de confiance de 84% et un historique de 800 jours dans son calcul de la VaR.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Deux types de risque sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, du portefeuille de référence de la Caisse (portefeuille visé par les déposants globalement) est la résultante du risque (la volatilité) des indices de référence des catégories d'actif qui composent ce portefeuille. Par exemple, si les déposants choisissaient globalement d'augmenter la proportion des actions dans leur portefeuille de référence respectif, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actif. Par le fait même, le rendement absolu attendu s'en trouverait aussi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (composé des investissements réels) correspond au risque (la volatilité) des positions qui composent le portefeuille global de la Caisse. Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode, mais couvrent différents portefeuilles, soit le portefeuille global réellement investi par la Caisse et le portefeuille de référence visé par les déposants.

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la Caisse dégage un rendement différent de celui de son portefeuille de référence en gérant son portefeuille global de façon active. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille global se démarquera du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, le risque absolu du portefeuille global et le risque actif sont mesurés régulièrement.

Les tableaux ci-après illustrent le risque absolu et le risque actif du portefeuille global par portefeuilles spécialisés, selon un niveau de confiance de 99% et un historique de 1 300 jours en date du 31 décembre.

Risque absolu du portefeuille global

	2009	2008
	<i>(en points centésimaux)</i>	
Portefeuilles spécialisés		
Valeurs à court terme (740)	18	22
Obligations à rendement réel (762)	2 310	2 171
Obligations (760)	943	892
Obligations à long terme (764)	1 711	1 685
Actions canadiennes (720)	5 542	5 055
Actions américaines couvert (731)	5 793	5 124
Actions américaines non couvert (734)	5 554	4 938
Actions étrangères couvert (730)	5 247	4 963
Actions étrangères non couvert (733)	4 649	4 527
Actions des marchés en émergence (732)	4 844	5 109
Québec Mondial (761)	4 949	4 986
Participations et infrastructures (781)	6 938	7 372
Placements privés (780)	6 143	6 290
Dettes immobilières (750)	1 290	1 775
Immeubles (710)	4 681	4 797
Instruments financiers sur produits de base (763)	n/a	3 516
Fonds de couverture (770)	1 426	2 027
Répartition de l'actif (771)	2	143
Risque absolu du portefeuille global	3 810	3 518

Caisse de dépôt et placement du Québec

Risque actif du portefeuille global

	2009	2008
	<i>(en points centésimaux)</i>	
Portefeuilles spécialisés		
Valeurs à court terme (740)	100	81
Obligations à rendement réel (762)	233	219
Obligations (760)	226	223
Obligations à long terme (764)	251	283
Actions canadiennes (720)	731	608
Actions américaines couvert (731)	103	384
Actions américaines non couvert (734)	94	387
Actions étrangères couvert (730)	133	223
Actions étrangères non couvert (733)	139	232
Actions des marchés en émergence (732)	248	468
Québec Mondial (761)	256	351
Participations et infrastructures (781)	4 361	5 011
Placements privés (780)	2 876	3 306
Dettes immobilières (750)	1 002	1 399
Immeubles (710)	1 758	2 331
Instruments financiers sur produits de base (763)	n/a	354
Fonds de couverture (770)	367	668
Répartition de l'actif (771)	48	494
Risque actif du portefeuille global	1 029	1 014

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Ce risque est intégré à la mesure globale de la VaR.

De même, dans le cadre de sa gestion du risque de change, la Caisse utilise notamment des instruments négociés auprès de banques; les échéances varient généralement de un à douze mois dans le cas de contrats à terme de gré à gré et des options, et de un à deux ans pour les trocs de devises. À l'échéance, de nouveaux instruments financiers dérivés sont négociés dans le but de maintenir à long terme une gestion efficace des risques de change associés aux placements et au passif lié aux placements en devises.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Les tableaux ci-dessous résument la répartition des placements nets en devises ainsi que des montants se rapportant aux produits dérivés.

31 décembre 2009							
(en millions de dollars)							
	Devises ¹						Total
	Dollar canadien	Dollar américain	Euro	Livre sterling	Autres	Sous-total	
Placements							
Titres à revenu fixe	72 831	5 745	1 451	466	947	8 609	81 440
Actions et valeurs convertibles	14 305	19 318	6 127	3 392	9 249	38 086	52 391
Biens immobiliers	10 930	3 146	4 197	868	801	9 012	19 942
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres achetés en vertu de conventions de revente	6 171	1 326	602	--	--	1 928	8 099
Montant se rapportant aux produits dérivés	1 106	3 982	379	96	120	4 577	5 683
	105 343	33 517	12 756	4 822	11 117	62 212	167 555
Passif lié aux placements							
Produits conventionnels ²	16 677	11 079	2 227	477	15	13 798	30 475
Montant se rapportant aux produits dérivés	422	3 431	329	36	117	3 913	4 335
	17 099	14 510	2 556	513	132	17 711	34 810
Sous-total	88 244	19 007	10 200	4 309	10 985	44 501	132 745
Part des actionnaires sans contrôle	1 208	130	30	192	--	352	1 560
Placements nets	87 036	18 877	10 170	4 117	10 985	44 149	131 185

31 décembre 2008							
(en millions de dollars)							
	Devises ¹						Total
	Dollar canadien	Dollar américain	Euro	Livre sterling	Autres	Sous-total	
Placements							
Titres à revenu fixe	73 839	11 964	1 952	1 555	2 761	18 232	92 071
Actions et valeurs convertibles	12 055	18 077	5 912	3 346	6 503	33 838	45 893
Biens immobiliers	11 884	4 245	5 341	762	684	11 032	22 916
Sommes à recevoir relativement aux placements							
Titres achetés en vertu de conventions de revente	2 900	1 916	--	54	810	2 780	5 680
Montant se rapportant aux produits dérivés	2 465	11 037	1 365	607	459	13 468	15 933
	103 143	47 239	14 570	6 324	11 217	79 350	182 493
Passif lié aux placements							
Produits conventionnels ²	30 657	6 350	2 674	1 283	2 852	13 159	43 816
Montant se rapportant aux produits dérivés	1 277	14 146	2 298	524	551	17 519	18 796
	31 934	20 496	4 972	1 807	3 403	30 678	62 612
Sous-total	71 209	26 743	9 598	4 517	7 814	48 672	119 881
Part des actionnaires sans contrôle	1 264	170	42	339	--	551	1 815
Placements nets	69 945	26 573	9 556	4 178	7 814	48 121	118 066

¹ Les placements sont présentés selon la devise dans laquelle ils sont libellés et sont convertis en dollars canadiens.

² Les produits conventionnels comprennent le passif lié aux placements à l'exception du montant se rapportant aux produits dérivés.

La conversion en dollars canadiens de la juste valeur des placements libellés en devises entraîne un effet de marché de - 6 157 M\$ (+ 11 285 M\$ en 2008). L'incidence de la couverture de change liée à une partie de ces placements est de + 4 373 M\$ (- 8 937 M\$ en 2008). L'effet net sur les résultats de placement nets est de - 1 784 M\$ (+ 2 348 M\$ en 2008).

Caisse de dépôt et placement du Québec

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. L'ensemble des actifs et passifs qui portent intérêt ainsi que leur taux effectif sont repris plus loin, au tableau présentant l'exposition au risque de liquidité. Ce risque est intégré à la mesure globale de la VaR.

Risque de prix

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant du risque de taux d'intérêt ou du risque de change), que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché. Ce risque est intégré à la mesure globale de la VaR.

b) Risque de crédit et de concentration

Le risque de crédit représente la possibilité de subir une perte de valeur marchande dans le cas où un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecterait pas son obligation de rembourser un prêt ou de remplir tout autre engagement financier, ou verrait sa situation financière se dégrader.

L'analyse du risque de concentration mesure la juste valeur de l'ensemble des produits financiers (titres à revenu fixe et titres à revenu variable) liés à un même émetteur ou à un groupe d'émetteurs¹ ayant des caractéristiques communes (région, secteur d'activité, notation de crédit).

La limite de concentration par groupe d'émetteurs est établie à 3 % de l'actif total de la Caisse, à l'exception des titres émis par les gouvernements du Canada, du Québec, d'une autre province ou d'un territoire canadien, ainsi que par leurs ministères et organismes mandataires, lesquels ne font pas l'objet d'une limite de concentration². Les émetteurs souverains bénéficiant d'une cote de crédit AAA sont également exclus de cette limite de concentration.

La concentration par notation de crédit des groupes d'émetteurs de la Caisse se présente comme suit au 31 décembre :

	2009	2008
	Valeurs en % des placements³	
<u>Notation de crédit⁴ :</u>		
AAA - AA	24,4	23,5
A	19,8	15,3
BBB	8,5	5,6
BB ou inférieur	2,6	2,5
<u>Pas de notation de crédit :</u>		
- Actifs immobiliers	17,0	20,1
- BTAA de tiers et bancaires ⁵	0,7	4,7
- Placements privés	3,9	7,1
- Fonds de couverture	8,7	9,0
- Financements hypothécaires et titres hypothécaires	5,6	7,1
- Autres	8,8	5,1
	100,0	100,0

L'analyse du risque de crédit comprend la mesure de la probabilité de défaut et du taux de récupération sur les titres de créance détenus par la Caisse, ainsi que le suivi des changements de qualité de crédit des émetteurs et des groupes d'émetteurs détenus dans l'ensemble des portefeuilles de la Caisse.

En 2009, les principales agences de notation ont augmenté la notation de crédit à long terme de 107 groupes d'émetteurs dont les titres sont détenus par la Caisse, et réduit celle de 286 autres.

¹ Un groupe d'émetteurs est un ensemble d'émetteurs contrôlés par une société mère.

² L'exposition envers un émetteur occasionnée par des positions sur des instruments financiers dérivés n'est pas prise en compte dans l'analyse du risque de concentration.

³ Le pourcentage des placements représente les positions nettes par groupe d'émetteurs.

⁴ Les notations de crédit sont obtenues des principales agences de notation de crédit et elles sont agrégées selon un algorithme établi à l'interne. Seules les notations de crédit à long terme des principales agences sont considérées pour obtenir cette concentration.

⁵ Se référer à la note 4b) pour les BTAA de tiers et bancaires.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Dans le tableau précédent, les groupes d'émetteurs pour lesquels une notation de crédit n'est pas disponible ont été catégorisés. Pour la plupart de ces groupes d'émetteurs, l'absence de notation de crédit des principales agences de notation de crédit s'explique par la privacité des investissements, l'absence de dette, la restructuration des investissements ou une combinaison de ces éléments.

Dans le cas des financements hypothécaires n'ayant pas de notation de crédit, l'analyse du risque de crédit s'effectue en partie à partir du ratio prêt-valeur. Selon ce ratio, le montant prêté est divisé par la valeur marchande du ou des biens garantissant le prêt à la date de souscription ou d'octroi des fonds ou encore à tout autre moment durant le terme.

Le tableau ci-dessous illustre la ventilation des financements hypothécaires par strate du ratio prêt-valeur au 31 décembre :

	2009	2008
	Valeurs en % des financements hypothécaires	
<u>Ratio prêt-valeur</u>		
0 à 55 %	25,4	11,6
55 à 65 %	19,9	26,8
65 à 75 %	18,1	45,0
75 à 85 %	10,9	16,4
plus de 85 %	25,7	0,2
	100,0	100,0

À noter, la Caisse gère l'ensemble de ses prêts et créances, qui incluent les financements hypothécaires et les obligations de sociétés privées, de la même façon que tout actif financier faisant partie de son portefeuille obligataire, soit en termes de rendement global et non en fonction des différents éléments pouvant affecter la juste valeur comme le risque de crédit.

c) Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond au risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur instruments financiers dérivés hors cote de la Caisse.

Les transactions sur instruments financiers dérivés sont effectuées auprès d'institutions financières dont la notation de crédit est établie par des agences de notation de crédit financière reconnues et dont les limites opérationnelles sont fixées par la direction. De plus, la Caisse conclut des accords juridiques permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés afin de limiter son exposition nette à ce risque de crédit.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par les sûretés échangées.

Au 31 décembre 2009, la somme des expositions nettes au risque de contrepartie de la Caisse était de 377 M\$, liée à 78 contreparties actives.

d) Risque de liquidité de financement

Le risque de liquidité de financement représente l'éventualité de ne pas être en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

La conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. La Caisse simule divers scénarios afin d'estimer l'impact potentiel de différents événements de marché sur ses liquidités. Les gestionnaires responsables de la gestion des liquidités évaluent la liquidité des marchés sur lesquels repose le financement des activités de la Caisse. Ils s'assurent de la présence de la Caisse sur des marchés financiers différents et du maintien des relations avec les agences de notation de crédit qui cotent la Caisse ainsi que les bailleurs de fonds.

Caisse de dépôt et placement du Québec

Le tableau qui suit présente le sommaire des échéances en valeur nominale des placements et du passif lié aux placements.

	2009				2008	
	<i>(en millions de dollars)</i>				Total valeur nominale	Taux d'intérêt effectif %
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total		
Titres à revenu fixe						
Valeurs à court terme						
Canadiennes	4 665	161	--	4 826	1,4	2,5
Étrangères	2 763	291	--	3 054	3,1	4,5
	7 428	452	--	7 880	2,0	3,3
Obligations						
<i>Émises ou garanties par:</i>						
Gouvernement du Canada	1 784	9 122	9 304	20 210	2,6	2,9
Province de Québec	27	1 040	5 845	6 912	4,5	4,7
Autres provinces canadiennes	--	68	2 889	2 957	4,2	4,6
Municipalités et autres organismes canadiens	134	549	595	1 278	4,6	4,8
Sociétés d'État canadiennes	46	5 119	4 186	9 351	3,7	4,0
Gouvernement américain	--	--	521	521	3,1	3,7
Autres gouvernements étrangers	--	--	320	320	4,5	3,6
Titres hypothécaires						
Canadiens	4	216	52	272	8,0	12,3
Étrangers	58	316	3 699	4 073	3,9	11,6
Entreprises canadiennes	1 189	2 301	6 751	10 241	4,6	4,5
Entreprises étrangères	1 371	392	981	2 744	7,1	5,5
Titres indexés sur l'inflation						
Canadiens	--	5	409	414	2,0	2,1
Étrangers	--	--	--	--	--	1,3
	4 613	19 128	35 552	59 293	3,8	4,7
BTAA de tiers et bancaires	--	--	12 351	12 351	--	--
Financements hypothécaires						
Canadiens	2 164	2 741	1 204	6 109	5,0	6,0
Étrangers	3 002	1 586	852	5 440	4,5	6,0
	5 166	4 327	2 056	11 549	4,8	6,0
	17 207	23 907	49 959	91 073	3,8	4,8
Sommes à recevoir relativement aux placements						
Titres achetés en vertu de conventions de revente						
Canadiens	6 171	--	--	6 171	0,3	1,6
Étrangers	1 928	--	--	1 928	0,2	0,2
	8 099	--	--	8 099	0,3	0,9
Passif lié aux placements						
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	10 272	--	--	10 272	0,8	2,1
Billets de trésorerie à payer	1 289	--	--	1 289	0,3	2,3
Billets à terme	--	2 097	3 145	5 242	4,2	4,6
Titres vendus à découvert	--	879	1 139	2 018	2,4	2,8
Emprunts hypothécaires	1 219	3 113	14	4 346	4,4	5,6
Autres emprunts à payer	1 372	575	86	2 033	2,1	2,5
	14 152	6 664	4 384	25 200	2,4	2,6

Caisse de dépôt et placement du Québec

9. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur fluctue en fonction du titre sous-jacent, et qui n'exigent pas la détention ou la livraison du titre sous-jacent lui-même. Cet élément sous-jacent peut être de nature financière (taux d'intérêt, devise, titre ou indice boursier), ou une marchandise (métal précieux, denrée, pétrole).

Le montant nominal de référence d'un instrument financier dérivé représente la valeur du capital théorique, à laquelle s'applique un taux ou un prix afin de déterminer l'échange des flux de trésorerie futurs, et ne reflète pas le risque de crédit afférent à cet instrument.

La Caisse a recours, entre autres, aux instruments financiers dérivés décrits ci-après :

Le contrat à terme de gré à gré et le contrat normalisé sont des engagements qui permettent d'acheter ou de vendre l'élément sous-jacent, à une quantité et à un prix établis par le contrat et selon l'échéance indiquée dans l'entente. Le contrat à terme de gré à gré est assorti de conditions sur mesure négociées directement entre les parties sur le marché hors cote. Le contrat à terme normalisé a des modalités fixées par un marché réglementé.

Le troc est une opération par laquelle deux parties conviennent d'échanger des flux financiers selon des modalités prédéterminées prévoyant notamment un montant nominal de référence et une durée.

L'option est un contrat négocié de gré à gré ou sur un marché réglementé, conférant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un nombre déterminé d'un titre sous-jacent, un indice ou une marchandise, à un prix de levée stipulé d'avance, soit à une date déterminée, soit à n'importe quel moment avant une échéance préétablie.

Le risque de change découle des placements et du passif lié aux placements libellés en devises ainsi que des instruments financiers dérivés s'y rapportant.

L'utilisation d'instruments financiers dérivés négociés en Bourse ou auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières permet de gérer les risques de taux d'intérêt et de marché de l'ensemble du portefeuille de placements, en plus de générer des revenus des activités de négociation qui sont inclus dans les revenus des titres à revenu fixe et à revenu variable.

a) Sommaire des instruments financiers dérivés

	2009			2008	
	(en millions de dollars)				
	Montant nominal de référence	Juste valeur			Montant net
		Actif	Passif	Montant net	
Gestion des risques de change					
Troc de devises					
Achats	1 605	123	2	121	(151)
Ventes	859	- -	54	(54)	(272)
Contrats à terme de gré à gré	5 330	135	22	113	(1 405)
Options négociées hors cote					
Achats	178	1	- -	1	17
Ventes	39	- -	- -	- -	(9)
	8 011	259	78	181	(1 820)

Caisse de dépôt et placement du Québec

	2009			2008	
	(en millions de dollars)				
	Montant nominal de référence	Juste valeur		Montant net	Montant net
		Actif	Passif		
Gestion des taux d'intérêt et de marché					
Trocs de devises et de taux d'intérêt	87 744	2 787	2 616	171	(19)
Trocs d'actions	14 446	448	83	365	(507)
Trocs de risque de crédit	4 411	61	178	(117)	(38)
Trocs de produits de base	5 533	474	560	(86)	419
Contrats à terme de gré à gré	36 766	908	119	789	(1 031)
Contrats à terme normalisés	19 880	--	--	--	--
Options négociées hors cote					
Achats	14 431	685	--	685	2 644
Ventes	9 277	--	670	(670)	(2 680)
Options cotées en bourse					
Achats	936	36	--	36	326
Ventes	618	--	31	(31)	(198)
Bons de souscription	51	25	--	25	41
	194 093	5 424	4 257	1 167	(1 043)
Total des contrats sur instruments financiers dérivés					
	202 104	5 683	4 335	1 348	(2 863)

b) Sommaire des échéances des instruments financiers dérivés

	2009				2008
	<i>(en millions de dollars)</i>				
	Montant nominal de référence - Échéance				Montant nominal de référence
	Moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Gestion des risques de change					
Trocs de devises					
Achats	403	1 202	--	1 605	2 296
Ventes	98	623	138	859	1 221
Contrats à terme de gré à gré	4 737	354	239	5 330	21 727
Options négociées hors cote					
Achats	--	178	--	178	636
Ventes	--	39	--	39	465
	<u>5 238</u>	<u>2 396</u>	<u>377</u>	<u>8 011</u>	<u>26 345</u>
Gestion des taux d'intérêt et de marché					
Trocs de devises et de taux d'intérêt	12 673	49 975	25 096	87 744	153 225
Trocs d'actions	14 216	230	--	14 446	39 766
Trocs de risque de crédit	1 126	2 818	467	4 411	19 618
Trocs de produits de base	2 912	2 552	69	5 533	16 677
Contrats à terme de gré à gré	34 752	2 014	--	36 766	76 266
Contrats à terme normalisés	19 738	142	--	19 880	38 613
Options négociées hors cote					
Achats	6 589	6 738	1 104	14 431	57 516
Ventes	2 975	5 198	1 104	9 277	55 041
Options cotées en bourse					
Achats	933	3	--	936	11 641
Ventes	615	3	--	618	12 699
Bons de souscription	11	39	1	51	128
	<u>96 540</u>	<u>69 712</u>	<u>27 841</u>	<u>194 093</u>	<u>481 190</u>
Total des contrats sur instruments financiers dérivés	<u>101 778</u>	<u>72 108</u>	<u>28 218</u>	<u>202 104</u>	<u>507 535</u>

Caisse de dépôt et placement du Québec

10. Titrisation

Dans le cadre des activités de titrisation de la Caisse, les TACHC et les billets à payer acquis par la Caisse, au cours des dernières années d'une structure d'accueil, demeurent inscrits à l'état de l'actif net cumulé au poste Titres hypothécaires. Au 31 décembre 2009, ces titres représentaient 237 M\$ (648 M\$ en 2008). Ces titrisations ont permis à des sociétés sous contrôle commun de générer des honoraires de gestion de 21 M\$ au cours de l'exercice (21 M\$ en 2008).

11. Engagements et éventualités

En raison de la nature même de ses activités, la Caisse est partie à divers engagements.

Les engagements d'achat de placements signifient que la Caisse s'est engagée à acheter des placements dont le règlement se fera au cours des prochains exercices conformément aux modalités prévues dans les conventions.

Les cautionnements et les garanties d'emprunts consistent pour la Caisse à garantir, auprès d'institutions financières et de sociétés, des revenus futurs à la suite de transactions de vente de placements et d'opérations sur instruments financiers dérivés ainsi que le remboursement d'emprunts de sociétés dans lesquelles elle détient une participation. Les cautionnements relatifs aux remboursements d'emprunts ne comportent aucune date d'échéance spécifique, sauf dans certains cas où ils sont en vigueur pour une durée maximale variant de 1 à 8 ans.

	2009	2008
	<i>(en millions de dollars)</i>	
Engagements d'achats de placements	12 129	16 457
Cautionnements et garanties d'emprunts (montant maximal)	707	802
BTAA de tiers et bancaires ¹	6 467	6 790
	<u>19 303</u>	<u>24 049</u>

12. Nantissement d'éléments d'actif

Dans le cours normal des affaires, la Caisse effectue des opérations de prêts et d'emprunts de titres et sur produits dérivés en échange d'une garantie ou d'éléments d'actif avec diverses contreparties avec lesquelles des ententes de compensation ont été signées afin de limiter le risque de crédit. Dans le cadre de ces opérations, la Caisse a reçu des biens en garantie. Au 31 décembre 2009, la Caisse a donné et reçu en garantie des biens dont les montants s'élèvent à 18 444 M\$ et 11 176 M\$ (31 690 M\$ et 7 585 M\$ en 2008) respectivement. Le montant de l'actif en garantie comprend des biens d'une valeur de 1 279 M\$ (792 M\$ en 2008) qui ont été déposés en garantie auprès de dépositaires, afin de participer aux systèmes de compensation et de paiement.

13. Événement postérieur à la date des états financiers

Le 12 janvier 2010, CDP Financière a réalisé, au Canada, un placement privé de 2 milliards de dollars de billets de premier rang, composé de billets de premier rang à taux variable (CDOR + 0,45%) de 1 milliard de dollars échéant en 2015 et de billets de premier rang à 4,6% de 1 milliard de dollars échéant en 2020. Ces billets sont entièrement et inconditionnellement garantis par la Caisse.

14. Chiffres présentés à des fins de comparaison

Certains chiffres des états financiers de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

¹Pour la description des engagements liés aux BTAA de tiers et bancaires, se référer à la note 4b).

Caisse de dépôt et placement du Québec

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS

(en millions de dollars)								
	VALEURS À COURT TERME (740)		OBLIGATIONS À RENDEMENT RÉEL (762)		OBLIGATIONS (760)		OBLIGATIONS À LONG TERME (764)	
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Biens immobiliers	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	--	--	--	--	--	--	--	--
Obligations	--	--	667,1	579,4	54 653,6	65 233,9	3 227,2	3 075,2
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	2 726,7	4 531,3	--	--	10 405,6	16 198,3	--	--
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	--	11 907,8	7 126,2	145,7	--
Immeubles détenus pour revente	--	--	--	--	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	7 228,5	7 186,2	--	--
Instrument financier dérivé lié aux BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	5 122,0	5 601,1	--	--
Dépôts à vue au fonds général	--	--	--	--	--	--	855,1	1 406,8
	2 726,7	4 531,3	667,1	579,4	89 317,5	101 345,7	4 228,0	4 482,0
Autres éléments d'actif	1,0	--	8,2	5,4	1 483,6	2 263,8	28,1	32,8
	2 727,7	4 531,3	675,3	584,8	90 801,1	103 609,5	4 256,1	4 514,8
PASSIF								
Avances du fonds général	12,8	62,7	22,5	18,4	10 101,7	1 785,8	--	--
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	--	10 113,6	20 615,1	1 069,7	1 448,2
Billets à payer	--	--	--	--	19 814,2	21 299,0	--	--
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	--	--	--	--	--	--
Débeture participative	--	--	--	--	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	--	--	--	--	8 609,7	5 866,5	84,0	--
Instruments financiers dérivés	--	--	--	--	2 860,8	9 221,1	--	--
Autres éléments de passif	1,3	6,6	0,6	4,8	1 927,5	510,8	11,5	38,5
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	--	--
	14,1	69,3	23,1	23,2	53 427,5	59 298,3	1 165,2	1 486,7
AVOIR NET DES FONDS	2 713,6	4 462,0	652,2	561,6	37 373,6	44 311,2	3 090,9	3 028,1
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
REVENUS								
Revenus de placement								
Biens immobiliers nets	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	--	--	--	--	--	--	--	--
Obligations	--	--	13,5	31,4	2 270,8	923,7	134,0	137,2
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	28,4	65,1	--	--	247,4	584,8	--	--
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	(0,1)	(2,8)	(0,3)	(0,6)	(10,9)	55,1	--	1,1
	28,3	62,3	13,2	30,8	2 507,3	1 563,6	134,0	138,3
Autres revenus	--	--	--	--	--	--	--	--
	28,3	62,3	13,2	30,8	2 507,3	1 563,6	134,0	138,3
Charges d'exploitation	0,5	0,2	0,3	0,6	42,4	35,9	1,3	2,3
Frais de gestion externe	--	--	--	--	--	--	--	--
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	27,8	62,1	12,9	30,2	2 464,9	1 527,7	132,7	136,0
Intérêts sur billets à payer	--	--	--	--	113,7	290,9	--	--
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	--	--
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	27,8	62,1	12,9	30,2	2 351,2	1 236,8	132,7	136,0
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS								
Revenu net (perte nette) de placement	27,8	62,1	12,9	30,2	2 351,2	1 236,8	132,7	136,0
Gains (pertes) à la vente de placements	13,6	23,3	16,3	31,2	(61,3)	1 173,6	(7,6)	45,4
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	(0,8)	(6,1)	65,8	(51,4)	203,7	(405,2)	(62,4)	(44,3)
Résultats de placement nets	40,6	79,3	95,0	10,0	2 493,6	2 005,2	62,7	137,1
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(1 761,2)	2 084,8	8,5	(280,2)	(7 080,0)	4 331,4	132,8	(136,6)
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(27,8)	(62,1)	(12,9)	(30,2)	(2 351,2)	(1 236,8)	(132,7)	(136,0)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	(1 748,4)	2 102,0	90,6	(300,4)	(6 937,6)	5 099,8	62,8	(135,5)
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	4 462,0	2 360,0	561,6	862,0	44 311,2	39 211,4	3 028,1	3 163,6
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	2 713,6	4 462,0	652,2	561,6	37 373,6	44 311,2	3 090,9	3 028,1
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements								
Biens immobiliers	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	--	--	--	--	--	--	--	--
Obligations	--	--	619,9	598,0	52 577,2	59 022,8	3 249,4	3 035,0
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	2 726,6	4 530,4	--	--	9 712,4	13 852,3	--	--
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	--	11 917,4	7 116,5	145,7	--
Immeubles détenus pour revente	--	--	--	--	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	12 350,5	12 787,3	--	--
Dépôts à vue au fonds général	--	--	--	--	--	--	855,1	1 406,8
	2 726,6	4 530,4	619,9	598,0	86 557,5	92 778,9	4 250,2	4 441,8
PASSIF								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	--	10 112,3	20 572,9	1 069,7	1 448,3
Billets à payer	--	--	--	--	19 846,6	21 277,5	--	--
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	--	--	--	--	--	--
Débeture participative	--	--	--	--	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	--	--	--	--	8 644,7	5 689,8	84,0	--
Instruments financiers dérivés	--	--	--	--	344,0	1 000,4	--	--
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	--	--

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (SUITE)

(en millions de dollars)	ACTIONS CANADIENNES (720)		ACTIONS AMÉRICAINES COUVERT (731)		ACTIONS AMÉRICAINES NON COUVERT (734)		ACTIONS ÉTRANGÈRES COUVERT (730)	
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Biens immobiliers	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	12 549,9	10 386,4	1 723,9	1 250,3	--	--	7 514,8	4 164,7
Obligations	--	--	--	--	--	--	--	--
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	9 100,9	6 494,4	4 665,2	2 206,3	4 115,7	1 896,7	1,4	0,4
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	--	--	--	--	--
Immeubles détenus pour revente	--	--	--	--	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Instrument financier dérivé lié aux BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Dépôts à vue au fonds général	--	--	177,2	650,3	--	--	2,6	--
	21 650,8	16 880,8	6 566,3	4 106,9	4 115,7	1 896,7	7 518,8	4 165,1
Autres éléments d'actif	23,6	76,8	4,1	48,5	4,0	5,0	11,6	45,1
	21 674,4	16 957,6	6 570,4	4 155,4	4 119,7	1 901,7	7 530,4	4 210,2
PASSIF								
Avances du fonds général	467,5	270,9	--	--	4,0	28,2	--	145,3
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	--	--	--	--	--
Billets à payer	--	--	4 115,7	1 881,1	--	--	4 920,6	3 436,5
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	--	--	--	--	--	--
Débiteure participative	--	--	--	--	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	4 075,3	3 271,4	1 194,6	1 294,0	--	--	49,7	61,4
Instruments financiers dérivés	26,6	524,3	93,6	610,1	22,6	--	37,0	41,6
Autres éléments de passif	98,8	64,2	510,3	23,9	--	2,8	437,3	13,6
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	--	--
	4 668,2	4 130,8	5 914,2	3 809,1	26,6	31,0	5 444,6	3 698,4
AVOIR NET DES FONDS	17 006,2	12 826,8	656,2	346,3	4 093,1	1 870,7	2 085,8	511,8
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
REVENUS								
Revenus de placement								
Biens immobiliers nets	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	386,9	468,0	18,7	104,1	--	--	147,0	456,9
Obligations	--	--	--	--	--	--	--	--
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	65,1	316,7	24,0	109,7	37,2	154,2	0,3	4,5
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	(0,8)	(15,1)	1,0	(3,5)	(0,1)	0,1	(0,4)	0,8
	451,2	769,6	43,7	210,3	37,1	154,3	146,9	462,2
Autres revenus	--	6,3	--	--	--	--	--	--
	451,2	775,9	43,7	210,3	37,1	154,3	146,9	462,2
Charges d'exploitation	35,0	32,8	3,9	6,6	21,5	19,7	2,6	7,4
Frais de gestion externe	--	--	--	0,9	0,1	3,8	1,6	7,3
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	416,2	743,1	39,8	202,8	15,5	130,8	142,7	447,5
Intérêts sur billets à payer	--	--	37,2	158,0	--	--	118,1	305,7
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	--	--
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	416,2	743,1	2,6	44,8	15,5	130,8	24,6	141,8
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS								
Revenu net (perte nette) de placement	416,2	743,1	2,6	44,8	15,5	130,8	24,6	141,8
Gains (pertes) à la vente de placements	1 945,6	(3 961,2)	(68,9)	(1 057,1)	366,6	(1 357,8)	(650,6)	(156,8)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	2 205,3	(3 039,3)	191,2	478,9	22,9	108,9	898,0	(1 556,8)
Résultats de placement nets	4 567,1	(6 257,4)	124,9	(533,4)	405,0	(1 118,1)	272,0	(1 571,8)
Montant net des unités de participation émises (annulées)	28,5	(104,1)	187,6	(1 596,8)	1 832,9	(1 068,2)	1 326,6	(1 386,6)
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(416,2)	(743,1)	(2,6)	(44,8)	(15,5)	(130,8)	(24,6)	(141,8)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	4 179,4	(7 104,6)	309,9	(2 175,0)	2 222,4	(2 317,1)	1 574,0	(3 100,2)
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	12 826,8	19 931,4	346,3	2 521,3	1 870,7	4 187,8	511,8	3 612,0
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	17 006,2	12 826,8	656,2	346,3	4 093,1	1 870,7	2 085,8	511,8
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements								
Biens immobiliers	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	10 712,1	11 468,5	1 431,6	1 225,8	--	--	7 416,6	5 153,3
Obligations	--	--	--	--	--	--	--	--
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	9 095,6	6 410,7	4 697,3	2 222,6	4 036,0	1 862,5	--	--
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	--	--	--	--	--
Immeubles détenus pour revente	--	--	--	--	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Dépôts à vue au fonds général	--	--	177,2	650,3	--	--	2,6	--
	19 807,7	17 879,2	6 306,1	4 098,7	4 036,0	1 862,5	7 419,2	5 153,3
PASSIF								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	--	--	--	--	--
Billets à payer	--	--	4 036,0	1 862,5	--	--	4 682,4	3 392,8
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	--	--	--	--	--	--
Débiteure participative	--	--	--	--	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	3 442,0	3 760,2	1 016,9	1 605,1	--	--	47,3	59,1
Instruments financiers dérivés	0,3	12,2	7,4	34,9	--	--	0,1	--
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	--	--

Caisse de dépôt et placement du Québec

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (SUITE)

(en millions de dollars)	ACTIONS ÉTRANGÈRES NON COUVERT (733)		ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE (732)		QUÉBEC MONDIAL (761)		PARTICIPATIONS ET INFRASTRUCTURES (781)	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Biens immobiliers	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	--	--	4 946,0	2 999,6	134,3	218,9	6 736,4	6 671,7
Obligations	--	--	--	--	10 211,8	4 975,9	943,3	1 529,7
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	4 923,4	3 468,5	--	--	2 726,2	1 548,7	2 882,0	3 545,4
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	--	853,2	148,9	--	--
Immeubles détenus pour revente	--	--	--	--	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Instrument financier dérivé lié aux BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Dépôts à vue au fonds général	--	149,3	60,5	29,5	3 624,1	--	507,6	--
	4 923,4	3 617,8	5 006,5	3 029,1	17 549,6	6 892,4	11 069,3	11 746,8
Autres éléments d'actif	3,9	3,0	3,1	8,0	86,7	71,0	87,4	60,8
	4 927,3	3 620,8	5 009,6	3 037,1	17 636,3	6 963,4	11 156,7	11 807,6
PASSIF								
Avances du fonds général	2,1	--	--	--	--	468,4	--	654,9
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	--	3 812,4	1 404,8	--	--
Billets à payer	--	--	--	--	234,4	297,3	5 026,7	5 563,8
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	--	--	--	--	--	--
Débeture participative	--	--	--	--	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	--	--	62,2	--	0,7	233,1	--	--
Instruments financiers dérivés	207,6	42,4	0,1	5,2	21,1	90,5	123,6	544,6
Autres éléments de passif	1,8	1,5	9,0	20,5	768,4	249,4	85,5	47,1
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	633,2	723,9
	211,5	43,9	71,3	25,7	4 837,0	2 743,5	5 869,0	7 534,3
AVOIR NET DES FONDS	4 715,8	3 576,9	4 938,3	3 011,4	12 799,3	4 219,9	5 287,7	4 273,3
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
REVENUS								
Revenus de placement								
Biens immobiliers nets	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	--	--	89,2	125,7	1,6	17,2	327,4	309,2
Obligations	--	--	--	--	290,3	459,6	59,1	92,1
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	118,1	286,3	--	4,4	13,9	112,0	116,4	229,7
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	(0,1)	(0,7)	(0,5)	4,4	(2,5)	(22,3)	(0,7)	(15,7)
	118,0	285,6	88,7	134,5	303,3	566,5	502,2	615,3
Autres revenus	--	--	--	--	--	--	22,7	18,6
	118,0	285,6	88,7	134,5	303,3	566,5	524,9	633,9
Charges d'exploitation	10,9	13,4	11,6	15,6	19,8	20,0	32,9	35,8
Frais de gestion externe	6,4	12,7	6,9	10,6	1,8	8,7	--	--
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	100,7	259,5	70,2	108,3	281,7	537,8	492,0	598,1
Intérêts sur billets à payer	--	--	--	--	2,8	32,8	129,6	300,3
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	29,6	27,1
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	100,7	259,5	70,2	108,3	278,9	505,0	332,8	270,7
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS								
Revenu net (perte nette) de placement	100,7	259,5	70,2	108,3	278,9	505,0	332,8	270,7
Gains (pertes) à la vente de placements	309,3	(2 315,2)	(387,1)	(403,0)	2 767,4	(7 779,4)	38,8	(143,3)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	0,1	91,0	1 995,1	(2 131,0)	(78,4)	(111,2)	954,2	(3 685,0)
Résultats de placement nets	410,1	(1 964,7)	1 678,2	(2 425,7)	2 967,9	(7 385,6)	1 325,8	(3 557,6)
Montant net des unités de participation émises (annulées)	829,5	(494,6)	318,9	543,2	5 890,4	(2 445,4)	21,4	1 692,8
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(100,7)	(259,5)	(70,2)	(108,3)	(278,9)	(505,0)	(332,8)	(270,7)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	1 138,9	(2 718,8)	1 926,9	(1 990,8)	8 579,4	(10 336,0)	1 014,4	(2 135,5)
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	3 576,9	6 295,7	3 011,4	5 002,2	4 219,9	14 555,9	4 273,3	6 408,8
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	4 715,8	3 576,9	4 938,3	3 011,4	12 799,3	4 219,9	5 287,7	4 273,3
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements								
Biens immobiliers	--	--	--	--	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	--	--	4 045,4	4 096,9	129,2	247,1	9 118,8	9 087,4
Obligations	--	--	--	--	10 194,1	4 803,3	1 066,2	1 732,4
Financements hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Valeurs à court terme	4 682,4	3 392,8	--	--	2 742,7	1 556,6	3 294,5	4 515,2
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	--	853,2	148,9	--	--
Immeubles détenus pour revente	--	--	--	--	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Dépôts à vue au fonds général	--	149,3	60,5	29,5	3 624,1	--	507,6	--
	4 682,4	3 542,1	4 105,9	4 126,4	17 543,3	6 755,9	13 987,1	15 335,0
PASSIF								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	--	3 812,3	1 404,9	--	--
Billets à payer	--	--	--	--	235,7	297,4	5 293,3	6 091,5
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	--	--	--	--	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	--	--	--	--	--	--
Débeture participative	--	--	--	--	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	--	--	54,4	--	0,4	250,9	--	--
Instruments financiers dérivés	--	--	--	--	2,9	3,6	9,1	3,9
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--	--	--	1 017,8	989,8

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (SUITE)

(en millions de dollars)	PLACEMENTS PRIVÉS (780)		DETTES IMMOBILIÈRES (750)		IMMEUBLES (710)		INSTRUMENTS FINANCIERS SUR PRODUITS DE BASE (763)	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements à la juste valeur								
Biens immobiliers	--	--	--	--	19 831,8	23 050,7	--	--
Actions et valeurs convertibles	12 187,2	11 766,8	--	--	4 149,1	5 015,8	1 077,5	3 069,5
Obligations	169,2	285,1	--	--	--	--	--	891,3
Financements hypothécaires	--	--	8 156,8	10 814,0	680,3	1 143,2	--	--
Titres hypothécaires	--	--	579,4	1 322,8	92,5	99,7	--	--
Valeurs à court terme	270,5	401,9	15,0	42,1	3 288,5	1 581,4	--	222,8
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	--	--	--	--	--
Immeubles détenus pour revente	--	--	272,7	58,5	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Instrument financier dérivé lié aux BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Dépôts à vue au fonds général	381,8	--	524,1	528,2	--	--	102,9	--
	13 008,7	12 453,8	9 548,0	12 765,6	28 042,2	30 890,8	1 180,4	4 183,6
Autres éléments d'actif	13,4	19,6	715,1	894,1	893,4	587,1	1 224,5	289,8
	13 022,1	12 473,4	10 263,1	13 659,7	28 935,6	31 477,9	2 404,9	4 473,4
PASSIF								
Avances du fonds général	--	111,3	--	--	51,5	525,2	--	443,4
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	--	--	--	--	--
Billets à payer	1 060,6	797,3	--	--	200,0	200,0	--	--
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	599,9	1 400,0	--	--	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	238,5	583,5	8 421,2	8 790,9	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	232,4	--	3 973,9	3 770,7	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	249,1	311,2	--	--	--	--
Débeture participative	--	--	74,2	93,3	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	100,9	119,5	--	--	--	--	--	--
Instruments financiers dérivés	2,6	308,7	267,2	1 118,3	430,8	2 022,2	1 163,5	2 554,6
Autres éléments de passif	23,2	19,4	136,9	603,8	761,0	1 182,6	4,2	127,1
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	18,3	38,3	909,0	1 052,5	--	--
	1 787,2	2 756,2	1 216,6	2 748,4	14 747,4	17 544,1	1 167,7	3 125,1
	11 234,9	9 717,2	9 046,5	10 911,3	14 188,2	13 933,8	1 237,2	1 348,3
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
REVENUS								
Revenus de placement								
Biens immobiliers nets	--	--	--	--	521,1	506,1	--	--
Actions et valeurs convertibles	119,2	133,3	--	--	10,3	25,6	--	(0,1)
Obligations	29,9	44,0	--	--	--	--	--	--
Financements hypothécaires	--	--	266,9	1 724,8	38,8	83,9	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--	6,2	7,4	--	--
Valeurs à court terme	46,0	47,8	0,1	0,5	71,4	100,1	1,5	9,8
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	(0,2)	(9,5)	13,7	10,3	(0,4)	(8,2)	(1,5)	(6,2)
	194,9	215,6	280,7	1 735,6	647,4	714,9	--	3,5
Autres revenus	4,5	2,6	--	13,2	--	--	--	--
	199,4	218,2	280,7	1 748,8	647,4	714,9	--	3,5
Charges d'exploitation	19,7	23,6	8,3	7,5	15,8	11,2	5,8	4,8
Frais de gestion externe	4,3	4,0	--	3,1	--	--	--	--
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	175,4	190,6	272,4	1 738,2	631,6	703,7	(5,8)	(1,3)
Intérêts sur billets à payer	23,6	3,9	--	--	--	--	--	--
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	4,5	--	60,5	45,7	--	--
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	151,8	186,7	267,9	1 738,2	571,1	658,0	(5,8)	(1,3)
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE								
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS								
Revenu net (perte nette) de placement	151,8	186,7	267,9	1 738,2	571,1	658,0	(5,8)	(1,3)
Gains (pertes) à la vente de placements	711,2	(1 472,2)	(109,5)	(476,2)	(6,3)	(1 352,2)	685,9	(893,2)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	218,8	(3 124,8)	(2 469,9)	(2 199,2)	(2 364,4)	(3 278,4)	(590,5)	499,9
Résultats de placement nets	1 081,8	(4 410,3)	(2 311,5)	(937,2)	(1 799,6)	(3 972,6)	89,6	(394,6)
Montant net des unités de participation émises (annulées)	587,7	2 982,2	714,6	2 118,2	2 625,1	1 102,1	(206,5)	(781,9)
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	(151,8)	(186,7)	(267,9)	(1 738,2)	(571,1)	(658,0)	5,8	1,3
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	1 517,7	(1 614,8)	(1 864,8)	(557,2)	254,4	(3 528,5)	(111,1)	(1 175,2)
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	9 717,2	11 332,0	10 911,3	11 468,5	13 933,8	17 462,3	1 348,3	2 523,5
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	11 234,9	9 717,2	9 046,5	10 911,3	14 188,2	13 933,8	1 237,2	1 348,3
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE								
ACTIF								
Placements								
Biens immobiliers	--	--	--	--	19 151,7	19 206,6	--	--
Actions et valeurs convertibles	16 830,7	16 447,2	--	--	4 195,0	4 239,2	730,8	716,8
Obligations	439,1	563,6	--	--	--	--	--	891,3
Financements hypothécaires	--	--	10 779,9	11 116,7	751,4	1 193,1	--	--
Titres hypothécaires	--	--	2 561,3	2 592,1	104,8	122,3	--	--
Valeurs à court terme	398,1	412,2	15,0	42,1	3 287,2	1 581,4	--	222,8
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	--	--	--	--	--
Immeubles détenus pour revente	--	--	546,4	69,7	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--	--	--	--	--
Dépôts à vue au fonds général	381,8	--	524,1	528,2	--	--	102,9	--
	18 049,7	17 423,0	14 426,7	14 348,8	27 490,1	26 342,6	833,7	1 830,9
PASSIF								
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	--	--	--	--	--
Billets à payer	1 094,9	857,9	--	--	200,0	200,0	--	--
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	600,0	1 400,0	--	--	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	247,7	598,9	8 601,1	8 979,8	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	278,7	--	4 067,9	3 932,3	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	246,1	305,4	--	--	--	--
Débeture participative	--	--	99,9	100,0	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	76,2	84,1	--	--	--	--	--	--
Instruments financiers dérivés	--	--	0,5	92,4	26,9	47,9	885,1	860,6
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	22,8	38,3	982,6	987,4	--	--

Caisse de dépôt et placement du Québec

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES
ÉTATS FINANCIERS SOMMAIRES DES PORTEFEUILLES SPÉCIALISÉS (SUITE)

(en millions de dollars)	FONDS		RÉPARTITION	
	DE COUVERTURE (770)		DE L'ACTIF (771)	
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	2009	2008	2009	2008
ACTIF				
Placements à la juste valeur				
Biens immobiliers	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	3 619,9	4 606,0	20,1	1 075,9
Obligations	21,8	264,6	103,5	4 097,4
Financements hypothécaires	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--
Valeurs à court terme	106,8	170,2	--	1 129,7
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	864,1
Immeubles détenus pour revente	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--
Instrument financier dérivé lié aux BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--
Dépôts à vue au fonds général	82,2	--	428,6	609,2
	3 830,7	5 040,8	552,2	7 776,3
Autres éléments d'actif	3,8	18,3	0,3	108,8
	3 834,5	5 059,1	552,5	7 885,1
PASSIF				
Avances du fonds général	--	607,6	--	--
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	3 319,2
Billets à payer	--	--	--	367,9
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	--	--
Débenture participative	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	--	181,3	--	668,9
Instruments financiers dérivés	--	270,3	52,6	3 161,1
Autres éléments de passif	8,0	12,0	0,5	275,5
Part des actionnaires sans contrôle	--	51,7	--	--
	8,0	1 122,9	53,1	7 792,6
AVOIR NET DES FONDS	3 826,5	3 936,2	499,4	92,5
RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE				
REVENUS				
Revenus de placement				
Biens immobiliers nets	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	3,4	(2,0)	--	0,2
Obligations	(0,1)	(2,0)	8,9	35,4
Financements hypothécaires	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--
Valeurs à court terme	--	0,5	--	--
Dépôts à vue au (avances du) fonds général	(6,4)	(0,3)	2,0	(19,0)
	(3,1)	(3,8)	10,9	16,6
Autres revenus	--	--	--	--
	(3,1)	(3,8)	10,9	16,6
Charges d'exploitation	12,8	19,8	9,1	16,2
Frais de gestion externe	--	--	--	0,2
REVENUS AVANT POSTES SUIVANTS	(15,9)	(23,6)	1,8	0,2
Intérêts sur billets à payer	--	--	2,0	39,1
Part des actionnaires sans contrôle	--	--	--	--
REVENU NET (PERTE NETTE) DE PLACEMENT	(15,9)	(23,6)	(0,2)	(38,9)
ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE				
RÉSULTATS DE PLACEMENT NETS				
Revenu net (perte nette) de placement	(15,9)	(23,6)	(0,2)	(38,9)
Gains (pertes) à la vente de placements	219,8	(1 176,2)	(609,1)	(1 187,4)
Plus-value (moins-value) non matérialisée des placements et postes du passif	230,9	107,6	642,6	(506,6)
Résultats de placement nets	434,8	(1 092,2)	33,3	(1 732,9)
Montant net des unités de participation émises (annulées)	(560,4)	(176,7)	391,0	1 072,3
Perte nette (revenu net) de placement récupérée des (attribué aux) détenteurs des unités de participation	15,9	23,6	0,2	38,9
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET CONSOLIDÉ	(109,7)	(1 245,3)	424,5	(621,7)
ACTIF NET CONSOLIDÉ AU DÉBUT	3 936,2	5 181,5	74,9⁽¹⁾	714,2
ACTIF NET CONSOLIDÉ À LA FIN	3 826,5	3 936,2	499,4	92,5
⁽¹⁾ Solde d'ouverture ajusté				
PLACEMENTS ET CERTAINS POSTES DU PASSIF AU COÛT AU 31 DÉCEMBRE				
ACTIF				
Placements				
Biens immobiliers	--	--	--	--
Actions et valeurs convertibles	3 627,6	4 839,3	31,7	240,2
Obligations	22,0	26,2	79,0	2 987,7
Financements hypothécaires	--	--	--	--
Titres hypothécaires	--	--	--	--
Valeurs à court terme	101,3	156,0	--	534,5
Titres achetés en vertu de conventions de revente	--	--	--	824,9
Immeubles détenus pour revente	--	--	--	--
BTAA de tiers et bancaires	--	--	--	--
Dépôts à vue au fonds général	82,2	--	428,6	609,2
	3 833,1	5 021,5	539,3	5 196,5
PASSIF				
Titres vendus en vertu de conventions de rachat	--	--	--	3 299,7
Billets à payer	--	--	--	284,9
Financement temporaire attribuable aux fluctuations de devises	--	--	--	--
Emprunts à payer	--	--	--	--
Emprunts hypothécaires	--	--	--	--
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales (TACHC)	--	--	--	--
Débenture participative	--	--	--	--
Engagements liés à des titres vendus à découvert	--	194,5	--	445,1
Instruments financiers dérivés	--	0,6	--	243,0
Part des actionnaires sans contrôle	--	55,7	--	--

Rapport de la direction

Les états financiers de Capital Financière agricole inc. ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Ces états financiers sont destinés uniquement aux actionnaires de Capital Financière agricole inc. Ils ont été préparés selon les normes comptables de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public en conformité avec la nouvelle convention signée entre les actionnaires de la Société.

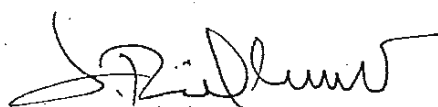
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Capital Financière agricole inc. reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

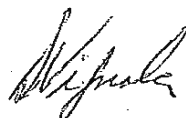
Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de Capital Financière agricole inc., conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Le rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général rencontre, sans aucune restriction, le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Pour Capital Financière agricole inc.



Le président,

Jacques Brind'Amour



Le directeur général,

Dominique Vignola



Le directeur des ressources financières et matérielles

de La Financière agricole du Québec,

Mario Leblond

Lévis, le 19 mai 2010

Rapport du vérificateur

Aux actionnaires de Capital Financière agricole inc.

J'ai vérifié le bilan de Capital Financière agricole inc. au 31 mars 2010, l'état des résultats et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis à des fins de conformité avec les dispositions de l'entente conclue entre les actionnaires de la Société en date du 31 mars 2010. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables décrites dans la note complémentaire 2. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des modifications de conventions comptables expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par les actionnaires de Capital financière agricole inc. afin de se conformer aux dispositions de l'entente conclue en date du 31 mars 2010 entre ses actionnaires. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Le vérificateur général du Québec,

Renaud Lachance, FCA auditeur

Lévis, le 19 mai 2010

Renaud Lachance FCA auditeur

Capital Financière agricole inc.

Résultats et déficit cumulé

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
		Redressé (note 3)
PRODUITS		
Intérêts sur débetures	976 880 \$	901 186 \$
Autres intérêts	119 456	541 154
Redevances sur débetures	89 309	154 143
Honoraires	61 500	88 000
Dividendes	4 782	42 125
Gain sur disposition de placements en actions	155 618	35 000
	<u>1 407 545</u>	<u>1 761 608</u>
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	705 869	759 268
Transport et communication	58 768	72 491
Loyers	40 196	39 799
Services professionnels et administratifs	191 860	221 798
Fournitures et matériel	2 762	5 956
Amortissement des immobilisations	--	900
Intérêts	19 960	56 496
Créances douteuses	--	52 300
Perte de valeur sur les placements en BTAA	--	401 222
Provision pour pertes sur placements	1 955 551	1 065 131
Perte de valeur sur les placements en actions	18 242	985 000
	<u>3 993 208</u>	<u>3 660 361</u>
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>2 585 663</u>	<u>1 898 753</u>
DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT		
Solde déjà établi	11 995 715	6 077 015
Incidence de l'adoption des normes du secteur public au 1 ^{er} avril 2009 (note 3)	(4 167 382)	(147 435)
	<u>7 828 333</u>	<u>5 929 580</u>
DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN	<u>10 413 996 \$</u>	<u>7 828 333 \$</u>

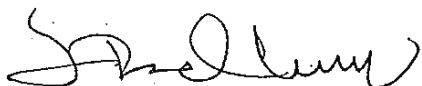
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Capital Financière agricole inc.

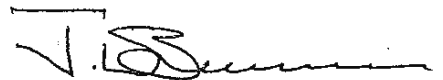
Bilan

au 31 mars 2010

	2010	2009
		Redressé (note 3)
ACTIF		
Encaisse	53 911 \$	542 822 \$
Créances et intérêts courus	105 931	214 642
Placements (note 4)	21 875 722	22 907 308
	<u>22 035 564 \$</u>	<u>23 664 772 \$</u>
PASSIF		
Fournisseurs et charges à payer	41 153 \$	44 082 \$
Dû à La Financière agricole du Québec (note 5)	5 909 000	4 943 149
Provision pour vacances	30 727	50 237
Provision pour congés de maladie (note 6)	102 671	89 628
	<u>6 083 551</u>	<u>5 127 096</u>
AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Capital-actions (note 8)	26 366 009	26 366 009
Déficit cumulé	(10 413 996)	(7 828 333)
	<u>15 952 013</u>	<u>18 537 676</u>
	<u>22 035 564 \$</u>	<u>23 664 772 \$</u>



Le président du conseil d'administration,
Jacques Brind'Amour



L'administrateur,
Jacques Desmeules

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Capital Financière agricole inc.

Flux de trésorerie

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009 Redressé (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Insuffisance des produits sur les charges	(2 585 663) \$	(1 898 753) \$
Éléments sans incidence sur les flux de trésorerie :		
Intérêts capitalisés sur placements	(365 755)	(437 576)
Ajustement d'intérêts sur les placements en BTAA	--	117 199
Amortissement des immobilisations	--	900
Perte de valeur sur les placements en BTAA	--	401 222
Provision pour pertes sur placements	2 955 551	1 065 131
Gain sur disposition de placements en actions	(155 618)	--
Perte de valeur sur les autres placements	18 242	985 000
	<u>(133 243)</u>	<u>233 123</u>
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation :		
Créances et intérêts courus	108 711	(126 716)
Fournisseurs et charges à payer	(2 929)	(9 971)
Dû à La Financière agricole du Québec	169 246	163 808
Provision pour vacances	(19 510)	(12 041)
Provision pour congés de maladie	13 043	7 712
	<u>268 561</u>	<u>22 792</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	135 318	255 915
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions de placements	(2 275 002)	(4 868 180)
Encaissement de placements en débetures	836 454	694 711
Produit de disposition de placements en BTAA	17 714	--
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(1 420 834)</u>	<u>(4 173 469)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances de La Financière agricole, flux de trésorerie liés aux activités de financement	796 605	3 795 000
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(488 911)	(122 554)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	542 822	1 818 148
Reclassement à long terme de papiers commerciaux adossés à des actifs	--	(1 152 772)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	<u>53 911 \$</u>	<u>542 822 \$</u>
La trésorerie et les équivalents de trésorerie à la fin comprennent :		
Encaisse	<u>53 911 \$</u>	<u>542 822 \$</u>
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :		
Intérêts payés	<u>17 162 \$</u>	<u>56 762 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Capital Financière agricole inc.

Notes complémentaires

31 mars 2010

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Capital Financière agricole inc. est une société constituée en vertu de la partie 1A de la *Loi sur les compagnies du Québec*, (L.R.Q., chapitre C-38). Elle supporte, sous forme de capital de risque, des projets structurants pour le développement de la production agricole, de la transformation en région et de produits et services en amont ou en aval du secteur agricole dans la mesure où ces projets présentent un bénéfice important pour le secteur primaire.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Société prépare les états financiers conformément au Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public, tel qu'imposée par la convention modifiant la convention entre les actionnaires. La préparation des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont l'établissement des provisions pour les vacances, les congés de maladie et pour perte sur placements ainsi que de la moins-value durable sur les placements.

Les conventions utilisées s'écartent des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du fait que la société n'applique pas les normes relatives aux instruments financiers et ne comptabilise pas ses sociétés satellites à la valeur de consolidation. Selon les normes comptables actuelles de l'ICCA pour le secteur public, aucune norme spécifique n'existe quant aux instruments financiers et les sociétés satellites sont considérées comme des placements de portefeuille. Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande, les placements en actions sont constatés au coût d'acquisition diminués de toute moins-value durable et les déventures sont comptabilisées au coût d'acquisition majoré des intérêts courus et diminués d'une provision pour pertes. En appliquant les PCGR, ces placements auraient été comptabilisés à leur juste valeur à l'exception des placements dans les sociétés satellites, qui l'auraient été à la valeur de consolidation.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande.

Placements

Les placements de capital de risque sont effectués sous forme d'actions, de prêts ou de déventures. Les placements en actions sont comptabilisés au coût diminué de toute moins-value durable. Les déventures et prêts sont comptabilisés au coût d'acquisition majoré des intérêts courus et diminués d'une provision pour pertes, le cas échéant, afin de présenter la valeur de recouvrement nette.

Lorsque la qualité du crédit d'un placement en déventure s'est détériorée dans une mesure telle que la Société n'est plus raisonnablement assurée de recouvrer la totalité du capital et des intérêts, la constatation du revenu d'intérêt cesse à ce moment et il y a comptabilisation d'une provision pour pertes.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladies accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu du fait que la Société ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de Capital Financière agricole inc. consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Depuis le 1^{er} avril 2009, la Société établit ses états financiers en utilisant le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public en conformité avec la convention modifiant la convention entre les actionnaires. Auparavant, elle utilisait le Manuel de l'ICCA pour le secteur privé. Les états financiers comparatifs ont été retraités pour refléter la première application de ces nouvelles normes. Les modifications aux conventions comptables sont décrites ci-dessous.

Instruments financiers

Selon les normes comptables actuelles de l'ICCA pour le secteur public, aucune norme spécifique n'existe quant aux instruments financiers et les placements dans les sociétés satellites sont considérés comme des placements de portefeuille. L'information auparavant présentée à leur égard est donc retirée. De plus, les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur marchande, les placements en actions sont constatés au coût d'acquisition diminués de toute moins-value durable et les débetures sont comptabilisées au coût d'acquisition majoré des intérêts courus et diminués d'une provision pour pertes. Auparavant ces placements étaient tous comptabilisés à leur juste valeur à l'exception des placements dans les sociétés satellites qui étaient comptabilisés à la valeur de consolidation.

Incidence de l'application des normes du secteur public

Les états financiers du 31 mars 2009 ont été redressés pour tenir compte de ces modifications. Ces modifications ont pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers :

	<u>Au 31 mars 2009</u> <u>(tel que présenté)</u>	<u>Incidence des</u> <u>modifications</u> <u>comptables</u>	<u>Au 31 mars 2009</u> <u>(redressé)</u>
Bilan			
Versement à recevoir sur placement	1 307 525 \$	(1 307 525) \$	-- \$
Placements	17 432 401 \$	5 474 907 \$	22 907 308 \$
Déficit cumulé	(11 995 715) \$	4 167 382 \$	(7 828 333) \$
Résultats			
Produits			
Gain sur disposition de placement	-- \$	(35 000) \$	(35 000) \$
Chargés			
Moins-value non réalisée sur les placements en PCAA	4 048 708 \$	(4 048 708) \$	-- \$
Moins-value non réalisée sur autres placements	2 057 407 \$	(2 057 407) \$	-- \$
Moins-value réalisée sur autres placements	279 715 \$	(279 715) \$	-- \$
Perte de valeur sur les placements en BTAA	-- \$	401 222 \$	401 222 \$
Provision pour pertes sur placements	-- \$	1 065 131 \$	1 065 131 \$
Perte de valeur sur placements en actions	-- \$	985 000 \$	985 000 \$
Quote-part de la perte des sociétés satellites	50 470 \$	(50 470) \$	-- \$
Insuffisance des produits sur les charges	(5 918 700) \$	4 019 947 \$	(1 898 753) \$

4. PLACEMENTS

	2010	2009
		Redressé (note 3)
Déventures échéant jusqu'en décembre 2020		
sans intérêt ⁽¹⁾	24 000 \$	-- \$
de 8,5 % à 15 % ⁽¹⁾	9 976 829	10 386 687
de 7,42 % des bénéfices nets consolidés de la compagnie ⁽²⁾	567 666	--
Provision pour pertes	(3 066 511)	(1 325 785)
	7 501 984	9 060 902
Prêt, 7,75 %, échéant le 1er juillet 2013 ⁽¹⁾	305 618	--
Placements en actions ⁽³⁾	4 312 483	4 073 054
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) émis par des tiers	9 755 637	9 773 352
	<u>21 875 722 \$</u>	<u>22 907 308 \$</u>

⁽¹⁾ Les encaissements selon les dispositions contractuelles se détaillent comme suit :

2011	1 392 440 \$
2012	1 730 063 \$
2013	1 843 974 \$
2014	2 140 862 \$
2015 et suivants	3 296 856 \$

⁽²⁾ Encaissable en fonction d'un pourcentage des bénéfices nets consolidés de la compagnie à partir de l'année 2014

⁽³⁾ Inclus des titres négociables dont la valeur comptable est de 139 429 \$ et la valeur boursière est de 209 149 \$.

En vertu d'un décret du gouvernement du Québec, daté du 11 décembre 2002, Capital Financière agricole inc. et la société mère, La Financière agricole du Québec (le Groupe), sont autorisées à consentir des prêts, des avances, des contributions ou s'engager financièrement à l'égard d'une personne physique, d'une personne morale ou d'une société pour un montant n'excédant pas 5 millions de dollars. De plus, le Groupe ne peut détenir plus de 49 % d'actions votantes d'une société ou d'une personne morale. Par ailleurs, le conseil d'administration de la Société a adopté une politique d'investissement limitant l'investissement par entité à 2 millions de dollars.

Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) émis par des tiers

Au 13 août 2007, Capital Financière agricole inc. détenait des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non garantis par des banques.

Le 23 décembre 2007, le Comité pancanadien des investisseurs approuvait une proposition d'entente visant à restructurer les séries liées au PCAA émises par vingt fiduciaires.

Le 25 avril 2008, les détenteurs de PCAA ont voté en faveur du plan de restructuration. La mise en oeuvre de celui-ci a été finalisée le 21 janvier 2009.

Conformément au plan de restructuration, le PCAA concerné a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable à plus long terme assortis d'échéances conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents. Le Plan prévoit aussi, dans certains cas, le regroupement de certains actifs de même que la création de nouvelles facilités de financement de marge pour soutenir tout appel de garantie qui pourrait se produire.

4. PLACEMENTS (suite)

Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) émis par des tiers (suite)

Les séries du PCAA concerné, soutenues en totalité ou en partie par des actifs synthétiques, ont été regroupées dans les véhicules d'actifs cadres (1 et 2) suivants :

- le véhicule d'actifs cadre 1 (VAC1) est un véhicule pour les investisseurs qui ont choisi d'engager leur part proportionnelle d'une facilité de financement de marge associée à leurs actifs sous-jacents ;
- le véhicule d'actifs cadre 2 (VAC2) est un véhicule pour les investisseurs qui ont choisi d'engager moins que leur part proportionnelle d'une facilité de financement de marge (ou aucune part), auquel cas la portion restante sera financée par des tiers.

Les facilités de financement de marge dans VAC1 et VAC2 sont fournies par divers prêteurs. Ces facilités sont conçues pour réduire le risque que les nouveaux véhicules ne soient pas en mesure de faire face à des appels de marge si des circonstances futures en justifiaient la nécessité. De plus, le moratoire initial empêchant les appels de marge pendant une période de 18 mois, se termine le 21 juillet 2010.

Relativement à la contribution d'actifs soutenus par la facilité de financement de marge pour les VAC1 et VAC2, les investisseurs ont reçu une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue en décembre 2016. Les billets de catégories A-1 et A-2 ont reçu une cote de crédit finale de "A". Les actifs inadmissibles dans VAC1 et VAC2 ont été séparés et les porteurs de billets détenant des séries de PCAA garanties en partie par des actifs inadmissibles ont reçu des billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI) qui reflètent le rendement de l'actif individuel sous-jacent.

Un troisième véhicule, mettant en silo chaque série garantie exclusivement par des actifs traditionnels ou des actifs inadmissibles à 100 %, a été créé sous le nom de véhicule d'actifs cadre 3 (VAC3). Deux principales catégories de billets sont créées dans VAC3 : les billets reflète pour les actifs traditionnels (AT) et les billets reflète pour les actifs inadmissibles (AI). Tous les billets sont liés au rendement net et aux échéances de leurs actifs sous-jacents respectifs.

Le 21 janvier 2009, la Société a reçu des billets de VAC2 dont la valeur nominale totale s'établissait à 11 321 808 dollars à la suite de la restructuration du PCAA.

Au cours de l'exercice, la Société a encaissé 17 714 dollars en remboursement de capital et un billet de 824 964 dollars a été résilié.

Depuis la restructuration, aucun marché efficient ne s'est développé. La direction a estimé le montant de BTAA qu'elle sera en mesure de récupérer ultérieurement sur la valeur nominale. Ainsi, elle considère une baisse de valeur durable de 401 222 dollars constatée dans l'exercice terminé le 31 mars 2009, et qu'à la suite de l'évaluation en date du 31 mars 2010, aucune dévaluation supplémentaire n'est jugée nécessaire. La direction est d'avis que l'estimation est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2010 en fonction de l'information disponible à ce jour. La moins-value est estimée selon une technique d'évaluation tenant compte de la qualité du crédit des actifs sous-jacents, de certaines hypothèses et probabilités. Elle tient compte également de la séquence de subordination imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes de façon à immuniser les tranches supérieures. En raison de la structure en cascade, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur.

4. PLACEMENTS (suite)

Au 31 mars 2010, Capital Financière agricole inc. détient les BTAA suivants :

	2010		2009	
	Valeur nominale	Valeur comptable	Valeur nominale	Valeur comptable
BTAA inclus dans le plan de restructuration :				
VAC2				
Catégorie A-1	5 511 918 \$	5 511 918 \$	5 529 633 \$	5 529 633 \$
Catégorie A-2	3 090 947	3 090 947	3 090 947	3 090 947
Catégorie B	561 092	--	561 092	--
Catégorie C	283 967	--	283 967	--
Actifs inadmissibles	1 031 205	--	1 856 169	--
	10 479 129	8 602 865	11 321 808	8 620 580
BTAA exclu du plan de restructuration	1 152 772	1 152 772	1 152 772	1 152 772
	<u>11 631 901 \$</u>	<u>9 755 637 \$</u>	<u>12 474 580 \$</u>	<u>9 773 352 \$</u>

Les billets de catégorie A-1, A-2 et B portent intérêt au taux des acceptations bancaires moins 0,50 %. L'intérêt sur les billets de catégorie B est cumulatif et est payable seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1 et A-2 auront été réglés intégralement. Les billets de catégorie C portent intérêt au taux des acceptations bancaires plus 20 %. Ces intérêts sont cumulatifs et payables seulement lorsque le capital et l'intérêt des billets A-1, A-2 et B auront été réglés intégralement.

Quant aux billets des actifs traditionnels et inadmissibles, ils portent intérêt à un taux qui sera rajusté en fonction du rendement des actifs sous-jacents.

5. DÛ À LA FINANCIÈRE AGRICOLE DU QUÉBEC

	2010	2009
Sans intérêt, ni modalité de remboursement	3 240 \$	442 \$
Portant intérêts au taux de 0,46 %, échéant jusqu'au 15 avril 2010	5 096 605	4 300 000
Sans intérêt, remboursable annuellement jusqu'à concurrence de la marge bénéficiaire positive de l'année subséquente	<u>809 155</u>	<u>642 707</u>
	<u>5 909 000 \$</u>	<u>4 943 149 \$</u>

6. PROVISION POUR CONGES DE MALADIE

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Solde au début	89 628 \$	81 916 \$
Charge de l'exercice	23 391	11 202
Prestations versées au cours de l'exercice	<u>(10 348)</u>	<u>(3 490)</u>
Solde à la fin	<u>102 671 \$</u>	<u>89 628 \$</u>

Description

La Société dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Société.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 132 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Société. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010 :

Taux d'indexation	3,6 % et 3,85 %
Taux d'actualisation pondéré	3,74 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	2 et 8 ans

7. RÉGIMES DE RETRAITE

Des membres du personnel de Capital Financière agricole inc. participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Société imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 47 358 dollars (2009: 49 831 dollars). Les obligations de Capital Financière agricole inc. envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

8. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé :

Nombre illimité d'actions de catégorie A, participantes et votantes, sans valeur nominale.

Nombre illimité d'actions de catégorie B, participantes et votantes, rachetables au gré des détenteurs, à compter du 2 avril 2016, au plus élevé de sa valeur aux livres à la date de la demande de rachat et de la juste valeur marchande, sans escompte pour une position minoritaire, établie à la date de la demande de rachat, sans valeur nominale.

Emis et payé :

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
24 000 actions de catégorie A	24 000 000 \$	24 000 000 \$
2 637 actions de catégorie B	<u>2 366 009</u>	<u>2 366 009</u>
	<u>26 366 009 \$</u>	<u>26 366 009 \$</u>

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les principales opérations avec La Financière agricole du Québec, la société mère, se détaillent comme suit :

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Transport et communication	4 698 \$	4 713 \$
Loyers	40 196 \$	39 799 \$
Services professionnels et administratifs	154 836 \$	153 840 \$
Intérêts	19 960 \$	56 496 \$

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, qui sont mesurées à la valeur d'échange, Capital Financière agricole inc. est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION


Les états financiers des cautionnements individuels des agents de voyages ont été dressés par la direction de l'Office de la protection du consommateur (« Office »), qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le Rapport annuel de gestion de l'Office concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, le Secrétariat général de l'Office maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Secrétariat général reconnaît qu'il est responsable de gérer les affaires des cautionnements individuels conformément aux lois et aux règlements qui le régissent.

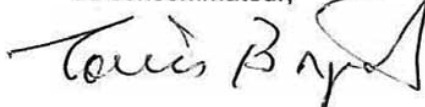
Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers des cautionnements individuels des agents de voyages conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et le rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le Secrétariat général ainsi que les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le chef du Service des permis,


André Derome

Québec, le 21 mai 2010

Le président de l'Office de la protection
du consommateur,


Louis Borgeat

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR


À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan des cautionnements individuels des agents de voyages au 31 mars 2010 ainsi que les états des résultats, de l'excédent cumulé et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe au président de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par le Secrétariat général de l'Office de la protection du consommateur, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière des cautionnements individuels des agents de voyages au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 21 mai 2010

**CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Revenus de placements	41 163 \$	117 229 \$
Variation de la juste valeur des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	<u>34 286</u>	<u>(157 891)</u>
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DE L'EXERCICE	<u><u>75 449 \$</u></u>	<u><u>(40 662) \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES
EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	248 137 \$	288 799 \$
Excédent (Insuffisance) de l'exercice	<u>75 449</u>	<u>(40 662)</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u><u>323 586 \$</u></u>	<u><u>248 137 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES
BILAN
AU 31 MARS 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie	526 057 \$	488 882 \$
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	468	61 631
Revenus de placements à recevoir	11 196	35 108
Dépôts à terme à des taux variant de 0,50% à 1,00%	1 640 719	1 846 845
Créances	-	21 908
Obligations reçues en dépôt (note 4)	97 188	202 037
	<u>2 275 628</u>	<u>2 656 411</u>
 Obligations reçues en dépôt (note 4)	 1 104 724	 682 751
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 5)	685 591	566 809
	<u>4 065 943 \$</u>	<u>3 905 971 \$</u>
 PASSIF		
À court terme		
Frais de gestion à payer	5 040 \$	4 921 \$
 Cautionnements individuels des agents de voyages (note 6)	 3 737 317 <u>3 742 357</u>	 3 652 913 <u>3 657 834</u>
 EXCÉDENT CUMULÉ	 <u>323 586</u>	 <u>248 137</u>
	<u>4 065 943 \$</u>	<u>3 905 971 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Louis Borgeat
 Le président de l'Office de la protection du consommateur

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES
FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent (Insuffisance) de l'exercice	75 449 \$	(40 662) \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Variation de la juste valeur des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(34 286)	157 891
Capitalisation des intérêts sur les dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(23 333)	(29 289)
Capitalisation des intérêts sur les dépôts à terme	(43 874)	(48 281)
Gain sur disposition de dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	-	(21 114)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement		
Revenus de placements à recevoir	23 912	12 623
Créances	21 908	(21 908)
Frais de gestion à payer	119	121
	<u>(55 554)</u>	<u>50 043</u>
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	<u>19 895</u>	<u>9 381</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit de disposition de dépôts à terme	250 000	250 000
Acquisition de dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	-	(205 578)
Produit de disposition de dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec	84 496	223 662
Acquisition de dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	(84 496)	(23 662)
Produit de disposition de dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec	-	205 578
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	<u>250 000</u>	<u>450 000</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Diminution des cautionnements individuels des agents de voyages (note 6)	(232 720)	(130 939)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	<u>(232 720)</u>	<u>(130 939)</u>
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	37 175	328 442
TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>488 882</u>	<u>160 440</u>
TRÉSORERIE À LA FIN	<u>526 057 \$</u>	<u>488 882 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES
NOTES COMPLÉMENTAIRES
AU 31 MARS 2010**

1. COMPOSITION ET MODALITÉS D'OPÉRATION

Les cautionnements individuels des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et ils sont administrés par le président de l'Office de la protection du consommateur (« Office »). Ces cautionnements ont notamment pour objet de garantir le respect de cette loi et de son règlement.

Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers des cautionnements individuels des agents de voyages, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction, soit le Secrétariat général de l'Office, ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le principal élément faisant l'objet d'une estimation est l'établissement de la juste valeur des instruments financiers. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Instruments financiers

a) Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

b) Catégories d'instruments financiers et évaluation ultérieure

Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont des instruments financiers acquis ou pris en charge principalement en vue de leur revente ou de leur rachat à court terme. Ceux-ci font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfices à court terme. Des actifs et des passifs ne respectant pas les critères susmentionnés peuvent être désignés irrévocablement comme étant détenus à des fins de transaction par les cautionnements individuels des agents de voyages.

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatées dans les résultats.

La trésorerie et les dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« Caisse ») sont classés comme actifs détenus à des fins de transaction. De plus, les revenus de placements à recevoir, les dépôts à terme, les créances, les obligations reçues en dépôt, les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec, les frais de gestion à payer et les cautionnements individuels des agents de voyages ont été désignés de façon irrévocable à des fins de transaction.

Juste valeur

La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

Les évaluations à la juste valeur sont classées selon une hiérarchie qui reflète la source des données utilisées pour réaliser ces évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables;
- Niveau 3 : le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Instruments financiers

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010, les cautionnements individuels des agents de voyages appliquent les recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés (« ICCA ») relativement au chapitre 3862 *Instruments financiers – informations à fournir*. Des modifications ont été apportées à ce chapitre et s'appliquent aux états financiers annuels des exercices terminés à compter du 30 septembre 2009. En conséquence, les exigences en matière d'information à fournir sur les évaluations de la juste valeur d'instruments financiers et le risque de liquidité sont accrues.

L'application de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés dans les états financiers.

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada (« CNC ») a confirmé que les entreprises ayant une obligation d'information du public seront tenues d'appliquer les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards - IFRS) pour les états financiers des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Dans le cas des cautionnements individuels des agents de voyages, cette exigence sera donc appliquée pour les états financiers annuels de la période commençant le 1er avril 2011.

En conséquence, dans ses états financiers du 31 mars 2012, les cautionnements individuels des agents de voyages devront fournir des données comparatives pour la période correspondante de l'exercice précédent, de sorte que le 1er avril 2010 constituera la date de transition pour les cautionnements individuels des agents de voyages. Les cautionnements individuels des agents de voyages complètent actuellement son plan de conversion aux IFRS et évalue présentement l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

4. OBLIGATIONS REÇUES EN DÉPÔT

Les obligations reçues en dépôt au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010 sont de 705 376 \$ (2009 : 188 000 \$) et les aliénations sont de 221 492 \$ (2009 : 495 932 \$). Ces montants sont inclus dans les dépôts de cautionnements ou remises de cautionnements divulgués à la note 6.

5. DÉPÔTS À PARTICIPATION À UN FONDS PARTICULIER DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse sont composés d'unités qui sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds à la fin de chaque mois.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Nombre d'unités	733	640
Coût d'acquisition des unités	710 231 \$	625 734 \$
Juste valeur des unités	685 591 \$	566 809 \$
Juste valeur par unité	935 \$	886 \$

Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) de tiers et bancaire (information produite à partir des états financiers du fonds particulier 332 de la Caisse)

La juste valeur des dépôts à participation au 31 mars 2010 a été établie par la Caisse en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les BTAA dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la Caisse sont classés en trois types :

- Les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- Les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- Les « BTAA bancaires », restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007.

Depuis ce moment, la Caisse n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la Caisse au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La Caisse a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La Caisse a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 mars 2010.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La Caisse avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 mars 2009.

BTAA bancaires

La Caisse détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La Caisse a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la Caisse a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 mars 2010.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La Caisse a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la Caisse au 31 mars 2010 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la Caisse juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la Caisse au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la Caisse aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le fonds particulier 332.

Effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2010, la quote-part des résultats nets attribuée au fonds particulier 332 est de 9 000 \$ (2009 : perte nette de 39 000 \$) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la Caisse de 114 000 \$ (2009 : 119 000 \$). Les résultats nets sont composés :

- de la quote-part de la plus-value non matérialisée sur ces titres, soit 10 000 \$ (39 000 \$ de perte non matérialisée en 2009);
- de la quote-part des pertes matérialisées de 3 000 \$ (1 000 \$ en 2009);
- de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, attribués au fonds particulier 332 pour les intérêts reçus de tiers sur les BTAA, soit 2 000 \$ (1 000 \$ en 2009).

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaire

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la Caisse y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier s'élève à 60 000 \$ (2009 : 63 000 \$).

6. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	2010	2009
Cautionnements en vigueur		
Solde au début	3 652 913 \$	4 082 747 \$
Dépôts de cautionnements	868 906	598 007
	<u>4 521 819</u>	<u>4 680 754</u>
 Réclamations et frais de fiducie	 (18 092)	 -
 Remises de cautionnements	 (569 650)	 (641 878)
 Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie	 (30 000)	 (395 000)
	<u>(617 742)</u>	<u>(1 036 878)</u>
Solde à la fin	3 904 077	3 643 876
 Variation cumulé de la juste valeur des cautionnements individuels des agents de voyages	 (166 760)	 9 037
	<u>3 737 317 \$</u>	<u>3 652 913 \$</u>

La variation nette des cautionnements de l'exercice au montant de 251 164 \$ (438 871 \$ en 2009) inclut les opérations n'ayant aucun impact sur les flux de trésorerie concernant les obligations reçues en dépôt dont la variation nette représente 483 884 \$ au 31 mars 2010 (307 932 \$ en 2009).

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 36 152 000 \$ au 31 mars 2010 (35 093 000 \$ au 31 mars 2009) dont 33 664 500 \$ pour les titulaires d'un permis valide au 31 mars 2010 (33 543 000 \$ au 31 mars 2009). Cette estimation inclut les polices de garantie des agences ayant cessé l'exploitation de leur commerce depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

7. INSTRUMENTS FINANCIERS**Obligations reçues en dépôt (niveau 1)**

La juste valeur des obligations reçues en dépôt selon la valeur boursière est de 1 201 036 \$ (coût : 1 359 635 \$) au 31 mars 2010 (884 788 \$ au 31 mars 2009; coût : 875 751 \$). Cette juste valeur a été déterminée par le Bureau des dépôts et consignations – Ministère des Finances et provient d'un marché actif du titre en date de clôture.

Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec (niveau 2)

La juste valeur des dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse est établie par la Caisse au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs et les cours des principales bourses ainsi que ceux fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la Caisse selon des méthodes d'évaluation couramment employées.

Cautionnements individuels des agents de voyages

13

Par conséquent, les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans la « Variation de la juste valeur des dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec » à l'état des résultats.

Autres instruments financiers

La trésorerie, les dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec, les revenus de placements à recevoir, les dépôts à terme, les créances et les frais de gestion à payer sont comptabilisés à la juste valeur, qui est équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

Informations complémentaires sur les risques financiers

Risque de crédit

Au 31 mars 2010, il n'y a aucun risque de crédit pour les cautionnements individuels des agents de voyages.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Aucune analyse de sensibilité n'a été faite car une variation du taux d'intérêt de 0,5% n'aurait pas d'impact significatif sur les résultats de l'exercice.

Au 31 mars 2010, l'exposition au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie :	sans intérêt
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec :	intérêt variable
Revenus de placements à recevoir :	sans intérêt
Dépôts à terme :	intérêt variant de 0,50% à 1,00%
Obligations reçues en dépôts :	sans intérêt
Dépôts à participation à un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec :	sans intérêt
Frais de gestion à payer :	sans intérêt
Cautionnements individuels des agents de voyages :	sans intérêt

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente l'éventualité que les fonds nécessaires pour faire respecter les obligations financières de l'entité ne soient pas en mesure d'être réunis, au moment approprié et à des conditions raisonnables.

Afin de contrer ce risque, des prévisions à l'égard des besoins de liquidités sont effectuées mensuellement et les transferts nécessaires sont faits auprès de la Caisse ou auprès de l'institution financière concernée. Pour assurer les besoins de trésorerie, les liquidités nécessaires sont conservées afin de rembourser les agences de voyages concernées.

Les passifs qui nécessitent des déboursés dans une échéance rapprochée et à long terme sont en mesure d'être honorés. Les créances sont généralement payées à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

Risque de marché

Le risque de marché représente le risque de perte financière découlant d'une fluctuation de la valeur des instruments financiers. La valeur d'un instrument financier est influencée par la variation de certains paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, le cours boursier, de même que par leur volatilité.

Pour gérer ce risque, les cautionnements individuels des agents de voyages disposent d'une entente de service avec la Caisse et d'une politique de placement qui précise le cadre de gestion des sommes déposées. Cette politique détermine les normes générales de répartition de l'actif, en définissant le portefeuille de référence et en traduisant ainsi les besoins des cautionnements individuels des agents de voyages en matière de rendement attendu et de risque acceptable dans le contexte des marchés financiers. Elle fixe également les limites aux déviations de répartition de l'actif que peut effectuer la Caisse dans sa gestion active ainsi que les attentes des cautionnements individuels des agents de voyages en matière de valeur ajoutée par rapport au portefeuille de référence retenu.

La Caisse présente l'information suivante relativement à la gestion du risque de marché dans les états financiers vérifiés du fonds particulier 332 au 31 décembre 2009.

« Le risque de marché de la Caisse est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la valeur marchande de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours d'une période selon un niveau de confiance déterminé. La Caisse utilise un niveau de confiance de 99 % dans son calcul. [...] »

La Caisse utilise la méthode de la simulation historique pour estimer la VaR. La méthode de simulation historique se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Cette méthode nécessite que les séries de données historiques de l'ensemble des facteurs de risque nécessaires à l'estimation du rendement des instruments soient disponibles. Dans l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées. Un historique de 1 300 jours d'observation des facteurs de risque, tels la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des actifs financiers, est utilisé pour estimer la volatilité des rendements et la corrélation entre le rendement des actifs. Avant 2009, la Caisse utilisait un niveau de confiance de 84% et un historique de 800 jours dans son calcul de la VaR.

Deux types de risque sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, du portefeuille de référence de la Caisse (portefeuille visé par les déposants globalement) est la résultante du risque (la volatilité) des indices de référence des catégories d'actif qui composent ce portefeuille. Par exemple, si les déposants choisissaient globalement d'augmenter la proportion des actions dans leur portefeuille de référence respectif, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actif. Par le fait même, le rendement absolu attendu s'en trouverait aussi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (composé des investissements réels) correspond au risque (la volatilité) des positions qui composent le portefeuille global de la Caisse. Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode, mais couvrent différents portefeuilles, soit le portefeuille global réellement investi par la Caisse et le portefeuille de référence visé par les déposants.

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la Caisse dégage un rendement différent de celui de son portefeuille de référence en gérant son portefeuille global de façon active. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille global se démarquera du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence de la Caisse, le risque absolu du portefeuille global et le risque actif sont mesurés régulièrement. [...] »

Au 31 mars 2010, le risque absolu et le risque actif du fonds particulier 332 sont respectivement de 2 737 et de 1 381 points centésimaux (286 et 398 points centésimaux au 31 mars 2009).

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les cautionnements individuels des agents de voyages sont apparentés à tous les ministères, aux fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Secrétariat général de l'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de leurs activités et aux conditions commerciales habituelles. En effet, le Service des permis de l'Office assume l'ensemble des frais d'administration des cautionnements individuels des agents de voyages et ne sont pas refacturés par l'Office.

Rapport de la direction

Les états financiers du Centre de la francophonie des Amériques ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

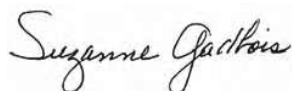
Le Centre reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Centre, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



M. Michel Robitaille
Président-directeur général



Mme Suzanne Gadbois
Directrice adjointe
Québec, le 15 juin 2010

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Centre de la francophonie des Amériques au 31 mars 2010, l'état des résultats et de l'excédent cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., Chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur
Québec, le 15 juin 2010

Résultats et excédent cumulé de l'exercice terminé le 31 mars 2010

PRODUITS	2010 (12 mois)	2009 (12 1/2 mois)
► Subventions du gouvernement du Québec :		
Du 19 mars 2008 au 31 mars 2008	– \$	1 425 200 \$
Du 1 ^{er} avril 2008 au 31 mars 2009	–	2 025 200
Du 1 ^{er} avril 2009 au 31 mars 2010	2 223 900	–
► Contributions des partenaires	24 404	16 040
► Virement de l'apport reporté afférent aux immobilisations corporelles (note 11)	178 510	74 379
► Revenus de placements	18 434	24 892
	2 445 248	3 565 711
 CHARGES		
► Coût des activités		
Programmation	778 619	348 619
Communications	504 916	219 850
	1 283 535	568 469
► Frais d'administration (note 3)	1 048 887	614 902
► Frais financiers (note 4)	171 032	72 820
	2 503 454	1 256 191
 EXCÉDENT / DÉFICIT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(58 206)	2 309 520
 EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	2 309 520	–
 EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	2 251 314 \$	2 309 520 \$

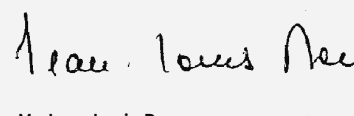
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Bilan

au 31 mars 2010

ACTIF	2010	2009
► À court terme		
Encaisse	326 196 \$	438 165 \$
Placements temporaires (note 5)	1 873 900	1 825 000
Créances (note 6)	56 497	71 766
Frais payés d'avance	25 648	93 995
	2 282 241	2 428 926
► Immobilisations corporelles (note 7)	6 003 351	6 515 712
	8 285 592 \$	8 944 638 \$
PASSIF		
► À court terme		
Charges à payer et frais courus (note 8)	299 248 \$	444 491 \$
Produits reportés	3 600	-
Provision pour congés de maladie et vacances (note 9)	46 521	24 206
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme (note 10)	214 202	303 002
	563 571	771 699
► Dette à long terme (note 10)	3 645 940	3 860 142
► Apport reporté afférent aux immobilisations corporelles (note 11)	1 824 767	2 003 277
	6 034 278	6 635 118
AVOIR		
► Excédent cumulé	2 251 314	2 309 520
	8 285 592 \$	8 944 638 \$

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



M. Jean-Louis Roy
Président du conseil d'administration



M. Louis R. Comeau
Président du comité de vérification

ENGAGEMENTS (note 12)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Flux de trésorerie

de l'exercice terminé le 31 mars 2010

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	2010 (12 mois)	2009 (12 1/2 mois)
► Excédent / déficit des produits sur les charges	(58 206) \$	2 309 520 \$
► Éléments sans incidence sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	591 428	248 726
Virement de l'apport reporté afférent aux immobilisations corporelles	(178 510)	(74 379)
► Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation :		
Créances	15 269	(71 766)
Frais payés d'avance	68 347	(93 995)
Charges à payer et frais courus	(33 754)	294 842
Produits reportés	3 600	–
Provision pour congés de maladie et vacances	22 315	24 206
► Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :	430 489	2 637 154
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
► Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 13)	(190 556)	(373 989)
► Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :	(190 556)	(373 989)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
► Remboursement de la dette à long terme	(303 002)	–
► Flux de trésorerie provenant des activités de financement :	(303 002)	–
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(63 069)	2 263 165
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	2 263 165	–
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE (note 13)	2 200 096 \$	2 263 165 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires au 31 mars 2010

1. Constitution et objet

Le Centre de la francophonie des Amériques, personne morale au sens du Code civil du Québec, est constitué en vertu de la Loi sur le Centre de la francophonie des Amériques (L.R.Q., chapitre C-7.1) laquelle est entrée en vigueur le 19 mars 2008.

Sa mission consiste à contribuer à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie porteuse d'avenir pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle en misant sur le renforcement et l'enrichissement des relations ainsi que sur la complémentarité d'action entre les francophones et les francophiles du Québec, du Canada et des Amériques.

Il s'intéresse au développement et à l'épanouissement des francophones et des francophiles et soutient le rapprochement des personnes, groupes et communautés intéressés par la francophonie. Il favorise les échanges, le partenariat et le développement de réseaux francophones afin de soutenir des projets structurants liés aux enjeux de société et diffuse l'information concernant diverses thématiques liées à la francophonie.

2. Conventions comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Centre, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le principal élément faisant l'objet d'une estimation est la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique du Centre consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Améliorations locatives	Durée du bail
Équipement informatique et audiovisuel	Linéaire 3 ans
Mobilier et équipement	Linéaire 5 ans
Développements informatiques	Linéaire 3 ans
Parcours d'interprétation	Linéaire 5 ans

2. Conventions comptables (suite)

Immobilisations corporelles (suite)

Les biens loués en vertu d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon les mêmes méthodes et durées que les autres immobilisations corporelles.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Contrats de location

Les contrats de location-acquisition auxquels l'entité est partie à titre de preneur sont inclus dans les immobilisations corporelles et les dettes à long terme. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

Constatation des subventions, contributions et apports

Les subventions, contributions et apports affectés à l'acquisition d'immobilisations corporelles sont reportés et constatés à titre de produits selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement des immobilisations acquises.

Les subventions, contributions et apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Centre ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. Frais d'administration

	2010	2009
Traitements et avantages sociaux	224 962 \$	106 441 \$
Services professionnels	94 285	142 450
Loyers - Société immobilière du Québec	31 329	12 924
Dépenses de bureau	34 661	21 699
Télécommunications	16 581	13 005
Frais de déplacement et de représentation	17 562	16 686
Frais reliés au conseil d'administration	38 079	52 971
Amortissement des immobilisations corporelles	591 428	248 726
	1 048 887 \$	614 902 \$

4. Frais financiers

	2010	2009
Frais bancaires	459 \$	1 049 \$
Intérêts de la dette à long terme - Société immobilière du Québec	170 573	71 771
	171 032 \$	72 820 \$

5. Placements temporaires - au coût

	2010	2009
Dépôt à terme, 0,6 %, échéant en février 2011 *	1 873 900 \$	- \$
Dépôts à terme encaissés	-	1 825 000
	1 873 900 \$	1 825 000 \$

* Encaissable sur demande

6. Créances

	2010	2009
Intérêts sur placements à recevoir	1 304 \$	24 892 \$
Taxes de vente à recevoir	44 531	43 774
Avances aux employés	6 679	-
Autres	3 983	3 100
	56 497 \$	71 766 \$

7. Immobilisations corporelles

	2010		2009	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Améliorations locatives	1 777 656 \$	167 890 \$	1 609 766 \$	1 728 277 \$
Équipement informatique et audiovisuel	62 611	27 628	34 983	45 435
Mobilier et équipement	130 965	30 517	100 448	89 295
Développement informatique	185 921	72 691	113 230	125 597
Parcours d'interprétation	523 208	148 242	374 966	479 607
	2 680 361	446 968	2 233 393	2 468 211
Détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition				
Améliorations locatives	4 163 144	393 186	3 769 958	4 047 501
	6 843 505 \$	840 154 \$	6 003 351 \$	6 515 712 \$

8. Charges à payer et frais courus

	2010	2009
Fournisseurs et frais courus	273 055 \$	423 280 \$
Traitements et avantages sociaux à payer	26 193	21 211
	299 248 \$	444 491 \$

9. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Les membres du personnel du Centre participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Centre imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 23 566 \$ (10 213 \$ en 2009). Les obligations du Centre envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

	2010			2009
	Maladies	Vacances	Total	Total
Solde au début de l'exercice	7 626 \$	16 580 \$	24 206 \$	– \$
Charge de l'exercice	13 413	36 364	49 777	24 206
Prestations versées au cours de l'exercice	(6 341)	(21 121)	(27 462)	–
Solde à la fin de l'exercice	14 698 \$	31 823 \$	46 521 \$	24 206 \$

10. Dette à long terme

	2010	2009
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition pour des améliorations locatives auprès de la Société immobilière du Québec de 4 163 144 \$, au taux d'intérêt fixe de 4,28 %, remboursable par versements mensuels de 31 269 \$ (incluant les intérêts), échéant en octobre 2023.	3 860 142 \$	4 163 144 \$
Moins : Versements échéant en deçà d'un an	(214 202)	(303 002)
	3 645 940 \$	3 860 142 \$

10. Dette à long terme (suite)

Les paiements minimums futurs exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2011	375 233 \$
2012	375 233
2013	375 233
2014	375 233
2015	375 233
2016 à 2024	3 220 744
Total des paiements minimums exigibles	5 096 909
Moins : montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	1 236 767
	3 860 142 \$

11. Apport reporté afférent aux immobilisations

	2010	2009
Solde de l'apport au début de l'exercice	2 003 277 \$	- \$
Apport reçu au cours de l'exercice	-	2 077 656
Apport constaté à titre de produits de l'exercice	(178 510)	(74 379)
Solde de l'apport à la fin de l'exercice	1 824 767 \$	2 003 277 \$

12. Engagements

Contrats de services professionnels

Le Centre s'est engagé à verser des sommes en vertu de contrats de services professionnels. Le montant des engagements s'élève à 145 303 \$ pour le prochain exercice et à 40 000 \$ pour les exercices subséquents, échéant en février 2013.

Contrats de location-exploitation

Les engagements relatifs aux contrats de location-exploitation échéant à diverses dates jusqu'en décembre 2011 concernent la location d'un photocopieur et se détaillent ainsi :

2011	4 170 \$
2012	2 085
	6 255 \$

13. Flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	2010	2009
Encaisse	326 196 \$	438 165 \$
Placements temporaires	1 873 900	1 825 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 200 096 \$	2 263 165 \$

En 2009, des immobilisations corporelles ont été acquises pour un montant de 4 163 144 \$ (0 \$ en 2010) au moyen d'un contrat de location-acquisition auprès de la Société immobilière du Québec.

Le poste « charges à payer et frais courus » inclut des acquisitions d'immobilisations corporelles représentant 38 160 \$ (149 649 \$ en 2009).

Les intérêts versés au cours de l'exercice s'élèvent à 228 577 \$ (0 \$ en 2009).

14. Opérations entre apparentés

Le Centre est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

Aussi, au cours de l'exercice, le Centre a reçu certains services à titre gratuit. Le traitement et les avantages sociaux de son président-directeur général, d'une juste valeur de 141 725 \$ (117 910 \$ en 2009 pour 10 mois), ont été assumés par le ministère des Relations internationales.

À l'exception des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange déjà divulguées aux états financiers, le Centre n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

15. Événement postérieur à la date du bilan

En avril 2010, le Centre s'est engagé auprès de la Société immobilière du Québec en vertu d'un contrat de location-acquisition pour la fabrication et l'installation d'une borne interactive d'un montant de 287 957 \$. Les loyers mensuels payables jusqu'en 2025 seront de 2 173 \$ (incluant les intérêts au taux de 4,35 %).

[RAPPORT DE LA
DIRECTION

Les états financiers du Centre de recherche industrielle du Québec ont été dressés par la direction responsable de leur préparation et de leur présentation et comportent des estimations et des jugements de valeur importants. Cette responsabilité comprend le choix des conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les autres renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et, en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Centre de recherche industrielle du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction ainsi que le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Centre de recherche industrielle du Québec conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Georges Archambault
Président-directeur général



Lionel Vézina, CA
Vice-président aux finances et à l'administration

Québec, le 30 avril 2010

Au Ministre des Finances,

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherche industrielle du Québec au 31 mars 2010, les états des résultats, du déficit cumulé ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis

et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive des changements apportés et expliqués à la note 2, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le Vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 30 avril 2010

Centre de recherche industrielle du Québec

RÉSULTATS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

PRODUITS

Recherche et développement

Contributions du gouvernement du Québec

Clientèle externe

Services

Contrat du gouvernement du Québec

Clientèle externe

Autres

Virement de crédits reportés

Perte sur disposition d'immobilisations corporelles

Moins-value durable sur les placements à long terme

Revenus financiers

Produits divers

CHARGES

Traitements et avantages sociaux

Coûts directs sur projets

Frais d'occupation

Frais de fonctionnement

Frais financiers

Aide gouvernementale - Gouvernement du Québec

Amortissement des immobilisations corporelles

BÉNÉFICE NET

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

	2010	2009 (Redressés - note 2)
PRODUITS		
Recherche et développement		
Contributions du gouvernement du Québec	10 550 000 \$	10 250 000 \$
Clientèle externe	3 901 254	4 109 858
	<u>14 451 254</u>	<u>14 359 858</u>
Services		
Contrat du gouvernement du Québec	8 000 000	8 000 000
Clientèle externe	8 809 573	8 860 122
	<u>16 809 573</u>	<u>16 860 122</u>
Autres		
Virement de crédits reportés	271 200	271 200
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	(23 353)	(20 754)
Moins-value durable sur les placements à long terme	-	(16 672)
Revenus financiers	12 719	97 920
Produits divers	136 447	218 517
	<u>397 013</u>	<u>550 211</u>
	<u>31 657 840</u>	<u>31 770 191</u>
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	20 818 508	19 611 902
Coûts directs sur projets	4 529 356	5 177 375
Frais d'occupation	2 686 482	2 895 151
Frais de fonctionnement	1 890 533	2 352 402
Frais financiers	149 180	231 766
Aide gouvernementale - Gouvernement du Québec	(140 436)	(145 766)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 639 220	1 513 834
	<u>31 572 843</u>	<u>31 636 664</u>
BÉNÉFICE NET	<u>84 997 \$</u>	<u>133 527 \$</u>

DÉFICIT CUMULÉ

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

SOLDE DÉJÀ ÉTABLI AU DÉBUT DE L'EXERCICE

Redressement des années antérieures (note 2)

Solde redressé

Bénéfice net

SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

	2010	2009 (Redressés - note 2)
SOLDE DÉJÀ ÉTABLI AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(17 267 380) \$	(17 329 429) \$
Redressement des années antérieures (note 2)	(564 678)	(636 156)
Solde redressé	(17 832 058)	(17 965 585)
Bénéfice net	84 997	133 527
SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE	<u>(17 747 061) \$</u>	<u>(17 832 058) \$</u>

	2010	2009 (Redressés - note 2)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	409 303 \$	711 006 \$
Placements à 0,51 %	-	6 500 000
Créances (note 4)	8 272 872	2 969 939
Travaux en cours	1 149 457	1 103 422
Stocks (note 5)	644 247	706 841
Frais payés d'avance	277 207	316 614
	<u>10 753 086</u>	<u>12 307 822</u>
 Créances à long terme (notes 6 et 11)	 697 015	 785 321
Placements à long terme, actions d'une société publique	19 554	19 554
Immobilisations corporelles (notes 8 et 11)	11 500 349	11 483 342
	<u>12 216 918</u>	<u>12 288 217</u>
	<u>22 970 004 \$</u>	<u>24 596 039 \$</u>
 PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus (note 10)	5 077 896 \$	6 403 878 \$
Produits reportés	1 046 615	1 030 724
Portion court terme de l'obligation relative à une opération de cession-bail (note 7)	883 796	-
Portion court terme du crédit reporté	271 200	271 200
Versements sur la dette à long terme (note 11)	7 587 780	7 477 016
	<u>14 867 287</u>	<u>15 182 818</u>
 Dette à long terme (note 11)	 333 337	 456 458
Crédits reportés	1 042 301	1 430 885
Obligation relative à une opération de cession-bail (note 7)	-	883 796
	<u>1 375 638</u>	<u>2 771 139</u>
 AVOIR DE L'ACTIONNAIRE		
Capital-actions (note 12)	24 474 140	24 474 140
Déficit cumulé	(17 747 061)	(17 832 058)
	<u>6 727 079</u>	<u>6 642 082</u>
	<u>22 970 004 \$</u>	<u>24 596 039 \$</u>

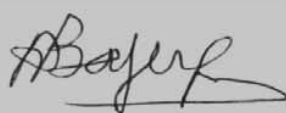
Engagements (note 17)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Georges Archambault



André Bazergui

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009 [Redressés - note 2]
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	84 997 \$	133 527 \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 639 220	1 513 834
Amortissement des crédits reportés	(117 384)	(117 384)
Virement de crédits reportés	(271 200)	(271 200)
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	23 353	20 754
Moins-value durable sur les placements à long terme	-	16 672
Intérêts capitalisés sur l'avance du ministère des Finances	113 220	207 362
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 13)	(6 217 654)	(25 148)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(4 745 448)	1 478 417
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de placements	-	(6 500 000)
Produit de disposition de placements	6 500 000	7 000 000
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 962 095)	(3 345 157)
Produits de disposition d'immobilisations corporelles	31 417	1 616
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	4 569 322	(2 843 541)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(125 577)	(121 339)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(125 577)	(121 339)
DIMINUTION DE L'ENCAISSE	(301 703)	(1 486 463)
ENCAISSE AU DÉBUT	711 006	2 197 469
ENCAISSE À LA FIN	409 303 \$	711 006 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Centre de recherche industrielle du Québec (« le Centre »), personne morale de droit public et constitué en vertu de la *Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec* (L.R.Q., chapitre C-8.1), a pour objet de concevoir, développer et mettre à l'essai des équipements, des produits ou des procédés, d'exploiter seul ou avec des partenaires, les équipements, produits et procédés qu'il a développés ou dont il détient les droits, de colliger et diffuser de l'information et des renseignements d'ordre technologique et industriel ainsi que de réaliser toute activité reliée aux domaines de la normalisation et de la certification. Les actions du Centre font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, le Centre n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

2. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Changement de référentiel comptable

Depuis le 1^{er} avril 2009, à la demande de son actionnaire, le gouvernement du Québec, le Centre établit ses états financiers selon le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, il utilisait le Manuel de l'ICCA – Comptabilité pour le secteur privé. Les effets de ces nouvelles normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers comparatifs.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs, compte tenu que la direction a estimé que la diminution de la juste valeur des placements à long terme correspondait à une moins-value durable.

Immobilisations corporelles

Les états financiers antérieurs ont été redressés afin de reclasser les logiciels dans leur catégorie d'immobilisations corporelles et reclasser les brevets et droits d'utilisation de technologies et protocoles aux charges de l'exercice. L'application rétroactive de cette modification a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers :

	<u>2009</u>
Résultats	
Amortissement des immobilisations corporelles	(18 336) \$
Bénéfice net	18 336
Bilan	
Immobilisations corporelles	(18 331)
Déficit cumulé	
Déficit cumulé au début de l'exercice	36 667
Déficit cumulé à la fin de l'exercice	18 331

Opération de cession-bail

Les états financiers des exercices antérieurs ont été redressés afin de se conformer à la note d'orientation en comptabilité relative aux opérations de cession-bail (NOSP-5). Cette modification n'a pas d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie du Centre.

Modifications de méthode comptable

Au 1^{er} avril 2009, le Centre a modifié la méthode d'amortissement des équipements informatiques et logiciels passant de la méthode du solde dégressif de 25 % à 30 % à la méthode d'amortissement linéaire sur une période de 4 et 5 ans. Cette modification de convention comptable a été adoptée rétroactivement. L'application rétroactive de cette modification a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers :

	<u>2009</u>
Résultats	
Amortissement des immobilisations corporelles	(53 142) \$
Bénéfice net	53 142
Bilan	
Immobilisations corporelles	(546 347)
Déficit cumulé	
Déficit cumulé au début de l'exercice	599 489
Déficit cumulé à la fin de l'exercice	546 347

3. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre utilise prioritairement le Manuel de l'ICCA pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Centre par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont : la durée de vie utile des immobilisations, l'évaluation des travaux en cours et la provision pour mauvaises créances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Produits de location

Le Centre constate les loyers de base selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location. L'excédent des loyers constaté sur les montants perçus en vertu des contrats de location est présenté dans les créances au bilan.

Constataion des produits

Les produits et les bénéfices sur les contrats sont comptabilisés selon la méthode du degré d'avancement des travaux, établi d'après la valeur de facturation de la main-d'œuvre et des achats imputés aux contrats par rapport à la valeur estimée totale. Des événements non encore connus pourraient survenir et occasionner des changements à ces estimations.

Travaux en cours

Les travaux en cours représentent l'excédent des coûts et bénéfices reconnus des contrats en cours sur les montants facturés.

- Projets externes : lorsque le coût estimé total est supérieur au montant récupérable, l'excédent est comptabilisé comme perte de l'exercice.
- Projets de recherche en partenariat : les coûts relatifs à la réalisation des travaux dans le cadre des projets de recherche en partenariat sont comptabilisés dans l'exercice financier au cours duquel ils sont engagés.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés selon la moindre valeur (coût ou valeur de réalisation nette). Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif. Le coût des stocks est composé du coût d'acquisition du matériel, de la main-d'œuvre directe et des frais de transport.

Placements

Les placements, soit les dépôts à terme et les actions de sociétés publiques, sont comptabilisés au coût diminué des pertes de valeurs durables.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Le bâtiment érigé sur un terrain de la Ville de Québec est amorti selon la méthode linéaire sur la période de 38 ans du droit d'usage superficière. Le banc d'essai situé au Lac-Saint-Charles est amorti selon la méthode linéaire sur une période de huit ans. Les autres immobilisations sont amorties selon les méthodes et taux suivants :

Éléments d'actifs	Méthodes	Période et taux
Bâtiments et aménagement des terrains	Solde dégressif	5 et 8 %
Mobilier et équipements	Solde dégressif	15, 20 et 40 %
Améliorations locatives	Linéaire	20 ans
Équipements informatiques et logiciels	Linéaire	4 et 5 ans
Matériel roulant	Solde dégressif	30 %

Les acquisitions du matériel et d'équipement reliées directement aux projets de recherche et développement du Centre ne sont pas capitalisées, mais sont imputées au coût du projet concerné et facturées aux clients.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Produits reportés

Les produits reportés représentent l'excédent des montants facturés des contrats en cours sur les coûts et les bénéfices reconnus. Ils incluent également les dépôts de clients encaissés d'avance conformément aux ententes contractuelles.

Crédits reportés

Les crédits reportés représentent les subventions relatives aux immobilisations, lesquelles sont reportées et amorties au même rythme que les immobilisations qu'elles financent. L'amortissement des crédits reportés est présenté à même le poste « Aide gouvernementale – Gouvernement du Québec » ou au poste « Virement de crédits reportés », le cas échéant.

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Centre ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Conversion des devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan. Tous les autres éléments d'actif et de passif sont convertis aux cours historiques. Les produits et les charges sont pour leur part convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou pertes de change sont inclus dans les résultats de l'exercice.

4. CRÉANCES

	2010	2009
Clients	2 234 887 \$	2 184 579 \$
Autres comptes à recevoir	24 121	167 690
Gouvernement du Québec - contrats	5 953 000	500 000
Portion à court terme des créances à long terme (note 6)	60 864	117 670
	<u>8 272 872 \$</u>	<u>2 969 939 \$</u>

5. STOCKS

	2010	2009
Stocks de pièces et de fournitures	115 013 \$	92 623 \$
Stocks de produits	529 234	614 218
	<u>644 247 \$</u>	<u>706 841 \$</u>

Au 31 mars 2010, le Centre n'a enregistré aucune provision (2009 : 188 214 \$) pour réduire la valeur comptable de certains inventaires au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Les coûts liés aux stocks de produits comptabilisés aux résultats de l'exercice sont présentés sous la rubrique « Coûts directs sur projets » et s'élèvent à 389 962 \$ (2009 : 486 532 \$).

6. CRÉANCES À LONG TERME

	2010	2009
Avance salariale aux employés (*)	301 421 \$	328 863 \$
Contribution à recevoir - Gouvernement du Québec (**)	456 458	574 128
	757 879	902 991
Portion à court terme (note 4)	(60 864)	(117 670)
	<u>697 015 \$</u>	<u>785 321 \$</u>

(*) Une avance équivalant à deux semaines de salaire a été consentie à tous les employés afin de permettre au Centre de reporter de deux semaines le versement de la paie. Cette avance ne porte pas intérêt et est remboursable au départ de chacun des employés.

(**) Contribution à recevoir au taux fixe de 4,58 % encaissable par versements semestriels de 71 709 \$ jusqu'au 1^{er} avril 2013 (note 11).

7. OBLIGATION RELATIVE À UNE OPÉRATION DE CESSION-BAIL AVEC INTERRELATION

Au 30 août 2007, le Centre a disposé de l'un de ses immeubles et a conclu un bail relativement à l'utilisation d'une partie de l'immeuble. Suite à cette transaction, un gain de 6 071 167 \$ a été réalisé. De ce gain, un montant de 3 359 167 \$ a été porté aux résultats et le solde de 2 712 000 \$, représentant le gain économique, a été reporté et comptabilisé à titre d'obligation relative à une opération de cession-bail. L'obligation est diminuée en fonction des rénovations effectuées aux locaux.

Obligation relative à une opération de cession-bail,
remboursable jusqu'en 2011
Portion à court terme de l'obligation

2010	2009
883 796 \$	883 796 \$
(883 796)	-
<u>- \$</u>	<u>883 796 \$</u>

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	(Redressés - note 2) Valeur nette
Terrains	249 650 \$	- \$	249 650 \$	249 650 \$
Bâtiments et aménagement des terrains (*)	10 225 059	6 542 657	3 682 402	3 693 562
	10 474 709	6 542 657	3 932 052	3 943 212
Mobilier et équipements	24 401 523	19 279 149	5 122 374	5 396 848
Améliorations locatives	1 731 903	146 264	1 585 639	1 473 443
Équipements informatiques et logiciels	11 199 444	10 437 090	762 354	536 751
Matériel roulant	369 082	271 152	97 930	133 088
	<u>48 176 661 \$</u>	<u>36 676 312 \$</u>	<u>11 500 349 \$</u>	<u>11 483 342 \$</u>

(*) Le Centre a reçu un droit d'usage superficiaire sur un terrain appartenant à la Ville de Québec. Un bâtiment érigé sur ce terrain, d'une valeur comptable nette de 628 835 \$ au 31 mars 2010 (2009 : 661 237 \$), sera cédé gratuitement à cette dernière le 24 juillet 2030.

Au 31 mars 2010, la valeur nette aux livres des terrains et bâtiments est de 3 932 052 \$ (2009 : 3 943 212 \$), alors que les évaluations municipales totalisent 12 348 600 \$ (2009 : 11 289 300 \$).

9. EMPRUNT BANCAIRE

Au 31 mars 2010, le Centre dispose d'une marge de crédit bancaire autorisée de 4 000 000 \$, renouvelable annuellement. La marge de crédit porte intérêt au taux de base des entreprises, ce dernier étant de 2,25 % au 31 mars 2010 (2009 : 2,50 %). Au 31 mars 2010 et 2009, la marge de crédit était inutilisée.

10. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2010	2009
Fournisseurs et autres frais courus	1 109 036 \$	2 559 139 \$
Traitements et avantages sociaux	1 699 154	1 538 703
Provision pour vacances à payer	2 269 706	2 306 036
	<u>5 077 896 \$</u>	<u>6 403 878 \$</u>

11. DETTE À LONG TERME

	2010	2009
Avance du ministère des Finances*, portant intérêt au taux préférentiel de 2,25 % au 31 mars 2010 (2,50 % en 2009) de la Banque Nationale du Canada, échéant le 31 mars 2011. Les intérêts sont capitalisés et payables au plus tard à la date d'échéance de l'avance.	7 464 659 \$	7 351 439 \$
Billet à payer au Fonds de financement*, taux fixe de 4,58 %, remboursable par versements semestriels de 71 709 \$, échéant le 1 ^{er} avril 2013. Une hypothèque mobilière sans dépossession à l'égard de la contribution à recevoir du gouvernement du Québec est donnée en sûreté (note 6).	456 458	574 128
Emprunts à taux fixe de 1,90 %, remboursables par 10 versements mensuels de 760 \$ et 1 versement de 380 \$, échus au cours de l'exercice. Du matériel roulant est donné en sûreté.	-	7 907
	<u>7 921 117</u> <u>(7 587 780)</u>	<u>7 933 474</u> <u>(7 477 016)</u>
Portion échéant à moins d'un an	<u>333 337 \$</u>	<u>456 458 \$</u>

(*) Apparentés sous contrôle commun.

La charge d'intérêt sur la dette à long terme de l'exercice s'élève à 142 212 \$ (2009 : 239 969 \$), laquelle comporte des intérêts capitalisés au cours de l'exercice d'un montant de 113 220 \$ (2009 : 207 362 \$) sur l'avance du ministère des Finances.

Les montants de versement en capital, à effectuer sur la dette à long terme au cours des quatre prochains exercices, se détaillent comme suit :

2011 :	7 587 780 \$
2012 :	128 825 \$
2013 :	134 792 \$
2014 :	69 720 \$

12. CAPITAL-ACTIONS

	2010	2009
Autorisé		
650 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune		
Émis et payé		
244 741 actions	24 474 140 \$	24 474 140 \$

13. FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation se détaillent comme suit :

	2010	2009
Créances	(5 302 933) \$	(636 084) \$
Travaux en cours	(46 035)	498 492
Stocks	62 594	263 445
Frais payés d'avance	39 407	(143 216)
Créances à long terme	88 306	138 378
Charges à payer et frais courus	(1 074 884)	(24 462)
Produits reportés	15 891	(121 701)
	<u>(6 217 654) \$</u>	<u>(25 148) \$</u>

Les intérêts versés durant l'exercice s'élèvent à 31 687 \$ (2009 : 35 182 \$).

En date du 31 mars 2010, le poste « Créiteurs et frais courus » inclut un montant lié à des acquisitions d'immobilisations corporelles représentant 223 438 \$ (2009 : 474 536 \$).

14. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Centre participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Centre, imputées aux résultats nets de l'exercice, s'élèvent à 1 098 178 \$ (2009 : 1 002 195 \$). Les obligations du Centre envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses contributions à titre d'employeur.

15. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, le Centre est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Centre conclut des opérations commerciales avec les entités apparentées dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

16. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES RISQUES FINANCIERS

Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur des autres instruments financiers à long terme du Centre :

	comptable	valeur	comptable	valeur
Actifs financiers :				
Créances à long terme :				
Avance salariale aux employés	301 421 \$	(1)	328 863 \$	(1)
Contribution à recevoir - Gouvernement du Québec	456 458 \$	475 177 \$	574 128 \$	599 523 \$
Placements à long terme	19 554 \$	22 642 \$	19 554 \$	19 554 \$
Passifs financiers :				
Avance du ministère des Finances	7 464 659 \$	7 464 659 \$	7 351 439 \$	7 351 439 \$
Billet à payer au Fonds de financement	456 458 \$	458 881 \$	574 128 \$	578 382 \$
Emprunts à taux fixe	- \$	- \$	7 907 \$	7 907 \$

(1) La juste valeur ne peut être déterminée en raison de l'incertitude quant à la date de remboursement.

Taux d'intérêt utilisés pour déterminer la juste valeur

Les taux d'intérêt utilisés pour actualiser les flux de trésorerie futurs, le cas échéant, sont basés sur le taux d'intérêt sans risque à la date du bilan, ajusté d'une prime de crédit. Les taux utilisés pour les créances et pour les passifs financiers sont respectivement de 2,78 % et 4,59 % (2009 : 3,00 % et 4,50 %).

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut encourir le Centre en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers, à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers. Les risques de taux d'intérêt et de change sont présentés ci-bas et la direction du Centre estime ne pas être exposée au risque de cours boursiers de façon significative.

Risque de taux d'intérêt

La volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et passifs financiers (risque de marché lié aux taux d'intérêt fixes) de même que sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie du Centre (risque de flux de trésorerie lié aux taux d'intérêt variables).

L'avance du ministère des Finances porte intérêt à taux variable. Il en résulte donc un risque de flux de trésorerie quant aux intérêts qui seront versés relativement à cette dette.

Ainsi, l'incidence d'une augmentation immédiate et soutenue au 31 mars 2010 de 1 % des taux d'intérêt aurait pour effet d'augmenter la charge d'intérêt de 50 000 \$ (2009 : 50 000 \$) tandis qu'une baisse de 1 % des taux d'intérêt réduirait la charge d'intérêt de ce même montant.

Les autres dettes à long terme portent des taux d'intérêt fixes. Par conséquent, le risque auquel est exposé le Centre sur ces dernières est minime, compte tenu que le Centre envisage de les conserver jusqu'à l'échéance.

Risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Centre au risque de crédit. Le risque de crédit afférent à ces actifs ne se concentre pas dans un seul secteur d'activité. Le Centre procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour perte au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

L'analyse de l'âge des actifs financiers se détaille comme suit :

	2010			2009		
	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
En souffrance depuis 0 à 30 jours	1 638 617 \$	- \$	1 638 617 \$	1 456 730 \$	67 300 \$	1 389 430 \$
En souffrance depuis 31 à 60 jours	438 361	-	438 361	586 352	-	586 352
En souffrance depuis 61 à 90 jours	14 729	-	14 729	134 179	2 310	131 869
En souffrance depuis plus de 90 jours	280 806	137 626	143 180	147 885	70 957	76 928
	<u>2 372 513 \$</u>	<u>137 626 \$</u>	<u>2 234 887 \$</u>	<u>2 325 146 \$</u>	<u>140 567 \$</u>	<u>2 184 579 \$</u>

L'évolution de la provision pour pertes sur créances se détaille comme suit :

	2010	2009
Solde au début	140 567 \$	106 082 \$
Perte de valeur comptabilisée	59 548	108 440
Reprise de provision	(62 489)	(73 955)
Solde à la fin	<u>137 626 \$</u>	<u>140 567 \$</u>

Selon les taux historiques de défaillance des comptes clients, le Centre estime qu'il n'y a pas lieu de comptabiliser une perte de valeur relative aux comptes clients non en souffrance de même que ceux en souffrance jusqu'à 60 jours. Les activités du Centre sont diversifiées et il en est de même pour la clientèle.

Au 31 mars 2010, le solde à recevoir d'un client représentait 9 % des créances (1 client pour 13 % en 2009).

Risque de liquidité

Les flux de trésorerie contractuels relativement aux passifs financiers de l'entité se détaillent comme suit :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels totaux	Échéance		
			Moins de 6 mois	6 à 12 mois	1 à 4 ans
Passifs financiers					
Fournisseurs et autres frais cours	1 109 036 \$	1 109 036 \$	1 109 036 \$	- \$	- \$
Traitements et avantages sociaux	1 699 154	1 699 154	1 699 154	-	-
Provision pour vacances	2 269 706 (1)	2 269 706	1 134 853	1 134 853	-
Avance du ministère des Finances	7 464 659 (2)	7 577 159	-	7 577 159	-
Billet à payer au Fonds de financement	456 458	501 963	71 709	71 709	358 545
	<u>12 999 013 \$</u>	<u>13 157 018 \$</u>	<u>4 014 752 \$</u>	<u>8 783 721 \$</u>	<u>358 545 \$</u>

(1) Répartition des échéances estimée par la direction.

(2) Bien que l'échéance de cette dette est prévue pour le 31 mars 2011, des décrets annuels émis par le gouvernement du Québec ont permis au ministère des Finances de procéder au renouvellement de cette avance d'année en année depuis l'exercice financier terminé le 31 mars 2000.

L'entité considère qu'elle détient suffisamment de placements facilement convertibles en trésorerie et également de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Risque de change

Le Centre réalise certaines de ses opérations en devises. Il ne détient ni n'émet d'instruments financiers en vue de gérer le risque de change auquel il est exposé. Par contre, ces risques n'ont pas d'influence significative sur les résultats et la situation financière du Centre. Le gain de change constaté à l'état des résultats se chiffre à 16 210 \$ en 2010 (33 568 \$ en 2009).

17. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2010, le Centre avait des obligations en vertu d'un bail échéant en 2017 et divers contrats pour un montant de 7 619 645 \$. Les engagements annuels minimaux à payer relativement à ce bail et à ces contrats pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

2011 :	1 315 151 \$
2012 :	1 186 666 \$
2013 :	1 237 356 \$
2014 :	1 265 854 \$
2015 :	1 288 427 \$

LES ÉTATS FINANCIERS

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Centre de services partagés du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

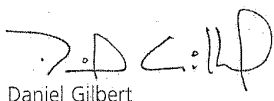
Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Centre de services partagés du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification et de gestion des risques dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Centre de services partagés du Québec, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification et de gestion des risques pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général par intérim,



Daniel Gilbert

La directrice générale des services de gestion stratégique,



Josette Legrand, CA

Québec, le 17 septembre 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

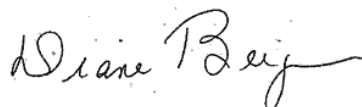
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Centre de services partagés du Québec au 31 mars 2010 et les états des résultats, de l'excédent cumulé ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu des changements apportés par l'adoption des normes comptables du secteur public et expliqués à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,

 CA auditeur

Diane Bergeron, CA auditeur
Vérificatrice générale adjointe

Québec, le 17 septembre 2010

RÉSULTATS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009 redressé (note 3)
PRODUITS		
Biens	13 555 942 \$	27 113 369 \$
Services	493 187 152	467 071 908
Escomptes et rabais sur vente	(10 029 052)	(9 289 126)
Contributions du gouvernement du Québec	15 536 103	8 171 268
Autres produits	254 318	296 171
	<u>512 504 463</u>	<u>493 363 590</u>
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	125 207 919	126 228 166
Services professionnels et auxiliaires	120 978 660	96 549 643
Frais d'administration facturés par le gouvernement du Québec	—	353 263
Transport et communications	78 605 980	82 205 065
Placement médias	49 214 285	45 581 120
Poste et messageries	10 829 894	11 478 342
Entretien et réparations	38 578 574	31 687 689
Fournitures et approvisionnement	16 851 163	26 327 133
Loyers	24 495 205	24 561 981
Frais financiers	2 420 342	6 433 836
Amortissement des immobilisations corporelles	34 074 314	35 906 844
Amortissement des frais reportés	—	212 947
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	3 381 720	178 268
Autres	1 329 070	1 025 191
	<u>505 967 126</u>	<u>488 729 488</u>
EXCÉDENT DE L'EXERCICE	<u>6 537 337 \$</u>	<u>4 634 102 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Centre de services partagés du Québec

Le Centre de services partagés du Québec

**EXCÉDENT (DÉFICIT) CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009 redressé (note 3)
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	(2 227 385) \$	(2 679 491) \$
REDRESSEMENTS		
Adoption des normes comptables du secteur public (note 3)		
Fournitures et approvisionnement	2 986 856	1 185 842
Traitements et avantages sociaux	1 201 117	–
CORRECTION D'ERREUR (note 4)		
Transport et communications	1 179 865	–
SOLDE AU DÉBUT REDRESSÉ	3 140 453	(1 493 649)
Excédent de l'exercice	6 537 337	4 634 102
SOLDE À LA FIN	<u>9 677 790 \$</u>	<u>3 140 453 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

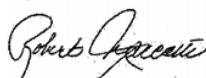
BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009 redressé (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	– \$	12 319 923 \$
Créances (note 5)	158 206 436	203 467 590
Stocks	5 506 704	7 394 397
Frais payés d'avance	6 968 209	11 650 295
	170 681 349	234 832 205
Créances à long terme (note 6)	–	1 200 792
Effet à recevoir du gouvernement du Québec (note 7)	2 774 029	6 745 642
Immobilisations corporelles (note 8)	381 947 783	329 722 958
	555 403 161 \$	572 501 597 \$
PASSIF		
À court terme		
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 9)	21 569 719 \$	33 445 156 \$
Emprunts temporaires (note 10)	343 294 754	342 763 730
Charges à payer et frais courus (note 11)	92 528 600	98 166 210
Versements sur la dette à long terme (note 12)	1 221 898	985 841
Produits perçus d'avance	874 578	4 088 098
	459 489 549	479 449 035
Charges à payer à long terme (note 13)	–	3 500 792
Dette à long terme (note 12)	28 952 788	28 138 704
Contributions du gouvernement du Québec reportées (note 14)	1 295 405	1 787 502
Provision pour congés de maladie (note 15)	29 362 035	29 859 517
	519 099 777	542 735 550
AVOIR		
Apport du gouvernement du Québec (note 16)	26 625 594	26 625 594
Excédent cumulé	9 677 790	3 140 453
	36 303 384	29 766 047
	555 403 161 \$	572 501 597 \$
ENGAGEMENTS (note 17)		
ÉVENTUALITÉS (note 22)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

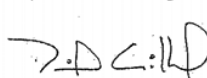
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le président du conseil d'administration,



Robert Marcotte

Le président-directeur général par intérim,



Daniel Gilbert

Centre de services partagés du Québec

Le Centre de services partagés du Québec

**FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009 redressé (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent de l'exercice	6 537 337 \$	4 634 102 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	34 074 314	35 906 844
Frais financiers capitalisés aux emprunts temporaires	1 576 827	5 943 942
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	3 381 720	178 268
	45 570 198	46 663 156
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 18)	34 451 113	(28 753 782)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	80 021 311	17 909 374
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(77 880 190)	(67 860 411)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	534 625	56 475
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(77 345 565)	(67 803 936)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Diminution des emprunts temporaires excluant les frais financiers capitalisés	(2 011 227)	(3 081 964)
Remboursement de la dette à long terme	(1 109 005)	(1 320 939)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(3 120 232)	(4 402 903)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(444 486)	(54 297 465)
(INSUFFISANCE) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	(21 125 233)	33 172 232
INSUFFISANCE DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 18)	(21 569 719) \$	(21 125 233) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Centre de services partagés du Québec est une personne morale, mandataire de l'État, créée en vertu de la *Loi sur le Centre de services partagés du Québec* (L.R.Q., chapitre C-8.1.1) entrée en vigueur le 6 décembre 2005. Le Centre a pour mission de fournir ou de rendre accessibles aux organismes publics les biens et les services administratifs dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions, notamment en matière de ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles.

Dans la réalisation de sa mission, le Centre peut notamment exercer les fonctions suivantes et rendre les services suivants :

- 1° acheter et louer pour les organismes publics les biens meubles;
- 2° favoriser la réutilisation des biens des organismes publics et en disposer lorsqu'ils ne sont plus requis;
- 3° développer et fournir des produits et services en matière de technologies de l'information et de télécommunication et en assurer la gestion et la maintenance;
- 4° développer et fournir des solutions d'affaires en gestion des ressources;
- 5° fournir tout autre service, professionnel ou autre, dont les organismes publics peuvent avoir besoin, tels l'impression, l'édition, la publication, la commercialisation, le placement médias, l'audiovisuel, les expositions, la reprographie, le courrier et l'entretien de l'équipement;
- 6° procéder à des regroupements de services et les gérer;
- 7° gérer les droits d'auteur des documents des organismes publics, conformément aux normes élaborées conjointement par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et la ministre des Services gouvernementaux, et veiller à leur application.

La loi constitutive précise que les sommes reçues par le Centre doivent être affectées au paiement de ses obligations. Le surplus, s'il en est, est conservé par le Centre à moins que le gouvernement n'en décide autrement.

En vertu de l'article 2 de sa loi constitutive, le Centre est mandataire de l'État et, par conséquent, n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu au Québec et au Canada.

Intégration des activités du Fonds du service aérien gouvernemental (SAG)

Le 30 mars dernier, le gouvernement a annoncé l'abolition du Fonds du service aérien gouvernemental (SAG) et l'intégration de ses activités à celles du Centre.

Pour mettre en œuvre cet effort de restructuration, le gouvernement déposera, d'ici la fin de l'année 2010-2011, un projet de loi omnibus qui précisera les modalités liées à ce changement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

2. CONVENTIONS COMPTABLES**Utilisation d'estimations**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Centre utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Centre par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif. D'une part, le coût des produits finis comprend les coûts d'acquisition ainsi que les coûts de transport. D'autre part, le coût des produits en cours comprend les matières premières, la main-d'œuvre et les frais généraux de fabrication. Tous les stocks sont destinés à la vente.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et pour les périodes suivantes :

Améliorations locatives	2 à 15 ans
Équipement spécialisé	3 à 10 ans
Infrastructure de radiocommunication	5 à 30 ans
Équipement informatique	3 à 10 ans
Mobilier et équipement de bureautique	3 ans
Matériel roulant	5 ans
Systèmes informatiques et logiciels	2 à 10 ans
Stratégie d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR-SGR1 et SGR2)	10 à 12 ans

Les immobilisations corporelles en cours de développement sont amorties lorsqu'elles sont terminées et qu'elles sont mises en exploitation.

Les intérêts sur les dettes liées aux immobilisations sont capitalisés pendant la période de développement.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Centre de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

2. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)**Congés de maladie et de vacances**

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Les obligations découlant des congés de vacances dus aux employés du Centre sont comptabilisées à titre de passif. La charge annuelle est comptabilisée selon les avantages gagnés par les employés au cours de l'exercice.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que le Centre ne dispose pas d'information suffisante pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Constatation des produits

Les produits provenant de la prestation de services et des ventes de biens sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- La livraison a eu lieu ou les services ont été rendus;
- Le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- Le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les produits perçus d'avance sont virés aux résultats en fonction des services rendus.

Constatation des contributions du gouvernement du Québec

Les contributions du gouvernement du Québec affectées sont reportées et constatées à titre de produit de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Celles pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont comptabilisées comme contributions du gouvernement du Québec reportées et sont virées aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux d'amortissement que les immobilisations corporelles afférentes.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires, le dû au Fonds consolidé du revenu ainsi que les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

3. MODIFICATIONS COMPTABLES**Modification de conventions comptables**

Depuis le 1^{er} avril 2009, le Centre établit ses états financiers selon le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, il utilisait le Manuel de l'ICCA - Comptabilité pour le secteur privé. Ce changement a les incidences suivantes sur les résultats et l'excédent (déficit) cumulé du Centre :

Frais reportés, frais payés d'avance et produits perçus d'avance

En vertu de ce référentiel comptable, les actifs incorporels n'existent plus et doivent être passés en charges au moment où ils sont engagés. Conséquemment, les états financiers ont été redressés afin de passer en charges les frais payés en 2006-2007 pour les droits de vente de licence Oracle. De plus, les frais payés d'avance et les produits perçus d'avance relatifs aux contrats de services reliés à ces droits ont été renversés.

Cette modification, appliquée de façon rétroactive, a pour effet d'augmenter ou de diminuer les postes suivants :

	2009
Fournitures et approvisionnement	(1 801 014) \$
Frais payés d'avance	(2 736 898) \$
Produits perçus d'avance	(2 736 898) \$
Apport du gouvernement du Québec	(6 725 585) \$
Excédent (déficit) cumulé	2 986 856 \$

Provision pour congés de maladie

Le taux d'actualisation pour effectuer le calcul de la provision pour congés de maladie a été modifié afin d'utiliser celui applicable au secteur public plutôt que celui applicable au secteur privé. Le changement, appliqué de façon rétroactive, a pour effet d'augmenter ou de diminuer les postes suivants :

	2009
Traitements et avantages sociaux	(1 201 117) \$
Provision pour congés de maladie	(1 201 117) \$
Excédent (déficit) cumulé	1 201 117 \$

Activités abandonnées

En vertu de ce référentiel comptable, il n'existe aucune norme de présentation pour les activités abandonnées. Conséquemment, ces activités ont été présentées avec les activités courantes du Centre.

Les autres conventions comptables affectées par ce changement de référentiel comptable sont décrites ci-dessous.

Instruments financiers

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la mesure des actifs et des passifs.

Immobilisations corporelles

Les développements informatiques ainsi que les logiciels et licences sont maintenant présentés dans le poste « Immobilisations corporelles » plutôt que dans le poste « Actifs incorporels ».

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

4. CORRECTION D'ERREUR**Transport et communications**

En novembre 2008, une nouvelle entente a été conclue pour des services de télécommunication. Les nouveaux tarifs entraient en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Les états financiers ont été corrigés afin d'inscrire un crédit pour les services de télécommunication facturés en trop en 2008-2009. Cette correction, appliquée de façon rétroactive, a pour effet d'augmenter ou de diminuer les postes suivants :

	2009
Transport et communications	(1 179 865) \$
Créances	1 179 865 \$
Excédent (déficit) cumulé	1 179 865 \$

5. CRÉANCES

	2010	2009
Comptes clients	137 608 785 \$	174 006 867 \$
Gouvernement du Québec	15 044 006	11 244 317
Portion court terme des créances à long terme (note 6)	1 200 792	1 200 792
Portion court terme de l'effet à recevoir du gouvernement du Québec (note 7)	4 292 550	16 730 327
Autres	60 303	285 287
	<u>158 206 436 \$</u>	<u>203 467 590 \$</u>

6. CRÉANCES À LONG TERME

Créances à long terme concernant la distribution du logiciel Oracle, encaissables en versements annuels de 1 200 792 \$ sans intérêt et échéant le 1^{er} mai 2010.

	2010	2009
Créances	1 200 792 \$	2 401 584 \$
Portion court terme incluse au poste « Créances » (note 5)	1 200 792	1 200 792
	<u>– \$</u>	<u>1 200 792 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

7. EFFET À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

L'effet à recevoir du gouvernement du Québec ne porte pas intérêt et viendra à échéance en mars 2013. Il représente les sommes devant être transférées au Centre, relativement aux banques de congés de maladie ainsi qu'aux banques de vacances, qui étaient gagnées par les employés avant leur transfert. L'effet à recevoir du 31 mars 2010 inclut une somme, calculée par le gouvernement du Québec, de 65 260 \$ concernant les transferts de l'exercice.

	2010	2009
Effet à recevoir	7 066 579 \$	23 475 969 \$
Effet à recevoir à court terme inclus au poste « Créances » (note 5)	4 292 550	16 730 327
Effet à recevoir à long terme	<u>2 774 029 \$</u>	<u>6 745 642 \$</u>

Les encaissements de l'effet à recevoir du gouvernement du Québec s'établissent comme suit :

2011	4 292 550 \$
2012	1 877 181
2013	896 848
	<u>7 066 579 \$</u>

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Améliorations locatives	16 514 538 \$	7 740 581 \$	8 773 957 \$	9 855 165 \$
Équipement spécialisé	28 370 572	5 641 530	22 729 042	3 387 728
Infrastructure de radiocommunication	156 894 126	2 188 718	154 705 408	2 557 057
Équipement informatique ¹	69 013 405	54 539 790	14 473 615	15 210 550
Mobilier et équipement de bureautique	3 267 648	2 841 909	425 739	1 078 086
Matériel roulant	1 411 833	865 947	545 886	373 179
Projet RENIR en cours	4 091 948	—	4 091 948	128 665 969
Systèmes informatiques et logiciels	52 954 916	41 125 858	11 829 058	8 404 914
SAGIR-SGR1 et SGR2	185 477 178	37 936 866	147 540 312	123 240 027
Systèmes informatiques en cours de développement				
Projet SAGIR	10 014 266	—	10 014 266	31 350 209
Autres systèmes informatiques	6 818 552	—	6 818 552	5 600 074
	<u>534 828 982 \$</u>	<u>152 881 199 \$</u>	<u>381 947 783 \$</u>	<u>329 722 958 \$</u>

Les frais financiers capitalisés concernant les immobilisations corporelles au cours de l'exercice totalisent un montant de 965 424 \$ (2009 : 3 636 755 \$).

1. Le Centre est copropriétaire d'un équipement informatique d'une valeur totale de 5 468 745 \$ avec l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale. La quote-part du Centre représente 40 % et celle de l'Agence 60 %. Cet équipement a été mis en service en février 2010.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

9. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

En vertu du décret 1371-2009, daté du 21 décembre 2009, le gouvernement du Québec a autorisé une ou plusieurs avances pour un montant maximum de 30 000 000 \$ auprès du Fonds consolidé du revenu. Ces avances portent intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada et viendront à échéance le 31 mars 2014. Au 31 mars 2010, le taux d'intérêt de cette avance est de 2,25 % (2009 : 2,5 %).

10. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Le gouvernement du Québec a autorisé, par décret, le Centre à emprunter jusqu'à concurrence d'un montant de 545 millions de dollars auprès du Fonds de financement ou d'une institution financière, et ce, jusqu'au 31 mai 2010.

À la date du bilan, le Centre dispose de facilités de crédit auprès du Fonds de financement jusqu'à un maximum de 545 millions de dollars portant intérêt au taux moyen des acceptations bancaires de 30 jours plus 0,3 %. Le taux au 31 mars 2010 est de 0,74 % (2009 : 0,95 %). Ces emprunts sont garantis par le gouvernement du Québec.

11. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2010	2009
Fournisseurs et frais courus	65 843 828 \$	72 615 635 \$
Traitements et avantages sociaux à payer	5 383 496	4 446 252
Vacances à payer (note 15)	15 691 095	15 332 056
Portion court terme des charges à payer à long terme (note 13)	3 500 792	3 100 792
Autres	2 109 389	2 671 475
	<u>92 528 600 \$</u>	<u>98 166 210 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

12. DETTE À LONG TERME

	2010	2009
Dû au gouvernement du Québec		
Sans intérêt et sans modalité de remboursement	20 229 859 \$	20 229 859 \$
Sans intérêt, remboursable au rythme de la charge annuelle d'amortissement sur les actifs transférés	430 893	611 595
Emprunts auprès de la Société immobilière du Québec portant intérêt à des taux variant de 4,28 % à 4,70 % remboursables par versements mensuels variant de 499 \$ à 27 740 \$ et venant à échéance entre le 31 juillet 2011 et le 31 décembre 2024.	9 513 934	8 283 091
	30 174 686	29 124 545
Versements exigibles à court terme	1 221 898	985 841
	<u>28 952 788 \$</u>	<u>28 138 704 \$</u>

Les versements en capital des cinq prochains exercices et des exercices subséquents sur le dû de 430 893 \$ au gouvernement du Québec et sur le dû de 9 513 934 \$ à la Société immobilière du Québec s'établissent comme suit :

2011	1 221 898 \$
2012	1 212 046
2013	1 109 224
2014	791 197
2015	650 644
2016 et suivantes	4 959 818
	<u>9 944 827 \$</u>

13. CHARGES À PAYER À LONG TERME

	2010	2009
Charges à payer concernant la distribution de produits Oracle		
Versements annuels égaux de 1 200 792 \$ sans intérêt se terminant le 1 ^{er} mai 2010	1 200 792 \$	2 401 584 \$
Versements annuels variant de 1 900 000 \$ à 2 300 000 \$ sans intérêt se terminant le 1 ^{er} juin 2010	2 300 000	4 200 000
	3 500 792	6 601 584
Versements exigibles à court terme (note 11)	3 500 792	3 100 792
	<u>- \$</u>	<u>3 500 792 \$</u>

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

14. CONTRIBUTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC REPORTÉES

Deux contributions provenant du ministère des Services gouvernementaux (MSG) ont été octroyées au cours de l'exercice précédent pour un montant total de 9 958 770 \$ (7 010 750 \$ pour le développement du gouvernement en ligne et 2 948 020 \$ pour le projet RENIR (Réseau national intégré de radiocommunication)). De ce montant, une somme de 1 787 502 \$ (1 007 157 \$ pour le projet RENIR et 780 345 \$ pour le développement du gouvernement en ligne) a été comptabilisée à titre de contributions du gouvernement du Québec reportées. Ces contributions gouvernementales reportées sont constatées aux revenus au même rythme que les immobilisations corporelles afférentes. Un virement aux résultats de 492 097 \$ a été constaté pour le présent exercice.

15. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES

	2010		2009	
	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie (redressé)	Vacances
Solde au début	29 859 517 \$	15 332 056 \$	20 413 779 \$	9 186 726 \$
Charge de l'exercice	3 266 362	9 963 892	6 898 579	11 175 695
Prestations versées au cours de l'exercice	(4 759 690)	(10 114 194)	(5 814 959)	(10 018 896)
Transferts ¹	995 846	509 341	8 362 118	4 988 531
Solde à la fin	29 362 035 \$	15 691 095 \$	29 859 517 \$	15 332 056 \$

1. Les transferts concernant les provisions pour congés de maladie et vacances proviennent du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT). Cette opération est justifiée par les transferts massifs d'employés vers le Centre, provenant de différents ministères et organismes pour lesquels les provisions étaient comptabilisées au SCT. Un compte à recevoir équivalent à ce dernier a également été comptabilisé en contrepartie.

Provision pour congés de maladie**Description**

Le Centre dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Centre.

Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Centre. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Accumulation des journées de maladie

L'attribution des journées de maladie est habituellement d'une journée par mois pour les employés réguliers (12 jours par année). Pour les employés à temps partiel, à temps réduit ou en aménagement de travail, le crédit de congé à attribuer chaque mois peut être d'une journée ou d'une fraction de journée.

Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable dans le futur jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi ou décès). Certains corps d'emploi ne sont pas soumis aux règles syndicales (par exemple, les cadres). Il n'y a donc pas d'accumulation de journées de maladie. Les personnes appartenant à ces corps d'emploi conservent toutefois les banques qu'elles ont accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à leur retraite, cessation d'emploi ou décès.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

15. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES (SUITE)***Utilisation des journées de maladie***

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée en un seul versement, mais uniquement à 50 %, et sujette à un maximum global de 66 jours.

À la retraite, les individus ont aussi le choix de se faire rembourser leurs journées accumulées, toujours à 50 % et selon le maximum global de 66 jours, mais ils choisissent surtout, après autorisation, d'utiliser leurs journées de maladie accumulées en préretraite, c'est-à-dire en conservant leur lien d'emploi, un jour à la fois, jusqu'à ce que leur banque soit épuisée.

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010 :

	2010	2009
Taux d'indexation	Entre 2,50 % et 4,35 %	Entre 2 % et 4,35 %
Taux d'actualisation	Entre 0 % et 5,10 %	Entre 0 % et 5,43 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	12 ans	13 ans

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire puisque le Centre estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

16. APPORT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le Centre est autorisé à utiliser une partie de l'apport du gouvernement du Québec afin d'éliminer le déficit cumulé. L'apport initial était constitué des surplus accumulés par le Fonds des services gouvernementaux et le Fonds de l'information gouvernementale au 5 décembre 2005. Pour les exercices terminés les 31 mars 2010 et 2009, aucun montant n'a été utilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

17. ENGAGEMENTS

Projet de Réseau intégré de télécommunication multimédia (RITM)

Afin de mener à terme ce projet, le Centre s'est engagé contractuellement auprès d'un fournisseur pour la fourniture des services réseaux aux ministères et organismes gouvernementaux ainsi qu'aux établissements de la santé, et ce, pour un montant de 510 958 474 \$.

Projet RENIR

Afin de mener à terme ce projet, le Centre s'est engagé contractuellement auprès de différents fournisseurs tant pour des contrats de service pour la conception, la réalisation et l'implantation de ce projet que pour des acquisitions d'équipements nécessaires à son déploiement, et ce, pour un montant de 32 828 311 \$.

Contrats de location

Le Centre est engagé en vertu de différents contrats de location relativement à du matériel roulant, des photocopieurs et des sites de télécommunication pour des paiements minimums de 931 607 \$.

Autres

Le Centre a également contracté d'autres engagements concernant des services d'entretien, d'acquisitions de stocks et d'immobilisations pour un montant total de 25 814 756 \$.

Les engagements se répartissent comme suit :

	RITM	Projet RENIR	Contrats de location	Autres	Total
2011	102 191 695 \$	9 166 000 \$	442 902 \$	17 049 491 \$	128 850 088 \$
2012	102 191 695	6 000 000	298 170	5 436 308	113 926 173
2013	102 191 695	6 000 000	87 692	3 328 957	111 608 344
2014	102 191 695	6 000 000	84 215	—	108 275 910
2015	102 191 694	5 662 311	18 628	—	107 872 633
	510 958 474 \$	32 828 311 \$	931 607 \$	25 814 756 \$	570 533 148 \$

Il est à noter que certains contrats signés par le Centre comportent une clause qui permet de mettre fin en tout temps à ceux-ci et, ainsi, ne payer que les sommes relatives aux travaux réalisés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

18. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	2010	2009
Encaisse	– \$	12 319 923 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu	(21 569 719)	(33 445 156)
Insuffisance de trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>(21 569 719) \$</u>	<u>(21 125 233) \$</u>

Les intérêts versés par le Centre au cours de l'exercice s'élèvent à 756 571 \$ (2009 : 532 017 \$).

De plus, au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles ont été acquises aux coûts de 90 215 484 \$ (2009 : 77 832 183 \$), dont un montant de 15 754 833 \$ est inclus dans les charges à payer et frais courus au 31 mars 2010 (2009 : 6 544 109 \$). Ces acquisitions incluent également des investissements de 2 159 146 \$ acquis en contrepartie de la prise en charge de dettes à long terme d'un montant équivalent (2009 : 4 084 749 \$).

Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation :

	2010	2009 redressé (note 3)
Créances	32 823 377 \$	(38 897 782) \$
Stocks	1 887 693	126 005
Frais payés d'avance	4 682 086	(1 557 610)
Créances à long terme	16 409 390	2 401 584
Effet à recevoir du gouvernement du Québec	1 200 792	(9 403 593)
Frais reportés	–	212 947
Charges à payer et frais courus	(15 248 334)	10 804 049
Produits perçus d'avance	(3 100 792)	(71 830)
Charges à payer à long terme	(3 213 520)	(3 600 792)
Contributions du gouvernement du Québec reportées	(492 097)	1 787 502
Provision pour congés de maladie	(497 482)	9 445 738
	<u>34 451 113 \$</u>	<u>(28 753 782) \$</u>

19. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régime de retraite

Les membres du personnel du Centre participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Centre imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 6 439 574 \$ (2009 : 6 594 036 \$). Les obligations du Centre envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AU 31 MARS 2010

20. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, le Centre est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et les entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Centre n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers. La majorité des produits du Centre est générée par des opérations avec des entités incluses dans le périmètre comptable du gouvernement du Québec.

21. PRIVATISATION DE CERTAINS SECTEURS DU CENTRE

Lors du Discours sur le budget 2007-2008 du gouvernement du Québec prononcé le 24 mai 2007, il a été question de la privatisation de cinq services gouvernementaux dont trois relèvent du Centre : la Reprographie gouvernementale, Fournitures et ameublement du Québec (FAQ) et le Réseau national intégré de radiocommunication (RENIR).

Pour les services de Reprographie gouvernementale, le Centre a concrétisé la fermeture des deux ateliers centraux le 1^{er} avril 2008 et de quatre autres ateliers le 1^{er} octobre 2008. À la demande des ministères et organismes, cinq ateliers ont été conservés pour répondre à des critères spécifiques de confidentialité.

Dans le cadre du projet RENIR, l'installation et l'entretien des équipements réseaux et terminaux ainsi que des infrastructures de sites sont réalisés par un fournisseur externe depuis 2008-2009. Au cours de cette même période, un appel d'offres a été publié pour l'exploitation du centre d'assistance à la clientèle et du centre de conduite des réseaux. Au terme de l'adhésion de l'ensemble des partenaires aux services du RENIR, le Centre amorcera une réflexion sur le transfert éventuel de la propriété des sites de radiocommunication et de l'infrastructure du RENIR à l'entreprise privée.

En ce qui concerne la FAQ, le Centre a mis en place des regroupements d'achats permettant aux ministères et organismes de s'approvisionner en fournitures et ameublement. La première étape, concernant les fournitures standards telles les fournitures de bureau et de logiciels, a été complétée en 2007-2008. La seconde étape, terminée au cours de l'exercice 2008-2009, concernait les fournitures spécifiques.

22. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, le Centre est exposé à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'aucune provision n'est requise à l'égard de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'exploitation du Centre.

23. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Comité Entraide – secteurs public et parapublic ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Comité Entraide, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les coprésidents du Comité Entraide pour discuter de tout élément qui concerne la vérification.



Pascale Despins
Directrice du Secrétariat

Québec, le 16 juillet 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

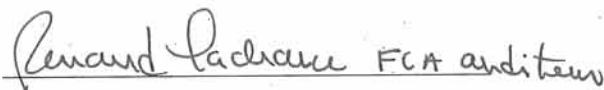
J'ai vérifié le bilan du Comité Entraide – secteurs public et parapublic au 31 décembre 2009 ainsi que l'état des résultats et l'état des sommes cumulées à distribuer aux partenaires philanthropiques de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Comité Entraide. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Comme c'est le cas de nombreux organismes de bienfaisance, le Comité Entraide obtient une partie importante de ses produits sous forme de souscriptions au comptant et pour lesquels il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, ma vérification de ces produits s'est limitée aux montants comptabilisés dans les comptes du Comité Entraide et je n'ai pas pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux produits de souscriptions au comptant, à l'actif à court terme et aux sommes cumulées à distribuer aux partenaires philanthropiques.

À mon avis, à l'exception de l'effet des redressements que j'aurais pu juger nécessaires si j'avais été en mesure de vérifier l'intégralité des souscriptions au comptant mentionnés au paragraphe précédent, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Comité Entraide au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in dark ink, reading "Renaud Lachance FCA auditeur". The signature is fluid and cursive.

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 16 juillet 2010

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
PRODUITS		
Souscriptions (note 4)	7 582 311 \$	7 158 583 \$
Intérêts	21 009	55 238
	7 603 320	7 213 821
CHARGES (note 5)		
Communication et développement	28 972	47 429
Mauvaises créances (note 6)	132 027	139 501
	160 999	186 930
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	7 442 321 \$	7 026 891 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

Comité Entraide - secteurs public et parapublic

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC
SOMMES CUMULÉES À DISTRIBUER AUX PARTENAIRES PHILANTROPIQUES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
SOLDE CUMULÉ AU DÉBUT	8 653 470 \$	8 690 948 \$
Excédent des produits sur les charges de l'exercice	7 442 321	7 026 891
Versements aux partenaires philanthropiques		
Provenant de l'exercice terminé le 31 décembre 2006	-	(239 384)
Provenant de l'exercice terminé le 31 décembre 2007	(1 140 857)	(6 824 985)
Provenant de l'exercice terminé le 31 décembre 2008	(7 012 224)	-
SOLDE CUMULÉ À LA FIN	7 942 710 \$	8 653 470 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

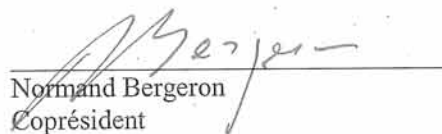
BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2009

	2009	2008
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	209 540 \$	1 236 239 \$
Dépôts à terme (0,6 %)	1 750 000	1 715 000
Souscriptions à recevoir (note 7)	5 981 901	5 697 313
Intérêts courus à recevoir	1 269	7 412
	<u>7 942 710 \$</u>	<u>8 655 964 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer	- \$	2 494 \$
Sommes cumulées à distribuer aux partenaires philanthropiques (note 10)	7 942 710	8 653 470
	<u>7 942 710 \$</u>	<u>8 655 964 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers

POUR LE COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC


Louise Chabot
Coprésidente

Normand Bergeron
Coprésident

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****1- CONSTITUTION ET OBJET**

Le Comité Entraide – secteurs public et parapublic (auparavant Comité Centraide – secteurs public et parapublic), formé en vertu du décret 390-2006 du gouvernement du Québec échéant le 10 mai 2011, a pour objet de coordonner les activités de la campagne annuelle de souscription principalement auprès des employés du gouvernement du Québec, des organismes gouvernementaux, des députés de l'Assemblée nationale, des professionnels de la santé et des personnes retraitées du gouvernement et des organismes publics au profit des partenaires philanthropiques. Les sommes perçues sont distribuées aux partenaires philanthropiques. Les présents états financiers incluent les comptes de la fiducie de bienfaisance des employés créée pour faciliter la gestion et la remise de la totalité des dons recueillis selon les choix exprimés par le donateur.

2- CONVENTIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers du Comité Entraide par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction. Le principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la provision pour pertes sur souscriptions à recevoir.

L'état du flux de trésorerie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

CONSTATATION DES PRODUITS

Les revenus de souscriptions sont comptabilisés selon les données contenues aux rapports des directeurs de campagne. Une provision annuelle pour perte sur les souscriptions à la source à recevoir est déterminée en fin d'exercice.

Les revenus d'intérêt sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice en considérant le nombre de jours de détention et la méthode du taux d'intérêt effectif.

INSTRUMENTS FINANCIERS**Évaluation initiale**

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de transaction.

Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence.

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****Catégories d'instruments financiers et évaluation ultérieure**

Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les actifs et les passifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation à la juste valeur sont constatés aux résultats, le cas échéant.

Le Comité Entraide a classé l'encaisse comme étant détenu à des fins de transaction et a désigné de façon irrévocable les instruments financiers à court terme suivants : dépôts à terme, souscriptions à recevoir, intérêts courus à recevoir de même que les charges à payer et les sommes cumulées à distribuer aux partenaires philanthropiques.

Le Comité Entraide a choisi de se prévaloir de la possibilité offerte aux organismes sans but lucratif d'appliquer le chapitre 3861 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés intitulé « Instruments financiers-Informations à fournir et présentation » au lieu des chapitres 3862, « Instruments financiers-Informations à fournir » et 3863, « Instruments financiers-Présentation ».

3- NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Organismes sans but lucratif

Le 1er avril 2009, conformément aux dispositions transitoires applicables, le Comité a adopté les modifications apportées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) à la préface des normes comptables s'appliquant uniquement aux organismes sans but lucratif et aux chapitres de la série 4400 ainsi que les modifications corrélatives aux autres chapitres du Manuel de l'ICCA. Ces modifications, entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009, touchent principalement les éléments suivants :

- Inclusion des organismes sans but lucratif dans le champ d'application des chapitres 1540, « États des flux de trésorerie », et 1751, « États financiers intermédiaires »;
- Élimination de l'obligation de traiter les actifs nets investis en immobilisations comme une composante distincte des actifs nets;
- Modifications afin de préciser que les produits et les charges doivent être comptabilisés et présentés sur la base des montants bruts lorsque l'organisme sans but lucratif agit pour son propre compte dans les opérations en cause;
- Ajout de directives supplémentaires concernant l'utilisation appropriée de l'exclusion du champ d'application du chapitre 4430, « Immobilisations détenues par les organismes sans but lucratif », pour les petites entités.
- Inclusion des normes sur les informations à fournir par l'organisme sans but lucratif qui classe ses charges par fonctions et ventile des charges entre les différentes fonctions auxquelles elles se rattachent.

Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les états financiers du Comité Entraide.

Comité Entraide - secteurs public et parapublic

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC

NOTES COMPLÉMENTAIRES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

4- PRODUITS – SOUSCRIPTIONS

	2009	2008
Campagne auprès des employés et retraités		
Retenues à la source	5 806 669 \$	5 569 772 \$
Comptant et activités de financement	1 190 377	1 058 774
Dons des sociétés à vocation commerciale	585 265	530 037
	7 582 311 \$	7 158 583 \$

5- CHARGES ASSUMÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le traitement et les frais de déplacement des membres du Comité Entraide et des autres employés du gouvernement appelés à collaborer à la campagne d'Entraide sont assumés par les ministères et organismes du gouvernement qui sont concernés. Les frais de fonctionnement du Secrétariat permanent du Comité Entraide sont assumés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS). Les charges non assumées par le MESS sont financées à même les intérêts générés par les dons. Les charges assumées par le gouvernement du Québec et ses organismes ne sont pas présentées à l'état des résultats.

6- MAUVAISES CRÉANCES

	2009	2008
Provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir à la fin de l'exercice	151 993 \$	145 422 \$
Récupération du solde de la provision de l'exercice précédent	(22 057)	(17 730)
Radiation de souscriptions de l'année courante	2 091	11 809
	132 027 \$	139 501 \$

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

7- SOUSCRIPTIONS À RECEVOIR

	2009	2008
Campagne auprès des employés et retraités		
Retenues à la source	5 423 845 \$	5 180 055 \$
Comptant et activités de financement	167 503	204 483
Dons des sociétés à vocation commerciale	542 546	458 197
Provision pour pertes sur souscriptions retenues à la source à recevoir	(151 993)	(145 422)
	5 981 901 \$	5 697 313 \$

8- OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Comité Entraide est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Comité Entraide n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés à l'exception des charges assumées par le gouvernement du Québec mentionnées à la note 5.

9- INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Juste valeur

La juste valeur des instruments financiers est équivalente à leur coût étant donné la courte période avant l'échéance.

COMITÉ ENTRAIDE – SECTEURS PUBLIC ET PARAPUBLIC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009****Risque de crédit**

L'exposition au risque de crédit du Comité Entraide correspond à la valeur comptable des éléments d'actifs financiers. Le Comité Entraide procède à une évaluation continue de ces actifs et comptabilise une provision pour pertes au moment où les comptes sont jugés irrécouvrables.

Risque de taux d'intérêt

Les dépôts à terme portent intérêt à taux fixes. Le risque auquel est exposé le Comité Entraide est donc minime.

10- INFORMATIONS SUR LE CAPITAL

Le Comité Entraide définit son capital comme étant les sommes à distribuer aux partenaires philanthropiques.

Il gère son capital de la même manière que pour l'exercice précédent, en effectuant une gestion prudente de ses produits, charges, actifs, passifs, investissements et autres transactions financières afin d'exécuter de manière efficace les objets spécifiés dans sa loi constitutive. Il n'est assujéti à aucune exigence en matière de capital par une source externe.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers des régimes de retraite et de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) ont été préparés par la direction, qui est responsable de l'intégrité et de la justesse des données présentées, y compris les nombreux montants devant nécessairement être fondés sur le jugement et des estimations. Ces états financiers ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction s'appuie sur des systèmes de contrôles comptables internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Direction de la vérification interne et de la gestion des risques procède à des vérifications périodiques de différents secteurs d'activité de la CARRA. Sa vérification comprend l'examen et l'évaluation de l'existence, de la pertinence et de la suffisance du contrôle interne.

La CARRA reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Les actuaires de la CARRA procèdent à une évaluation actuarielle triennale et à une estimation annuelle des obligations relatives aux prestations figurant dans les états financiers préparés par la CARRA en tenant compte de la pratique actuarielle reconnue et font part de leurs conclusions à la CARRA.

Le conseil d'administration a la responsabilité d'approuver les états financiers et le rapport annuel de gestion de la CARRA. Il a également la responsabilité d'approuver les états financiers des régimes de retraite, à moins que cette fonction n'ait été confiée en vertu des dispositions d'une loi ou d'un régime de retraite à un comité de retraite et que celui-ci l'ait exercée dans le délai prévu par cette loi ou ce régime. Le comité de vérification constitué par le conseil d'administration examine les états financiers de la CARRA et ceux des régimes de retraite avec le Vérificateur général du Québec. Ce comité recommande l'approbation des états financiers de la CARRA et ceux des régimes de retraite au conseil d'administration, à l'exception des états financiers des régimes de retraite qui ont fait l'objet d'une approbation par le comité de retraite concerné.

Le Vérificateur général du Québec a pour mandat de procéder à la vérification des états financiers préparés par la CARRA, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et comporte l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec rencontre, sans aucune restriction, le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

La directrice des ressources financières,



Marie-France Soucy, CA

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2009 ainsi que l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ce régime au 31 décembre 2009 ainsi que de son évolution pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 13 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard du service régulier et des prestations additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service acquises au 31 décembre 2005. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2005 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 57 595 615 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2005, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans les états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Yves Slater, FICA, FSA

Directeur de l'actuariat et du développement



André Simard, FICA, FSA

Chef du Service de l'actuariat par intérim



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 20 décembre 2007

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard des crédits de rente acquis en vertu du rachat de service antérieur. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 453 565 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2007, produite à l'égard des crédits de rente acquis en vertu du rachat de service antérieur et réalisée aux fins de la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



André Simard, FICA, FSA

Chef du Service de l'actuariat par intérim



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 13 mars 2009

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard des années de service transférées du Régime de retraite des enseignants et du Régime de retraite des fonctionnaires. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 2 601 285 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2006, produite à l'égard des années de service transférées du Régime de retraite des enseignants et du Régime de retraite des fonctionnaires et réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,


- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 7 janvier 2009

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard des crédits de rente accordés à certains retraités du réseau de la santé et des services sociaux. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 358 955 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2006, produite à l'égard des crédits de rente accordés à certains retraités du réseau de la santé et des services sociaux et réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À mon avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

J'ai produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 12 novembre 2008

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard des crédits de rente acquis à la suite d'un transfert de régimes complémentaires de retraite au Régime. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 309 059 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2006, produite à l'égard des crédits de rente acquis à la suite d'un transfert de régimes complémentaires de retraite et réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans les états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 4 mars 2008

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard des crédits de rente acquis à la suite du transfert du régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 44 731 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2007, produite à l'égard des crédits de rente acquis à la suite du transfert du Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale et réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans les états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 19 février 2008

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics à l'égard des crédits de rente acquis à la suite du transfert du régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 273 694 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics au 31 décembre 2007, produite à l'égard des crédits de rente acquis à la suite du transfert du Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal et réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans les états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 20 février 2008

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Actif net disponible pour le service des prestations au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

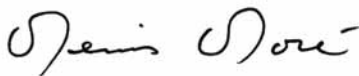
	2009	2008
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)		
Fonds des cotisations salariales	36 799 189	33 452 415
Fonds des cotisations patronales	59 797	2 424
Fonds des régimes complémentaires de retraite	624 675	621 590
	<u>37 483 661</u>	<u>34 076 429</u>
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	146 176	136 231
Cotisations patronales à recevoir	8 018	7 463
Sommes à recevoir du gouvernement	51 566	54 139
Sommes à recevoir — transferts	6 584	5 340
	<u>212 344</u>	<u>203 173</u>
Encaisse	868	8 548
	<u>37 696 873</u>	<u>34 288 150</u>
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	15 232	24 101
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	33 401	35 637
Frais d'administration à payer à la CARRA	21 162	15 497
	<u>69 795</u>	<u>75 235</u>
Actif net disponible pour le service des prestations (notes 6 et 8)	<u>37 627 078</u>	<u>34 212 915</u>

Engagements du gouvernement à l'égard du RREGOP (note 7)

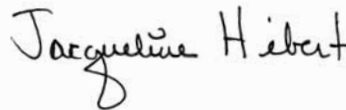
Engagements (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,



Denis Doré



Jacqueline Hébert

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice
terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Augmentation de l'actif net		
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur	1 159 680	1 121 713
Cotisations des employeurs autonomes	112 622	117 348
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 9)	1 391 032	1 791 841
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 9)	2 320 797	-
Revenus d'intérêts	2 140	2 523
	<u>4 986 271</u>	<u>3 033 425</u>
Sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Québec		
Service régulier	1 427 878	1 225 892
Service transféré	210 912	208 859
	<u>1 638 790</u>	<u>1 434 751</u>
	6 625 061	4 468 176
Diminution de l'actif net		
Prestations aux participants		
Régime général		
Rentes	2 881 251	2 554 243
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	58 562	44 835
Transferts, y compris les intérêts	156 598	139 784
Transfert au Régime de retraite du personnel d'encadrement des cotisations cumulées par les participants visés, y compris les intérêts	-	290 660
Régimes complémentaires de retraite		
Rentes	52 500	51 850
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	261	169
Transferts, y compris les intérêts	48	734
Frais d'administration de la CARRA	61 678	50 658
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 9)	-	13 667 892
	<u>3 210 898</u>	<u>16 800 825</u>
Augmentation (diminution) nette de l'exercice	3 414 163	(12 332 649)
Actif net disponible pour le service des prestations au début	34 212 915	46 545 564
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	37 627 078	34 212 915

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DU RREGOP

La description du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics* (L.R.Q., chapitre R-10).

a) Généralités

Le RREGOP est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert depuis le 1^{er} juillet 1973 aux employés de la fonction publique, des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation.

Les rentes et les prestations décrites ci-après peuvent être différentes pour certaines catégories d'employés déterminées par le gouvernement.

b) Financement

Les prestations à l'égard du service régulier sont financées par les participants et par le gouvernement et les autres employeurs dans des proportions respectives de 5/12 et de 7/12 pour le service antérieur au 1^{er} juillet 1982, et en parts égales pour le service acquis depuis cette date. Cependant, les rentes additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service donnant droit à des crédits de rente sont financées par les participants jusqu'à un maximum de 680 millions de dollars et l'excédent est assumé par le gouvernement.

Les prestations à l'égard du service transféré du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) sont financées par le gouvernement.

Frais d'administration

Les frais reliés à l'administration du RREGOP sont assumés en parts égales par les fonds des cotisations salariales et patronales.

c) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 60 ans ou s'ils comptent 35 années de service.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 5 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2 % par année de service. Peuvent s'ajouter à la rente de retraite des crédits de rente acquis en vertu du rachat de service antérieur ou du transfert d'un régime complémentaire de retraite et des prestations additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service. La rente de retraite est réduite à 65 ans afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

d) Prestations de survivants

Si une personne bénéficiant d'une rente de retraite ou un participant âgé d'au moins 55 ans décède, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne, ou à 60 % si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite de 2 %. Lorsqu'il n'y a pas de conjoint, les cotisations sont remboursées avec intérêts aux héritiers, déduction faite des rentes versées le cas échéant.

Le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'un participant âgé de moins de 55 ans au moment du décès ont droit au remboursement des cotisations avec intérêts si le participant compte moins de 2 années de service ou, s'il compte plus de 2 années de service, au plus élevé des montants suivants : le remboursement des cotisations avec intérêts ou la valeur actuarielle de la rente différée indexée.

e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RREGOP avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service et moins

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

de 55 ans. Dans les autres cas, elle a droit à une rente de retraite différée indexée payable à 65 ans ou elle peut demander le transfert dans un compte de retraite immobilisé du plus élevé des montants suivants : le total des cotisations qu'elle a versées au RREGOP plus les intérêts ou la valeur actuarielle de la rente différée.

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RREGOP sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1982 et sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP), des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Cumul des données financières

Ces états financiers résultent du cumul des données financières des trois fonds suivants :

- › fonds des cotisations salariales;
- › fonds des cotisations patronales;
- › fonds des régimes complémentaires de retraite.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDP sont comptabilisés à la juste valeur établie par cette dernière au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation

au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, les cours des principales bourses ainsi que les cours fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDP selon d'autres méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements de ces fonds particuliers sont composés principalement d'unités de participation dans des portefeuilles spécialisés de la CDP. Les gains nets ou pertes sur les ventes de placements réalisés par ces portefeuilles spécialisés qui ne sont pas distribués aux fonds particuliers sont inclus dans l'avoir net des portefeuilles spécialisés. La quote-part de ces gains ou pertes est ajoutée au coût des dépôts à participation.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».
- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Conformément à l'article 174 de la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics*, les actuaires de la CARRA doivent réaliser tous les 3 ans une évaluation actuarielle du RREGOP. L'un des objectifs de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte de la valeur de la caisse de retraite qu'ils ont constituée et des prestations dont ils ont la charge.

Cette évaluation repose sur des hypothèses déterminées par les actuaires de la CARRA et jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le comité de retraite en vertu de la Loi. De plus, les parties négociantes ont convenu de l'utilisation de la méthode de répartition globale des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif.

La cotisation salariale et celle des employeurs autonomes pour l'exercice sont établies selon un taux de 8,19 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du maximum des gains admissibles au sens de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9). Ce taux de cotisation a été établi en fonction de l'évaluation actuarielle réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et tient compte des modifications apportées au RREGOP jusqu'à sa publication en octobre 2007. Ce taux correspond à 5,51 % du salaire admissible.

En vertu de la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics*, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations dans une caisse de retraite. Toutefois, les engagements du gouvernement pour le financement du service régulier sont présentés à la note 7. Ils sont calculés comme étant la caisse qu'il aurait constituée si ses cotisations, établies sur les mêmes bases que celles retenues pour les participants et mentionnées ci-dessus, avaient été déposées dans une caisse de retraite.

Les cotisations salariales et celles des employeurs autonomes sont déposées respectivement au fonds des cotisations salariales et au fonds des cotisations patronales détenus par la CDP.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations à l'égard du service régulier effectué depuis le 1^{er} juillet 1982 sont puisées en parts égales dans les fonds des cotisations salariales et patronales. Les sommes requises à l'égard du service effectué avant le 1^{er} juillet 1982 sont puisées à 5/12 dans le fonds des cotisations salariales et à 7/12 dans le fonds des cotisations patronales. Lorsque le fonds des cotisations patronales à la CDP est épuisé, les sommes qui manquent pour payer la part des prestations assumée par le gouvernement sont puisées dans le Fonds consolidé du revenu, ainsi que le prescrit la Loi. Les mêmes conditions s'appliquent au paiement des prestations relatives aux crédits de rente acquis par rachat payables à des prestataires du RREGOP et du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE).

Les sommes nécessaires au paiement des rentes additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service donnant droit à des crédits de rente sont puisées dans le fonds des cotisations salariales. Puisque le maximum de 680 millions de dollars assumé par les employés a été atteint, le gouvernement verse à ce fonds les sommes nécessaires pour assumer la valeur des prestations acquises durant l'exercice.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations relatives aux crédits de rente acquis par le transfert de régimes complémentaires de retraite pour les prestataires du RREGOP et du RRPE sont puisées dans le fonds des régimes complémentaires de retraite où elles avaient été déposées au moment des transferts.

Les sommes nécessaires au paiement de la totalité des prestations relatives au service transféré du RRE et du RRF sont puisées dans le Fonds consolidé du revenu.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

4. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

a) Placements

	2009				2008
	Fonds des cotisations salariales	Fonds des cotisations patronales	Fonds des RCR**	Total	Total
Dépôts à participation aux fonds particuliers à la juste valeur (coût 2009 : 46 462 419; 2008 : 44 891 331)*	36 503 177	-	620 959	37 124 136	33 762 184
Dépôts à vue au fonds général	113 368	59 797	596	173 761	57 576
Revenus à recevoir des fonds particuliers	182 644	-	3 120	185 764	256 669
	36 799 189	59 797	624 675	37 483 661	34 076 429
* Coût des unités				38 611 265	38 595 279
Quote-part cumulative des gains nets réalisés mais non encore distribués par les portefeuilles spécialisés				7 851 154	6 296 052
				46 462 419	44 891 331

** Régimes complémentaires de retraite

b) BTAA de tiers et bancaires

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDP en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la CDP sont classés en trois types :

- › les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- › les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- › les « BTAA bancaires », restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007.

Depuis ce moment, la CDP n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDP au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDP a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDP a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDP avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La CDP détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDP a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDP a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit

sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La CDP a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la CDP au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDP juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDP au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDP aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par les fonds particuliers du RREGOP (301), du Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal (361) et du Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale (362).

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDP y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée aux fonds particuliers du RREGOP s'élève à 2 051 millions de dollars (2008 : 2 165 millions de dollars).

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des créances, de l'encaisse et des éléments du passif est équivalente à leur valeur comptable en raison de leurs échéances rapprochées.

6. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS (en milliers de dollars)

	2009			2008
	Employés	Employeurs	Total	Total
Service régulier	36 504 516	302 190	36 806 706	33 400 626
Service transféré	-	48	48	13
Crédits de rente acquis par rachat	195 711	-	195 711	189 918
Régimes complémentaires de retraite*	355 897	-	355 897	342 215
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale*	37 697	-	37 697	39 101
Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal*	231 019	-	231 019	241 042
	37 324 840	302 238	37 627 078	34 212 915

* Les transferts des actifs de ces régimes incluent la part des employés et la part des employeurs. Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds où elles avaient été déposées lors des transferts, sans égard à la part de chacune des parties.

7. ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DU RREGOP

Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement

Comme le gouvernement n'a pas constitué de caisse de retraite pour ce régime, il inscrit au passif dans ses états financiers un montant déterminé en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables au secteur public. En vertu de la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics*, la portion à la charge du gouvernement correspond à 58,33 % (7/12) de ces prestations pour les années de service avant le 1^{er} juillet 1982, à 50 % pour les années de service à partir du 1^{er} juillet 1982 pour le service régulier et à 100 %

pour le service transféré. Le montant inscrit correspond à l'accumulation de la charge de retraite et des intérêts sur les obligations, moins les prestations versées.

La charge de retraite relative au RREGOP correspond à la somme du coût des prestations constituées, des modifications apportées à ce régime durant l'année et des amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des pertes ou des gains actuariels.

Le coût des prestations constituées est évalué selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement.

Évolution du passif inscrit dans les états financiers du gouvernement
(en milliers de dollars)

	2009	2008 (redressé)
Pour le service régulier		
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice antérieur	<u>30 541 140</u>	<u>28 239 490</u>
Augmentation		
Charge de retraite		
Service courant	1 225 214	1 220 123
Service antérieur	239 494	244 398
Intérêts	2 192 014	2 074 052
	<u>3 656 722</u>	<u>3 538 573</u>
Diminution		
Prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement	1 263 705	1 146 218
Transferts interrégimes pour service antérieur	243 644	90 705
	<u>1 507 349</u>	<u>1 236 923</u>
Augmentation nette de l'exercice	<u>2 149 373</u>	<u>2 301 650</u>
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	<u>32 690 513**</u>	<u>30 541 140**</u>
Estimation au 31 décembre	<u>35 051 842</u>	<u>32 985 313**</u>
Pour le service transféré		
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	<u>2 941 499**</u>	<u>3 025 331**</u>
Estimation au 31 décembre	<u>2 962 575</u>	<u>3 021 346**</u>

* Les chiffres relatifs au passif inscrit dans les états financiers du gouvernement pour le service transféré et l'estimation au 31 décembre ont été retraités pour les rendre conformes à la présentation adoptée par le gouvernement en 2009.

** Ce passif sera augmenté de 580 millions de dollars au 31 mars 2009 (548 millions de dollars au 31 mars 2008) pour le service régulier et de 39,3 millions de dollars au 31 mars 2009 (40,1 millions de dollars au 31 mars 2008) pour le service transféré dans les prochains états financiers du gouvernement au 31 mars 2010, et ce, pour tenir compte des intérêts au titre des régimes de retraite sur la base de l'année financière du gouvernement plutôt que sur la base de l'année civile. L'estimation au 31 décembre 2008 pour le service régulier et celle pour le service transféré ont également été redressées.

La *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDP, des sommes du Fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux, jusqu'à concurrence du montant du passif au titre des régimes de retraite, avant déduction du solde de ce fonds (65,503 milliards de dollars au 31 mars 2009).

Le passif au titre des régimes de retraite présenté dans les états financiers consolidés du gouvernement est également réduit des autres actifs des régimes regroupant les fonds associés à des crédits de rentes

acquis par des employés à la suite des transferts de régimes complémentaires de retraite au RREGOP, le fonds des contributions du gouvernement au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, mis en place le 1^{er} janvier 2007, et le fonds du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec. Ce dernier fonds est constitué des cotisations des employés, des contributions du gouvernement et des sommes transférées par le gouvernement fédéral à la création du régime. Tous les actifs de ces fonds constitués en vertu des dispositions des régimes de retraite concernés sont déposés à la CDP.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Les placements du fonds d'amortissement et des autres actifs sont évalués par le gouvernement à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans. Au 31 mars 2009, la valeur de marché redressée était de 34,394 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 811 millions de dollars pour les autres actifs, et la juste valeur était de 25,535 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 706 millions de dollars pour les autres actifs.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement et des autres actifs est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et de pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants des régimes de retraite. L'amortissement de ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable était de 36,025 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 829 millions de dollars pour les autres actifs.

Financement du service régulier

Conformément à la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics*, les actuaire de la CARRA effectuent tous les trois ans une évaluation actuarielle pour le financement du service régulier. Dans cette évaluation, les actuaire tiennent compte des dispositions législatives et des conventions collectives en utilisant la méthode d'évaluation convenue entre les parties et déterminent le taux de cotisation des participants et la cotisation du gouvernement. Ainsi, la CARRA présente depuis le début du RREGOP les engagements du gouvernement aux fins du financement du service régulier comme étant la caisse qu'il aurait constituée si ses cotisations, établies sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer la caisse des participants, avaient été déposées dans une caisse de retraite. Toutefois, en vertu de la Loi, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser sa cotisation au RREGOP. La juste valeur de cette caisse est estimée à 37,704 milliards de dollars au 31 décembre 2009.

Par contre, dans ses états financiers consolidés pour l'année financière terminée le 31 mars 2009, le gouvernement ne reconnaît pas avoir d'engagements envers le RREGOP sur la base du partage de la cotisation annuelle pour le financement. Selon son interprétation des dispositions législatives du RREGOP, les engagements du gouvernement à l'égard du service régulier doivent être déterminés en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, et ce, conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés. De ce fait, la participation inscrite d'avance représentant l'écart entre la caisse que le gouvernement aurait constituée s'il avait versé ses cotisations et le passif inscrit dans les états financiers du gouvernement n'est plus présentée dans les notes complémentaires depuis l'exercice terminé le 31 mars 1998. Cependant, ces notes contiennent l'information concernant les diverses évaluations actuarielles.

Des associations de cadres du gouvernement ont présenté une requête à la Cour supérieure du Québec afin que le gouvernement reconnaisse son engagement sur la base du financement envers le RREGOP. Dans son jugement du 15 juillet 2004, le tribunal a déclaré ce qui suit : « ... le partage du coût dans le financement du RREGOP ne crée pas un engagement pour le gouvernement d'utiliser les mêmes bases actuarielles que celles utilisées pour constituer la caisse de retraite des employés participants, d'autant plus que la preuve démontre que le patrimoine de retraite de chacun des employés participants couverts ne risque aucunement d'en subir préjudice, à quelque date que ce soit. »

En août 2004, ce jugement a été porté en appel par les requérants. En janvier 2006, la Cour d'appel du Québec a suspendu cet appel pour permettre à des organisations syndicales d'instituer, devant la Cour supérieure du Québec, une nouvelle requête pour jugement déclaratoire sur ce même sujet. En avril 2006, une telle requête a été déposée par ces organisations. D'autres organisations de cadres sont intervenues dans cette requête. Cette intervention a été accordée par la Cour supérieure en mars 2007. Par conséquent, la suspension de l'appel demeurera en vigueur jusqu'au prononcé final de la Cour supérieure sur cette nouvelle requête.

Pour l'exercice, la cotisation du gouvernement correspond à 5,32 % des salaires admissibles pour le service régulier. Cette cotisation a été établie en fonction de l'évaluation

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

actuarielle réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et tient compte des modifications apportées au RREGOP jusqu'à sa publication en octobre 2007. Pour les crédits de rente acquis par rachat, la cotisation du gouvernement correspond à 140 % de celle des employés.

Les intérêts crédités à cette caisse et les gains (pertes) non réalisés sont calculés en fonction du rendement annuel des fonds du RREGOP, y compris les gains (pertes) réalisés mais non encore distribués par les portefeuilles spécialisés, confiés à la CDP.

**Évolution de la caisse que le gouvernement aurait constituée (à la juste valeur)
(en milliers de dollars)**

	2009	2008
Solde au début	34 361 374	46 928 725
Augmentation		
Cotisations du gouvernement du Québec	1 018 191	974 990
Intérêts	1 956 258	(6 834 660)
Gains (pertes) non réalisés	1 798 241	(5 168 933)
	39 134 064	35 900 122
Diminution		
Palements reçus — prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement du Québec	1 430 246	1 235 011
Transferts interrégimes pour service antérieur	-	303 737
Solde à la fin	37 703 818	34 361 374

La valeur au coût équivalente est de 47 523 912 000 \$ au 31 décembre 2009 (45 979 709 000 \$ au 31 décembre 2008).

8. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RREGOP. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées à la date de l'évaluation.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- › 57 595 615 000 \$ au 31 décembre 2005 pour le service régulier et les rentes additionnelles;
- › 2 910 702 955 \$ au 31 décembre 2006; pour les années de service transférées du RRE et du RRF, les crédits de rente accordés à certains retraités du réseau de la santé et des services sociaux et pour les régimes complémentaires de retraite;
- › 771 990 000 \$ au 31 décembre 2007 pour les crédits de rente acquis par rachat; pour le Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale et le Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Ils ont estimé la valeur actuarielle de l'ensemble de ces prestations à 78 257 380 000 \$ au 31 décembre 2009.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

(en milliers de dollars)

	2009			2008
	Employés	Employeurs	Total	Total
Service régulier	36 936 976	37 843 256	74 780 232	70 249 283
Service transféré	-	2 454 737	2 454 737	2 509 358
Crédits de rente acquis par rachat	181 971	251 652	433 623	443 685
Régimes complémentaires de retraite	293 956	-	293 956	300 220
Régime de retraite pour certains employés de la Commission scolaire de la Capitale	41 990	-	41 990	43 416
Régime de rente pour le personnel non enseignant de la Commission des écoles catholiques de Montréal	252 842	-	252 842	263 162
	37 707 735	40 549 645	78 257 380	73 809 124

Les obligations relatives aux prestations pour le service régulier incluent un montant de 974 333 000 \$ (988 678 000 \$ au 31 décembre 2008) à l'égard des rentes additionnelles.

Évolution des obligations relatives aux prestations constituées (en milliers de dollars)

	2009	2008
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	73 809 124	69 791 675
Augmentation		
Perte actuarielle	-	51 392
Modification des hypothèses actuarielles	-	8 561
Intérêts	4 784 167	4 534 765
Prestations constituées	2 812 742	2 720 326
	7 596 909	7 315 044
Diminution		
Rectifications apportées aux données des participants	-	11 595
Prestations aux participants	3 147 737	2 788 845
Transferts interrégimes	916	497 155
	3 148 653	3 297 595
Augmentation nette de l'exercice	4 448 256	4 017 449
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	78 257 380	73 809 124

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,25 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,30 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2006 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017.

Obligations à la charge des participants aux fins de la capitalisation

Les cotisations versées par les participants à la caisse de retraite pour financer les prestations à leur charge sont déterminées avec une méthode et des hypothèses actuarielles différentes de celles requises en vertu des principes comptables généralement reconnus du Canada pour la présentation de l'obligation actuarielle dans les états financiers.

En effet, depuis la création du RREGOP, la méthode retenue par les parties négociantes pour déterminer le taux de cotisation des participants est la méthode de répartition globale des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif. Selon cette méthode, les cotisations des participants sont rajustées en fonction de l'actif qu'ils ont constitué pour que le paiement futur de la portion

des prestations à leur charge soit assuré, autant à l'égard du service effectué à la date de l'évaluation que de celui effectué après cette date par les participants actifs à la date de l'évaluation. Par conséquent, la valeur des obligations actuarielles correspond à la valeur de l'actif constitué; il ne peut donc en résulter un déficit ou un excédent d'actif.

Ainsi, pour ce qui est de la capitalisation, la valeur des obligations actuarielles à la charge des participants relatives au service régulier et aux rentes additionnelles s'élève à 38 178 565 000 \$ au 31 décembre 2005 et à 36 504 516 000 \$ au 31 décembre 2009, ce qui correspond à la valeur marchande de la caisse des participants à chacune de ces dates.

9. REVENUS DES FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
 (en milliers de dollars)

	2009				2008
	Fonds des cotisations salariales	Fonds des cotisations patronales	Fonds des RCR*	Total	Total
Revenus nets de placements des fonds particuliers	1 366 130	-	24 859	1 390 989	1 790 587
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	(3)	28	18	43	1 254
	1 366 127	28	24 877	1 391 032	1 791 841
Modification de la juste valeur					
Pertes réalisées à la vente de placements	(1 074 380)	-	(22 707)	(1 097 087)	(1 880 524)
Quote-part des gains (pertes) réalisés par les portefeuilles spécialisés	1 608 936	-	18 083	1 627 019	(6 608 468)
Gains (pertes) non réalisés	1 755 869	-	34 996	1 790 865	(5 178 900)
	2 290 425	-	30 372	2 320 797	(13 667 892)

* Régimes complémentaires de retraite

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

BTAA de tiers et bancaires – effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée aux fonds particuliers du RREGOP est de 164 millions de dollars (2008 : perte nette de 1 275 millions de dollars) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDP de 3 917 millions de dollars (2008 : 4 078 millions de dollars). Les résultats nets sont composés :

- › de la quote-part du gain non réalisé sur ces titres, soit 162 millions de dollars (1 193 millions de dollars de perte réalisée en 2008);
- › de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, nets du renversement des intérêts payés à des portefeuilles spécialisés, soit 67 millions de dollars (charge de 3 millions de dollars provenant du renversement des intérêts payés en 2008);
- › de la quote-part des pertes réalisées à la vente de placements de 62 millions de dollars (79 millions de dollars en 2008); et
- › de la quote-part des charges d'exploitation de 3 millions de dollars (aucune en 2008).

10. ENGAGEMENTS

La CARRA a entrepris une démarche complète et globale de modernisation de ses processus d'affaires et de ses systèmes. Cette démarche s'est concrétisée par un plan global d'investissement (PGI) qui propose une vision d'affaires renouvelée et une nouvelle architecture d'entreprise. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec a autorisé la CARRA à contracter des emprunts à court terme ou sur marge de crédit jusqu'au 31 décembre 2010 pour financer la réalisation du PGI. Le montant de ces emprunts est limité à 113 400 000 \$ faisant suite à l'adoption par le conseil d'administration le 24 mars 2009 d'une résolution concernant l'institution d'un régime d'emprunt à court ou à long terme. Selon les ententes intervenues entre les parties, le RREGOP et le RRPE se sont engagés à assumer respectivement 93 % et 7 % du coût de développement des systèmes informatiques du PGI. Il est prévu que la dépense relative à ce développement sera imputée au RREGOP et au RRPE au même rythme que la CARRA amortira celui-ci à compter de la date de la mise en service. Au 31 décembre 2009, la somme empruntée par la CARRA s'élève à 95 733 000 \$ (68 575 000 \$ au 31 décembre 2008).

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite du personnel d'encadrement

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations des régimes de retraite du personnel d'encadrement au 31 décembre 2009 ainsi que l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ces régimes au 31 décembre 2009 ainsi que de leur évolution pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 13 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel d'encadrement à l'égard du service régulier et des prestations additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service acquises au 31 décembre 2005. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2005 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 11 027 390 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel d'encadrement au 31 décembre 2005, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans les états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Yves Slater, FICA, FSA

Directeur de l'actuariat et du développement



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 20 décembre 2007

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel d'encadrement à l'égard des années de service transférées du Régime de retraite des enseignants et du Régime de retraite des fonctionnaires. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 1 259 457 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel d'encadrement au 31 décembre 2006, produite à l'égard des années de service transférées du Régime de retraite des enseignants et du Régime de retraite des fonctionnaires et réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

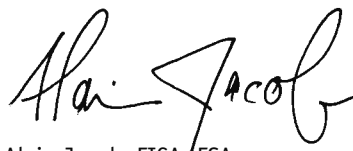
- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 7 janvier 2009

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel d'encadrement à l'égard des dispositions particulières offertes aux membres de l'administration supérieure. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 848 442 000 \$ à cette date. Pour l'évaluation actuarielle, le Régime de retraite de l'administration supérieure désigne ces dispositions particulières.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite de l'administration supérieure au 31 décembre 2007, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Marie Gendron, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 17 décembre 2009

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite du personnel d'encadrement à l'égard des prestations supplémentaires accordées aux membres de l'administration supérieure. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 54 466 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure au 31 décembre 2007, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Marie Gendron, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 17 décembre 2009

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régimes de retraite du personnel d'encadrement

Actif net disponible pour le service des prestations au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)		
Fonds des cotisations salariales	6 431 951	6 029 017
Fonds des cotisations patronales	101 500	5
	<u>6 533 451</u>	<u>6 029 022</u>
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	22 771	22 613
Cotisations patronales à recevoir	2 351	2 729
Sommes à recevoir du gouvernement	26 980	56 226
Sommes à recevoir transferts	1 246	1 278
	<u>53 348</u>	<u>82 846</u>
Encaisse	-	1 480
	<u>6 586 799</u>	<u>6 113 348</u>
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	4 299	1 447
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	2 429	2 642
Frais d'administration à payer à la CARRA	1 420	1 158
	<u>8 148</u>	<u>5 247</u>
Actif net disponible pour le service des prestations (notes 6 et 8)	<u>6 578 651</u>	<u>6 108 101</u>

Engagements du gouvernement à l'égard du RRPE (note 7)

Engagements (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,



Nadyne Daigle



Jean-Marc Tardif

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite du personnel d'encadrement

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice
terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Augmentation de l'actif net		
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur	200 384	199 201
Transfert provenant du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics des cotisations cumulées par les participants visés, y compris les intérêts	-	290 660
Cotisations des employeurs autonomes	31 547	34 698
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 9)	253 909	302 255
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 9)	313 899	-
Revenus d'intérêts	238	287
	<u>799 977</u>	<u>827 101</u>
Sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Québec		
Service régulier	313 249	302 410
Service transféré	101 978	101 090
Service régulier Administration supérieure	50 868	44 304
	<u>466 095</u>	<u>447 804</u>
	<u>1 266 072</u>	<u>1 274 905</u>
Diminution de l'actif net		
Prestations aux participants		
Rentes (note 10)	737 919	660 895
Remboursements de cotisations, y compris les intérêts	5 810	3 392
Transferts, y compris les intérêts	36 163	23 959
Frais d'administration de la CARRA	4 294	3 509
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 9)	-	2 191 307
	<u>784 186</u>	<u>2 883 062</u>
Sommes déposées au Fonds consolidé du revenu (note 3)	11 336	32 796
	<u>795 522</u>	<u>2 915 858</u>
Augmentation (diminution) nette de l'exercice	470 550	(1 640 953)
Actif net disponible pour le service des prestations au début	6 108 101	7 749 054
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	<u>6 578 651</u>	<u>6 108 101</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite du personnel d'encadrement

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite du personnel d'encadrement

La description du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la *Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement* (L.R.Q., chapitre 12.1).

a) Généralités

Le RRPE est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés non syndiqués des secteurs public et parapublic nommés ou engagés le 1^{er} janvier 2001 ou après cette date.

Le RRPE s'applique également aux employés non syndiqués nommés ou engagés avant le 1^{er} janvier 2001 qui participaient au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) le 31 décembre 2000.

Les rentes et les prestations décrites ci-après peuvent être différentes pour certaines catégories d'employés déterminées par le gouvernement, dont les membres de l'administration supérieure.

b) Financement

Les prestations à l'égard du service régulier sont financées par les participants et par le gouvernement et les autres employeurs dans des proportions respectives de 5/12 et de 7/12 pour le service antérieur au 1^{er} juillet 1982, et en parts égales pour le service acquis depuis cette date. Cependant, les rentes additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service donnant droit à des crédits de rente sont financées par les participants jusqu'à un maximum de 172 millions de dollars et l'excédent est assumé par le gouvernement.

Pour les membres de l'administration supérieure, les prestations sont financées par les participants et les employeurs autonomes selon les taux de cotisation fixés par la loi et par le gouvernement, qui assume le solde des obligations relatives aux prestations.

Les prestations à l'égard du service transféré du Régime de retraite des enseignants (RRE) et du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) sont financées par le gouvernement.

Frais d'administration

Les frais reliés à l'administration du RRPE sont assumés en parts égales par les fonds des cotisations salariales et patronales.

c) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 60 ans, s'ils comptent 35 années de service ou s'ils ont 55 ans et que leur âge et leurs années de service totalisent 88.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 3 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2 % par année de service. Peuvent s'ajouter à la rente de retraite des crédits de rente accordés à la suite du rachat d'années de service antérieures ou de transferts d'un régime complémentaire de retraite et des rentes additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service. La rente de retraite est réduite à 65 ans afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

d) Prestations de survivants

Si une personne bénéficiant d'une rente de retraite ou un participant âgé d'au moins 55 ans décède, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne, ou à 60 % si elle avait fait le choix de recevoir une rente réduite de 2 %. Lorsqu'il n'y a pas de conjoint, les cotisations avec intérêts sont remboursées aux héritiers, déduction faite des rentes versées le cas échéant.

Le conjoint ou, à défaut, les héritiers d'un participant âgé de moins de 55 ans au moment du décès ont droit au remboursement des cotisations avec intérêts si le participant compte moins de 2 années de service ou, s'il

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

compte plus de 2 années de service, au plus élevé des montants suivants : le remboursement des cotisations avec intérêts ou la valeur actuarielle de la rente différée indexée.

e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRPE avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service et moins de 55 ans. Dans les autres cas, elle a droit à une rente de retraite différée indexée payable à 65 ans ou elle peut demander le transfert dans un compte de retraite immobilisé du plus élevé des montants suivants : le total des cotisations qu'elle a versées au RRPE plus les intérêts ou la valeur actuarielle de la rente différée.

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRPE sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1982 et sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982.

Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure

Conformément à l'article 208 de la *Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement*, le gouvernement a établi le Régime de prestations supplémentaires de l'administration supérieure en vertu du décret 461-92. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert à certains membres de l'administration supérieure ayant droit à une prestation en vertu de la *Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement*. Ce régime prévoit des rentes additionnelles au montant de base déterminées selon la Loi. Les prestations versées par ce régime sont financées par le gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des

cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP), des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDP sont comptabilisés à la juste valeur établie par cette dernière au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, les cours des principales bourses ainsi que les cours fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDP selon d'autres méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements de ces fonds particuliers sont composés principalement d'unités de participation dans des portefeuilles spécialisés de la CDP. Les gains nets ou pertes sur les ventes de placements réalisés par ces portefeuilles spécialisés non distribués aux fonds particuliers sont inclus dans l'avoir net des portefeuilles spécialisés. La quote-part de ces gains ou pertes est ajoutée au coût des dépôts à participation.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».

- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Conformément à l'article 171 de la *Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement*, les actuaire de la CARRA doivent réaliser tous les 3 ans une évaluation actuarielle du RRPE. L'objectif de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte de la valeur de la caisse de retraite qu'ils ont constituée et des prestations dont ils ont la charge.

Le comité de retraite du RRPE a adopté une politique de provisionnement des prestations à la charge des participants. Selon cette politique, la méthode de répartition des prestations constituées avec projection des salaires et les hypothèses de meilleure estimation, jugées pertinentes par l'actuaire-conseil nommé par le comité de retraite en vertu de la Loi, sont utilisées afin de déterminer la situation financière du régime. Un ajustement est apporté à la juste valeur de la caisse pour prendre en compte graduellement, sur une période de 5 ans, les écarts entre le rendement réalisé et celui anticipé.

La politique de provisionnement prévoit également la constitution d'un fonds de stabilisation à titre de provision pour les écarts défavorables dont la valeur maximale est de 10 % de la valeur actuarielle des prestations constituées à la charge des participants. Les gains actuariels sont versés dans ce fonds et les pertes sont absorbées par ce fonds. Ainsi, pour ce qui est de

la capitalisation, la situation financière est définie comme étant en surplus lorsque la valeur actuarielle de la caisse des participants excède la somme de la valeur actuarielle des prestations constituées et de la valeur maximale du fonds de stabilisation. Finalement, le taux de cotisation requis, diminué de l'amortissement du surplus sur une période de 15 ans, doit permettre de financer les prestations acquises annuellement et les frais d'administration.

La cotisation salariale et celle des employeurs autonomes pour l'exercice sont établies selon un taux de 10,54 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du maximum des gains admissibles au sens de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9). Ce taux de cotisation a été établi en fonction de l'évaluation actuarielle réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et tient compte des modifications apportées au RRPE jusqu'à la publication de l'évaluation en octobre 2007. Ce taux correspond à 8,52 % du salaire admissible. Au 31 décembre 2005 les résultats de cette évaluation actuarielle démontrent également que la situation financière du RRPE est excédentaire et que le surplus s'élève à 140 millions de dollars.

Pour les participants du RRF et du RRE qui ont choisi de participer au RRPE, le taux de cotisation est majoré de 4 % sans excéder le taux des régimes de provenance. Cependant, ces participants cotisent au taux du RRPE lorsqu'il excède ces maximums. Ainsi, pour 2009, il s'établit à 10,54 % pour ces participants.

En vertu de la *Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement*, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations dans une caisse de retraite. Toutefois, les engagements du gouvernement pour le financement du service régulier sont présentés à la note 7. Ils sont calculés comme étant la caisse qu'il aurait constituée si ses cotisations, établies sur les mêmes bases que celles retenues pour les participants et mentionnées ci-dessus, avaient été déposées dans une caisse de retraite.

Les cotisations salariales et celles des employeurs autonomes sont déposées respectivement au fonds des cotisations salariales et au fonds des cotisations patronales détenus par la CDP.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations à l'égard du service régulier effectué depuis le 1^{er} juillet 1982 sont puisées en parts égales dans les fonds des

cotisations salariales et patronales. Les sommes requises à l'égard du service effectué avant le 1^{er} juillet 1982 sont puisées à 5/12 dans le fonds des cotisations salariales et à 7/12 dans le fonds des cotisations patronales. Lorsque le fonds des cotisations patronales à la CDP est épuisé, les sommes qui manquent pour payer la part des prestations assumée par le gouvernement sont puisées dans le Fonds consolidé du revenu, ainsi que le prescrit la Loi.

Les sommes nécessaires au paiement des rentes additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service donnant droit à des crédits de rente sont puisées dans le fonds des cotisations salariales. Puisque le maximum de 172 millions de dollars assumés par les employés a été atteint, le gouvernement verse à ce fonds les sommes nécessaires pour assumer la valeur des prestations acquises durant l'exercice.

En vertu de la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics*, les prestations relatives aux crédits de rente acquis par rachat ou par le transfert de régimes complémentaires de retraite sont puisées dans les fonds respectifs du RREGOP.

Les sommes nécessaires au paiement de la totalité des prestations relatives au service transféré du RRE et du RRF sont puisées dans le Fonds consolidé du revenu.

Sommes déposées au Fonds consolidé du revenu

En vertu du décret 987-99, les cotisations salariales des membres de l'administration supérieure et celles de leurs employeurs autonomes sont déposées au Fonds consolidé du revenu. Les sommes nécessaires au paiement de leurs prestations sont également puisées dans le Fonds consolidé du revenu.

4. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

a) Placements

	2009			2008
	Fonds des cotisations salariales	Fonds des cotisations patronales	Total	Total
Dépôts à participation aux fonds particuliers à la juste valeur (coût 2009 : 7 624 574; 2008 : 7 500 038)*	6 372 451	-	6 372 451	5 955 521
Dépôts à vue au fonds général	25 731	101 500	127 231	34 172
Revenus à recevoir des fonds particuliers	33 769	-	33 769	39 329
	6 431 951	101 500	6 533 451	6 029 022
* Coût des unités			6 535 926	6 638 025
Quote-part cumulative des gains nets réalisés mais non encore distribués par les portefeuilles spécialisés			1 088 648	862 013
			7 624 574	7 500 038

b) BTAA de tiers et bancaires

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDP en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la CDP sont classés en trois types :

- › les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- › les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- › les « BTAA bancaires », restructurés.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la CDP n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDP au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDP a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDP a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDP avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La CDP détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDP a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDP a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La CDP a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la CDP au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDP juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDP au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDP aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le fonds particulier du RRPE.

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDP y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier du RRPE s'élève à 340 millions de dollars (2008 : 358 millions de dollars).

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des créances, de l'encaisse et des éléments du passif est équivalente à leur valeur comptable en raison de leurs échéances rapprochées.

6. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS

(en milliers de dollars)

	2009			2008
	Employés	Employeurs	Total	Total
Service régulier	6 211 501	367 147	6 578 648	6 108 095
Service transféré	-	3	3	6
	<u>6 211 501</u>	<u>367 150</u>	<u>6 578 651</u>	<u>6 108 101</u>

L'actif net disponible pour le service des prestations découlant des crédits de rente acquis par rachat ou par le transfert de régimes complémentaires de retraite, tel qu'il figure dans les états financiers du RREGOP, est respectivement de 195 711 000 \$ et 355 897 000 \$ au 31 décembre 2009 (189 918 000 \$ et 342 215 000 \$ au 31 décembre 2008).

7. ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DU RRPE

Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement

Comme le gouvernement n'a pas constitué de caisse de retraite pour ce régime, il inscrit au passif dans ses états financiers un montant déterminé en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables au secteur public. En vertu de la *Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement*, la portion à la charge du gouvernement correspond à 58,33 % (7/12) de ces prestations pour les années de service avant le 1^{er} juillet 1982, à 50 % pour les années de service à partir du 1^{er} juillet 1982 pour le service régulier et à 100 % pour le service

transféré et les prestations payables aux membres de l'administration supérieure. Le montant inscrit correspond à l'accumulation de la charge de retraite et des intérêts sur les obligations, moins les prestations versées.

La charge de retraite relative au RRPE correspond à la somme du coût des prestations constituées, des modifications apportées à ce régime durant l'année et des amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des pertes ou des gains actuariels.

Le coût des prestations constituées est évalué selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement.

Évolution du passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (en milliers de dollars)

	2009	2008
Pour le service régulier		
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice antérieur	5 998 798	5 530 256
Redressement*	142 414	142 414
	<u>6 141 212</u>	<u>5 672 670</u>
Augmentation		
Cotisations encaissées	9 758	23 868
Charge de retraite		
Service courant	203 278	205 460
Service antérieur	102 054	61 210
Intérêts	434 522	412 790
Transferts interrégimes pour service antérieur	267 121	90 085
	<u>1 016 733</u>	<u>793 413</u>
Diminution		
Prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement	358 966	324 871
Augmentation nette de l'exercice	<u>657 767</u>	<u>468 542</u>
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	<u>6 798 979**</u>	<u>6 141 212**</u>

Évolution du passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (suite)
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Estimation au 31 décembre	7 228 921	6 534 232**
Pour le service transféré		
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	1 124 715**	1 133 299**
Estimation au 31 décembre	1 137 285	1 143 926**

* Les gains et les pertes reliés au RRPE, ainsi qu'au service transféré du RRE et du RRF sont dorénavant amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants (DUMERCA) pour ce régime, soit une période de 9 ans. Auparavant, la période d'amortissement de ces gains et pertes actuariels était de 14 ans, qui correspondait à la DUMERCA de l'ensemble des participants du RREGOP, du RRPE, du RRE, du RRF et du RRCE. L'estimation au 31 décembre pour le service régulier et celle pour le service transféré ont également été redressées.

** Ce passif sera augmenté de 118,8 millions de dollars au 31 mars 2009 (108,6 millions de dollars au 31 mars 2008) pour le service régulier et de 19,1 millions de dollars au 31 mars 2009 (19,5 millions de dollars au 31 mars 2008) pour le service transféré dans les prochains états financiers du gouvernement au 31 mars 2010, et ce, pour tenir compte des intérêts au titre des régimes de retraite sur la base de l'année financière du gouvernement plutôt que sur la base de l'année civile. L'estimation au 31 décembre 2008 pour le service régulier et celle pour le service transféré ont également été redressées.

La *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDP, des sommes du Fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux, jusqu'à concurrence du montant du passif au titre des régimes de retraite, avant déduction du solde de ce fonds (65,503 milliards de dollars au 31 mars 2009).

Le passif au titre des régimes de retraite présenté dans les états financiers consolidés du gouvernement est également réduit des autres actifs des régimes regroupant les fonds associés à des crédits de rentes acquis par des employés à la suite des transferts de régimes complémentaires de retraite au RREGOP, le fonds des contributions du gouvernement au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, mis en place le 1^{er} janvier 2007, et le fonds du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec. Ce dernier fonds est constitué des cotisations des employés, des contributions du gouvernement et des sommes transférées par le gouvernement fédéral à la création du régime. Tous les actifs de ces fonds constitués en vertu des dispositions des régimes de retraite concernés sont déposés à la CDP.

Les placements du fonds d'amortissement et des autres actifs sont évalués par le gouvernement à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans. Au 31 mars 2009, la valeur de marché redressée était de 34,394 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 811 millions de dollars pour les autres actifs, et la juste valeur était de 25,535 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 706 millions de dollars pour les autres actifs.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement et des autres actifs est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et de pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants des régimes de retraite. L'amortissement de ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable était de 36,025 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 829 millions de dollars pour les autres actifs.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Financement du service régulier

Conformément à la *Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement*, les actuaires de la CARRA effectuent tous les trois ans une évaluation actuarielle pour le financement du service régulier. Dans cette évaluation, les actuaires tiennent compte des dispositions législatives et des conditions de travail en utilisant la méthode d'évaluation convenue entre les parties et déterminent le taux de cotisation des participants et la cotisation du gouvernement. Ainsi, la CARRA présente depuis le début du RRPE les engagements du gouvernement aux fins du financement du service régulier comme étant la caisse qu'il aurait constituée si ses cotisations, établies sur les mêmes bases que celles retenues pour déterminer la caisse des participants, avaient été déposées dans une caisse de retraite. Toutefois, en vertu de la Loi, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser sa cotisation au RRPE. La juste valeur de cette caisse est estimée à 6,114 milliards de dollars au 31 décembre 2009.

Par contre, dans ses états financiers consolidés pour l'année financière terminée le 31 mars 2009, le gouvernement ne reconnaît pas avoir d'engagements envers le RRPE sur la base du partage de la cotisation annuelle pour le financement. Selon son interprétation des dispositions législatives du RRPE, les engagements du gouvernement à l'égard du service régulier doivent être déterminés en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés. De ce fait, la participation inscrite d'avance représentant l'écart entre la caisse que le gouvernement aurait constituée s'il avait versé ses cotisations et le passif inscrit dans les états financiers du gouvernement n'est plus présentée dans les notes complémentaires depuis l'exercice terminé le 31 mars 1998. Cependant, ces notes contiennent l'information concernant les diverses évaluations actuarielles.

Des associations de cadres du gouvernement ont présenté une requête à la Cour supérieure du Québec afin que le gouvernement reconnaisse son engagement sur la base du financement envers le RRPE. Dans son jugement du 15 juillet 2004, le tribunal a déclaré ce qui suit : « ... le partage du coût dans le financement du RRPE ne crée pas un engagement pour le gouvernement d'utiliser les mêmes bases actuarielles que celles utilisées pour constituer la caisse de retraite des employés participants, d'autant plus que la preuve démontre que le patrimoine de retraite de chacun des employés participants couverts ne risque aucunement d'en subir préjudice, à quelque date que ce soit. »

En août 2004, ce jugement a été porté en appel par les requérants. En janvier 2006, la Cour d'appel du Québec a suspendu cet appel pour permettre à des organisations syndicales d'instituer, devant la Cour supérieure du Québec, une nouvelle requête pour jugement déclaratoire sur ce même sujet. En avril 2006, une telle requête a été déposée par ces organisations. D'autres organisations de cadres sont intervenues dans cette requête. Cette intervention a été accordée par la Cour supérieure en mars 2007. Par conséquent, la suspension de l'appel demeurera en vigueur jusqu'au prononcé final de la Cour supérieure sur cette nouvelle requête.

Pour l'exercice, la cotisation du gouvernement correspond à 8,08 % des salaires admissibles pour le service régulier. Cette cotisation a été établie en fonction de l'évaluation actuarielle réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et tient compte des modifications apportées au RRPE depuis la publication de l'évaluation.

Les intérêts crédités à cette caisse et les gains non réalisés sont calculés en fonction du rendement annuel des fonds du RRPE, y compris les gains réalisés mais non distribués par les portefeuilles spécialisés, confiés à la CDP.

**Évolution de la caisse que le gouvernement aurait constituée (à la juste valeur)
(en milliers de dollars)**

	2009	2008
Solde au début	5 767 068	7 439 584
Augmentation		
Cotisations du gouvernement du Québec	152 802	147 711
Intérêts	256 324	(1 067 396)
Gains (pertes) non réalisés	281 359	(732 260)
Transferts interrégimes pour service antérieur	-	279 358
	6 457 553	6 066 997
Diminution		
Paielements reçus — prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement du Québec	343 884	299 929
Solde à la fin	6 113 669	5 767 068

La valeur au coût équivalente est de 7 396 276 000 \$ au 31 décembre 2009 (7 331 034 000 \$ au 31 décembre 2008).

8. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRPE. Ces obligations représentent la valeur des prestations attribuables aux années de service accumulées à la date de l'évaluation.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de

retraite le 15 octobre 2007. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à :

- › 11 027 390 000 \$ au 31 décembre 2005 pour le service régulier et les rentes additionnelles;
- › 1 259 457 000 \$ au 31 décembre 2006 pour les années de service transférées du RRE et du RRF;
- › 902 908 000 \$ au 31 décembre 2007 pour les membres de l'administration supérieure.

Ils ont estimé la valeur actuarielle de l'ensemble de ces prestations à 16 216 543 000 \$ au 31 décembre 2009.

(en milliers de dollars)

	2009			2008
	Employés	Employeurs	Total	Total
Personnel d'encadrement				
Service régulier	6 867 443	7 189 381	14 056 824	13 416 621
Service transféré	-	1 190 099	1 190 099	1 216 334
	6 867 443	8 379 480	15 246 923	14 632 955
Membres de l'administration supérieure				
	-	969 620	969 620	935 773
	6 867 443	9 349 100	16 216 543	15 568 728

Les obligations relatives aux prestations pour le service régulier incluent un montant de 214 752 000 \$ (219 920 000 \$ au 31 décembre 2008) à l'égard des rentes additionnelles.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évolution des obligations relatives aux prestations constituées
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	15 568 728	14 433 977
Augmentation		
Perte actuarielle	13 938	1 840
Intérêts	1 000 626	931 275
Prestations constituées	424 556	423 059
Transferts interrégimes	83	494 623
	1 439 203	1 850 797
Diminution		
Rectifications apportées aux données des participants	-	10 178
Modifications des hypothèses actuarielles	11 651	18 635
Prestations aux participants	779 737	687 233
	791 388	716 046
Augmentation nette de l'exercice	647 815	1 134 751
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	16 216 543	15 568 728

Les obligations relatives aux prestations découlant des crédits de rente acquis par rachat ou par le transfert de régimes complémentaires de retraite, telles qu'elles figurent dans les états financiers du RREGOP, sont respectivement de 433 623 000 \$ et 293 956 000 \$ au 31 décembre 2009 (443 685 000 \$ et 300 220 000 \$ au 31 décembre 2008).

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,25 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,30 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2006 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017.

9. REVENUS DES FONDS CONFIEÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

	2009			2008
	Fonds des cotisations salariales	Fonds des cotisations patronales	Total	Total
Revenus nets de placements des fonds particuliers	253 818	-	253 818	301 783
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	85	6	91	472
	253 903	6	253 909	302 255
Modification de la juste valeur				
Pertes réalisées à la vente de placements	(236 660)	-	(236 660)	(290 710)
Quote-part des gains (pertes) réalisés par les portefeuilles spécialisés	258 165	-	258 165	(1 120 805)
Gains (pertes) non réalisés	292 394	-	292 394	(779 792)
	313 899	-	313 899	(2 191 307)

BTAA de tiers et bancaires – effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée au fonds particulier du RRPE est de 27,56 millions de dollars (2008 : perte nette de 211,57 millions de dollars) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDP de 649 millions de dollars (2008 : 675 millions de dollars). Les résultats nets sont composés :

- › de la quote-part du gain non réalisé sur ces titres, soit 27 millions de dollars (198 millions de dollars de perte non réalisée en 2008);
- › de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, nets du renversement des intérêts payés à des portefeuilles spécialisés, soit 11 millions de dollars (charge de 0,57 millions de dollars provenant du renversement des intérêts payés en 2008);
- › de la quote-part des pertes réalisées à la vente de placements de 10 millions de dollars (13 millions de dollars en 2008); et
- › de la quote-part des charges d'exploitation de 0,439 millions de dollars (aucune en 2008).

10. PRESTATIONS AUX PARTICIPANTS

Pour l'exercice 2009, un montant de 3 462 161 \$ (2 629 613 \$ en 2008) a été versé selon le Régime de prestations supplémentaires de l'administration

supérieure et il est inclus dans le poste Rentes de l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations.

11. ENGAGEMENTS

La CARRA a entrepris une démarche complète et globale de modernisation de ses processus d'affaires et de ses systèmes. Cette démarche s'est concrétisée par un plan global d'investissement (PGI) qui propose une vision d'affaires renouvelée et une nouvelle architecture d'entreprise. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec a autorisé la CARRA à contracter des emprunts à court terme ou sur marge de crédit jusqu'au 31 décembre 2010 pour financer la réalisation du PGI. Le montant de ces emprunts est limité à 113 400 000 \$ faisant suite à l'adoption par le conseil d'administration le 24 mars 2009 d'une résolution concernant l'institution d'un régime d'emprunt à court ou à long terme. Selon les ententes intervenues entre les parties, le RREGOP et le RRPE se sont engagés à assumer respectivement 93 % et 7 % du coût de développement des systèmes informatiques du PGI. Il est prévu que la dépense relative à ce développement sera imputée au RREGOP et au RRPE au même rythme que la CARRA amortira celui-ci à compter de la date de la mise en service. Au 31 décembre 2009, la somme empruntée par la CARRA s'élève à 95 733 000 \$ (68 575 000 \$ au 31 décembre 2008).

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

5 4 8 7
0 6 3 5
8 7 5 9
4 5 8 8
7 0 6 6
8 7 5 8
4 5 7 8
5 7 5 9
7 8 4 5
5 1 5 4
6 4 2 1
6 5 4 1
5 4 8 6
5 7 7 7
9 8 7 5
7 4 8 0
4 4 1 5
1 2 0 1
8 4 4 0
4 4 0 5
1 2 0 1
7 9 8 4
1 4 5 4
0 1 5 9
5 4 4 4
4 2 1 5
4 4 5 8
4 0 4 1
8 0 2 1
8 4 3 2
1 4 5 4
4 1 8 9
3 2 5 9
2 1 1 2
9 4 7 7
5 7 9 8
8 9 0 5
4 0 3 5
9 8 6 0
4 9 7 5
5 6 4 7
4 6 6 2
4 9 5 5
5 6 6 8
0 3 0 2
4 4 1 5
2 4 7 6
1 9 4 2
5 4 2 3
8 6 3 0
8 3 4 7

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des enseignants

Régime de retraite de certains enseignants

État financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état des cotisations et des prestations des régimes de retraite des enseignants et du Régime de retraite de certains enseignants de l'exercice terminé le 31 décembre 2009. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle des cotisations et des prestations de ces régimes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuares de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des enseignants. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2005 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 13 843 112 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des enseignants au 31 décembre 2005, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 17 décembre 2007

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite de certains enseignants. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 1 612 986 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite de certains enseignants au 31 décembre 2006, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime à l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



André Simard, FICA, FSA

Chef du Service de l'actuariat par intérim



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 20 février 2009

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régimes de retraite des enseignants

Régime de retraite de certains enseignants

Cotisations et prestations de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008	
Cotisations				
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur				
Régime de retraite des enseignants	256		80	
Régime de retraite de certains enseignants	284	540	271	351
Cotisations des employeurs autonomes (remises des employeurs perçues en trop)				
Régime de retraite des enseignants		27		(18)
Sommes déposées au Fonds consolidé du revenu		567		333
Prestations				
Prestations aux participants				
Rentes				
Régimes de retraite des enseignants (note 5)	1 216 937		1 226 875	
Régime de retraite de certains enseignants	150 906	1 367 843	151 793	1 378 668
Remboursements de cotisations				
Régime de retraite des enseignants	585		1 040	
Régime de retraite de certains enseignants	3	588	-	1 040
Transferts, y compris les intérêts				
Régime de retraite des enseignants	1 397		2 683	
Régime de retraite de certains enseignants	73	1 470	389	3 072
Frais d'administration de la CARRA				
Régimes de retraite des enseignants	3 022		3 112	
Régime de retraite de certains enseignants	397	3 419	391	3 503
Sommes puisées dans le Fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration		1 373 320		1 386 283

Obligations relatives aux prestations (note 6)

Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (note 7)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des enseignants

Régime de retraite de certains enseignants

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite des enseignants

Régime de retraite de certains enseignants

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer aux textes suivants :

- › la *Loi sur le régime de retraite des enseignants* (L.R.Q., chapitre R-11);
- › la *Loi sur le régime de retraite de certains enseignants* (L.R.Q., chapitre R-9.1);
- › la *Loi sur la protection à la retraite de certains enseignants* (L.R.Q., chapitre P-32.1).

a) Généralités

Ces régimes de retraite sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux personnes suivantes :

- › les enseignants nommés ou engagés avant le 1^{er} juillet 1973 dans un établissement d'enseignement reconnu à cette fin;
- › certaines catégories d'enseignants ayant été membres de communautés religieuses.

b) Financement

Les prestations de ces régimes sont financées par les participants et les employeurs autonomes selon les taux de cotisation fixés par la loi et par le gouvernement, qui assume le solde des obligations relatives aux prestations.

c) Rentes de retraite

Les participants de ces régimes acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 65 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes, s'ils ont 62 ans et comptent 10 années de service, s'ils comptent 33 années de service au Régime de retraite des enseignants (RRE) ou 35 années de service au Régime de retraite de certains enseignants (RRCE), ou s'ils ont 55 ans et comptent 32 années de service.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent 22 années de service et ont 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, ou s'ils comptent 10 années de service et ont 58 ans pour les femmes.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 5 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2 % par année de service. Pour le RRCE, une rente additionnelle équivalant au salaire admissible moyen multiplié par 1,6 % par année de service effectuée avant l'adhésion à un régime de retraite s'ajoute à la rente de retraite. La rente de retraite, y compris la prestation additionnelle, est réduite à 65 ans pour tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

d) Rentes d'invalidité

Le RRE prévoit qu'une rente d'invalidité est payable au participant devenu invalide. Elle est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service.

e) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle participait au RRE ou qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. S'il n'y a pas de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations sont remboursées sans intérêts aux héritiers, déduction faite de toute prestation versée.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Si une personne décède alors qu'elle participait au RRCE et qu'elle était admissible à une rente de retraite immédiate ou qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne. S'il n'y a pas de conjoint, les héritiers ont droit de recevoir la différence avec intérêts entre les cotisations et les rentes versées.

Si le participant décède avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate, les cotisations au RRE sont remboursées sans intérêts au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

Si le participant décède avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate, les cotisations au RRCE sont remboursées avec intérêts au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

f) Prestations de fin d'emploi

Selon les modalités du RRE, la personne qui cesse de participer avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations si elle compte moins de 10 années de service. Dans les autres cas, elle a droit à une rente de retraite différée ou elle peut demander le transfert dans un compte de retraite immobilisé du plus élevé des montants suivants : le total des cotisations qu'elle a versées ou la valeur actuarielle de la rente différée.

Selon les modalités du RRCE, la personne qui cesse de participer avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service. Si elle compte 10 années et plus de service et a plus de 45 ans, elle a droit à une rente de retraite différée. Dans les autres cas, la personne a le droit d'opter pour le remboursement de ses cotisations avec intérêts ou pour une rente différée.

La rente de retraite différée est payable à 60 ans ou à 65 ans selon les modalités de chacun des régimes.

g) Indexation des rentes

Les rentes versées par ces régimes sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1982 et sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service

acquis après le 30 juin 1982 et au service donnant droit à une rente additionnelle au RRCE.

Régime de prestations supplémentaires à l'égard des enseignants

Le Régime de prestations supplémentaires à l'égard des enseignants (C.T. 195706 du 19 décembre 2000) établit la rente minimale lorsque cette dernière est supérieure à la rente calculée selon le RRE.

Il prévoit également le versement, à certaines conditions, d'une rente d'invalidité lorsqu'un participant est invalide et ne reçoit pas déjà une telle rente conformément au RRE.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Pour le RRE, la cotisation salariale et celle des employeurs autonomes, pour l'exercice, s'élèvent à 6,28 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9), jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 8,08 % du solde du salaire admissible. En vertu de l'article 177 de la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics*, ces taux ne sont plus révisés.

Pour le RRCE, la cotisation salariale s'élève à 8,19 % de l'excédent du salaire admissible sur 35 % du maximum des gains admissibles selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec*.

Les cotisations salariales et celles des employeurs autonomes sont déposées au Fonds consolidé du revenu. En vertu de la *Loi sur le régime de retraite des enseignants* et de la *Loi sur le régime de retraite de certains enseignants*, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations à ces régimes. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables, en puisant les sommes dans le Fonds consolidé du revenu.

4. SOMMES À RECEVOIR — TRANSFERTS — RRCE

Les articles 53 et 54 de la *Loi sur le régime de retraite de certains enseignants*, en vigueur depuis juin 1986, prévoient que toutes les sommes versées à la Caisse de

dépôt et placement du Québec en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics* à l'égard de toute personne visée par cette loi sont transférées au Fonds consolidé du revenu. Toutefois, le montant de toute prestation payée ou payable est déduit de ces sommes.

Au 31 décembre 2009, un montant de 277 000 \$ (254 000 \$ au 31 décembre 2008) est à recevoir relativement à ce transfert. Conformément à la politique de capitalisation, ce montant sera versé au Fonds consolidé du revenu.

5. PRESTATIONS AUX PARTICIPANTS

Pour l'exercice 2009, un montant de 2 210 952 \$ (2 213 857 \$ en 2008) a été versé par le Régime de prestations supplémentaires à l'égard des enseignants et il est inclus dans le poste Rentes.

6. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaire dans le cadre de l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Des modifications ont été apportées à certaines hypothèses pour tenir compte du profil des participants et des dispositions particulières des régimes. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaire de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées du RRE à 13 843 112 000 \$ au 31 décembre 2005 et celle du RRCE à 1 612 986 000 \$ au 31 décembre 2006 et les ont estimées respectivement à 12 230 326 000 \$ et à 1 448 175 000 \$ au 31 décembre 2009.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évolution des obligations relatives aux prestations
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Régimes de retraite des enseignants		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	<u>12 664 886</u>	<u>13 084 747</u>
Augmentation		
Intérêts	783 627	810 520
Prestations constituées	<u>732</u>	<u>224</u>
	784 359	810 744
Diminution		
Prestations aux participants	1 218 919	1 230 598
Transferts interrégimes pour service antérieur	-	7
	1 218 919	1 230 605
Diminution nette de l'exercice	<u>434 560</u>	<u>419 861</u>
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	12 230 326	12 664 886
Régime de retraite de certains enseignants		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	<u>1 505 427</u>	<u>1 521 839</u>
Augmentation		
Perte actuarielle	-	41 913
Rectifications apportées aux données de participants	-	794
Intérêts	92 965	96 498
Prestations constituées	<u>552</u>	<u>604</u>
Transferts interrégimes pour service antérieur	213	123
	93 730	139 932
Diminution		
Modification des hypothèses actuarielles	-	4 162
Prestations aux participants	<u>150 982</u>	<u>152 182</u>
	150 982	156 344
Diminution nette de l'exercice	<u>57 252</u>	<u>16 412</u>
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	1 448 175	1 505 427
	13 678 501	14 170 313

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme		Taux à moyen terme	
	RRE	RRCE	RRE	RRCE
Inflation	3,00 %	3,00 %	2,25 %	2,25 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,75 %	0,30 %	0,35 %

Les taux à moyen terme représentent, pour le RRCE, les taux moyens pour la période de 2007 à 2016 et, pour le RRE, les taux moyens pour la période de 2006 à 2016. Les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017 pour le RRCE et le RRE. L'hypothèse relative au rendement est déterminée en présumant que, si les régimes étaient pleinement capitalisés, les sommes seraient investies dans un portefeuille identique à celui de la caisse des participants du RREGOP.

7. PASSIF INSCRIT DANS LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT

Comme le gouvernement n'a pas constitué de caisse de retraite pour ces régimes, il inscrit au passif dans ses états financiers un montant déterminé en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables au secteur public. Ce montant correspond à l'accumulation de sa charge de retraite et des intérêts sur les obligations, moins les prestations qu'il a versées. À ce montant s'ajoutent les sommes déposées au Fonds consolidé du revenu pour les régimes.

La charge de retraite relative aux régimes correspond à la somme du coût des prestations constituées, des modifications apportées à ces régimes durant l'année et des amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des pertes ou des gains actuariels.

Le coût des prestations constituées est évalué selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement.

Évolution du passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (en milliers de dollars)

	2009	2008
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice antérieur	13 086 059	13 406 473
Augmentation		
Cotisations encaissées	185	2 933
Charge de retraite		
Service courant	236	8 780
Service antérieur	115 846	112 838
Intérêts	921 419	947 988
Transferts interrégimes pour service antérieur	60	230
	1 037 746	1 072 769
Diminution		
Prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement	1 383 403	1 393 183
Diminution nette de l'exercice	345 657	320 414
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	12 740 402*	13 086 059*
Estimation au 31 décembre	12 692 049	13 061 197*

* Ce passif sera augmenté de 223 millions de dollars au 31 mars 2009 (230 millions de dollars au 31 mars 2008) dans les prochains états financiers du gouvernement au 31 mars 2010 pour tenir compte des intérêts au titre des régimes de retraite sur la base de l'année financière du gouvernement plutôt que sur la base de l'année civile. L'estimation au 31 décembre 2008 a été redressée.

La *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDP, des sommes du Fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux, jusqu'à concurrence du

montant du passif au titre des régimes de retraite, avant déduction du solde de ce fonds (65,503 milliards de dollars au 31 mars 2009).

Le passif au titre des régimes de retraite présenté dans les états financiers consolidés du gouvernement est également réduit des autres actifs des régimes regroupant les fonds associés à des crédits de rentes

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

acquis par des employés à la suite des transferts de régimes complémentaires de retraite au RREGOP, le fonds des contributions du gouvernement au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, mis en place le 1^{er} janvier 2007, et le fonds du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec. Ce dernier fonds est constitué des cotisations des employés, des contributions du gouvernement et des sommes transférées par le gouvernement fédéral à la création du régime. Tous les actifs de ces fonds constitués en vertu des dispositions des régimes de retraite concernés sont déposés à la CDP.

Les placements du fonds d'amortissement et des autres actifs sont évalués par le gouvernement à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans. Au 31 mars 2009, la valeur de marché redressée était de 34,394 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 811 millions de dollars pour les autres actifs, et la juste valeur était de 25,535 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 706 millions de dollars pour les autres actifs.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement et des autres actifs est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et de pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants des régimes de retraite. L'amortissement de ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable était de 36,025 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 829 millions de dollars pour les autres actifs.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des fonctionnaires

État financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état des cotisations et des prestations des régimes de retraite des fonctionnaires de l'exercice terminé le 31 décembre 2009. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle des cotisations et des prestations de ces régimes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des fonctionnaires. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2005 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 5 184 258 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des fonctionnaires au 31 décembre 2005, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



André Simard, FICA, FSA

Chef du Service de l'actuariat par intérim



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 17 décembre 2007

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régimes de retraite des fonctionnaires

Cotisations et prestations de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Cotisations		
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur (remises des employeurs perçues en trop)	7	(705)
Cotisations des employeurs autonomes	14	164
Sommes (puisées dans le) déposées au Fonds consolidé du revenu	21	(541)
Prestations		
Prestations aux participants		
Rentes (note 4)	471 767	475 517
Remboursements de cotisations	106	265
Transferts, y compris les intérêts	556	1 279
Frais d'administration	1 812	1 713
Sommes puisées dans le Fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	474 241	478 774

Obligations relatives aux prestations (note 5)

Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (note 6)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des fonctionnaires

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite des fonctionnaires

La description du Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la *Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires* (L.R.Q., chapitre R-12).

a) Généralités

Le RRF est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés de la fonction publique nommés ou engagés avant le 1^{er} juillet 1973.

b) Financement

Les prestations sont financées par les participants et les employeurs autonomes selon les taux de cotisation fixés par la loi et par le gouvernement, qui assume le solde des obligations relatives aux prestations.

c) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 65 ans, s'ils ont 62 ans pour les hommes et 60 ans pour les femmes et comptent 10 années de service, s'ils comptent 35 années de service, s'ils ont 55 ans et 32 années de service, ou s'ils ont 60 ans et que leur âge et leurs années de service totalisent 90.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent 22 années de service et ont 55 ans pour les hommes et 50 ans pour les femmes, si leur âge et leurs années de service totalisent 90 et qu'ils ont moins de 60 ans, ou s'ils ont 60 ans.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 5 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2 % par année de service. La rente est réduite à 65 ans pour tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

d) Rentes d'invalidité

Une rente d'invalidité est payable au participant devenu invalide. Elle est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service accumulées au RRF.

e) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle participait au RRF ou qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 60 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. S'il n'y a pas de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations sont remboursées sans intérêts aux héritiers, déduction faite de toute prestation versée.

f) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRF avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations si elle compte moins de 10 années de service. Dans les autres cas, elle a droit à une rente de retraite différée payable à 65 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes, ou elle peut demander le transfert dans un compte de retraite immobilisé du plus élevé des montants suivants : le total des cotisations qu'elle a versées au RRF ou la valeur actuarielle de la rente différée.

g) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRF sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1982 et sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1982.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de prestations supplémentaires à l'égard des fonctionnaires

Le Régime de prestations supplémentaires à l'égard des fonctionnaires (C.T. 195705 du 19 décembre 2000) établit la rente minimale lorsque cette dernière est supérieure à la rente calculée selon le RRF.

Il prévoit également le versement, à certaines conditions, d'une rente d'invalidité lorsqu'un participant est invalide et ne reçoit pas déjà une telle rente conformément au RRF.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».

- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.

- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Pour l'exercice, la cotisation salariale et celle des employeurs autonomes s'élèvent à 5,45 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9), jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 7,25 % du solde du salaire admissible. En vertu de l'article 177 de la *Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics*, ces taux ne sont plus révisés.

Les cotisations salariales et celles des employeurs autonomes sont déposées au Fonds consolidé du revenu. En vertu de la loi, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations au RRF. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables, en puisant les sommes dans le Fonds consolidé du revenu.

4. PRESTATIONS AUX PARTICIPANTS

Pour l'exercice de 2009, un montant de 144 935 \$ (154 681 \$ en 2008) a été versé par le Régime de prestations supplémentaires à l'égard des fonctionnaires et il est inclus dans le poste Rentes.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

5. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRF.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

(RREGOP) préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Des modifications ont été apportées à certaines hypothèses pour tenir compte du profil des participants et des dispositions particulières du RRF. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 5 184 258 000 \$ au 31 décembre 2005 et l'ont estimée à 4 535 019 000 \$ au 31 décembre 2009.

Évolution des obligations relatives aux prestations (en milliers de dollars)

	2009	2008
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	4 716 223	4 893 234
Augmentation		
Intérêts	291 201	302 476
Prestations constituées	24	(2 426)
	291 225	300 050
Diminution		
Prestations aux participants	472 429	477 061
Diminution nette de l'exercice	181 204	177 011
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	4 535 019	4 716 223

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,25 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,30 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2006 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017. L'hypothèse relative au rendement est déterminée en présumant que, si le RRF était pleinement capitalisé, les sommes seraient investies dans un portefeuille identique à celui de la caisse des participants du RREGOP.

6. PASSIF INSCRIT DANS LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT

Comme le gouvernement n'a pas constitué de caisse de retraite pour ce régime, il inscrit au passif dans ses états financiers un montant déterminé en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables au secteur public. Ce montant correspond à l'accumulation de sa charge de

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

retraite et des intérêts sur les obligations, moins les prestations qu'il a versées. À ce montant s'ajoutent les sommes déposées au Fonds consolidé du revenu pour le RRF.

La charge de retraite relative au RRF correspond à la somme du coût des prestations constituées, des modifications apportées à ce régime durant l'année

et des amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des pertes ou des gains actuariels.

Le coût des prestations constituées est évalué selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement.

Évolution du passif inscrit dans les états financiers du gouvernement
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice antérieur	<u>4 553 395</u>	<u>4 683 634</u>
Augmentation		
Cotisations encaissées (Perçues en trop des employeurs)	(1 156)	1 449
Charge de retraite		
Service courant	(2 567)	4 698
Service antérieur	20 504	20 504
Intérêts	307 393	317 855
	<u>324 174</u>	<u>344 506</u>
Diminution		
Prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement	478 838	474 745
Diminution nette de l'exercice	<u>154 664</u>	<u>130 239</u>
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	<u>4 398 731 *</u>	<u>4 553 395 *</u>
Estimation au 31 décembre	<u>4 355 773</u>	<u>4 517 080 *</u>

* Ce passif sera augmenté de 74 millions de dollars au 31 mars 2009 (77 millions de dollars au 31 mars 2008) dans les prochains états financiers du gouvernement au 31 mars 2010 pour tenir compte des intérêts au titre des régimes de retraite sur la base de l'année financière du gouvernement plutôt que sur la base de l'année civile. L'estimation au 31 décembre 2008 a été redressée.

La *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDP, des sommes du Fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux, jusqu'à concurrence du montant du passif au titre du régime de retraite, avant déduction du solde de ce fonds (65,503 milliards de dollars au 31 mars 2009).

Le passif au titre des régimes de retraite présenté dans les états financiers consolidés du gouvernement est également réduit des autres actifs des régimes regroupant les fonds associés à des crédits de rentes

acquis par des employés à la suite des transferts de régimes complémentaires de retraite au RREGOP, le fonds des contributions du gouvernement au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, mis en place le 1^{er} janvier 2007, et le fonds du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec. Ce dernier fonds est constitué des cotisations des employés, des contributions du gouvernement et des sommes transférées par le gouvernement fédéral à la création du régime. Tous les actifs de ces fonds constitués en vertu des dispositions des régimes de retraite concernés sont déposés à la CDP.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Les placements du fonds d'amortissement et des autres actifs sont évalués par le gouvernement à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans. Au 31 mars 2009, la valeur de marché redressée était de 34,394 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 811 millions de dollars pour les autres actifs, et la juste valeur était de 25,535 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 706 millions de dollars pour les autres actifs.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement et des autres actifs est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et de pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants des régimes de retraite. L'amortissement de ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable était de 36,025 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 829 millions de dollars pour les autres actifs.

5 4 8 7
0 6 3 5
8 7 5 9
4 5 8 8
7 0 6 6
8 7 5 8
4 5 7 8
5 7 5 9
7 8 4 5
5 1 5 4
6 4 2 1
6 5 4 1
5 4 8 6
5 7 7 7
9 8 7 5
7 4 8 0
4 4 1 5
1 2 0 1
8 4 4 0
4 4 0 5
1 2 0 1
7 9 8 4
1 4 5 4
0 1 5 9
5 4 4 4
4 2 1 5
4 4 5 8
4 0 4 1
8 0 2 1
8 4 3 2
1 4 5 4
4 1 8 9
3 2 5 9
2 1 1 2
9 4 7 7
5 7 9 8
8 9 0 5
4 0 3 5
9 8 6 0
4 9 7 5
5 6 4 7
4 6 6 2
4 9 5 5
5 6 6 8
0 3 0 2
4 4 1 5
2 4 7 6
1 9 4 2
5 4 2 3
8 6 3 0
8 3 4 7

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec
et de certaines cours municipales

Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs

État financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état des cotisations et des prestations des régimes de retraite énumérés à la note 1 de l'exercice terminé le 31 décembre 2009. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle des cotisations et des prestations de ces régimes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales établis en vertu de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* (L.R.Q., chapitre T-16). Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant des régimes à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 243 041 000 \$ à cette date. Pour l'évaluation actuarielle, le Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales désigne l'ensemble des régimes.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales au 31 décembre 2007, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime à l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Marie Gendron, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 22 décembre 2009

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle des régimes de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales établis en vertu de l'article 122 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant des régimes à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 184 095 000 \$ à cette date. Pour l'évaluation actuarielle, le Régime de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales désigne l'ensemble des régimes.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de prestations supplémentaires des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales au 31 décembre 2007, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime à l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Marie Gendron, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 22 décembre 2009

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2009 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 3 925 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs au 31 décembre 2009, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans l'état financier

À mon avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

J'ai produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 29 janvier 2010

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec
et de certaines cours municipales

Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs

Cotisations et prestations de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Cotisations		(note 6)
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur		
Régimes de retraite offerts aux juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales	3 090	4 777
Cotisations des municipalités, y compris les cotisations pour service antérieur		
Régimes de retraite offerts aux juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales	196	171
Régimes de prestations supplémentaires offerts aux juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales	114 310	253 424
Transferts, y compris les intérêts		
Régimes de retraites offerts aux juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales	22	858
Sommes déposées au Fonds consolidé du revenu	3 422	6 059

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

	2009		2008	
Prestations			(note 6)	
Prestations aux participants				
Rentes				
Régimes de retraite offerts aux juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales	17 516		17 976	
Régimes de prestations supplémentaires offerts aux juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales	8 464		9 369	
Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs	309	26 289	284	27 629
Transferts, y compris les intérêts				
Régimes de retraite offerts aux juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales			700	-
Frais d'administration de la CARRA				
Régimes de retraite offerts aux juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales			77	96
Sommes puisées dans le Fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	27 066		27 725	

Obligations relatives aux prestations (note 4)**Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement** (note 5)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales

Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales

Régime de retraite de certains juges nommés avant le 1^{er} janvier 2001

Régime de retraite de certains juges nommés avant le 30 mai 1978

Régimes de prestations supplémentaires des juges établis en vertu de l'article 122 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer aux parties V.1 à VI.3 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* (L.R.Q., chapitre T-16) pour les régimes de retraite et aux décrets 326-93 et 695-2001 pour les régimes de prestations supplémentaires.

a) Généralités

Ces régimes de retraite et de prestations supplémentaires sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux juges visés de la Cour du Québec, y compris ceux des cours municipales de Québec et Laval.

Conformément à l'article 25 de la *Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières* (L.Q. 1971, chapitre 77), le Régime de retraite de certains juges nommés avant le 30 mai 1978 s'applique également aux commissaires de la Commission des valeurs mobilières du Québec qui étaient en fonction le 7 juillet 1971.

b) Financement

Pour le Régime de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales (RRJCQM), les prestations sont financées par les participants et les municipalités selon le taux de cotisation fixé par la loi. Le gouvernement assume le solde des obligations relatives aux prestations.

Pour les autres régimes, les prestations sont entièrement financées par le gouvernement.

c) Rentes de retraite

Les participants du RRJCQM acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à 65 ans ou lorsque la somme de leur âge et de leurs années de service totalise 80 et ils acquièrent le droit à une rente réduite lorsqu'ils ont accumulé 21,7 années de service. Selon les dispositions de ce régime, la rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 3 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 1,5 % par année de service. Ces participants acquièrent également le droit à une rente supplémentaire, qui équivaut à l'excédent du montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen total des 3 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 3 % par année de service sur la rente de retraite calculée selon le régime de base. La somme des prestations du RRJCQM et du régime de prestations supplémentaires ne peut dépasser 65 % du salaire admissible moyen ni être inférieure à 55 % de ce dernier si leur âge et leurs années de service totalisent 80.

Les participants du Régime de retraite de certains juges nommés avant le 1^{er} janvier 2001 (RRCJAJ) acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à 65 ans ou à une rente réduite lorsqu'ils comptent 25 années de service. La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 3 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2,8 % par année de service pour les années de service antérieures au 31 décembre 1991 et par 1,5 % par année de service pour les années suivantes. Ces participants acquièrent également le droit à une rente supplémentaire, qui équivaut à l'excédent du montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen total des 3 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2,8 % par année de service sur la rente de retraite calculée selon le régime de base.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Les participants du RRJCQM et du RRCJAJ acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle lorsqu'ils ont 55 ans et comptent au moins 5 années de service.

Selon les dispositions du Régime de retraite de certains juges nommés avant le 30 mai 1978 (RRCJAM), la rente est constituée d'un montant fixe.

d) Prestations d'invalidité

Une prestation d'invalidité peut être payable aux participants atteints d'une incapacité totale et permanente. Cette prestation est calculée comme une rente normale.

e) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle participait au RRJCQM ou au RRCJAJ ou qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne ou à 60 % ou 66 2/3 % de cette rente si elle avait choisi de recevoir une rente réduite. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente de retraite est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. Si la personne décède avant d'être admissible à une rente de retraite, les cotisations sont remboursées avec intérêts au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

Si une personne décède alors qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite du RRCJAM, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente que recevait cette personne.

Les mêmes conditions s'appliquent aux rentes supplémentaires.

f) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRJCQM ou au RRCJAJ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit à une rente différée payable à 65 ans si elle compte plus de 2 années de service. Si elle compte moins de 2 années de service, elle a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts. Les mêmes conditions s'appliquent aux rentes supplémentaires.

g) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRJCQM et le RRCJAJ et les rentes supplémentaires correspondantes sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} juillet 1990 et, pour le RRCJAJ, sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 30 juin 1990. Les rentes versées par le RRCJAM sont pleinement indexées si le participant a opté pour une telle indexation en versant les sommes exigibles.

Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs

La description du Régime fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la *Loi sur le Protecteur du citoyen* (L.R.Q., chapitre P-32) concernant la rente de retraite accordée au Protecteur du citoyen et aux vice-protecteurs.

a) Généralités

Le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs est administré par la CARRA. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées.

b) Financement

Les prestations versées par ce régime sont entièrement financées par le gouvernement.

c) Rentes de retraite

Les prestations s'élèvent à 25 % du salaire que recevait le participant au moment où il a cessé d'exercer ses fonctions par tranche de 5 années de service accomplies à ce titre, sans toutefois excéder 75 %. En cas de décès, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de celle du participant. Des prestations sont aussi prévues en cas d'invalidité. Les rentes versées par ce régime ne sont pas indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».
- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Pour l'exercice, la cotisation salariale au RRJCQM s'élève à 7 % du salaire admissible. Le RRCJAJ est non contributif pour les participants depuis le

1^{er} janvier 1990. Les municipalités versent au RRJCQM des cotisations correspondant à 28,79 % de la masse salariale des juges visés moins les cotisations des juges (13,06 % pour le régime de base et 15,73 % pour les prestations supplémentaires). Elles versent au RRCJAJ des cotisations correspondant à 23,89 % de la masse salariale des juges visés (11,17 % pour le régime de base et 12,72 % pour les rentes supplémentaires).

Le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs est non contributif.

Les cotisations salariales et celles des municipalités sont déposées au Fonds consolidé du revenu. En vertu de la loi, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations aux régimes. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables, en puisant les sommes dans le Fonds consolidé du revenu.

4. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Des modifications ont été apportées à certaines hypothèses pour tenir compte du profil des participants et des dispositions particulières des régimes. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales à 243 041 000 \$ et celle des régimes de prestations supplémentaires à 184 095 000 \$ au 31 décembre 2007 et celle pour le Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs à

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

3 925 000 \$ au 31 décembre 2009. Ils ont estimé la valeur actuarielle des prestations constituées des régimes de retraite des juges de la Cour du Québec et de

certaines cours municipales à 252 254 000 \$ et celle des régimes de prestations supplémentaires à 211 981 000 \$ au 31 décembre 2009.

**Évolution des obligations relatives aux prestations
(en milliers de dollars)**

	2009	2008
RRJCQM		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	241 781	236 148
Augmentation		
Perte actuarielle	9 086	-
Intérêts	15 756	15 881
Prestations constituées	6 226	6 013
Transferts interrégimes pour service antérieur	98	1 715
	31 166	23 609
Diminution		
Modification des hypothèses actuarielles	2 477	-
Prestations aux participants	18 216	17 976
	20 693	17 976
Augmentation nette de l'exercice	10 473	5 633
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	252 254	241 781
RPSJCQ		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	228 381	210 755
Augmentation		
Intérêts	12 877	14 645
Prestations constituées	10 455	12 350
	23 332	26 995
Diminution		
Modification des hypothèses actuarielles	5 806	-
Gain actuariel	25 462	-
Prestations aux participants	8 464	9 369
	39 732	9 369
Augmentation (diminution) nette de l'exercice	(16 400)	17 626
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	211 981	228 381
Régime de retraite du Protecteur du citoyen et des vice-protecteurs		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	3 681	3 510
Augmentation		
Perte actuarielle	85	7
Intérêts	236	226
Prestations constituées	232	222
	553	455
Diminution		
Prestations aux participants	309	284
Augmentation nette de l'exercice	244	171
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	3 925	3 681
	468 160	473 843

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,30 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,30 %

Les taux à moyen terme représentent les taux pour la période de 2008 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017. L'hypothèse relative au rendement est déterminée en présumant que, si les régimes étaient pleinement capitalisés, les sommes seraient investies dans un portefeuille identique à celui de la caisse des participants du RREGOP.

5. PASSIF INSCRIT DANS LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT

Comme le gouvernement n'a pas constitué de caisse de retraite pour ces régimes, il inscrit au passif dans ses états financiers un montant déterminé en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables au secteur public. Ce montant correspond à l'accumulation de sa charge de retraite et des intérêts sur les obligations, moins les prestations qu'il a versées. À ce montant s'ajoutent les sommes déposées au Fonds consolidé du revenu pour les régimes.

La charge de retraite relative aux régimes correspond à la somme du coût des prestations constituées, des modifications apportées à ces régimes durant l'année et des amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des pertes ou des gains actuariels.

Le coût des prestations constituées est évalué selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évolution du passif inscrit dans les états financiers du gouvernement
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice antérieur	447 355	418 512
Augmentation		
Cotisations encaissées	7 065	3 476
Charge de retraite		
Service courant	12 977	21 484
Service antérieur	(978)	(978)
Intérêts	28 702	26 261
Transferts interrégimes pour service antérieur	861	116
	48 627	50 359
Diminution		
Prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement	28 523	21 516
Augmentation nette de l'exercice	20 104	28 843
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	467 459*	447 355*
Estimation au 31 décembre	486 471	467 751*

* Ce passif sera augmenté de 7,3 millions de dollars au 31 mars 2009 (7,2 millions de dollars au 31 mars 2008) dans les prochains états financiers du gouvernement au 31 mars 2010 pour tenir compte des intérêts au titre des régimes de retraite sur la base de l'année financière du gouvernement plutôt que sur la base de l'année civile. L'estimation au 31 décembre 2008 a été redressée.

La *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDP, des sommes du Fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux, jusqu'à concurrence du montant du passif au titre des régimes de retraite, avant déduction du solde de ce fonds (65,503 milliards de dollars au 31 mars 2009).

Le passif au titre des régimes de retraite présenté dans les états financiers consolidés du gouvernement est également réduit des autres actifs des régimes regroupant les fonds associés à des crédits de rentes acquis par des employés à la suite des transferts de régimes complémentaires de retraite au RREGOP, le fonds des contributions du gouvernement au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, mis en place le 1^{er} janvier 2007, et le fonds du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec. Ce dernier fonds est constitué des cotisations des employés, des contributions du gouvernement et des sommes

transférées par le gouvernement fédéral à la création du régime. Tous les actifs de ces fonds constitués en vertu des dispositions des régimes de retraite concernés sont déposés à la CDP.

Les placements du fonds d'amortissement et des autres actifs sont évalués par le gouvernement à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans. Au 31 mars 2009, la valeur de marché redressée était de 34,394 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 811 millions de dollars pour les autres actifs, et la juste valeur était de 25,535 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 706 millions de dollars pour les autres actifs.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement et des autres actifs est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et de pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des

participants des régimes de retraite. L'amortissement de ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable était de 36,025 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 829 millions de dollars pour les autres actifs.

6. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

5 4 8 7
0 6 3 5
8 7 5 9
4 5 8 8
7 0 6 6
8 7 5 8
4 5 7 8
5 7 5 9
7 8 4 5
5 1 5 4
6 4 2 1
6 5 4 1
5 4 8 6
5 7 7 7
9 8 7 5
7 4 8 0
4 4 1 5
1 2 0 1
8 4 4 0
4 4 0 5
1 2 0 1
7 9 8 4
1 4 5 4
0 1 5 9
5 4 4 4
4 2 1 5
4 4 5 8
4 0 4 1
8 0 2 1
8 4 3 2
1 4 5 4
4 1 8 9
3 2 5 9
2 1 1 2
9 4 7 7
5 7 9 8
8 9 0 5
4 0 3 5
9 8 6 0
4 9 7 5
5 6 4 7
4 6 6 2
4 9 5 5
5 6 6 8
0 3 0 2
4 4 1 5
2 4 7 6
1 9 4 2
5 4 2 3
8 6 3 0
8 3 4 7

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations du Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec au 31 décembre 2009 ainsi que l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ce régime au 31 décembre 2009 ainsi que de son évolution pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 13 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 3 234 785 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec au 31 décembre 2006, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime à l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



André Simard, FICA, FSA

Chef du Service de l'actuariat par intérim



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 12 décembre 2008

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec

Actif net disponible pour le service des prestations au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Actif		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)		
Fonds des cotisations des membres	67 803	35 278
Fonds des cotisations patronales	128 708	-
	196 511	35 278
Créances		
Dû par le gouvernement du Québec		
Cotisation pour le service postérieur au 31 décembre 2006 (note 5)	1 158	85 691
Compte courant	-	453
Cotisations salariales à recevoir	2 975	3 122
Cotisations patronales à recevoir	7	15
Sommes à recevoir des prestataires	76	84
Sommes à recevoir transferts (note 6)	605	655
	4 821	90 020
	201 332	125 298
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	338	409
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	56	69
Frais d'administration à payer à la CARRA	948	199
Sommes à verser au Fonds consolidé du revenu	1 393	-
	2 735	677
Actif net disponible pour le service des prestations (notes 7 et 8)	198 597	124 621

Prestations accessoires (note 11)

Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,



Luc Fournier



André Fortin

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice
terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Augmentation de l'actif net		
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur	25 542	26 230
Cotisation du gouvernement du Québec pour le service postérieur au 31 décembre 2006 (note 5)	44 694	45 312
Cotisations des employeurs autonomes	135	130
Transferts, y compris les intérêts (note 6)	1 303	13 068
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 10)	1 837	1 243
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 10)	5 018	-
Revenus d'intérêts	45	50
	<u>78 574</u>	<u>86 033</u>
Sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Québec pour payer les prestations payables à partir du Fonds consolidé du revenu	188 551	178 930
	<u>267 125</u>	<u>264 963</u>
Diminution de l'actif net		
Prestations aux participants		
Rentes	186 772	176 804
Remboursements de cotisations	796	236
Transferts, y compris les intérêts	1 701	2 148
Frais d'administration de la CARRA	1 752	836
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 10)	-	10 148
	<u>191 021</u>	<u>190 172</u>
Sommes déposées et à déposer au Fonds consolidé du revenu		
Cotisations salariales des officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations à ce fonds	880	1 381
Autres cotisations et transferts	1 248	12 482
	<u>2 128</u>	<u>13 863</u>
	<u>193 149</u>	<u>204 035</u>
Augmentation nette de l'exercice	73 976	60 928
Actif net disponible pour le service des prestations au début	124 621	63 693
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	<u>198 597</u>	<u>124 621</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DU RRMSQ

Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec (RRMSQ)

La description du RRMSQ fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à l'entente intervenue entre le gouvernement du Québec et l'Association des policières et policiers provinciaux du Québec (APPQ) dont les dispositions sont en vigueur pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 mars 2010.

a) Généralités

Le RRMSQ est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) à l'exception des dispositions relatives aux prestations accessoires administrées par l'APPQ. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux membres admissibles de la Sûreté du Québec.

b) Financement

Les prestations découlant des années de service antérieures au 1^{er} janvier 2007 sont financées par le gouvernement et par les membres dont les cotisations ont été déposées au Fonds consolidé du revenu.

Les prestations découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 sont financées par les participants d'une part, et par le gouvernement et les employeurs autonomes d'autre part, dans des proportions respectives de 1/3 et de 2/3. Cependant, les prestations découlant des années de service postérieures au 31 décembre 2006 effectuées par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au Fonds consolidé du revenu sont financées entièrement par le gouvernement.

Jusqu'au 31 mars 2010, les frais reliés à l'administration du RRMSQ sont assumés par le gouvernement.

c) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à 60 ans ou s'ils comptent 25 années de service ou si leur âge et leurs années de service totalisent 75.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent au moins 20 années de service.

Les participants doivent prendre leur retraite dès qu'ils atteignent l'âge de 65 ans. Ils cessent de cotiser lorsqu'ils atteignent 38 années de service créditées au RRMSQ.

La rente de retraite équivaut à la somme des montants suivants :

- › pour les années de service créditées antérieures au 1^{er} janvier 1992, le montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen des 4 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2,3 % par année de service; et
- › pour les années de service créditées postérieures au 31 décembre 1991, le montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen des 3 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2 % par année de service, auquel vient s'ajouter, jusqu'à l'âge de 65 ans, un montant additionnel équivalant à 0,3 % de ce salaire moyen par année de service.

La rente de retraite pour les années de service accumulées avant le 1^{er} janvier 1992 est réduite à 65 ans du montant obtenu en multipliant le salaire admissible moyen des 4 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de la *Loi sur le régime de rente du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9) de ces 4 années, par 0,7 % par année de service.

d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle n'était pas en fonction et qu'elle participait au RRMSQ depuis au moins 10 années ou bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 50 %, ou à 60 % s'il avait choisi de recevoir une rente réduite, de cette rente, à l'exclusion du montant additionnel qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne. Si elle ne comptait pas 10 années de service, ses cotisations

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

sont remboursées avec intérêts au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, excluant les prestations accessoires, sans que le total excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint. S'il n'y a pas de rente versée au conjoint, les enfants à charge se partagent en parts égales une rente égale à celle que le conjoint aurait reçue plus 10 % par enfant, à compter du deuxième, sans que le total excède 80 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait la personne.

Si une personne décède alors qu'elle était en fonction, les prestations de survivants sont payables à partir du moment où cesse le paiement de la prestation prévue dans les conditions de travail.

e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRMSQ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service.

Dans les autres cas, compte tenu de l'âge de la personne et de ses années de service au moment où elle cesse de participer au RRMSQ, elle a le choix entre le remboursement partiel ou complet de ses cotisations avec intérêts et une rente de retraite différée.

La rente de retraite différée est payable sans réduction actuarielle dès que la personne a 60 ans ou avec réduction actuarielle à la date où la personne aurait atteint 32 années de service, selon l'éventualité qui se présente en premier.

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRMSQ aux retraités qui étaient membres de la Sûreté du Québec avant le 1^{er} avril 1987 sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie à l'égard des années de service accumulées avant le 1^{er} janvier 1992 et après cette date, jusqu'à concurrence de 20 années de service. Dans les autres cas, les rentes de retraite sont partiellement indexées.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des

estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDP, des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDP sont comptabilisés à la juste valeur établie par cette dernière au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, les cours des principales bourses ainsi que les cours fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDP selon d'autres méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements de ces fonds particuliers sont composés principalement d'unités de participation dans des portefeuilles spécialisés de la CDP. Les gains nets ou pertes sur les ventes de placements réalisés par ces portefeuilles spécialisés non distribués aux fonds particuliers sont inclus dans l'avoir net des portefeuilles spécialisés. La quote-part de ces gains ou pertes est ajoutée au coût des dépôts à participation.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».

- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

La cotisation salariale pour l'exercice s'élève à 6,2 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9), jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 8 % du solde du salaire admissible. Selon les termes de l'entente, à compter du 1^{er} juin 2009, ces taux de cotisation sont réduits pour les participants ayant accumulé 30 années de service.

La cotisation du gouvernement s'élève à 12,05 % du salaire admissible des membres ayant opté pour le versement de leur cotisation dans le fonds des membres confiés à la CDP pour le service courant. Ce taux de cotisation a été établi en fonction de l'évaluation actuarielle réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2006 et produite pour les besoins de la comptabilité gouvernementale.

La cotisation des employeurs autonomes est établie à partir de la plus récente évaluation actuarielle produite aux fins des états financiers du régime.

Par ailleurs, conformément à l'entente, les actuaires de la CARRA ont produit en novembre 2008 la première évaluation actuarielle du RRMSQ à l'égard des prestations

à la charge des membres afin d'établir le taux de cotisation des participants du régime. Cette évaluation actuarielle est produite sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2006 en utilisant la méthode de « répartition des prestations constituées avec projection des salaires » avec les hypothèses actuarielles établies sur une base de meilleure estimation et une provision pour écarts défavorables. La cotisation salariale requise des membres variera en fonction des paramètres de provisionnement que le Comité de retraite retiendra.

Le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations au RRMSQ à l'égard des prestations découlant des années de service antérieures au 1^{er} janvier 2007 et de celles découlant des années de services postérieures au 31 décembre 2006 effectuées par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au Fonds consolidé du revenu. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble de ces prestations au moment où elles deviennent payables, en puisant les sommes dans le Fonds consolidé du revenu. Pour les années de service postérieures au 31 décembre 2006, sur la base des évaluations actuarielles que le ministre des Finances requiert, celui-ci détermine les montants qui pourraient, d'année en année mais au plus tard tous les trois ans, être capitalisés aux époques prescrites pour tenir compte des engagements du gouvernement à l'égard du RRMSQ.

Les cotisations salariales et patronales sont déposées respectivement au fonds des cotisations salariales et au fonds des cotisations patronales détenus par la CDP.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations relatives au service effectué après le 31 décembre 2006, à l'exception des prestations accessoires, sont puisées à 33,3 % dans le fonds des cotisations salariales et à 66,7 % dans le fonds des cotisations patronales à la CDP. Lorsque le fonds de cotisations patronales à la CDP est épuisé, les sommes qui manquent pour payer la part des prestations assumées par le gouvernement sont puisées dans le Fonds consolidé du revenu.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

4. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

a) Placements

	2009			2008
	Fonds des cotisations des membres	Fonds des cotisations patronales	Total	Total
Dépôts à participation aux fonds particuliers à la juste valeur (coût 2009 : 60 547; 2008 : 34 094)*	64 457	-	64 457	32 634
Dépôts à vue au fonds général	3 052	128 708	131 760	2 508
Revenus à recevoir des fonds particuliers	294	-	294	136
	67 803	128 708	196 511	35 278
* Coût des unités			65 796	41 206
Quote-part cumulative des pertes réalisées mais non encore attribuées par les portefeuilles spécialisés			(5 249)	(7 112)
			60 547	34 094

b) BTAA de tiers et bancaires

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDP en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la CDP sont classés en trois types :

- › les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- › les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- › les « BTAA bancaires », restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la CDP n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant

acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDP au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDP a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDP a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDP avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La CDP détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDP a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDP a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi

que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La CDP a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la CDP au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDP juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDP au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDP aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le fonds particulier du RRMSQ.

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDP y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier du RRMSQ s'élève à 484 000 \$ (2008 : 511 000 \$).

5. DÛ PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Selon les dispositions législatives et les termes de l'entente, la cotisation du gouvernement du Québec au RRMSQ pour le service postérieur au 31 décembre 2006 est établie en fonction d'une évaluation actuarielle requise par le ministre des Finances. Le gouvernement a désigné l'évaluation actuarielle produite pour les besoins de la comptabilité gouvernementale réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2006 pour déterminer sa cotisation au RRMSQ.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évolution du solde dû par le gouvernement du Québec
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Solde au début	85 691	41 826
Cotisation du gouvernement	44 694	45 312
Paielements reçus du gouvernement pour les prestations, les frais d'administration et sa cotisation	(129 227)	(1 447)
Solde à la fin	<u>1 158</u>	<u>85 691</u>

6. TRANSFERTS DE POLICIERS
MUNICIPAUX

À la suite de la réforme de la *Loi concernant l'organisation des services policiers* (L.Q., 2001, chapitre 19), une entente portant sur les prestations de retraite des policiers intégrés à la Sûreté du Québec est intervenue entre le gouvernement et l'APPQ. Plusieurs municipalités ont choisi d'abolir leur corps de police pour faire plutôt appel à la Sûreté du Québec. De nombreux policiers municipaux intégrés à la Sûreté du Québec ont opté pour la reconnaissance d'années de service antérieures selon les termes de l'entente.

7. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Membres	69 708	38 472
Employeurs	128 889	86 149
	<u>198 597</u>	<u>124 621</u>

L'actif net disponible pour le service des prestations concerne uniquement le service effectué après le 31 décembre 2006, à l'exception de celui effectué par les officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au Fonds consolidé du revenu. Les prestations découlant de ces années de service sont financées par les participants d'une part, et par le gouvernement et les employeurs autonomes d'autre part, dans des proportions respectives de 1/3 et de 2/3.

Composantes de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations
(en milliers de dollars)

	2009			2008
	Gouvernement et employeurs autonomes			Total
	Membres		Total	
Cotisations salariales	24 731	-	24 731	24 492
Cotisation du gouvernement	-	44 694	44 694	45 312
Cotisations des employeurs autonomes	-	135	135	130
Transferts, y compris les intérêts	8	16	24	989
Revenus de placement et intérêts	6 784	77	6 861	(8 901)
Prestations aux participants	(239)	(478)	(717)	(258)
Frais d'administration de la CARRA	(48)	(1 704)	(1 752)	(836)
Augmentation nette de l'exercice	31 236	42 740	73 976	60 928

8. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables selon l'administrateur du RRMSQ.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles qui ont été jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au Comité de retraite le 15 octobre 2007. Des modifications ont été apportées à certaines hypothèses pour tenir compte du profil des participants et des dispositions particulières du RRMSQ. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 3 234 785 000 \$ au 31 décembre 2006 et l'ont estimée à 3 583 816 000 \$ au 31 décembre 2009.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évolution des obligations relatives aux prestations
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	3 476 726	3 397 432
Augmentation		
Rectifications apportées aux données des participants	-	2 441
Perte actuarielle	-	14 258
Intérêts	222 221	214 715
Prestations constituées	72 105	78 622
Transferts de policiers municipaux	2 033	13 055
	296 359	323 091
Diminution		
Modification des hypothèses actuarielles	-	52 177
Modification au RRMSQ	-	12 432
Prestations aux participants	189 269	179 188
	189 269	243 797
Augmentation nette de l'exercice	107 090	79 294
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	3 583 816	3 476 726
Répartition des obligations relatives aux prestations		
Membres	78 318	51 461
Employeurs		
Service postérieur au 31 décembre 2006	146 152	93 082
Service antérieur au 31 décembre 2006	3 359 346	3 332 183
	3 583 816	3 476 726

La partie relative au service antérieur au 31 décembre 2006 inclut celle applicable aux officiers qui ont opté pour le maintien du versement de leurs cotisations au Fonds consolidé du revenu.

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,25 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,45 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2007 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017. L'hypothèse relative au rendement est déterminée en presumant que, si le RRMSQ était pleinement capitalisé, les sommes seraient investies dans un portefeuille identique à celui de la caisse des participants du RREGOP.

9. PASSIF INSCRIT DANS LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement inscrit au passif dans ses états financiers un montant déterminé en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, conformément aux principes comptables généralement

reconnus du Canada applicables au secteur public. Ce montant correspond à l'accumulation de sa charge de retraite et des intérêts sur les obligations, moins les sommes qu'il a versées au RRMSQ. À ce montant s'ajoutent les sommes déposées au Fonds consolidé du revenu pour le RRMSQ.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Pour le RRMSQ, le passif inscrit au titre du Régime de retraite par le gouvernement au 31 mars 2009 s'établit à 3 358 707 000 \$ (3 270 860 000 \$ au 31 mars 2008) et est estimé à 3 408 705 000 \$ au 31 décembre 2009 (3 337 413 000 \$ au 31 décembre 2008). Le passif au 31 mars 2009 a été augmenté de 54 566 000 \$ (53 170 000 \$ au 31 mars 2008 et au 31 décembre 2008). Cette augmentation sera considérée dans les prochains états financiers du gouvernement au 31 mars 2010 pour tenir compte des intérêts au titre des régimes de retraite sur la base de l'année financière du gouvernement plutôt que sur la base de l'année civile.

La *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDP, des sommes du Fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux, jusqu'à concurrence du montant du passif au titre des régimes de retraite, avant déduction du solde de ce fonds (65,503 milliards de dollars au 31 mars 2009).

Le passif au titre des régimes de retraite présenté dans les états financiers consolidés du gouvernement est également réduit des autres actifs des régimes regroupant les fonds associés à des crédits de rentes acquis par des employés à la suite des transferts de régimes complémentaires de retraite au RREGOP, le fonds des contributions du gouvernement au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, mis en place le 1^{er} janvier 2007, et le fonds du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une

fonction auprès du gouvernement du Québec. Ce dernier fonds est constitué des cotisations des employés, des contributions du gouvernement et des sommes transférées par le gouvernement fédéral à la création du régime. Tous les actifs de ces fonds constitués en vertu des dispositions des régimes de retraite concernés sont déposés à la CDP.

Les placements du fonds d'amortissement et des autres actifs sont évalués par le gouvernement à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans. Au 31 mars 2009, la valeur de marché redressée était de 34,394 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 811 millions de dollars pour les autres actifs, et la juste valeur était de 25,535 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 706 millions de dollars pour les autres actifs.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement et des autres actifs est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et de pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants des régimes de retraite. L'amortissement de ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable était de 36,025 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 829 millions de dollars pour les autres actifs.

10. REVENUS DES FONDS CONFISÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

	2009			2008
	Fonds des cotisations des membres	Fonds des cotisations patronales	Total	Total
Revenus nets de placements des fonds particuliers	1 752	-	1 752	1 197
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	8	77	85	46
	1 760	77	1 837	1 243
Modification de la juste valeur				
Pertes réalisées à la vente de placements	(2 215)	-	(2 215)	(1 840)
Quote-part des gains (pertes) réalisés par les portefeuilles spécialisés	1 863	-	1 863	(8 660)
Gains non réalisés	5 370	-	5 370	352
	5 018	-	5 018	(10 148)

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

BTAA de tiers et bancaires – effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée au fonds particulier du RRMSQ est de 40 000 \$ (2008 : perte nette de 302 000 \$) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDP de 924 000 \$ (2008 : 963 000 \$). Les résultats nets sont composés :

- › de la quote-part du gain non réalisé sur ces titres, soit 39 000 \$ (282 000 \$ de perte non réalisée en 2008);
- › de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, nets du renversement des intérêts payés à des portefeuilles spécialisés, soit 16 000 \$ (charge de 1 000 \$ provenant du renversement des intérêts payés en 2008); et
- › de la quote-part des pertes réalisées à la vente de placements de 15 000 \$ (19 000 \$ en 2008).

Bilan

(en milliers de dollars)

	2009	2008
Actif	3 729	1 788
Passif	(58)	(12)
Avoir net des membres	3 671	1 776
État des résultats		
Cotisations	1 532	1 458
Revenus de placements	83	37
Remboursement de cotisations	(8)	(14)
Transfert à la CARRA	-	(5)
Modification de la juste valeur des placements	305	(345)
Frais d'administration	(17)	(15)
Augmentation nette de l'exercice	1 895	1 116

L'avoir net du régime de retraite flexible est entièrement dévolu aux membres de l'APPQ qui y ont cotisé et il sert à verser les prestations auxquelles ont droit les membres retraités en vertu des dispositions et règlements du RRMSQ.

Au cours de l'exercice, aucune somme n'a été transférée à la CARRA (2008 : 4 921 \$) pour ces prestations accessoires. Ce montant est inclus dans le poste Transferts.

11. PRESTATIONS ACCESSOIRES

Le chapitre V de l'entente sur le RRMSQ prévoit l'acquisition de prestations accessoires optionnelles. Pour bénéficier de ce chapitre le membre doit en faire la demande à l'APPQ, responsable de l'administration des dispositions relatives à ces prestations.

Les prestations accessoires sont établies à partir du montant résultant des cotisations optionnelles versées, accumulées avec intérêt, déduction faite des frais d'administration et des sommes attribuées au conjoint en raison du partage ou de la cession des droits.

Voici le sommaire des états financiers vérifiés du régime de retraite flexible des membres de l'APPQ au 31 décembre :

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

État financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état des cotisations et des prestations du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels de l'exercice terminé le 31 décembre 2009. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle des cotisations et des prestations de ce régime pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuares de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 621 858 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels au 31 décembre 2006, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du régime à l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



André Simard, FICA, FSA

Chef du Service de l'actuariat par intérim



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 6 février 2009

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels à l'égard de la prestation complémentaire. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2008 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 13 344 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels au 31 décembre 2008, produite à l'égard de la prestation complémentaire et réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du régime à l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



André Simard, FICA, FSA

Chef du service de l'actuariat

Québec, le 19 février 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

Cotisations et prestations de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Cotisations		
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur	5 077	4 383
Transferts, y compris les intérêts	50	436
Sommes déposées au Fonds consolidé du revenu	5 127	4 819
Prestations		
Prestations aux participants		
Rentes	36 880	35 348
Remboursements de cotisations et transferts, y compris les intérêts	827	922
Frais d'administration de la CARRA	344	289
Sommes puisées dans le Fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	38 051	36 559

Engagements du gouvernement à l'égard du RRAPSC (note 4)

Obligations relatives aux prestations (note 5)

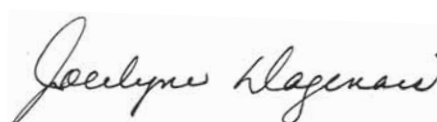
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DU RRAPSC

La description du Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC) fournie ci dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la *Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels* (L.R.Q., chapitre R-9.2).

a) Généralités

Le RRAPSC est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux membres du Syndicat des agents de la paix en services correctionnels du Québec, aux cadres intermédiaires représentés par la Fraternité des cadres intermédiaires des agents de la paix de la fonction publique ou l'Association des administrateurs des établissements de détention du Québec et à certaines catégories d'employés de l'Institut Pinel.

b) Financement

Les prestations sont financées à 54 % par les participants et à 46 % par le gouvernement, à l'exception des rentes temporaires additionnelles découlant de la revalorisation de certaines années de service qui sont financées entièrement par les participants.

Les frais reliés à l'administration du RRAPSC sont assumés par le gouvernement.

c) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle s'ils ont 60 ans, s'ils comptent 32 années de service ou s'ils ont 50 ans et comptent 30 années de service.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle s'ils comptent 25 années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 5 années au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2 % par année de service accumulée après le 31 décembre 1991, auquel vient s'ajouter, jusqu'à l'âge de 65 ans, un montant additionnel équivalant à 0,1875 % du salaire moyen par année de service. Pour les années de service accumulées avant le 31 décembre 1991, le taux annuel d'acquisition de la rente est de 2,1875 %. La rente est réduite à 65 ans pour tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec. Pour les personnes qui ont participé au RRAPSC à un moment quelconque entre 1988 et 1991, des rentes temporaires additionnelles payables jusqu'à 65 ans peuvent s'ajouter à la rente. Pour les personnes qui ont participé au RRAPSC à un moment quelconque entre 1995 et 2000, des rentes temporaires additionnelles payables jusqu'à 65 ans peuvent s'ajouter à la rente.

d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle participait au RRAPSC et était admissible à une rente de retraite immédiate ou qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne, ou à 60 % si elle avait choisi de recevoir une rente réduite de 2 %. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint. S'il n'y a pas de conjoint et qu'il n'y a aucune rente versée aux enfants, les cotisations sont remboursées avec intérêts aux héritiers, déduction faite de toute prestation versée.

Si le participant décède avant d'être admissible à une rente de retraite, les cotisations sont remboursées avec intérêts au conjoint ou, à défaut, aux héritiers.

e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRAPSC avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 2 années de service, sinon elle a droit à une rente de retraite différée payable à 65 ans.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRAPSC sont partiellement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».
- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Conformément à l'article 126 de la *Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels*, les actuaire de la CARRA doivent réaliser tous les trois ans une évaluation actuarielle du RRAPSC. L'objectif de cette évaluation est de déterminer le taux de cotisation des participants en tenant compte des prestations dont ils ont la charge et de la valeur de la caisse qu'ils auraient constituée s'ils avaient capitalisé leur part. Cette évaluation repose sur des hypothèses déterminées par les actuaire de la CARRA et sur la méthode de répartition des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif.

La cotisation salariale pour l'exercice s'élève à 4 % et elle est calculée sur la partie du salaire admissible qui dépasse le moins élevé des montants suivants : 25 % du salaire admissible ou 25 % du maximum des gains admissibles au sens de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9). Ce taux de cotisation a été établi en fonction de l'évaluation actuarielle réalisée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 1997 et des ententes intervenues entre les parties négociantes depuis sa publication en avril 2000.

Entre le 1^{er} janvier 2000 et le 31 décembre 2005, une cotisation salariale additionnelle de 3 % a été prélevée pour constituer un fonds destiné au financement des rentes temporaires additionnelles. Les sommes versées produisent des intérêts composés annuellement, selon le taux de rendement du fonds des cotisations salariales du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ce taux est déterminé selon la valeur au coût.

Les cotisations salariales sont déposées au Fonds consolidé du revenu. En vertu de la loi, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations au RRAPSC. Toutefois, les engagements du gouvernement pour le financement du RRAPSC sont présentés à la note 4. Ils sont calculés comme étant la caisse que les parties auraient constituée si leurs cotisations, établies selon l'évaluation actuarielle mentionnée précédemment, avaient été déposées dans une caisse de retraite.

Les sommes nécessaires au paiement de la totalité des prestations sont puisées dans le Fonds consolidé du revenu.

4. ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DU RRAPSC

Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement

Comme le gouvernement n'a pas constitué de caisse de retraite pour ce régime à coûts partagés et que les cotisations des participants sont déposées au Fonds consolidé du revenu, il inscrit au passif dans ses états financiers la somme des montants suivants :

- › la valeur de la caisse que les participants auraient constituée si leurs cotisations avaient été déposées dans une caisse de retraite qui génère les mêmes taux de rendement que le fonds des cotisations salariales du RREGOP confié à la Caisse de dépôt et placement du Québec et déterminé selon la valeur au coût, et

- › un montant déterminé en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, soit 46 % de ces prestations, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables au secteur public. Ce montant correspond à l'accumulation de la charge de retraite et des intérêts sur les obligations, moins les prestations versées.

La charge de retraite relative au RRAPSC correspond à la somme du coût des prestations constituées, des modifications apportées à ce régime durant l'année et des amortissements des redressements relatifs aux estimations découlant des pertes ou des gains actuariels.

Le coût des prestations constituées est évalué selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement.

Évolution du passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (en milliers de dollars)

	2009	2008
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice antérieur	835 107	769 781
Augmentation		
Cotisations encaissées	5 190	5 336
Charge de retraite		
Service courant	10 143	9 343
Service antérieur	665	604
Intérêts	-	83 598
Transferts interrégimes pour service antérieur	354	796
	16 352	99 677
Diminution		
Prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement	36 988	34 351
Intérêts	51 521	-
	88 509	34 351
(Diminution) augmentation nette de l'exercice	(72 157)	65 326
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	762 950*	835 107*
Estimation au 31 décembre	785 564	766 084*

* Ce passif sera augmenté de 10,1 millions de dollars au 31 mars 2009 (diminué de 12,9 millions de dollars au 31 mars 2008) dans les prochains états financiers du gouvernement au 31 mars 2010 pour tenir compte des intérêts au titre des régimes de retraite sur la base de l'année financière du gouvernement plutôt que sur la base de l'année civile. L'estimation au 31 décembre 2008 a été redressée.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

La *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDP, des sommes du Fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux, jusqu'à concurrence du montant du passif au titre des régimes de retraite, avant déduction du solde de ce fonds (65,503 milliards de dollars au 31 mars 2009).

Le passif au titre des régimes de retraite présenté dans les états financiers consolidés du gouvernement est également réduit des autres actifs des régimes regroupant les fonds associés à des crédits de rentes acquis par des employés à la suite des transferts de régimes complémentaires de retraite au RREGOP, le fonds des contributions du gouvernement au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, mis en place le 1^{er} janvier 2007, et le fonds du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec. Ce dernier fonds est constitué des cotisations des employés, des contributions du gouvernement et des sommes transférées par le gouvernement fédéral à la création du régime. Tous les actifs de ces fonds constitués en vertu des dispositions des régimes de retraite concernés sont déposés à la CDP.

Les placements du fonds d'amortissement et des autres actifs sont évalués par le gouvernement à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans. Au 31 mars 2009, la valeur de marché redressée était de 34,394 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 811 millions de dollars pour les autres actifs, et la juste valeur était de 25,535 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 706 millions de dollars pour les autres actifs.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement et des autres actifs est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et de pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants des régimes de retraite. L'amortissement de

ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable était de 36,025 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 829 millions de dollars pour les autres actifs.

Financement du RRAPSC

Conformément à la *Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels*, les actuaires de la CARRA doivent effectuer tous les trois ans une évaluation actuarielle pour le financement du RRAPSC. Dans cette évaluation, les actuaires tiennent compte des dispositions législatives en utilisant la méthode de répartition des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif, et déterminent le taux de cotisation des participants et de l'employeur. Ainsi, la CARRA présente depuis le début du RRAPSC les engagements du gouvernement aux fins du financement de ce régime comme étant la caisse que les parties auraient constituée si elles avaient versé leurs cotisations dans une caisse de retraite qui génère les mêmes taux de rendement que le fonds des cotisations salariales du RREGOP confié à la Caisse de dépôt et placement du Québec et déterminé selon la valeur au coût. Toutefois, en vertu de la loi, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser sa cotisation au RRAPSC. La valeur de cette caisse est estimée à 870 858 000 \$ au 31 décembre 2009.

Par contre, dans ses états financiers consolidés pour l'année financière se terminant le 31 mars 2009, le gouvernement ne reconnaît pas avoir d'engagements envers le RRAPSC sur la base du partage de la cotisation annuelle pour le financement. Selon son interprétation des dispositions législatives du RRAPSC, les engagements du gouvernement à l'égard de ce régime incluent 46 % des prestations totales déterminées en fonction de ses conventions comptables, et ce, conformément aux recommandations de l'Institut canadien des comptables agréés, ainsi que la caisse que les participants auraient constituée. De ce fait, la participation inscrite d'avance représentant l'écart entre la caisse que les parties auraient constituée si elles avaient capitalisé leur part et le passif inscrit dans les états financiers du gouvernement n'est plus présentée dans les notes complémentaires depuis l'exercice terminé le 31 mars 1998. Cependant, ces notes contiennent l'information concernant les diverses évaluations actuarielles.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Des associations de cadres du gouvernement ont présenté une requête à la Cour supérieure du Québec afin que le gouvernement reconnaisse son engagement sur la base du financement envers le RRAPSC. Dans son jugement du 15 juillet 2004, le tribunal a déclaré ce qui suit : « ... le partage du coût dans le financement du RRAPSC ne crée pas un engagement pour le gouvernement d'utiliser les mêmes bases actuarielles que celles utilisées pour constituer la caisse de retraite des employés participants, d'autant plus que la preuve démontre que le patrimoine de retraite de chacun des employés participants couverts ne risque aucunement d'en subir préjudice, à quelque date que ce soit. »

En août 2004, ce jugement a été porté en appel par les requérants. En janvier 2006, la Cour d'appel du Québec a suspendu cet appel pour permettre à des organisations syndicales d'instituer, devant la Cour supérieure du Québec, une nouvelle requête pour jugement déclaratoire sur ce même sujet. En avril 2006, une telle requête a été déposée par ces organisations. D'autres organisations de cadres sont intervenues dans cette requête. Cette intervention a été accordée par la Cour supérieure en mars 2007. Par conséquent, la suspension de l'appel demeurera en vigueur jusqu'au prononcé final de la Cour supérieure sur cette nouvelle requête.

Évolution de la caisse que les parties auraient constituée (en milliers de dollars)

	2009			2008
	Portion provenant des participants	Portion provenant du gouvernement	Total	Total
Solde au début	472 148	390 586	862 734	1 018 757
Augmentation				
Cotisations salariales et autres montants encaissés	5 224	209	5 433	5 401
Cotisations du gouvernement				
Service courant	-	4 591	4 591	4 216
Intérêts	19 873	16 453	36 326	(129 378)
	497 245	411 839	909 084	898 996
Diminution				
Païement des prestations aux participants	20 878	16 800	37 678	36 321
Transferts interrégimes pour service antérieur	110	94	204	(348)
Frais d'administration de la CARRA	-	344	344	289
Solde à la fin	476 257	394 601	870 858	862 734

La portion provenant des participants inclut un montant de 13 025 000 \$ au 31 décembre 2009 (13 702 000 \$ au 31 décembre 2008) pour le financement des rentes temporaires additionnelles.

5. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRAPSC.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaire dans le cadre de l'évaluation actuarielle du RREGOP préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Des modifications ont été apportées à certaines hypothèses pour tenir compte du profil des participants et des dispositions particulières du RRAPSC. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 621 858 000 \$ au 31 décembre 2006 pour le RRAPSC et à 13 344 000 \$ au 31 décembre 2008 pour la prestation complémentaire. Ils ont estimé la valeur actuarielle de l'ensemble de ces prestations à 729 612 000 \$ au 31 décembre 2009.

Évolution des obligations relatives aux prestations (en milliers de dollars)

	2009	2008
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	697 200	652 950
Augmentation		
Perte actuarielle	207	3 023
Modification des hypothèses actuarielles	541	10 793
Intérêts	44 935	42 960
Prestations constituées	24 798	23 051
	70 481	79 827
Diminution		
Rectifications apportées aux données des participants	200	-
Transferts interrégimes	162	(693)
Prestations aux participants	37 707	36 270
	38 069	35 577
Augmentation nette de l'exercice	32 412	44 250
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	729 612	697 200

Les obligations relatives aux prestations incluent un montant de 12 935 000 \$ au 31 décembre 2009 (12 795 000 \$ au 31 décembre 2008) à l'égard des rentes temporaires additionnelles.

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,25 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,35 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2007 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017. L'hypothèse relative au rendement est déterminée en présumant que, si le RRAPSC était pleinement capitalisé, les sommes seraient investies dans un portefeuille identique à celui de la caisse des participants du RREGOP.

Obligations dans un contexte de capitalisation

Les cotisations versées par les participants au Fonds consolidé du revenu pour financer les prestations à leur charge sont déterminées avec une méthode et des hypothèses actuarielles différentes de celles requises selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour la présentation de l'obligation actuarielle dans les états financiers.

En effet, depuis la création du RRAPSC, la méthode retenue par les parties négociantes pour déterminer le taux de cotisation des participants et de l'employeur est la méthode de répartition globale des cotisations selon l'âge actuel, nette d'actif. Selon cette méthode, les cotisations sont rajustées en fonction de l'actif constitué pour que le paiement futur des prestations soit assuré, autant à l'égard du service effectué à la date de l'évaluation que de celui effectué après cette date par les participants actifs à la date de l'évaluation. Par conséquent, la valeur des obligations actuarielles correspond à la valeur de l'actif qui aurait été constitué; il ne peut donc en résulter un déficit ou un excédent d'actif.

Ainsi, dans un contexte de capitalisation, la valeur des obligations actuarielles s'élève à 870 858 000 \$ au 31 décembre 2009, ce qui correspond à la caisse que les parties auraient constituée.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

5 4 8 7
0 6 3 5
8 7 5 9
4 5 8 8
7 0 6 6
8 7 5 8
4 5 7 8
5 7 5 9
7 8 4 5
5 1 5 4
6 4 2 1
6 5 4 1
5 4 8 6
5 7 7 7
9 8 7 5
7 4 8 0
4 4 1 5
1 2 0 1
8 4 4 0
4 4 0 5
1 2 0 1
7 9 8 4
1 4 5 4
0 1 5 9
5 4 4 4
4 2 1 5
4 4 5 8
4 0 4 1
8 0 2 1
8 4 3 2
1 4 5 4
4 1 8 9
3 2 5 9
2 1 1 2
9 4 7 7
5 7 9 8
8 9 0 5
4 0 3 5
9 8 6 0
4 9 7 5
5 6 4 7
4 6 6 2
4 9 5 5
5 6 6 8
0 3 0 2
4 4 1 5
2 4 7 6
1 9 4 2
5 4 2 3
8 6 3 0
8 3 4 7

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction
auprès du gouvernement du Québec

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec au 31 décembre 2009 ainsi que l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ce régime au 31 décembre 2009 ainsi que de son évolution pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 102 614 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007 du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec, réalisée aux fins de la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses utilisées sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Marie Gendron, FICA, FSA

Actuaire



André Simard, FICA, FSA

Chef du service de l'actuariat par intérim

Québec, le 20 janvier 2010

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction
auprès du gouvernement du QuébecActif net disponible pour le service des prestations au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Actif		
Placements		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	154 758	144 055
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	151	159
Sommes à recevoir pour service antérieur	209	202
	<u>360</u>	<u>361</u>
	155 118	144 416
Passif		
Frais d'administration à payer à la CARRA	11	11
Actif net disponible pour le service des prestations (note 6)	155 107	144 405


Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction
auprès du gouvernement du Québec

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice
terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Augmentation de l'actif net		
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur	979	1 017
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	5 611	7 442
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	7 532	-
	<u>14 122</u>	<u>8 459</u>
Sommes reçues du gouvernement du Québec pour payer les frais d'administration à la CARRA	23	25
	<u>14 145</u>	<u>8 484</u>
Diminution de l'actif net		
Prestations aux participants		
Rentes	3 300	3 032
Remboursements de cotisations et transferts, y compris les intérêts	121	267
Frais d'administration de la CARRA	22	21
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	-	55 344
	<u>3 443</u>	<u>58 664</u>
Augmentation (diminution) nette de l'exercice	10 702	(50 180)
Actif net disponible pour le service des prestations au début	144 405	194 585
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	<u>155 107</u>	<u>144 405</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DU RREFQ

La description du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec (RREFQ) fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer aux décrets 429-93 et 430-93 du gouvernement du Québec.

a) Généralités

Le RREFQ est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés fédéraux mutés au gouvernement du Québec pour administrer les programmes d'immigration et la taxe sur les produits et services. Le RREFQ a été établi par le gouvernement du Québec en vertu du décret 430-93 du 31 mars 1993, qui a pris effet le 1^{er} janvier 1992.

b) Financement

Les prestations sont financées par les participants selon le taux de cotisation fixé par le décret 430-93, par les sommes transférées du gouvernement fédéral et par le gouvernement du Québec, qui assume le solde des obligations relatives aux prestations.

Les frais reliés à l'administration du RREFQ sont assumés par le gouvernement du Québec.

c) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite à 60 ans s'ils comptent 5 années de service ou plus, ou à 55 ans s'ils comptent 30 années de service ou plus.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle à 50 ans s'ils comptent 25 années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 6 années consécutives au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2 % par année de service. La rente de retraite est réduite à 65 ans afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

d) Prestations d'invalidité

Une prestation d'invalidité est payable au participant devenu invalide. Cette dernière est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service accumulées au RREFQ.

e) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle comptait au moins 5 années de service ou qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne, sans tenir compte de la réduction résultant de la coordination au Régime de rentes du Québec. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint.

Si, au moment du décès, le participant compte moins de 5 années de service, le conjoint ou, à défaut, les héritiers ont droit au remboursement des cotisations avec intérêts.

f) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RREFQ avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts si elle compte moins de 5 années de service. Si elle compte 5 années de service ou plus, elle a droit à une rente de retraite différée indexée payable à 60 ans.

g) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RREFQ sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP), des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDP sont comptabilisés à la juste valeur établie par cette dernière au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, les cours des principales bourses ainsi que les cours fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDP selon d'autres méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements de ce fonds particulier sont composés principalement d'unités de participation dans des portefeuilles spécialisés de la CDP. Les gains nets ou pertes sur les ventes de placements réalisés par ces portefeuilles spécialisés non distribués au fonds particulier sont inclus dans l'avoir net des portefeuilles spécialisés. La quote-part de ces gains ou pertes est ajoutée au coût des dépôts à participation.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des

normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».

- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

La cotisation salariale s'élève à 5,2 % de la partie du salaire admissible qui excède l'exemption personnelle selon la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9) jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette même loi, et à 7,5 % du solde du salaire admissible. Toutefois, lorsque l'employé atteint 35 années de service, sa cotisation salariale s'élève à 1 % de son salaire.

Les cotisations salariales et les sommes transférées du gouvernement fédéral sont déposées à la CDP. En vertu du décret, le gouvernement du Québec n'a pas l'obligation de verser de cotisations au RREFQ.

Les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds confiés à la CDP. Lorsque ces derniers seront épuisés, elles seront puisées dans le Fonds consolidé du revenu. Les sommes nécessaires au paiement des frais d'administration sont puisées dans le Fonds consolidé du revenu.

L'actif net disponible pour le service des prestations est plus que suffisant pour couvrir l'ensemble des prestations futures du RREFQ. Les dispositions du décret 430-93, qui institue le régime et en précise les modalités, ne précisent pas la propriété et l'utilisation de l'excédent d'actif.

4. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

a) Placements

	2009	2008
Dépôts à participation au fonds particulier à la juste valeur (coût 2009 : 191 358; 2008 : 191 492)*	153 944	143 509
Dépôts à vue au fonds général (Avances)	205	(129)
Revenus à recevoir du fonds particulier	609	675
	154 758	144 055
* Coût des unités	161 145	164 441
Quote-part cumulative des gains nets réalisés mais non encore distribués par les portefeuilles spécialisés	30 213	27 051
	191 358	191 492

b) BTAA de tiers et bancaires

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDP en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la CDP sont classés en trois types :

- › les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- › les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- › les « BTAA bancaires », restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la CDP n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDP au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDP a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDP a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDP avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

BTAA bancaires

La CDP détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDP a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDP a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La CDP a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la CDP au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDP juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDP au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDP aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le fonds particulier 303.

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDP y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier 303 s'élève à 10 103 000 \$ (2008 : 10 668 000 \$).

Puisque le fonds particulier 303 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges et aux régimes de retraite particuliers, le montant d'engagements attribuable au RREFQ est de 7 143 000 \$ (7 551 000 \$ en 2008).

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des créances et des éléments du passif est équivalente à leur valeur comptable en raison de leurs échéances rapprochées.

6. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RREFQ.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du RREGOP préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Des modifications ont été apportées à certaines hypothèses pour tenir compte du profil des participants et des dispositions particulières du RREFQ. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 102 614 000 \$ au 31 décembre 2007 et l'ont estimée à 115 909 000 \$ au 31 décembre 2009.

Évolution des obligations relatives aux prestations (en milliers de dollars)

	2009	2008
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	109 696	102 918
Augmentation		
Perte actuarielle	1 338	-
Intérêts	7 084	7 090
Prestations constituées	3 085	2 987
	11 507	10 077
Diminution		
Modification des hypothèses actuarielles	1 873	-
Prestations aux participants	3 421	3 299
	5 294	3 299
Augmentation nette de l'exercice	6 213	6 778
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	115 909	109 696

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,30 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,40 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2008 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017.

7. REVENUS DES FONDS CONFÉIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus nets de placements du fonds particulier	5 609	7 388
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	2	54
	5 611	7 442
Modification de la juste valeur		
Pertes réalisées à la vente de placements	(7 392)	(6 642)
Quote-part des gains (pertes) réalisés par les portefeuilles spécialisés	4 355	(27 588)
Gains (pertes) non réalisés	10 569	(21 114)
	7 532	(55 344)

BTAA de tiers et bancaires – effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée au fonds particulier 303 est de 805 000 \$ (2008 : perte nette de 6 285 000 \$) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDP de 19 296 000 \$ (2008 : 20 090 000 \$). Les résultats nets sont composés :

- › de la quote-part du gain non réalisé sur ces titres, soit 798 000 \$ (5 879 000 \$ de perte non réalisée en 2008);
- › de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, nets du renversement des intérêts payés à des portefeuilles spécialisés, soit 325 000 \$ (charge de 17 000 \$ provenant du renversement des intérêts payés en 2008);
- › de la quote-part des pertes réalisées à la vente de placements de 305 000 \$ (389 000 \$ en 2008); et
- › de la quote-part des charges d'exploitation de 13 000 \$ (aucune en 2008).

Puisque le fonds particulier 303 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges et aux régimes de retraite particuliers, les montants attribuables au RREFQ sont respectivement de 572 000 \$ (perte de 4 191 000 \$ en 2008), 232 000 \$ (charge de 12 000 \$ en 2008), 219 000 \$ (perte de 277 000 \$ en 2008) et 9 000 \$ (aucun en 2008) pour un investissement de 13 642 000 \$.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des élus municipaux

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations des régimes de retraite des élus municipaux au 31 décembre 2009 ainsi que l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ces régimes au 31 décembre 2009 ainsi que de leur évolution pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des élus municipaux. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 136 663 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des élus municipaux au 31 décembre 2006, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 5 février 2009

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 48 357 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux au 31 décembre 2006, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA
Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA
Actuaire

Québec, le 5 février 2009

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régimes de retraite des élus municipaux

Actif net disponible pour le service des prestations au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Actif		
Placements		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	132 801	120 927
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	218	191
Cotisations patronales à recevoir	497	495
Sommes à recevoir des prestataires	12	26
	727	712
Encaisse	-	46
	133 528	121 685
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	268	430
Cotisations patronales perçues d'avance	206	459
Frais d'administration à payer à la CARRA	114	25
	588	914
Actif net disponible pour le service des prestations (note 6)	132 940	120 771

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le comité de retraite,



Jacynthe B. Simard



Yvon Bouchard

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des élus municipaux

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice
terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009		2008	
			(redressé)	
Augmentation de l'actif net				
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur	2 201		2 192	
Cotisations patronales, y compris les cotisations pour service antérieur				
Régime de retraite des élus municipaux	7 138		7 224	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	3 254	10 392	2 910	10 134
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)				
Régime de retraite des élus municipaux	5 231		6 304	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	7	5 238	45	6 349
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)				
Régime de retraite des élus municipaux	7 216		-	
Autres revenus d'intérêts	3		8	
	25 050		18 683	
Diminution de l'actif net				
Prestations aux participants				
Rentes				
Régime de retraite des élus municipaux	9 053		8 358	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	3 125	12 178	2 952	11 310
Remboursements de cotisations et transferts, y compris les intérêts				
Régime de retraite des élus municipaux	258		91	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	37	295	3	94
Frais d'administration de la CARRA				
Régime de retraite des élus municipaux	309		199	
Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux	99	408	64	263
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)				
	-		47 582	
	12 881		59 249	
Augmentation (diminution) nette de l'exercice	12 169		(40 566)	
Actif net disponible pour le service des prestations au début	120 771		161 337	
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	132 940		120 771	

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des élus municipaux

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite des élus municipaux

Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux

La description des régimes fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ces régimes, les lecteurs devront se référer à la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (L.R.Q., chapitre R-9.3) et au décret 1440-2002 du gouvernement du Québec.

a) Généralités

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM) sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux membres élus du conseil d'une municipalité qui y a adhéré par la voie d'un règlement adopté à cette fin.

Le RPSEM, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2002, s'applique aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date.

b) Financement

Dans le cas du RREM, les prestations sont financées par les participants et les municipalités selon les taux de cotisation prévus par la Loi et les règlements y afférents.

Dans le cas du RPSEM, les prestations sont financées par les municipalités assujetties au RREM au 31 décembre 2000.

Les montants nécessaires pour couvrir les frais d'administration sont puisés à même la caisse du régime.

c) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à 69 ans, ou à 60 ans s'ils cessent d'être membres du conseil d'une municipalité et qu'ils comptent au moins 2 années de service.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle à 50 ans s'ils comptent au moins 2 années de service.

Les participants ont droit, pour chaque année de service antérieure au 1^{er} janvier 1992, à un crédit de rente égal à 3,5 % du salaire admissible moins 0,7 % du moindre de ce salaire et du maximum des gains admissibles au sens de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* et, pour chaque année de service postérieure au 31 décembre 1991, à un crédit de rente égal à 2 % du salaire admissible. Ce crédit de rente est pleinement indexé en fonction de la hausse du coût de la vie à chaque année jusqu'au moment où le participant prend sa retraite.

Les personnes visées par le RPSEM acquièrent le droit à une rente supplémentaire à la même date où elles deviennent admissibles à une rente de retraite du RREM. Pour les participants en poste au 31 décembre 2000, la rente correspond à l'excédent de 3,75 % du salaire admissible sur le crédit de rente calculé au RREM pour chaque année antérieure au 1^{er} janvier 2002. Ces montants sont indexés de la même façon que les crédits de rente du RREM.

Pour les retraités et les conjoints survivants, la rente supplémentaire correspond à 24,1 % de la rente annuelle payable le 31 décembre 2001. Pour les participants non actifs au 31 décembre 2000, la rente supplémentaire correspond à 24,1 % de la rente annuelle payable à la date de la mise en paiement.

d) Prestations de survivants

Si la personne décède alors qu'elle participait au RREM et était admissible à une rente de retraite sans réduction actuarielle ou alors qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 60 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne. S'il n'y a pas de conjoint, les cotisations avec intérêts sont remboursées aux héritiers, déduction faite de toute prestation versée par le RREM.

Si la personne décède avant d'être admissible à une rente de retraite sans réduction actuarielle, alors qu'elle compte moins de 2 années de service, les cotisations avec intérêts sont remboursées aux héritiers. Si elle compte 2 années de service ou plus, ses héritiers ont droit à la valeur actuarielle de la rente acquise au RREM et au RPSEM.

e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RREM avant d'être admissible à une rente de retraite a droit au remboursement de ses cotisations avec intérêts. Si la personne a moins de 50 ans et compte 2 à 7 années de service, elle a le choix entre le remboursement de ses cotisations avec intérêts ou une rente différée indexée payable à 60 ans. Si elle a moins de 50 ans et compte au moins 8 années de service, elle a droit à une rente différée indexée payable à 60 ans.

La rente différée comprend la somme des crédits de rente acquis au RREM et au RPSEM.

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RREM sont partiellement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP), des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Les cotisations patronales des municipalités perçues d'avance seront comptabilisées dans le poste Cotisations patronales du RPSEM lors du prochain exercice.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDP sont comptabilisés à la juste valeur établie par cette dernière au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, les cours des principales bourses ainsi que les cours fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDP selon d'autres méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements de ce fonds particulier sont composés principalement d'unités de participation dans des portefeuilles spécialisés de la CDP. Les gains nets ou pertes sur les ventes de placements réalisés par ces portefeuilles spécialisés non distribués au fonds particulier sont inclus dans l'avoir net des portefeuilles spécialisés. La quote-part de ces gains ou pertes est ajoutée au coût des dépôts à participation.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».
- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

Les cotisations salariales et patronales sont déposées à la CDP et les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds confiés à la CDP.

Le RPSEM n'est pas capitalisé et la cotisation des municipalités correspond aux prestations versées par ce régime durant l'exercice.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

La cotisation salariale au RREM s'élève à 5,55 % (6,15 % à compter du 1^{er} janvier 2010) du salaire admissible.

La municipalité, la régie intermunicipale, l'organisme supramunicipal ou l'organisme mandataire verse une cotisation provisionnelle calculée selon un facteur déterminé par un règlement du gouvernement du Québec. Pour l'exercice 2009, le facteur servant à établir cette cotisation provisionnelle est fixé à 3,37 fois le montant de la cotisation salariale.

4. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

a) Placements

	2009	2008
Dépôts à participation au fonds particulier — à la juste valeur (coût 2009 : 162 789; 2008 : 159 780)*	132 014	119 893
Dépôts à vue au fonds général	253	525
Revenus à recevoir du fonds particulier	534	509
	132 801	120 927
* Coût des unités	136 049	136 012
Quote-part cumulative des gains nets réalisés mais non encore distribués par les portefeuilles spécialisés	26 740	23 768
	162 789	159 780

b) BTAA de tiers et bancaires

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDP en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la CDP sont classés en trois types :

- › les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;

- › les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- › les « BTAA bancaires », restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la CDP n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDP au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDP a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDP a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDP avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La CDP détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDP a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDP a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La CDP a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la CDP au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDP juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDP au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDP aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le fonds particulier 305.

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDP y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier 305 s'élève à 7 036 000 \$ (2008 : 7 430 000 \$).

Puisque le fonds particulier 305 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des maires et conseillers municipaux, le montant d'engagements attribuable au RREM est de 6 610 000 \$ (6 989 000 \$ en 2008).

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des créances, de l'encaisse et des éléments du passif est équivalente à leur valeur comptable en raison de leurs échéances rapprochées.

6. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RREM.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées du RREM à 136 663 000 \$ et celle du RPSEM à 48 357 000 \$ au 31 décembre 2006 et les ont estimées respectivement à 157 886 000 \$ et à 48 598 000 \$ au 31 décembre 2009.

Évolution des obligations relatives aux prestations
(en milliers de dollars)

	2009	2008
RREM		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	150 938	142 014
Augmentation		
Perte actuarielle	-	553
Modification des hypothèses actuarielles	-	998
Intérêts	9 721	9 269
Prestations constituées	6 538	6 553
	16 259	17 373
Diminution		
Prestations aux participants	9 311	8 449
Augmentation nette de l'exercice	6 948	8 924
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	157 886	150 938
RPSEM		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	48 697	48 787
Augmentation		
Modification des hypothèses actuarielles	-	293
Intérêts	3 063	3 061
	3 063	3 354
Diminution		
Gain actuariel	-	489
Prestations aux participants	3 162	2 955
	3 162	3 444
Diminution nette de l'exercice	99	90
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	48 598	48 697
	206 484	199 635

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,25 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0 %	0 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2007 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017.

7. REVENUS DES FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus nets de placements du fonds particulier	5 237	6 337
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	1	12
	5 238	6 349
Modification de la juste valeur		
Pertes réalisées à la vente de placements	(5 126)	(6 303)
Quote-part des gains (pertes) réalisés par les portefeuilles spécialisés	3 230	(22 896)
Gains (pertes) non réalisés	9 112	(18 383)
	7 216	(47 582)

BTAA de tiers et bancaires – effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée au fonds particulier 305 est de 561 000 \$ (2008 : perte nette de 4 378 000 \$) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDP de 13 439 000 \$ (2008 : 13 992 000 \$). Les résultats nets sont composés :

- › de la quote-part du gain non réalisé sur ces titres, soit 556 000 \$ (4 095 000 \$ de perte non réalisée en 2008);
- › de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, nets du renversement des intérêts payés à des portefeuilles spécialisés, soit 227 000 \$ (charge de 12 000 \$ provenant du renversement des intérêts payés en 2008);
- › de la quote-part des pertes réalisées à la vente de placements de 213 000 \$ (271 000 \$ en 2008); et
- › de la quote-part des charges d'exploitation de 9 000 \$ (aucune en 2008).

Puisque le fonds particulier 305 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités, les montants attribuables au RREM sont respectivement de 530 000 \$ (perte de 3 862 000 \$ en 2008), 216 000 \$ (charge de 11 000 \$ en 2008), 203 000 \$ (perte de 256 000 \$ en 2008) et de 8 000 \$ (aucun en 2008) pour un investissement de 12 624 000 \$.

8. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités au 31 décembre 2009 ainsi que l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ce régime au 31 décembre 2009 ainsi que de son évolution pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2006 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 12 620 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités au 31 décembre 2006, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Daniel Cantin, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 27 octobre 2008

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités

Actif net disponible pour le service des prestations au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Actif		
Placements		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	6 610	7 278
Sommes à recevoir des municipalités	13	5
Sommes à recevoir des prestataires	6	-
	6 629	7 283
Passif		
Cotisations à rembourser et rentes à payer	2	99
Actif net disponible pour le service des prestations (note 5)	6 627	7 184

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice
terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Augmentation de l'actif net		
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 6)	138	458
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 6)	597	-
	735	458
Diminution de l'actif net		
Prestations aux participants		
Rentes	1 225	1 276
Remboursements de cotisations et transferts, y compris les intérêts	67	109
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 6)	-	2 959
	1 292	4 344
Diminution nette de l'exercice	557	3 886
Actif net disponible pour le service des prestations au début	7 184	11 070
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	6 627	7 184

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DU RRMCM

La description du Régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM) fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à la *Loi sur le régime de retraite des maires et des conseillers des municipalités* (L.R.Q., chapitre R-16).

a) Généralités

Le RRMCM est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit d'un régime à cotisation déterminée offert aux membres du conseil d'une municipalité qui y a adhéré en vertu d'un règlement adopté à cette fin.

Depuis le 1^{er} janvier 1989, le droit de participer à ce régime a été aboli avec l'entrée en vigueur du Régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., chapitre R-9.3).

b) Financement

Les prestations sont puisées dans la caisse de retraite constituée pour le RRMCM. Par conséquent, lorsqu'il n'y aura plus de prestataires, il en découlera vraisemblablement un surplus ou un déficit. Puisque la loi sur ce régime ne précise pas à qui appartiendra le surplus à la fin du RRMCM ou, dans le cas contraire, qui assumera le paiement des prestations jusqu'à leur échéance, les parties concernées (CARRA, gouvernement et représentants des municipalités) ont convenu d'une avenue de solution qui devra être approuvée par l'Agence du revenu du Canada.

Les frais reliés à l'administration du RRMCM sont assumés par le gouvernement du Québec.

c) Rentes de retraite

Un participant acquiert le droit à une rente de retraite s'il avait accumulé au moins 8 années de service. La prestation dépend de la somme des cotisations salariales et patronales accumulées avec intérêts au compte du participant. Elle est payable à 60 ans et n'est pas indexée en fonction de la hausse du coût de la vie.

d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite depuis moins de 15 ans, son conjoint ou ses héritiers ont droit à la rente jusqu'à l'expiration de cette période de 15 ans ou, sur demande, à une somme égale à la valeur actuelle de la rente.

Si une personne décède avant la mise en paiement de sa rente de retraite, son conjoint ou ses héritiers ont droit au remboursement des sommes accumulées dans son compte.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP), des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDP sont comptabilisés à la juste valeur établie par cette dernière au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, les cours des principales bourses ainsi que les cours fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDP selon d'autres méthodes d'évaluation couramment employées.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Les placements de ce fonds particulier sont composés principalement d'unités de participation dans des portefeuilles spécialisés de la CDP. Les gains nets ou pertes sur les ventes de placements réalisés par ces portefeuilles spécialisés non distribués au fonds particulier sont inclus dans l'avoir net des portefeuilles spécialisés. La quote-part de ces gains ou pertes est ajoutée au coût des dépôts à participation.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des

normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».

- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

a) Placements

	2009	2008
Dépôts à participation au fonds particulier à la juste valeur (coût 2009 : 8 118; 2008 : 9 659)*	6 583	7 248
Revenus à recevoir du fonds particulier	27	30
	6 610	7 278
* Coût des unités	5 890	7 170
Quote-part cumulative des gains nets réalisés mais non encore distribués par les portefeuilles spécialisés	2 228	2 489
	8 118	9 659

b) BTAA de tiers et bancaires

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDP en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la CDP sont classés en trois types :

- › les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- › les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- › les « BTAA bancaires », restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la CDP n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDP au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDP a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDP a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDP avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La CDP détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDP a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDP a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La CDP a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 5
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la CDP au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDP juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDP au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDP aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le fonds particulier 305.

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDP y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier 305 s'élève à 7 036 000 \$ (2008 : 7 430 000 \$).

Puisque le fonds particulier 305 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des élus municipaux, le montant d'engagements attribuable au RRMCM est de 426 000 \$ (441 000 \$ en 2008).

4. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des sommes à recevoir des municipalités, des sommes à recevoir des prestataires, des cotisations à rembourser et des rentes à payer est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

5. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRMCM.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Les hypothèses requises concernent l'âge auquel la rente de retraite des participants non actifs sera mise en paiement, le taux de mortalité des participants non actifs et des retraités et le rendement de l'actif. Le taux moyen retenu pour les années 2007 à 2016 est de 6,75 % alors que le taux à long terme est de 7,5 % à compter de 2017.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 12 620 000 \$ au 31 décembre 2006 et l'ont estimée à 10 871 000 \$ au 31 décembre 2009.

Évolution des obligations relatives aux prestations
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	11 460	10 864
Augmentation		
Rectifications apportées aux données des participants	-	131
Perte actuarielle	-	132
Modification des hypothèses actuarielles	-	977
Intérêts	703	741
	703	1 981
Diminution		
Prestations aux participants	1 292	1 385
Augmentation (diminution) nette de l'exercice	(589)	596
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	10 871	11 460

6. REVENUS DES FONDUS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus nets de placements du fonds particulier	138	458
Modification de la juste valeur		
Pertes réalisées à la vente de placements	(433)	(579)
Quote-part des gains (pertes) réalisés par les portefeuilles spécialisés	154	(1 447)
Gains (pertes) non réalisés	876	(933)
	597	(2 959)

BTAA de tiers et bancaires – effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée au fonds particulier 305 est de 561 000 \$ (2008 : perte nette de 4 378 000 \$) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDP de 13 439 000 \$ (2008 : 13 992 000 \$). Les résultats nets sont composés :

- › de la quote-part du gain non réalisé sur ces titres, soit 556 000 \$ (4 095 000 \$ de perte non réalisée en 2008);
- › de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, nets du renversement des intérêts payés à des portefeuilles spécialisés, soit 227 000 \$ (charge de 12 000 \$ provenant du renversement des intérêts payés en 2008);

- › de la quote-part des pertes réalisées à la vente de placements de 213 000 \$ (271 000 \$ en 2008); et
- › de la quote-part des charges d'exploitation de 9 000 \$ (aucune en 2008).

Puisque le fonds particulier 305 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des élus municipaux, les montants attribuables au RRMCM sont respectivement de 26 000 \$ (perte de 233 000 \$ en 2008), 11 000 \$ (charge de 1 000 \$ en 2008), 10 000 \$ (perte de 15 000 \$ en 2008) et de 1 000 \$ (aucun en 2008) pour un investissement de 815 000 \$.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

5 4 8 7
0 6 3 5
8 7 5 9
4 5 8 8
7 0 6 6
8 7 5 8
4 5 7 8
5 7 5 9
7 8 4 5
5 1 5 4
6 4 2 1
6 5 4 1
5 4 8 6
5 7 7 7
9 8 7 5
7 4 8 0
4 4 1 5
1 2 0 1
8 4 4 0
4 4 0 5
1 2 0 1
7 9 8 4
1 4 5 4
0 1 5 9
5 4 4 4
4 2 1 5
4 4 5 8
4 0 4 1
8 0 2 1
8 4 3 2
1 4 5 4
4 1 8 9
3 2 5 9
2 1 1 2
9 4 7 7
5 7 9 8
8 9 0 5
4 0 3 5
9 8 6 0
4 9 7 5
5 6 4 7
4 6 6 2
4 9 5 5
5 6 6 8
0 3 0 2
4 4 1 5
2 4 7 6
1 9 4 2
5 4 2 3
8 6 3 0
8 3 4 7

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés en fonction
au Centre hospitalier Côte-des-Neiges

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges au 31 décembre 2009 ainsi que l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ce régime au 31 décembre 2009 ainsi que de son évolution pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2007 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 28 804 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle au 31 décembre 2007 du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges, réalisée aux fins de la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime aux états financiers

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses utilisées sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire



Marie Gendron, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 10 février 2010

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)Régime de retraite des employés en fonction
au Centre hospitalier Côte-des-NeigesActif net disponible pour le service des prestations au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Actif		
Placements		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 4)	60 253	57 075
Créances		
Cotisations salariales à recevoir	6	9
Cotisations patronales à recevoir	1	2
Sommes à recevoir des prestataires	6	13
	13	24
	60 266	57 099
Passif		
Cotisations salariales perçues en trop à rembourser	1	1
Actif net disponible pour le service des prestations (note 6)	60 265	57 098

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés en fonction
au Centre hospitalier Côte-des-Neiges

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice
terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Augmentation de l'actif net		
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur	18	15
Cotisations patronales, y compris les cotisations pour service antérieur	10	14
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	2 274	3 053
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	3 283	-
	5 585	3 082
Diminution de l'actif net		
Prestations aux participants		
Rentes	2 418	2 321
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 7)	-	21 507
	2 418	23 828
Augmentation (diminution) nette de l'exercice	3 167	(20 746)
Actif net disponible pour le service des prestations au début	57 098	77 844
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	60 265	57 098

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DU RRCHCN

La description du Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges (RRCHCN) fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer au décret 2497-81 et à l'arrêté en conseil 397-78 du gouvernement du Québec.

a) Généralités

Le RRCHCN est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert à certains employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges et dans certains autres centres hospitaliers.

b) Financement

Les prestations sont financées par les participants selon le taux de cotisation fixé par le décret 2497-81 et l'arrêté en conseil 397-78 et par les centres hospitaliers, qui assument le solde des obligations relatives aux prestations.

Les frais reliés à l'administration du RRCHCN sont assumés par le gouvernement du Québec.

c) Rentes de retraite

Les participants acquièrent le droit à une rente de retraite à 60 ans s'ils comptent 5 années de service ou plus, ou à 55 ans s'ils comptent 30 années de service ou plus.

Ils acquièrent le droit à une rente de retraite avec réduction actuarielle à 50 ans s'ils comptent 25 années de service.

La rente de retraite est calculée en multipliant le salaire admissible moyen des 6 années consécutives au cours desquelles le salaire a été le plus élevé par 2 % par année de service (35 années de service au maximum). Elle est réduite à 65 ans afin de tenir compte de la coordination au Régime de rentes du Québec.

d) Prestations d'invalidité

Une prestation d'invalidité est payable au participant devenu invalide. Cette dernière est calculée comme une rente régulière en fonction du nombre d'années de service accumulées au RRCHCN.

e) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle comptait au moins 5 années de service ou qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 50 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne, sans tenir compte de la réduction résultant de la coordination au Régime de rentes du Québec. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite, sans que le total n'excède 40 % de celle-ci, si une rente est versée au conjoint, ou à 20 %, sans que le total n'excède 80 %, s'il n'y a pas de rente versée au conjoint.

Si, au moment du décès, le participant compte moins de 5 années de service, le conjoint ou, à défaut, les héritiers ont droit au remboursement des cotisations avec intérêts.

f) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRCHCN avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate et qui a au moins 45 ans et 10 années de service a droit à une rente de retraite différée indexée payable à 60 ans, sinon elle a le choix entre une rente différée ou le remboursement de ses cotisations avec intérêts.

g) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRCHCN sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP), des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDP sont comptabilisés à la juste valeur établie par cette dernière au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, les cours des principales bourses ainsi que les cours fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDP selon d'autres méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements de ce fonds particulier sont composés principalement d'unités de participation dans des portefeuilles spécialisés de la CDP. Les gains nets ou pertes sur les ventes de placements réalisés par ces portefeuilles spécialisés non distribués au fonds particulier sont inclus dans l'avoir net des portefeuilles spécialisés. La quote-part de ces gains ou pertes est ajoutée au coût des dépôts à participation.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».
- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

La cotisation salariale s'élève à 7,6 % du salaire admissible moins les cotisations versées en vertu de la *Loi sur le régime de rentes du Québec* (L.R.Q., chapitre R-9). La cotisation des centres hospitaliers pour le service courant correspond à 81 % de la cotisation salariale.

Les cotisations salariales et patronales sont déposées à la CDP et les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds confiés à la CDP.

L'actif net disponible pour le service des prestations est plus que suffisant pour couvrir l'ensemble des prestations futures du RRCHCN. Les dispositions de l'arrêté en conseil 397-78, qui institue le régime et en précise les modalités, ne précisent pas la propriété et l'utilisation de l'excédent d'actif.

4. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

a) Placements

	2009	2008
Dépôts à participation au fonds particulier à la juste valeur (coût 2009 : 74 603; 2008 : 75 801)*	60 016	56 807
Dépôts à vue au fonds général	-	1
Revenus à recevoir du fonds particulier	237	267
	60 253	57 075
* Coût des unités	59 372	61 736
Quote-part cumulative des gains nets réalisés mais non encore distribués par les portefeuilles spécialisés	15 231	14 065
	74 603	75 801

b) BTAA de tiers et bancaires

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDP en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la CDP sont classés en trois types :

- › les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- › les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- › les « BTAA bancaires », restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la CDP n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDP au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDP a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDP a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDP avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La CDP détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDP a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDP a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et

d'illiquidité. La CDP a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la CDP au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDP juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDP au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDP aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le fonds particulier 303.

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDP y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier 303 s'élève à 10 103 000 \$ (2008 : 10 668 000 \$).

Puisque le fonds particulier 303 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec et aux régimes de retraite particuliers, le montant d'engagements attribuable au RRCHCN est de 2 907 000 \$ (3 061 000 \$ en 2008).

5. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des créances et des cotisations salariales perçues en trop à rembourser est équivalente à leur valeur comptable en raison de leurs échéances rapprochées.

6. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur du RRCHCN.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes

publics préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Des modifications ont été apportées à certaines hypothèses pour tenir compte du profil des participants et des dispositions particulières du RRCHCN. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées à 28 804 000 \$ au 31 décembre 2007 et l'ont estimée à 27 816 000 \$ au 31 décembre 2009.

Évolution des obligations relatives aux prestations (en milliers de dollars)

	2009	2008
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	29 952	30 189
Augmentation		
Rectifications apportées aux données des participants	61	-
Intérêts	1 768	2 006
Prestations constituées	102	78
	1 931	2 084
Diminution		
Gain actuariel	971	-
Modification des hypothèses actuarielles	678	-
Prestations aux participants	2 418	2 321
	4 067	2 321
Diminution nette de l'exercice	2 136	237
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	27 816	29 952

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,30 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des salaires nette d'inflation	0,75 %	0,50 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2008 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017.

7. REVENUS DES FONDS CONFÉIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC (en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus nets de placements du fonds particulier	2 273	3 050
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	1	3
	2 274	3 053
Modification de la juste valeur		
Pertes réalisées à la vente de placements	(2 834)	(2 920)
Quote-part des gains (pertes) réalisés par les portefeuilles spécialisés	1 709	(11 022)
Gains (pertes) non réalisés	4 408	(7 565)
	3 283	(21 507)

BTAA de tiers et bancaires – effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée au fonds particulier 303 est de 805 000 \$ (2008 : perte nette de 6 285 000 \$) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDP de 19 296 000 \$ (2008 : 20 090 000 \$). Les résultats nets sont composés :

- › de la quote-part du gain non réalisé sur ces titres, soit 798 000 \$ (5 879 000 \$ de perte non réalisée en 2008);
- › de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, nets du renversement des intérêts payés à des portefeuilles spécialisés, soit 325 000 \$ (charge de 17 000 \$ provenant du renversement des intérêts payés en 2008);
- › de la quote-part des pertes réalisées à la vente de placements de 305 000 \$ (389 000 \$ en 2008); et
- › de la quote-part des charges d'exploitation de 13 000 \$ (aucune en 2008).

Puisque le fonds particulier 303 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec et aux régimes de retraite particuliers, les montants attribuables au RRCHCN sont respectivement de 223 000 \$ (perte de 1 659 000 \$ en 2008), 91 000 \$ (charge de 5 000 \$ en 2008), 85 000 \$ (perte de 110 000 \$ en 2008) et 4 000 \$ (aucun en 2008) pour un investissement de 5 553 000 \$.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite particuliers

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations des régimes de retraite particuliers énumérés à la note 1 au 31 décembre 2009 ainsi que l'état de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de ces régimes au 31 décembre 2009 ainsi que de leur évolution pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuares de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2009 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 603 909 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent au 31 décembre 2009, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans les états financiers

À mon avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

J'ai produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 29 janvier 2010

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaire de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2009 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 114 756 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount au 31 décembre 2009, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans les états financiers

À mon avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

J'ai produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 29 janvier 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuares de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite pour le président du Conseil de la Communauté urbaine de l'Outaouais. Cette évaluation est produite en fonction du profil du participant arrêté au 31 décembre 2009 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire aux états financiers; elle révèle que cette valeur est de 254 797 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite pour le président du Conseil de la Communauté urbaine de l'Outaouais au 31 décembre 2009, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime dans les états financiers

À mon avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

J'ai produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire

Québec, le 29 janvier 2010

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)

Régimes de retraite particuliers

Actif net disponible pour le service des prestations au 31 décembre 2009

	2009 \$	2008 \$
Actif		
Placements		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	990 260	1 007 746
Actif net disponible pour le service des prestations (notes 4 et 5)	990 260	1 007 746

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite particuliers

Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations de l'exercice
terminé le 31 décembre 2009

	2009 \$	2008 \$
Augmentation de l'actif net		
Cotisations patronales, y compris les cotisations pour service antérieur	11 034	10 011
Revenus des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 6)	26 187	57 498
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 6)	77 377	-
	114 598	67 509
Diminution de l'actif net		
Prestations aux participants		
Rentes	132 084	134 630
Modification de la juste valeur des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 6)	-	381 448
	132 084	516 078
Diminution nette de l'exercice	17 486	448 569
Actif net disponible pour le service des prestations au début	1 007 746	1 456 315
Actif net disponible pour le service des prestations à la fin	990 260	1 007 746

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite particuliers

Notes complémentaires

31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent

La description du Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer au décret 842-82 du gouvernement du Québec.

a) Généralités

Le Régime est administré par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux anciens employés du réseau de la santé et des services sociaux de la Ville de Saint-Laurent intégrés depuis le 19 septembre 1976 à une fonction à laquelle s'appliquait le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP).

b) Financement

Les cotisations salariales et patronales ont été déposées à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP) et les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds confiés à la CDP. L'employeur assume le coût total du régime moins les cotisations versées par les employés.

Les frais reliés à l'administration du Régime sont assumés par le gouvernement du Québec.

c) Prestations de survivants

Au décès d'un prestataire, son conjoint ou ses héritiers ont droit au remboursement de ses cotisations sans intérêts, déduction faite de toute prestation versée.

d) Indexation des rentes

Les rentes versées par ce régime ne sont pas indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount

La description du Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer au décret 2174-84 du gouvernement du Québec.

a) Généralités

Le Régime est administré par la CARRA. Il s'agit d'un régime à prestations déterminées offert aux employés de la Cité de Westmount qui participaient au régime général de retraite de la Cité de Westmount et qui ont été intégrés à l'Hôpital Montréal Général le 1^{er} avril 1976.

b) Financement

Les cotisations salariales et patronales ont été déposées à la CDP et les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds confiés à la CDP. L'employeur assume le coût total du régime moins les cotisations versées par les employés.

Les frais reliés à l'administration du Régime sont assumés par le gouvernement du Québec.

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite depuis moins de 5 ans, son conjoint ou ses héritiers ont droit à la rente jusqu'à l'expiration de cette période de 5 ans ou à la valeur actuelle de celle-ci.

d) Indexation des rentes

Les rentes versées par ce régime ne sont pas indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

Régime de retraite pour le président du Conseil de la Communauté urbaine de l'Outaouais

La description du Régime de retraite pour le président du Conseil de la Communauté urbaine de l'Outaouais fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets concernant ce régime, les lecteurs devront se référer à l'arrêté en conseil 2661-76 et au décret 40-89 du gouvernement du Québec.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

a) Généralités

Le Régime est administré par la CARRA. Il s'agit d'un régime à cotisation déterminée.

b) Financement

Il n'y a plus de cotisation encaissée dans ce régime à l'exception de la cotisation patronale pour l'indexation des rentes versées. Les cotisations salariales et patronales sont déposées à la CDP et les sommes nécessaires au paiement des prestations sont puisées dans les fonds confiés à la CDP. L'arrêté en conseil et le décret ne précisent pas à qui appartiendra le surplus à la fin du régime ou, dans le cas contraire, qui assumera le paiement des prestations jusqu'à leur échéance; les parties concernées (gouvernement, employeur et participants) devront éventuellement statuer sur cette question.

c) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle bénéficiait d'une rente de retraite depuis moins de 15 ans, son conjoint ou ses héritiers ont droit à la rente jusqu'à l'expiration de cette période de 15 ans ou à la valeur actuelle de celle-ci.

d) Indexation des rentes

Les rentes versées par ce régime sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des cotisations, des revenus des fonds confiés à la CDP, des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales et patronales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales et patronales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation aux fonds particuliers à la CDP sont comptabilisés à la juste valeur établie par cette dernière au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux, telles que l'actualisation au taux d'intérêt courant des flux de trésorerie futurs, les cours des principales bourses ainsi que les cours fournis par des courtiers en valeurs mobilières reconnus. De plus, certaines évaluations sont réalisées par la CDP selon d'autres méthodes d'évaluation couramment employées.

Les placements de ce fonds particulier sont composés principalement d'unités de participation dans des portefeuilles spécialisés de la CDP. Les gains nets ou pertes sur les ventes de placements réalisés par ces portefeuilles spécialisés non distribués au fonds particulier sont inclus dans l'avoir net des portefeuilles spécialisés. La quote-part de ces gains ou pertes est ajoutée au coût des dépôts à participation.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».
- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

a) Placements

	2009 \$	2008 \$
Dépôts à participation au fonds particulier à la juste valeur (coût 2009 : 1 226 088 \$; 2008 : 1 338 343 \$)*	986 357	1 002 979
Revenus à recevoir du fonds particulier	3 903	4 767
	990 260	1 007 746
* Coût des unités	959 924	1 072 905
Quote-part cumulative des gains nets réalisés mais non encore distribués par les portefeuilles spécialisés	266 164	265 438
	1 226 088	1 338 343

b) BTAA de tiers et bancaires

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDP en considérant les résultats nets dans des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Les billets détenus par la CDP sont classés en trois types :

- › les « BTAA de tiers », restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- › les « autres BTAA de tiers », restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- › les « BTAA bancaires », restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange au 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidités du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la CDP n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu du PCAA

de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, ou l'exposition aux risques, tels que les trocs de défaillance de crédit ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDP au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDP a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDP a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDP avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La CDP détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDP a provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDP a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets, les échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents, les taux d'intérêt reflétant les flux

monétaires disponibles au sein des véhicules et tient compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La CDP a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA effectuée par la CDP au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDP juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDP au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDP aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le fonds particulier 303.

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDP y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. La quote-part de ces garanties attribuée au fonds particulier 303 s'élève à 10 103 000 \$ (2008 : 10 668 000 \$).

Puisque le fonds particulier 303 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges et au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec, le montant d'engagements attribuable aux régimes de retraite particuliers est de 53 000 \$ (56 000 \$ en 2008).

4. ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS DES RÉGIMES DE RETRAITE PARTICULIERS

	2009 \$	2008 \$
Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent	623 337	635 203
Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount	221 684	218 043
Régime de retraite pour le président du Conseil de la Communauté urbaine de l'Outaouais	145 239	154 500
	990 260	1 007 746

5. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Évaluation des obligations relatives aux prestations

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations ont été déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du RREGOP préparée sur la base des données arrêtées au 31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Étant donné qu'il n'y a plus de participant actif, les hypothèses requises concernent le taux de mortalité des retraités et le rendement de l'actif. Le taux de rendement moyen de l'actif pour la période de 2010 à 2016 est de 6,9 % et il est de 7,5 % après 2016.

Évolution des obligations relatives aux prestations

	2009 \$	2008 \$
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	1 009 584	1 047 879
Augmentation		
Perte actuarielle	38 694	31 297
Intérêts	61 330	63 736
	100 024	95 033
Diminution		
Modification des hypothèses actuarielles	4 062	(1 302)
Prestations aux participants	132 084	134 630
	136 146	133 328
Diminution nette de l'exercice	36 122	38 295
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	973 462	1 009 584
Composée de :		
Régime de retraite des anciens employés de la Ville de Saint-Laurent	603 909	622 552
Régime de retraite des anciens employés de la Cité de Westmount	114 756	120 178
Régime de retraite pour le président du Conseil de la Communauté urbaine de l'Outaouais	254 797	266 854
	973 462	1 009 584

6. REVENUS DES FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

	2009 \$	2008 \$
Revenus nets de placements du fonds particulier	26 163	57 366
Intérêts sur dépôts à vue au fonds général	24	132
	26 187	57 498
Modification de la juste valeur		
Pertes réalisées à la vente de placements	(47 223)	(58 397)
Quote-part des gains (pertes) réalisés par les portefeuilles spécialisés	28 967	(201 528)
Gains (pertes) non réalisés	95 633	(121 523)
	77 377	(381 448)

BTAA de tiers et bancaires – effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée au fonds particulier 303 est de 805 000 \$ (2008 : perte nette de 6 285 000 \$) pour un investissement dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDP de 19 296 000 \$ (2008 : 20 090 000 \$). Les résultats nets sont composés :

- › de la quote-part du gain non réalisé sur ces titres, soit 798 000 \$ (5 879 000 \$ de perte non réalisée en 2008);
- › de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, nets du renversement des intérêts payés à des portefeuilles spécialisés, soit 325 000 \$ (charge de 17 000 \$ provenant du renversement des intérêts payés en 2008);
- › de la quote-part des pertes réalisées à la vente de placements de 305 000 \$ (389 000 \$ en 2008); et
- › de la quote-part des charges d'exploitation de 13 000 \$ (aucune en 2008).

Puisque le fonds particulier 303 inclut également les montants relatifs au Régime de retraite des employés en fonction au Centre hospitalier Côte-des-Neiges et au Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec, les montants attribuables aux régimes de retraite particuliers sont respectivement de 3 600 \$ (perte de 29 000 \$ en 2008), 1 500 \$ (aucun en 2008), 1 400 \$ (perte de 2 000 \$ en 2008) et aucune charge d'exploitation pour un investissement de 101 000 \$.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale
et pension spéciale

État financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état des cotisations et des prestations des régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale de l'exercice terminé le 31 décembre 2009. La responsabilité de cet état financier incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur cet état financier en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'état financier est exempt d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans l'état financier. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble de l'état financier.

À mon avis, cet état financier donne, à tous les égards importants, une image fidèle des cotisations et des prestations de ces régimes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 9 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuares de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2008 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 110 163 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale au 31 décembre 2008, réalisée pour la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime à l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Chef du service du développement par intérim

Québec, le 29 janvier 2010

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Évaluation actuarielle

Les actuaires de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ont effectué une évaluation actuarielle du Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale. Cette évaluation est produite en fonction du profil des participants arrêté au 31 décembre 2008 dans le but de déterminer la valeur des obligations découlant du Régime à inscrire à l'état financier; elle révèle que cette valeur est de 64 902 000 \$ à cette date.

Opinion actuarielle faisant partie intégrante du rapport d'évaluation actuarielle du Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale au 31 décembre 2008, réalisée aux fins de la présentation de la valeur des obligations découlant du Régime à l'état financier

À notre avis,

- les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables;
- les hypothèses sont conformes à la pratique actuarielle reconnue;
- l'évaluation a été produite conformément aux exigences du chapitre 4100 du *Manuel de comptabilité* de l'Institut canadien des comptables agréés.

Nous avons produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Jean Dessureault, FICA, FSA

Actuaire



Alain Jacob, FICA, FSA

Chef du service du développement par intérim

Québec, le 29 janvier 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
(L.R.Q., chapitre C-32.1.2)Régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale
et pension spécialeCotisations et prestations de l'exercice terminé le 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008
Cotisations		
Cotisations salariales, y compris les cotisations pour service antérieur		
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	1 166	1 085
Sommes déposées au Fonds consolidé du revenu	1 166	1 085
Prestations		
Prestations aux participants		
Rentes		
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	9 663	9 383
Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale	3 727	3 489
Pension spéciale	12	12
Transferts, y compris les intérêts		
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	656	130
Frais d'administration de la CARRA		
Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	38	37
Sommes puisées dans le Fonds consolidé du revenu pour payer les prestations et les frais d'administration	14 096	13 051

Obligations relatives aux prestations (note 4)

Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (note 5)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Régimes de retraite des membres de l'Assemblée nationale et pension spéciale

Notes complémentaires
31 décembre 2009

1. DESCRIPTION DES RÉGIMES

Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale

Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale

Pension spéciale

La description des régimes et de la pension spéciale fournie ci-dessous l'est à titre d'information. Pour obtenir des renseignements plus complets, les lecteurs devront se référer aux textes officiels suivants :

- › la *Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale* (L.R.Q., chapitre C-52.1);
- › le *Règlement concernant le Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale*;
- › la *Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte* (L.Q. 1970, chapitre 6).

a) Généralités

Le Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RRMAN) et le Régime de prestations supplémentaires des membres de l'Assemblée nationale (RPSMAN) sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Il s'agit de régimes à prestations déterminées offerts aux membres de l'Assemblée nationale. La pension spéciale est la prestation accordée à la veuve de M. Pierre Laporte.

b) Financement

Dans le cas du RRMAN, les prestations sont financées par les participants selon le taux de cotisation fixé par la loi et par le gouvernement, qui assume le solde des obligations relatives aux prestations.

Dans le cas du RPSMAN et de la pension spéciale, les prestations sont entièrement financées par le gouvernement.

c) Rentes de retraite

Les participants qui cessent d'être députés acquièrent le droit à une rente de retraite sans réduction actuarielle à l'âge de 60 ans ou avec réduction actuarielle s'ils ont moins de 60 ans. Toutefois, cette rente de retraite devient payable au plus tard le 31 décembre de l'année au cours de laquelle le participant atteint l'âge de 69 ans, même s'il n'a pas cessé d'être député à cette date.

La rente de retraite équivaut à la somme des crédits de rente calculés annuellement en multipliant l'indemnité admissible reçue par 1,75 %, sans excéder 25 années de participation. Ces crédits de rente sont indexés en fonction de la hausse du coût de la vie jusqu'au moment où le participant prend sa retraite.

Tout participant, qui a été député avant le 1^{er} janvier 1983 et qui était député le 1^{er} janvier 1992, a également droit à une rente de retraite égale à 75 % du total des cotisations portées à son crédit avant le 1^{er} janvier 1983, qui n'ont pas été remboursées et qui ont été indexées depuis le 1^{er} janvier 1984. Ce pourcentage peut être inférieur à 75 % si le député n'était pas en fonction le 31 décembre 1991 et qu'il avait moins de 8 années de service.

Les participants acquièrent le droit à une prestation du RPSMAN à la date où ils acquièrent le droit à une rente de retraite selon le régime de base. La prestation équivaut à la somme des montants calculés annuellement, qui correspond à l'excédent de 4 % de l'indemnité annuelle totale sur le crédit de rente calculé selon le RRMAN. La prestation est indexée en fonction de la hausse du coût de la vie jusqu'au moment où le participant prend sa retraite.

Le montant de la pension spéciale versée à la veuve de M. Pierre Laporte a été fixé par la loi.

d) Prestations de survivants

Si une personne décède alors qu'elle participait au RRMAN ou bénéficiait d'une rente de retraite, son conjoint a droit à une rente égale à 60 % de la rente qu'aurait eu le droit de recevoir ou que recevait cette personne. Chaque enfant à charge a droit à une rente égale à 10 % de cette rente de retraite ou à 20 % s'il n'y a pas de rente versée au conjoint.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Pour le participant qui, avant le 1^{er} janvier 1992, avait opté pour une continuité à 50 % ou 100 % de la rente en faveur du conjoint survivant, l'option choisie reste en vigueur.

Les rentes versées au conjoint et aux enfants à charge, ou à ces derniers seulement, ne peuvent excéder le montant de la rente de retraite que le participant aurait eu le droit de recevoir ou que le retraité recevait.

Les mêmes règles que celles du régime de base s'appliquent aux prestations payables selon le RPSMAN.

e) Prestations de fin d'emploi

La personne qui cesse de participer au RRMAN avant d'être admissible à une rente de retraite immédiate peut recevoir, à certaines conditions, le remboursement de la valeur actuarielle de la rente.

f) Indexation des rentes

Les rentes versées par le RRMAN et le RPSMAN sont pleinement indexées en fonction de la hausse du coût de la vie pour la portion de la rente qui correspond au service acquis avant le 1^{er} janvier 1983 et sont partiellement indexées pour la portion de la rente qui correspond au service acquis après le 31 décembre 1982.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction de la CARRA ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des cotisations et des prestations et sur l'évaluation des obligations relatives aux prestations pour la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Cotisations salariales

Les rajustements apportés aux cotisations salariales sont comptabilisés au moment où leur montant est déterminé.

Modification future de conventions comptables

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA* –

Comptabilité. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011; elles intègrent les principales modifications suivantes :

- › Les états financiers seront préparés conformément aux dispositions du *Cadre de préparation et de présentation des états financiers* de l'International Accounting Standards Board (IASB), ainsi que des normes internationales d'information financière IAS 1 « Présentation des états financiers », IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs » et IAS 10 « Événements postérieurs à la date de clôture ».
- › L'état de l'actif net disponible pour le service des prestations est remplacé par l'état de la situation financière montrant l'actif net disponible pour le service des prestations ainsi que les obligations au titre des prestations de retraite et l'excédent ou le déficit connexe du régime.
- › Les états financiers des régimes de retraite devront désormais comprendre un état de l'évolution des obligations au titre des prestations de retraite.

La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers des régimes de l'application de ces nouvelles normes.

3. POLITIQUE DE CAPITALISATION

Pour l'exercice, la cotisation salariale au RRMAN s'élève à 9 % de l'indemnité admissible. Le RPSMAN n'est pas contributif.

Les cotisations salariales sont déposées au Fonds consolidé du revenu. En vertu de la *Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale*, le gouvernement n'a pas l'obligation de verser de cotisations aux régimes. Toutefois, il est tenu de pourvoir au paiement de l'ensemble des prestations au moment où elles deviennent payables, en puisant les sommes dans le Fonds consolidé du revenu.

4. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, les obligations relatives aux prestations doivent être déterminées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services et les hypothèses les plus probables retenues par l'administrateur des régimes.

Les hypothèses retenues par la CARRA sont celles jugées les plus probables par ses actuaires dans le cadre de l'évaluation actuarielle du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) préparée sur la base des données arrêtées au

31 décembre 2005 et présentée au comité de retraite le 15 octobre 2007. Des modifications ont été apportées à certaines hypothèses pour tenir compte du profil des participants et des dispositions particulières des régimes. Les hypothèses économiques à court terme tiennent compte des données connues à la date du dépôt de l'évaluation.

Les actuaires de la CARRA ont établi la valeur actuarielle des prestations constituées du RRMAN à 110 163 000 \$ et celle du RPSMAN à 64 902 000 \$ au 31 décembre 2008 et les ont estimées respectivement à 108 633 000 \$ et à 68 259 000 \$ au 31 décembre 2009.

Évolution des obligations relatives aux prestations (en milliers de dollars)

	2009	2008
RRMAN		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	110 065	110 331
Augmentation		
Perte actuarielle	1 197	-
Intérêts	6 887	7 350
Prestations constituées	1 914	1 909
	9 998	9 259
Diminution		
Rectifications apportées aux données des participants	314	-
Modification des hypothèses actuarielles	785	-
Prestations aux participants	10 331	9 525
	11 430	9 525
Diminution nette de l'exercice	1 432	266
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	108 633	110 065
RPSMAN		
Valeur actuarielle des prestations constituées au début	67 021	63 073
Augmentation		
Perte actuarielle	703	-
Intérêts	4 191	4 339
Prestations constituées	2 892	3 098
	7 786	7 437
Diminution		
Modification des hypothèses actuarielles	2 821	-
Prestations aux participants	3 727	3 489
	6 548	3 489
Augmentation nette de l'exercice	1 238	3 948
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin	68 259	67 021
	176 892	177 086

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Principales hypothèses économiques

Les hypothèses économiques utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées sont les suivantes :

	Taux à long terme	Taux à moyen terme
Inflation	3,00 %	2,30 %
Rendement net d'inflation	4,50 %	4,50 %
Progression des indemnités nette d'inflation	0,75 %	0,40 %

Les taux à moyen terme représentent les taux moyens pour la période de 2009 à 2016 alors que les taux à long terme représentent les taux utilisés à compter de 2017. L'hypothèse relative au rendement est déterminée en presumant que, si les régimes étaient pleinement capitalisés, les sommes seraient investies dans un portefeuille identique à celui de la caisse des participants du RREGOP.

5. PASSIF INSCRIT DANS LES ÉTATS FINANCIERS DU GOUVERNEMENT

Comme le gouvernement n'a pas constitué de caisse de retraite pour ces régimes, il inscrit au passif dans ses états financiers un montant déterminé en fonction de la valeur des prestations promises dont il a la charge, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables au secteur public. Ce montant correspond à l'accumulation de sa charge de retraite et des intérêts sur les obligations, moins les prestations qu'il a versées. À ce montant s'ajoutent les sommes déposées au Fonds consolidé du revenu pour les régimes.

La charge de retraite relative aux régimes correspond à la somme du coût des prestations constituées, des modifications apportées à ces régimes durant l'année et des amortissements des redressements relatifs aux estimations des gains ou des pertes actuariels.

Le coût des prestations constituées est évalué selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des services et selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement.

Évolution du passif inscrit dans les états financiers du gouvernement (en milliers de dollars)

	2009	2008
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice antérieur	<u>164 259</u>	<u>160 447</u>
Augmentation		
Cotisations encaissées	1 170	1 158
Charge de retraite		
Service courant	4 164	4 136
Service antérieur	1 093	1 093
Intérêts	11 233	11 040
	<u>17 660</u>	<u>17 427</u>
Diminution		
Prestations et frais d'administration acquittés par le gouvernement	13 429	13 615
Augmentation nette de l'exercice	<u>4 231</u>	<u>3 812</u>
Passif inscrit dans les états financiers du gouvernement au 31 mars de l'exercice courant	<u>168 490*</u>	<u>164 259*</u>
Estimation au 31 décembre	<u>173 487</u>	<u>169 720*</u>

* Ce passif sera augmenté de 2,9 millions de dollars au 31 mars 2009 (2,8 millions de dollars au 31 mars 2008) dans les prochains états financiers du gouvernement au 31 mars 2010 pour tenir compte des intérêts au titre des régimes de retraite sur la base de l'année financière du gouvernement plutôt que sur la base de l'année civile. L'estimation au 31 décembre 2008 a été redressée.

La *Loi sur l'administration financière* (L.R.Q., chapitre A-6.001) permet au ministre des Finances de placer à long terme, par dépôt à la CDP, des sommes du Fonds consolidé du revenu pour former un fonds d'amortissement en vue de pourvoir au paiement d'une partie ou de l'ensemble des prestations des régimes de retraite gouvernementaux, jusqu'à concurrence du montant du passif au titre des régimes de retraite, avant déduction du solde de ce fonds (65,503 milliards de dollars au 31 mars 2009).

Le passif au titre des régimes de retraite présenté dans les états financiers consolidés du gouvernement est également réduit des autres actifs des régimes regroupant les fonds associés à des crédits de rentes acquis par des employés à la suite des transferts de régimes complémentaires de retraite au RREGOP, le fonds des contributions du gouvernement au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec, mis en place le 1^{er} janvier 2007, et le fonds du Régime de retraite des employés fédéraux intégrés dans une fonction auprès du gouvernement du Québec. Ce dernier fonds est constitué des cotisations des employés, des contributions du gouvernement et des sommes transférées par le gouvernement fédéral à la création du régime. Tous les actifs de ces fonds constitués en vertu des dispositions des régimes de retraite concernés sont déposés à la CDP.

Les placements du fonds d'amortissement et des autres actifs sont évalués par le gouvernement à une valeur de marché redressée, où l'écart entre le rendement réel selon une valeur de marché et celui prévu est amorti sur 5 ans. Au 31 mars 2009, la valeur de marché redressée était de 34,394 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 811 millions de dollars pour les autres actifs, et la juste valeur était de 25,535 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 706 millions de dollars pour les autres actifs.

Le revenu annuel du fonds d'amortissement et des autres actifs est obtenu en appliquant au solde du fonds le taux de rendement prévu aux évaluations actuarielles des régimes de retraite. Les redressements constatés annuellement, découlant de gains et de pertes actuariels attribuables à l'utilisation du taux de rendement prévu, sont amortis linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants des régimes de retraite. L'amortissement de ces redressements est comptabilisé à titre de revenu de placement du fonds.

Au 31 mars 2009, la valeur comptable était de 36,025 milliards de dollars pour le fonds d'amortissement et de 829 millions de dollars pour les autres actifs.

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

5 4 8 7
0 6 3 5
8 7 5 9
4 5 8 8
7 0 6 6
8 7 5 8
4 5 7 8
5 7 5 9
7 8 4 5
5 1 5 4
6 4 2 1
6 5 4 1
5 4 8 6
5 7 7 7
9 8 7 5
7 4 8 0
4 4 1 5
1 2 0 1
8 4 4 0
4 4 0 5
1 2 0 1
7 9 8 4
1 4 5 4
0 1 5 9
5 4 4 4
4 2 1 5
4 4 5 8
4 0 4 1
8 0 2 1
8 4 3 2
1 4 5 4
4 1 8 9
3 2 5 9
2 1 1 2
9 4 7 7
5 7 9 8
8 9 0 5
4 0 3 5
9 8 6 0
4 9 7 5
5 6 4 7
4 6 6 2
4 9 5 5
5 6 6 8
0 3 0 2
4 4 1 5
2 4 7 6
1 9 4 2
5 4 2 3
8 6 3 0
8 3 4 7

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

États financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances au 31 décembre 2009, l'état des résultats et l'état de l'excédent cumulé de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances au 31 décembre 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 19 avril 2010

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Résultats et excédent cumulé de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

(en milliers de dollars)

	2009	2008 (note 3)
Charges		
Traitements et avantages sociaux	36 302	34 083
Honoraires professionnels	19 932	13 131
Communications et transport	2 827	3 461
Location de locaux et d'équipement	3 429	3 333
Matériel et équipement	267	876
Fournitures de bureau	216	262
Entretien et réparations	2 339	1 838
Intérêts sur dette à long terme	230	234
Frais de financement	182	459
Autres dépenses	54	65
Radiation d'actifs incorporels	4	61
Amortissement des immobilisations corporelles	2 045	2 213
Amortissement des actifs incorporels	9 876	4 929
	77 703	64 945
Produits		
Frais assumés par le RREGOP		
Fonds des cotisations salariales	31 869	26 661
Fonds des cotisations patronales	31 884	26 911
Frais assumés par le RRPE		
Fonds des cotisations salariales	2 100	1 657
Fonds des cotisations patronales	2 100	1 757
Autres régimes de retraite	8 541	6 704
Programme de préparation à la retraite	1 178	1 043
Autres sources de financement	31	164
	77 703	64 897
Excédent ou (déficit) de l'exercice	-	(48)
Excédent cumulé au début	490	538
Excédent cumulé à la fin	490	490

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Bilan au 31 décembre 2009
(en milliers de dollars)

	2009	2008 (note 3)
Actif		
À court terme		
Encaisse	2 072	2 752
Dépôt à vue à la Caisse de dépôt et placement du Québec au coût (0,34 %)	2 570	2 866
Créances	252	276
Dû par les régimes de retraite (note 5)	12 863	5 600
Frais payés d'avance	367	593
	<u>18 124</u>	<u>12 087</u>
Immobilisations (note 6)	109 747	90 315
Dû par les régimes de retraite (note 5)	7 133	6 759
	<u>116 880</u>	<u>97 074</u>
	<u>135 004</u>	<u>109 161</u>
Passif		
À court terme		
Emprunts temporaires (note 7)	95 733	68 575
Charges à payer et frais courus	10 952	9 450
Provision pour vacances (note 8)	4 023	3 912
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 11)	408	395
	<u>111 116</u>	<u>82 332</u>
Obligation relative aux congés de maladie (note 9)	7 459	7 368
Apports reportés (note 10)	11 604	14 228
Dette à long terme (note 11)	4 335	4 743
	<u>134 514</u>	<u>108 671</u>
Excédent cumulé	490	490
	<u>135 004</u>	<u>109 161</u>

Engagements et éventualités (notes 14 et 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le président du conseil d'administration,



François Joly, FCA

La présidente-directrice générale,



Jocelyne Dagenais

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Notes complémentaires 31 décembre 2009

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

La Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) a été constituée par la *Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances* (L.R.Q. chapitre C-32.1.2). Elle a pour fonction d'administrer les régimes de retraite des secteurs public et parapublic et les régimes de retraite ou d'assurances dont une loi, le Bureau de l'Assemblée nationale ou le gouvernement lui confie l'administration.

Le conseil d'administration détermine le montant du budget annuel de la CARRA, qui prévoit, entre autres, les montants attribuables aux frais d'administration du Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et des autres régimes de retraite administrés par la CARRA.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la CARRA utilise prioritairement, depuis le 1^{er} janvier 2009, les règles applicables du Manuel de comptabilité pour les régimes de retraite. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

L'état des flux de trésorerie n'est pas présenté compte tenu que les informations les plus pertinentes sont fournies dans les notes complémentaires aux états financiers.

Utilisation d'estimations

Conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la préparation des états financiers exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges pour

la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient donc différer de ces estimations.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile établie comme suit :

Mobilier intégré et aménagement	10 ans
Équipement	5 ans
Équipement spécialisé	10 ans
Matériel informatique	4 ans
Logiciels	5 ans
Principaux logiciels du Plan global d'investissement (PGI)	12 ans
Développement de systèmes informatiques	3 à 14 ans

Le coût du développement de systèmes informatiques comprend la main-d'œuvre directe, des intérêts et d'autres coûts directement rattachés au développement des systèmes. Il est amorti à compter de la date de mise en service.

Intérêts capitalisés

Les intérêts relatifs au financement du PGI sont capitalisés au coût des projets jusqu'à leur date de mise en service.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur lorsque des événements ou des changements de situation permettent de croire que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est estimée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets non actualisés prévus à l'utilisation et à la cession éventuelle de l'actif. Si la CARRA considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, le montant de cette dépréciation sera alors comptabilisé aux résultats de l'exercice.

Apports reportés

Les apports reçus relativement aux acquisitions d'immobilisations amortissables sont reportés et virés aux résultats selon la même méthode et les mêmes taux que ceux utilisés pour l'amortissement des immobilisations auxquelles ils se rapportent.

Congés de maladie accumulés

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées à l'aide de la méthode actuarielle de répartition des prestations, selon les hypothèses les plus probables déterminées par la CARRA. Les obligations et les dépenses correspondantes qui en résultent sont comptabilisées sur la base du mode d'acquisition de ces congés de maladie par les employés, soit en fonction des services rendus.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisation déterminée est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées auxquels participent les employés de la CARRA étant donné que cette dernière ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. RETRAITEMENT DES EXERCICES ANTÉRIEURS**Programme de préparation à la retraite**

Au cours du présent exercice, la CARRA a comptabilisé les opérations reliées à son programme de préparation à la retraite à l'intention des employés du gouvernement du Québec. Auparavant, ces transactions étaient présentées en note aux états financiers.

Cette correction a eu pour effet de faire varier les postes suivants aux états financiers :
(en milliers de dollars)

	2008
RÉSULTATS	
Charges	
Honoraires professionnels	470
Communications et transport	494
Location de locaux et d'équipement	18
Fournitures de bureau	4
Produits	
Frais assumés par le RREGOP	
Fonds des cotisations salariales	(25)
Fonds des cotisations patronales	(25)
Frais assumés par le RRPE	
Fonds des cotisations salariales	(2)
Fonds des cotisations patronales	(2)
Autres régimes de retraite	(6)
Programme de préparation à la retraite	1 043
Autres sources de financement	3
BILAN	
Encaisse	184
Créances	209
Dû par les régimes de retraite	(349)
Charges à payer et frais courus	44

Immobilisations

Au cours de l'exercice, la CARRA a passé aux charges des dépenses d'entretien qui avaient été capitalisées dans les immobilisations corporelles et les actifs incorporels au cours des exercices précédents. Elle a également modifié le traitement comptable des catégories « Mobilier intégré », « Matériel informatique » et « Logiciels » du PGI en comptabilisant l'amortissement à compter de l'acquisition et en le capitalisant dans les projets de développement du PGI concernés jusqu'à leur implantation.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Ces corrections ont eu pour effet de faire varier les postes suivants aux états financiers :
(en milliers de dollars)

	2008
RÉSULTATS	
Charges	
Honoraires professionnels	60
Matériel et équipement	18
Amortissement des immobilisations corporelles	(74)
Amortissement des actifs incorporels	(78)
Produits	
Frais assumés par le RREGOP	
Fonds des cotisations salariales	(31)
Fonds des cotisations patronales	(31)
Frais assumés par le RRPE	
Fonds des cotisations salariales	(2)
Fonds des cotisations patronales	(2)
Autres régimes de retraite	(8)
BILAN	
Immobilisations	(861)
Dû par les régimes de retraite	544
Apports reportés	(317)

Dû par les régimes de retraite et Apports reportés relatifs aux immobilisations corporelles financées par la Société immobilière du Québec (SIQ) et aux coûts du PGI passés aux charges.

La CARRA a modifié la présentation des postes « Dû par les régimes de retraite » et « Apports reportés » relativement aux immobilisations corporelles financées par la SIQ et aux coûts du PGI passés aux charges.

Cette correction a eu pour effet de faire varier les postes suivants aux états financiers :
(en milliers de dollars)

	2008
BILAN	
Dû par les régimes de retraite	(5 850)
Apports reportés	(5 850)

Frais payés d'avance

Au cours de l'exercice, la CARRA a inscrit comme frais payés d'avance des coûts d'entretien qui avaient été passés aux charges au cours de l'exercice précédent.

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Cette correction a eu pour effet de faire varier les postes suivants aux états financiers :
(en milliers de dollars)

	2008
RÉSULTATS	
Charges	
Matériel et équipement	43
Entretien et réparations	(232)
Produits	
Frais assumés par le RREGOP	
Fonds des cotisations salariales	(77)
Fonds des cotisations patronales	(77)
Frais assumés par le RRPE	
Fonds des cotisations salariales	(5)
Fonds des cotisations patronales	(5)
Autres régimes de retraite	(25)
BILAN	
Frais payés d'avance	570
Dû par les régimes de retraite	(570)

L'ensemble de ces redressements n'a pas d'effet sur l'excédent cumulé.

4. MODIFICATIONS COMPTABLES

Révision d'estimation comptable

La CARRA a modifié au cours de l'exercice son estimation de la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, à l'exception des équipements et des logiciels. Cette révision d'estimation comptable a pour effet d'augmenter de 2 208 075 \$ les charges de l'exercice.

La durée de vie utile, estimée à 5 ans pour toutes les catégories, à l'exception des projets de développement du PGI évaluée à 10 ans, a été modifiée ainsi :

Mobilier intégré et aménagement	10 ans
Équipement spécialisé	10 ans
Matériel informatique	4 ans
Développement des systèmes informatiques	3 à 14 ans

Modification future de convention comptable

L'Institut canadien des comptables agréés a publié en avril 2010 de nouvelles normes pour les régimes de retraite dans une partie distincte du *Manuel de l'ICCA – Comptabilité*. Ces nouvelles normes entreront en

vigueur pour les états financiers ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La CARRA appliquera ces nouvelles normes à compter de l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2011. La CARRA n'a pas évalué l'ensemble des incidences sur les états financiers de l'application de ces nouvelles normes.

5. DÛ PAR LES RÉGIMES DE RETRAITE

La portion à court terme au montant de 12 863 000 \$ (2008 : 5 600 000 \$) représente les montants récupérables auprès des régimes de retraite concernant la provision pour vacances, les charges reliées au PGI et les comptes courants.

La portion à long terme au montant de 7 133 000 \$ (2008 : 6 759 000 \$) représente les montants récupérables auprès des régimes de retraite concernant l'obligation relative aux congés de maladie et l'excédent de l'amortissement des immobilisations corporelles financées par la dette à long terme sur les versements effectués pour le remboursement de cette dette.

6. IMMOBILISATIONS

(en milliers de dollars)

	2009			2008 ⁽¹⁾
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Immobilisations corporelles				(note 3)
Mobilier intégré et aménagement	9 263	6 491	2 772	3 138
Mobilier intégré et aménagement - PGI	501	188	313	353
Matériel informatique	2 561	2 336	225	727
Matériel informatique - PGI	3 854	2 264	1 590	2 603
Équipement et équipement spécialisé	667	459	208	234
	16 846	11 738	5 108	7 055
Actifs incorporels				
Logiciels	841	466	375	238
Logiciels - PGI	2 583	510	2 073	481
Développement de systèmes informatiques	20 664	12 355	8 309	9 766
Développement de systèmes informatiques - PGI	39 437	3 318	36 119	15 599
	63 525	16 649	46 876	26 084
Développement de systèmes informatiques en cours	2 214	-	2 214	2 417
Développement de systèmes informatiques en cours - PGI	55 549	-	55 549	54 759
	57 763	-	57 763	57 176
	121 288	16 649	104 639	83 260
	138 134	28 387	109 747	90 315

(1) Certains chiffres de 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2009.

Au cours de l'exercice, la CARRA a acquis des immobilisations au coût de 31 486 000 \$ (2008 : 32 630 000 \$), dont un montant de 3 323 000 \$ (2008 : 5 637 000 \$) est inclus dans les comptes fournisseurs au 31 décembre 2009.

L'amortissement des catégories « Mobilier intégré », « Matériel informatique » et « Logiciels » du PGI capitalisé dans les projets de développement du PGI au cours de l'exercice s'élève à 130 598 \$ (2008 : 484 020 \$).

Les intérêts capitalisés au cours de l'exercice s'élèvent à 376 601 \$ (2008 : 1 530 746 \$).

À la fin de l'exercice, la CARRA a procédé à la radiation d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels au coût de 18 341 223 \$. Cette radiation a amené une charge de 3 512 \$ dans l'exercice.

La CARRA a entrepris une démarche complète et globale de modernisation de ses processus d'affaires et de ses systèmes. Cette démarche s'est concrétisée par le PGI qui

propose une vision d'affaires renouvelée et une nouvelle architecture d'entreprise. C'est dans ce contexte que la CARRA présente distinctement dans ses états financiers les projets du PGI, incluant le projet Renouvellement et intégration des systèmes essentiels (RISE).

7. EMPRUNTS TEMPORAIRES

Le gouvernement du Québec a autorisé la CARRA à contracter des emprunts à court terme ou sur marge de crédit jusqu'au 31 décembre 2010 pour financer la réalisation du PGI. Le montant de ces emprunts est limité à 113 400 000 \$ suivant l'adoption par le conseil d'administration le 24 mars 2009 d'une résolution concernant l'institution d'un régime d'emprunt à court ou à long terme. Selon les ententes intervenues entre les parties, le RREGOP et le RRPE se sont engagés à assumer respectivement 93 % et 7 % du coût de développement des systèmes informatiques du PGI. Il est prévu que la dépense relative à ce développement

sera imputée au RREGOP et au RRPE au même rythme que la CARRA amortira celui-ci à compter de la date de la mise en service. Les emprunts sont contractés auprès du Fonds de financement du gouvernement du Québec. Le taux d'intérêt appliqué quotidiennement au solde des emprunts correspond au taux des acceptations bancaires canadiennes à la date d'émission déterminé en fonction de l'échéance du billet, auquel s'ajoute une marge de 0,05 % pour les frais d'émission et de gestion des emprunts. Au 31 décembre 2009, la somme empruntée par la CARRA s'élève à 95 733 000 \$ (68 575 000 \$ au 31 décembre 2008).

Les intérêts payés par la CARRA s'élèvent à 559 000 \$ (2008 : 1 990 000 \$). L'emprunt de 95 733 000 \$ comprend la prise en charge d'un emprunt de 27 158 000 \$ en 2009 (2008 : 26 290 000 \$).

Aux fins d'assurer le remboursement en capital et intérêts des emprunts contractés en vertu du régime d'emprunts instauré par la CARRA, le gouvernement du Québec s'est engagé à verser à la CARRA les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations dans la situation où celle-ci ne serait pas en mesure de les respecter.

8. PROVISION POUR VACANCES (en milliers de dollars)

	2009	2008
Solde au début	3 912	3 681
Plus		
Charges de l'exercice	2 460	3 179
Moins		
Prestations versées au cours de l'exercice	(2 349)	(2 948)
Solde à la fin	4 023	3 912

9. OBLIGATION RELATIVE AUX CONGÉS DE MALADIE (en milliers de dollars)

	2009	2008
Solde au début	7 368	7 562
Plus		
Charges de l'exercice	983	638
Moins		
Prestations versées au cours de l'exercice	(892)	(832)
Solde à la fin	7 459	7 368

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des obligations sont les suivantes :

› Taux d'inflation	2,00%
› Progression des salaires nette d'inflation	0,75%
› Taux d'actualisation	3,80%

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

10. APPORTS REPORTÉS

(en milliers de dollars)

	2009	2008
		(note 3)
Solde au début déjà établi	14 228	20 257
Redressement*	-	(4 000)
Solde redressé	14 228	16 257
Apports reportés de l'exercice		
Financement provenant des régimes de retraite		
Solde au début déjà établi	5 814	5 926
Redressement*	-	(2 167)
Solde redressé	5 814	3 759
Amortissement des apports reportés	(8 438)	(5 788)
Solde à la fin	11 604	14 228

* Un redressement des sommes affectées au poste « Apports reportés de l'exercice » au cours des années antérieures est effectué afin de régulariser les immobilisations et la présentation des postes « Dû par les régimes de retraite » et « Apports reportés » relativement aux immobilisations corporelles financées par la SIQ et aux coûts du PGI passés aux charges tel que présenté à la note 3.

11. DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

	2009	2008
Emprunts à la Société immobilière du Québec		
Au taux de 4,70 %, remboursable par versements mensuels de 18 079 \$, échéant le 30 avril 2021	1 903	2 028
Au taux de 4,69 %, remboursable par versements mensuels de 6 308 \$, échéant le 30 novembre 2020	646	690
Au taux de 4,69 %, remboursable par versements mensuels de 11 115 \$, échéant le 31 août 2020	1 118	1 197
Au taux de 4,69 %, remboursable par versements mensuels de 1 781 \$, échéant le 31 décembre 2010	21	41
Au taux de 4,48 %, remboursable par versements mensuels de 6 909 \$, échéant le 30 avril 2022	784	831
Au taux de 4,48 %, remboursable par versements mensuels de 729 \$, échéant le 31 mars 2012	19	26
Au taux de 4,28 %, remboursable par versements mensuels de 5 832 \$, échéant le 30 septembre 2013	242	300
Au taux de 4,28 %, remboursable par versements mensuels de 1 288 \$, échéant le 31 août 2010	10	25
	4 743	5 138
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	408	395
	4 335	4 743

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices (en milliers de dollars)

2010	408
2011	395
2012	406
2013	406
2014	370
	1 985

La CARRA n'a pas pris en charge de nouvelles dettes à long terme en 2009 (2008 : 345 000\$).

Les intérêts payés par la CARRA au cours de l'exercice s'élèvent à 230 000 \$ (2008 : 234 000\$).

12. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la CARRA participent au RREGOP, au RRPE ou au RRF. Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations patronales de la CARRA imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 096 290 \$ (2008 : 2 142 689 \$). Les obligations de la CARRA envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

13. INSTRUMENTS FINANCIERS**Risque de crédit**

La CARRA ne court aucun risque important à l'égard de ses créances et à l'égard du poste « Dû par les régimes de retraite » car la quasi-totalité des sommes à recevoir provient des fonds des régimes de retraite.

Risque de taux d'intérêt

Les actifs et les passifs financiers qui portent un taux d'intérêt fixe n'exposent pas la CARRA à des risques importants de fluctuation de taux. Pour les instruments financiers à taux variable, chaque fluctuation de 1 % du taux d'intérêt sur leur solde en fin d'exercice ferait varier les résultats nets de 26 000 \$ (2008 : 30 000 \$).

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

La juste valeur du poste « Dû par les régimes de retraite » ne peut être estimée avec suffisamment de fiabilité, compte tenu de l'absence de marché pour ce type d'actif financier.

La juste valeur de la dette à long terme est évaluée en utilisant des analyses de flux de trésorerie actualisés d'après le taux d'emprunt courant correspondant qui s'applique à des emprunts semblables. La juste valeur de la dette à long terme au 31 décembre 2009 est de 4 772 416 \$ (2008 : 5 149 305 \$).

14. ENGAGEMENTS

Au 31 décembre 2009, les engagements contractuels pour l'acquisition de biens et de services relatifs à des contrats de location d'équipement et d'honoraires professionnels se détaillent comme suit :

(en milliers de dollars)

2010	23 997
2011	4 583
2012	48
	28 628

15. ÉVENTUALITÉS**Recours collectif**

Un recours collectif en dommages et intérêts a été intenté contre la CARRA. Le demandeur représente toutes les personnes physiques ayant, entre le 1^{er} juillet 2000 et le 1^{er} janvier 2001, transféré leur participation du régime de retraite des enseignants (RRE) ou du régime de retraite des fonctionnaires (RRF) au régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et qui ont eu un salaire annuel supérieur au salaire maximum cotisable, et ce, avant de prendre leur retraite à l'exclusion des personnes qui ont été informées spécifiquement par la CARRA. Il prétend que les membres du groupe ont été amenés à transférer de régime et à prendre leur retraite sur la base de fausses représentations de la CARRA. Le 1^{er} octobre 2009, la Cour supérieure a accueilli le recours et déclaré la CARRA responsable du manque à gagner des membres du groupe, évalué sommairement à un maximum de 3 000 000 \$. Une inscription en appel de cette décision est en préparation. Le recours ayant été scindé, l'audience sur le quantum se tiendra en

0 1 2 5
2 5 4 8
5 4 4 4
9 8 0 4
1 1 4 5
2 4 1 5
3 1 2 1
5 4 8 0
6 6 8 9
8 7 7 4
8 8 9 5
9 4 5 8
0 1 1 2
2 1 1 4
2 5 4 6
4 5 5 7
0 1 2 2
2 5 5 1
3 2 5 4
4 4 0 5
5 1 0 2
6 5 1 2
7 8 7 0
8 6 5 0
9 8 8 7
0 1 4 1
1 0 2 4
3 5 8 8
5 4 0 6
7 5 6 9
8 4 0 0
0 1 2 4
2 5 0 1
4 5 8 8
8 0 2 5
0 1 1 4
2 1 4 4
5 9 8 1
4 2 1 5
3 5 2 1
3 9 7 7
6 0 0 7
7 8 8 5
4 5 8 7
6 2 6 9
8 0 7 7
9 3 9 5
2 8 9 0
4 0 7 6
7 4 1 5
9 7 2 4

Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

mai 2010. Le quantum en dommages et intérêts sera assumé par les régimes de retraite selon une répartition à déterminer.

Autre recours

Un recours juridique a été intenté contre la CARRA. La partie demanderesse remet en cause le processus d'appels d'offres utilisé lors de l'octroi d'un contrat. La somme réclamée est de 825 000 \$ plus les intérêts. La CARRA n'est cependant pas en mesure de statuer sur l'issue de ce dossier.

5 4 8 7
0 6 3 5
8 7 5 9
4 5 8 8
7 0 6 6
8 7 5 8
4 5 7 8
5 7 5 9
7 8 4 5
5 1 5 4
6 4 2 1
6 5 4 1
5 4 8 6
5 7 7 7
9 8 7 5
7 4 8 0
4 4 1 5
1 2 0 1
8 4 4 0
4 4 0 5
1 2 0 1
7 9 8 4
1 4 5 4
0 1 5 9
5 4 4 4
4 2 1 5
4 4 5 8
4 0 4 1
8 0 2 1
8 4 3 2
1 4 5 4
4 1 8 9
3 2 5 9
2 1 1 2
9 4 7 7
5 7 9 8
8 9 0 5
4 0 3 5
9 8 6 0
4 9 7 5
5 6 4 7
4 6 6 2
4 9 5 5
5 6 6 8
0 3 0 2
4 4 1 5
2 4 7 6
1 9 4 2
5 4 2 3
8 6 3 0
8 3 4 7

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Commission de la capitale nationale du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Commission reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Commission conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Jacques Langlois,
président et directeur général



Hélène Turcotte,
directrice des affaires administratives

Québec, le 30 juin 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la capitale nationale du Québec au 31 mars 2010 ainsi que les états des résultats, de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le Vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA, auditeur

Québec, le 30 juin 2010

RÉSULTATS
de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010			2009
	Opérations courantes	Fonds pour la mise en valeur de la capitale	Total	Total
PRODUITS				
Subventions du gouvernement du Québec (note 3)	16 689 576 \$	— \$	16 689 576 \$	15 068 226 \$
Contributions des partenaires (note 4)	738 017	—	738 017	1 178 407
Intérêts	85 030	14 106	99 136	440 606
Billetterie et activités éducatives	328 935	—	328 935	414 096
Locations	176 732	—	176 732	166 783
Autres	48 690	—	48 690	114 942
	18 066 980	14 106	18 081 086	17 383 060
CHARGES				
Aide financière (note 5)	157 198	177 149	334 347	585 899
Traitements et avantages sociaux	3 496 784	—	3 496 784	3 175 292
Taxes foncières et scolaires	1 448 025	—	1 448 025	1 406 137
Services professionnels et administratifs	1 872 853	161 652	2 034 505	2 004 628
Transport et communication	377 860	—	377 860	480 634
Entretien et réparations	1 384 305	—	1 384 305	1 104 681
Fournitures et approvisionnements	333 209	75 303	408 512	665 082
Loyers	552 288	—	552 288	541 495
Amortissement des immobilisations corporelles	4 164 458	—	4 164 458	3 203 501
Frais financiers (note 6)	3 814 771	—	3 814 771	3 350 382
	17 601 751	414 104	18 015 855	16 517 731
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	465 229 \$	(399 998) \$	65 231 \$	865 329 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Commission de la capitale nationale du Québec

ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS
de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010				2009
	Opérations courantes				Total
	Investis en immobilisations corporelles	Solde du fonds	Fonds pour la mise en valeur de la capitale	Total	
SOLDE AU DÉBUT	1 425 837 \$	— \$	3 788 113 \$	5 213 950 \$	4 348 621 \$
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	(491 432)	956 661	(399 998)	65 231	865 329
Investissements en immobilisations corporelles	554 697	(184 004)	(370 693)	—	—
	1 489 102	772 657	3 017 422	5 279 181	5 213 950
Virement interfonds (note 17)	—	(772 657)	772 657	—	—
SOLDE À LA FIN	1 489 102 \$	— \$	3 790 079 \$	5 279 181 \$	5 213 950 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

BILAN
au 31 mars 2010

	2010				2009
	Opérations courantes	Fonds pour la mise en valeur de la capitale	Élimination des transactions interfonds	Total	Total
ACTIF					
À court terme					
Encaisse	2 300 305 \$	3 233 735 \$	— \$	5 534 040 \$	6 044 389 \$
Créances et intérêts courus (note 7)	956 384	1 386	—	957 770	3 326 042
Créances interfonds, sans intérêts ni modalités d'encaissement	—	681 818	(681 818)	—	—
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	13 603 426	—	—	13 603 426	6 354 470
Contributions à recevoir (note 8)	143 706	—	—	143 706	689 768
Frais payés d'avance	373 253	—	—	373 253	309 266
	17 377 074	3 916 939	(681 818)	20 612 195	16 723 935
Encaisse réservée pour des acquisitions d'immobilisations corporelles	6 120 252	—	—	6 120 252	5 407 744
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	68 486 674	—	—	68 486 674	75 826 906
Contributions à recevoir (note 8)	10 000	—	—	10 000	15 000
Frais reportés	63 283	—	—	63 283	84 155
Immobilisations corporelles (note 9)	95 902 626	—	—	95 902 626	92 182 188
	187 959 909 \$	3 916 939 \$	(681 818) \$	191 195 030 \$	190 239 928 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

BILAN (suite)
au 31 mars 2010

	2010				2009
	Opérations courantes	Fonds pour la mise en valeur de la capitale	Élimination des transactions interfonds	Total	Total
PASSIF					
À court terme					
Fournisseurs et autres charges à payer (note 11)	5 272 603 \$	126 860 \$	— \$	5 399 463 \$	4 119 335 \$
Créances interfonds, sans intérêts ni modalités de remboursement	681 818	—	(681 818)	—	—
Subventions du gouvernement du Québec reportées (note 12)	101 161	—	—	101 161	755 585
Contributions reportées (note 13)	139 979	—	—	139 979	252 227
Dette à long terme échéant au cours du prochain exercice (note 14)	11 729 115	—	—	11 729 115	6 369 719
	17 924 676	126 860	(681 818)	17 369 718	11 496 866
Contributions reportées (note 13)	10 551	—	—	10 551	18 685
Dette à long terme (note 14)	68 503 593	—	—	68 503 593	75 455 178
Apports reportés destinés à l'acquisition d'immobilisations corporelles	5 652 469	—	—	5 652 469	7 357 023
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles (note 15)	75 884 207	—	—	75 884 207	72 196 361
	167 975 496	126 860	(681 818)	167 420 538	166 524 113
AVOIR					
Apport du gouvernement du Québec (note 16)	18 495 311	—	—	18 495 311	18 501 865
Soldes de fonds – Investis en immobilisations corporelles	1 489 102	—	—	1 489 102	1 425 837
Fonds pour la mise en valeur de la capitale	—	3 790 079	—	3 790 079	3 788 113
	19 984 413	3 790 079	—	23 774 492	23 715 815
	187 959 909 \$	3 916 939 \$	(681 818) \$	191 195 030 \$	190 239 928 \$

ENGAGEMENTS (note 18)

POUR LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION

Jacques Langlois,
président et directeur général

Julie Suzanne Doyon,
présidente du comité de vérification

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

FLUX DE TRÉSORERIE
de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010			2009
	Opérations courantes	Fonds pour la mise en valeur de la capitale	Total	Total
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT				
Rentrées de fonds				
Subventions du gouvernement du Québec	12 853 865 \$	— \$	12 853 865 \$	17 141 475 \$
Subvention encaissée à titre de mandataire	5 000 000	—	5 000 000	5 000 000
Contributions des partenaires et clients	3 697 284	—	3 697 284	2 167 771
Créances interfonds	—	310 680	310 680	(472 963)
Intérêts reçus	87 152	14 438	101 590	453 621
Sorties de fonds				
Fournisseurs et membres du personnel	(9 797 975)	(333 281)	(10 131 256)	(9 466 641)
Subvention versée à titre de mandataire	(5 000 000)	—	(5 000 000)	(5 000 000)
Créances interfonds	(310 680)	—	(310 680)	472 963
Intérêts versés	(3 880 890)	—	(3 880 890)	(2 629 159)
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités de fonctionnement	2 648 756	(8 163)	2 640 593	7 667 067
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations corporelles	(6 487 134)	—	(6 487 134)	(10 995 215)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	(6 487 134)	—	(6 487 134)	(10 995 215)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Encaisse réservée pour les acquisitions d'immobilisations corporelles	(712 508)	—	(712 508)	6 898 800
Nouvelle dette à long terme	4 777 528	—	4 777 528	1 508 296
Remboursement de la dette à long terme	(6 369 717)	—	(6 369 717)	(6 214 105)
Apports reportés destinés à l'acquisition d'immobilisations corporelles	(1 704 554)	—	(1 704 554)	(3 962 507)
Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	7 351 997	—	7 351 997	6 891 598
Apport du gouvernement du Québec	(6 554)	—	(6 554)	—
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	3 336 192	—	3 336 192	5 122 082
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE	(502 186)	(8 163)	(510 349)	1 793 934
ENCAISSE AU DÉBUT	3 575 148	2 469 241	6 044 389	4 250 455
Virement interfonds	(772 657)	772 657	—	—
ENCAISSE À LA FIN	2 300 305 \$	3 233 735 \$	5 534 040 \$	6 044 389 \$

Des immobilisations corporelles d'un montant de 2 907 106 \$ (2009: 1 509 344 \$) sont incluses dans les fournisseurs et autres charges à payer.

Les apports reportés destinés à l'acquisition d'immobilisations corporelles n'incluent aucune contribution à recevoir (2009: 150 000 \$).

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 mars 2010

1. Constitution et objet

La Commission de la capitale nationale du Québec, personne morale instituée en vertu de la *Loi sur la Commission de la capitale nationale* (L.R.Q., chapitre C-33.1) a pour objet de :

- contribuer à l'aménagement et à l'amélioration des édifices et équipements majeurs qui caractérisent une capitale ;
- établir des places, des parcs et jardins, des promenades, des monuments et œuvres d'art ;
- contribuer à l'amélioration de la qualité de l'architecture et du paysage ;
- contribuer à la conservation, à la mise en valeur et à l'accessibilité de places, de parcs et jardins, de promenades et voies publiques de même que de sites, ouvrages, monuments et biens historiques assurant l'embellissement ou le rayonnement de la capitale ;
- contribuer à la réalisation de travaux destinés à améliorer l'accès à la capitale ;
- contribuer à l'organisation et à la promotion d'activités et de manifestations à caractère historique, culturel et social destinées à mettre en valeur la capitale.

La Commission conseille le gouvernement sur :

- la localisation des bureaux et des effectifs du gouvernement, de ses ministères et de tout organisme gouvernemental ;
- la construction, la conservation, l'aménagement et le développement sur le territoire de la communauté métropolitaine de Québec, des immeubles où logent le gouvernement, ses ministères et tout organisme gouvernemental ;
- l'aménagement, sur le territoire de la communauté métropolitaine de Québec, des infrastructures de transport et de communication qui donnent accès à la capitale, la désignation des parcours cérémoniels, la localisation des missions diplomatiques et des organisations internationales et les conditions d'une présence internationale ;
- l'aménagement et le développement du territoire de la communauté métropolitaine de Québec ainsi que de celui des municipalités locales et des municipalités régionales de comté qui en font partie.

En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, la Commission n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

La Commission agit à titre de mandataire pour le versement d'une subvention annuelle à la Ville de Québec.

2. Conventions comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Commission utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Commission par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada du secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Le

principal élément pour lequel la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses est la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Comptabilité par fonds

En vertu de sa loi constitutive, les sommes reçues par la Commission doivent être affectées au paiement de ses obligations et le solde doit être versé dans le Fonds pour la mise en valeur de la capitale dont l'utilisation a été autorisée par le gouvernement.

Comptabilisation des produits

Les produits affectés sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les produits non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Subventions à recevoir du gouvernement du Québec

Les subventions à recevoir relatives aux immobilisations et à leur maintien sont inscrites dans l'exercice au cours duquel la Commission a obtenu le financement ou réalisé les travaux donnant droit à ces subventions.

Aide financière

L'aide financière est comptabilisée aux charges lorsque surviennent les faits qui lui donnent lieu, dans la mesure où elle a été autorisée et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est.

Frais reportés

Les frais reportés sont constitués des frais d'émission et de gestion de la dette à long terme. L'amortissement est calculé selon la méthode d'amortissement linéaire sur la durée de la dette à laquelle il se rapporte.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Dans le cas de l'aménagement en cours de réalisation, le coût inclut les intérêts sur la dette à long terme durant la période de réalisation. L'amortissement est calculé selon les méthodes et les taux suivants :

	Méthode	Taux
Bâtiments	Linéaire	5 %
Équipement informatique	Linéaire	33 1/3 %
Équipement et mobilier de bureau	Dégressif	20 %
Mobilier urbain	Linéaire	10 %
Améliorations locatives	Linéaire	20 %
Matériel roulant	Linéaire	33 1/3 %
Aménagement dans les parcs	Linéaire	20 %
Aménagement d'une promenade	Linéaire	5 %

L'aménagement en cours de réalisation n'est pas amorti.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition avec contrepartie aux revenus reportés, à l'exception des terrains où la contrepartie est comptabilisée aux produits de l'exercice. Dans le cas où il n'est pas possible de faire une estimation de la juste valeur, l'immobilisation est comptabilisée pour une valeur symbolique.

Les œuvres d'art, comprenant surtout des sculptures et des monuments, sont passées aux charges dans l'exercice où elles sont obtenues.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Commission de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est comptabilisée.

Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles

Les apports relatifs aux immobilisations corporelles sont comptabilisés à titre d'apports reportés. Ils sont virés aux résultats sur la base de l'amortissement des immobilisations corporelles auxquelles ils se rapportent.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la Commission ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. Subventions du gouvernement du Québec

	2010	2009
MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (2009 – Ministère de la Santé et des Services sociaux)		
Fonctionnement	8 880 598 \$	8 831 324 \$
Remboursement des intérêts sur la dette à long terme	3 762 676	3 293 324
Projets spécifiques		
Promenade Samuel-De Champlain	746 394	394 895
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	3 272 563	2 517 200
MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES COMMUNICATIONS ET DE LA CONDITION FÉMININE		
Remboursement des intérêts sur la dette à long terme	27 345	31 483
	16 689 576 \$	15 068 226 \$

4. Contributions des partenaires

	2010	2009
Ministère des Transports	171 215 \$	24 243 \$
Ville de Québec	45 269	37 151
Ministère des Relations internationales	31 500	—
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	15 000	15 000
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	9 332	8 349
Société des établissements de plein air du Québec	8 025	133 495
Secrétariat de l'Ordre national du Québec	458	6 282
Autres	65 630	660 196
	346 429	884 716
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations corporelles	391 588	293 691
	738 017 \$	1 178 407 \$

5. Aide financière

	2010	2009
Établissements scolaires québécois	92 950 \$	133 205 \$
Caisse de dépôt et placement du Québec	—	100 000
Autres	241 397	352 694
	334 347 \$	585 899 \$

6. Frais financiers

	2010	2009
Intérêts sur la dette à long terme	3 791 792 \$	3 327 242 \$
Amortissement des frais reportés	20 872	20 872
Autres intérêts	2 107	2 268
	3 814 771 \$	3 350 382 \$

7. Créances et intérêts courus

	2010	2009
Ville de Québec	— \$	2 383 631 \$
Ministère des Transports*	860 265	860 265
Société des établissements de plein air du Québec*	47 994	47 994
Société immobilière du Québec*	3 380	—
Secrétariat de l'Ordre national du Québec*	2 750	—
Intérêts – opérations courantes	4 312	6 434
Intérêts – Fonds pour la mise en valeur de la capitale	1 386	1 718
Autres	37 683	26 000
	957 770 \$	3 326 042 \$

* Au 31 mars 2010, un montant total de 914 389 \$ représente des créances provenant d'entités sous contrôle commun (2009 : 908 259 \$).

8. Contributions à recevoir

	2010	2009
Ville de Québec	49 835 \$	138 589 \$
Ministère des Transports*	75 084	24 243
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine*	8 561	—
Société des établissements de plein air du Québec*	—	237 178
Ministère des Relations internationales*	—	100 000
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport*	—	15 000
Autres	20 226	189 758
	153 706	704 768
Contributions exigibles au cours du prochain exercice	(143 706)	(689 768)
	10 000 \$	15 000 \$

* Au 31 mars 2010, un montant total de 83 645 \$ représente des contributions à recevoir provenant d'entités sous contrôle commun (2009 : 376 421 \$).

9. Immobilisations corporelles

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrains	18 495 313 \$	— \$	18 495 313 \$	18 501 864 \$
Parc du Bois-de-Coulonge	1	—	1	1
Parc de l'Amérique-Française	1	—	1	1
Parc du Cavalier-du-Moulin	1	—	1	1
Parc de la Francophonie	1	—	1	1
Parc de l'Amérique-Latine	1	—	1	1
Domaine Cataract	1	—	1	1
Bâtiments	7 663 777	1 243 655	6 420 122	6 830 852
Équipement informatique	667 851	586 592	81 259	108 956
Équipement et mobilier de bureau	656 854	424 318	232 536	273 338
Mobilier urbain	924 285	153 809	770 476	784 312
Améliorations locatives	289 318	224 548	64 770	97 232
Matériel roulant	91 600	65 957	25 643	36 530
Aménagement dans les parcs	6 071 168	5 144 040	927 128	729 083
Aménagement d'une promenade	64 194 294	5 574 117	58 620 177	61 126 599
Aménagement en cours de réalisation	10 265 196	—	10 265 196	3 693 416
	109 319 662 \$	13 417 036 \$	95 902 626 \$	92 182 188 \$

Des intérêts représentant une somme de 125 040 \$ (2009 : 3 942 195 \$) ont été capitalisés à l'aménagement en cours de réalisation.

En 2009, des aménagements en cours de réalisation totalisant 69 921 878 \$ ont été complétés et transférés dans les autres catégories d'immobilisations corporelles.

10. Facilités de crédit

La Commission dispose d'un emprunt bancaire non utilisé de 500 000 \$ garanti par le gouvernement du Québec, renouvelable le 30 septembre 2010 et portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2010, le taux d'intérêt était de 2,25 %.

11. Fournisseurs et autres charges à payer

	2010	2009
Fournisseurs – opérations courantes	3 774 307 \$	2 522 020 \$
Fournisseurs – Fonds pour la mise en valeur de la capitale	126 860	46 037
Traitements et avantages sociaux	101 596	84 733
Vacances à payer (note 19)	335 406	336 026
Congés de maladie à payer (note 19)	45 916	41 418
Intérêts à payer sur la dette à long terme	1 015 378	1 089 101
	5 399 463 \$	4 119 335 \$

Au 31 mars 2010, un montant total de 649 188 \$ représente des montants à verser à des entités sous contrôle commun (2009 : 613 771 \$).

12. Subventions du gouvernement du Québec reportées

Les subventions du gouvernement du Québec reportées dans le fonds des opérations courantes se rapportent aux subventions reçues au cours des exercices considérés qui sont destinées à couvrir les charges de l'exercice subséquent. Les variations survenues dans le solde des subventions reportées sont les suivantes :

	2010	2009
SOLDE AU DÉBUT	755 585 \$	457 754 \$
Subventions reçues au cours de l'exercice	—	618 011
	755 585	1 075 765
Subventions comptabilisées à titre de produits de l'exercice	(654 424)	(320 180)
SOLDE À LA FIN	101 161 \$	755 585 \$

13. Contributions reportées

Les contributions reportées dans le fonds des opérations courantes se rapportent aux contributions reçues au cours des exercices considérés qui sont destinées à couvrir les charges des exercices futurs. Les variations survenues dans le solde des contributions reportées sont les suivantes :

	2010	2009
SOLDE AU DÉBUT	270 912 \$	518 924 \$
Contributions reçues au cours de l'exercice	—	202 812
	270 912	721 736
Contributions comptabilisées à titre de produits de l'exercice	(120 382)	(450 824)
SOLDE À LA FIN	150 530	270 912
Contributions destinées à couvrir les charges du prochain exercice	(139 979)	(252 227)
	10 551 \$	18 685 \$

Au 31 mars 2010, un montant total de 87 242 \$ représente des contributions reportées provenant d'entités sous contrôle commun (2009 : 134 971 \$).

14. Dette à long terme

	2010	2009
Emprunts sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec, garantis par le gouvernement du Québec :		
5,37 %, remboursable par versements semestriels en capital de 171 198 \$ et un versement final de 2 225 779 \$ le 1 ^{er} décembre 2010*	2 396 777 \$	2 739 174 \$
6,06 %, remboursable par versements semestriels en capital de 345 842 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2010*	691 684	1 383 368
6,06 %, remboursable par versements semestriels en capital de 103 333 \$ et un versement final de 1 343 333 \$ le 1 ^{er} décembre 2010*	1 446 667	1 653 333
6,06 %, remboursable par versements semestriels en capital de 42 000 \$ et un versement final de 1 386 000 \$ le 1 ^{er} décembre 2010*	1 428 000	1 512 000
6,09 %, remboursable par versements semestriels en capital de 112 205 \$ et un versement final de 2 244 109 \$ le 1 ^{er} octobre 2012*	2 805 136	3 029 547
4,59 %, remboursable par versements semestriels en capital de 81 866 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2016*	1 146 129	1 309 861
5,64 %, remboursable par versements semestriels en capital de 318 623 \$, échéant le 16 janvier 2018*	5 097 971	5 735 218
4,8 %, remboursable par versements semestriels en capital de 415 827 \$, échéant le 31 mars 2026*	13 306 452	14 138 105
4,6 %, remboursable par versements semestriels en capital de 641 122 \$, échéant le 1 ^{er} juin 2025*	19 874 782	21 157 026
5,05 %, remboursable par versements semestriels en capital de 747 050 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2025*	23 905 610	25 399 711
4,4 %, remboursable par versements semestriels en capital de 82 395 \$, échéant le 1 ^{er} décembre 2018*	1 483 109	1 647 899
3,9 %, remboursable par versements semestriels en capital de 75 415 \$ et un versement final de 452 488 \$ le 1 ^{er} juin 2016*	1 357 466	1 508 296
3,9 %, remboursable par versements semestriels en capital de 159 251 \$ et un versement final de 2 229 513 \$ le 1 ^{er} juin 2018*	4 777 528	—
Emprunt garanti par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine :		
5,25 %, remboursable par versements mensuels de 9 030 \$, capital et intérêts, renouvelable le 5 avril 2010, échéant le 5 avril 2015*	482 537	563 250
Emprunt à la Société immobilière du Québec :		
4,5 %, remboursable par versements mensuels de 1 423 \$, capital et intérêts, échéant le 31 mars 2012	32 860	48 109
	80 232 708	81 824 897
Portion échéant au cours du prochain exercice	(11 729 115)	(6 369 719)
	68 503 593 \$	75 455 178 \$

Les versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

2011	11 729 115 \$
2012	5 284 430 \$
2013	7 399 413 \$
2014	5 043 099 \$
2015	5 043 099 \$

* Les versements en capital et intérêts sur ces emprunts sont acquittés annuellement à même les subventions du gouvernement du Québec prévues à ces fins.

15. Apports reportés afférents aux immobilisations corporelles

Les apports reportés afférents aux immobilisations corporelles comprennent des subventions du gouvernement du Québec et des contributions des partenaires. Les apports se détaillent comme suit :

	2010	2009
SOLDE AU DÉBUT	72 196 361 \$	68 115 854 \$
Subventions et contributions reçues au cours de l'exercice	7 351 997	6 891 398
	79 548 358	75 007 252
Amortissement des apports reportés	(3 664 151)	(2 810 891)
SOLDE À LA FIN	75 884 207 \$	72 196 361 \$

16. Apport du gouvernement du Québec

Le montant de l'apport du gouvernement du Québec correspond au coût des terrains financés par des emprunts à long terme dont les versements en capital seront assumés par des subventions du gouvernement du Québec. L'apport se détaille comme suit :

	2010	2009
Terrains	18 495 311 \$	18 501 865 \$

17. Virement interfonds

Le montant de 772 657 \$ représente l'excédent des sommes reçues par la Commission et qui, selon sa loi constitutive, doit être versé dans le Fonds pour la mise en valeur de la capitale.

18. Engagements

La Commission s'est engagée à participer financièrement à la réalisation de divers projets pour la mise en valeur, la promotion et le rayonnement culturel de la capitale. Au 31 mars 2010, la Commission a des engagements jusqu'en 2013 qui totalisent 7 845 706 \$ (2009 : 2 748 185 \$).

Les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont les suivants :

2011	6 930 297 \$
2012	840 409 \$
2013	75 000 \$

19. Avantages sociaux futurs

Régime de retraite

Les membres du personnel de la Commission participent au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les obligations de la Commission envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur; ces cotisations imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 197 576 \$ (2009 : 195 364 \$).

Provision pour les congés de maladie et les vacances (note 11)

	2010		2009	
	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie	Vacances
SOLDE AU DÉBUT	41 418 \$	336 026 \$	36 788 \$	264 397 \$
Charge de l'exercice	61 912	332 348	62 271	364 225
Prestations versées au cours de l'exercice	(57 414)	(332 968)	(57 641)	(292 596)
SOLDE À LA FIN	45 916 \$	335 406 \$	41 418 \$	336 026 \$

20. Informations supplémentaires sur les instruments financiers

La valeur comptable des actifs et des passifs à court terme ainsi que l'encaisse réservée pour l'acquisition d'immobilisations corporelles représentent une estimation raisonnable de leur juste valeur compte tenu de leur échéance rapprochée.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs à des taux d'actualisation représentant les taux dont la Commission pourrait se prévaloir à la date du bilan pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables.

La juste valeur des contributions à recevoir ne peut être estimée compte tenu de l'absence de marché pour ce type d'instrument financier.

Le tableau qui suit indique la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers.

	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme				
Emprunts sur billet du Fonds de financement	79 717 311 \$	86 309 486 \$	81 213 538 \$	90 353 487 \$
Emprunts garantis par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	482 537 \$	501 820 \$	563 250 \$	570 756 \$
Emprunt de la Société immobilière du Québec	32 860 \$	32 860 \$	48 109 \$	48 109 \$

21. Opérations entre apparentés

En plus des opérations provenant d'apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Commission est apparentée à tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'à tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec.

La Commission conclut des opérations commerciales avec les entités apparentées dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers. Les transactions d'achat et de vente d'immobilisations conclues entre les entités apparentées sont comptabilisées à la valeur comptable du cédant et présentées à la note 9.

22. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2009 ont été reclassés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 2010.

Rapport de la direction

Les états financiers du fonds général d'administration, du Régime supplémentaire de rentes, des régimes d'assurance et des fonds en fidéicomis de la Commission de la construction du Québec (CCQ) relèvent de la direction et ont été approuvés par le Conseil d'administration.

Les états financiers ont été établis par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable, afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel de gestion est concordante avec les états financiers.

La direction maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs ainsi que des systèmes de présentation de l'information financière de qualité, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes fournissent un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, exacte et fiable et que les actifs de la CCQ sont correctement comptabilisés et bien protégés.

Le Conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le Conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

La CCQ reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses activités conformément aux lois et règlements qui la régissent.

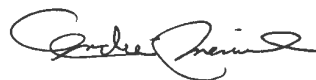
Les actuaire du cabinet Groupe-conseil Aon ont été nommés actuaire-conseils par la CCQ, conformément au *Règlement sur les régimes*

complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction (R-20, r. 14.01). Leur rôle consiste à évaluer les engagements et réserves actuarielles figurant dans les états financiers respectifs du Régime supplémentaire de rentes et des régimes d'assurance. Ils font état de leurs conclusions à la CCQ.

Le Comité de vérification est nommé par le Conseil d'administration. Trois de ses membres sont des administrateurs externes, tandis que l'un d'eux est administrateur interne. Le Comité de vérification rencontre périodiquement la direction ainsi que la Direction de la vérification interne et du soutien à la performance organisationnelle, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, des questions de vérification et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque partie remplit correctement ses fonctions et d'examiner les états financiers et le rapport du vérificateur externe. Le Comité de vérification fait part de ses constatations au Conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers produits à son intention.

Les états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général du Québec conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification, ainsi que l'expression de son opinion. Le vérificateur a librement et pleinement accès au Comité de vérification.

Le président-directeur général,



André Ménard

Le 30 avril 2010

Rapport du vérificateur

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du fonds général d'administration de la Commission de la construction du Québec au 31 décembre 2009 et l'état des résultats et de l'évolution de l'avoir ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date.

J'ai aussi vérifié l'état de l'actif net disponible pour le service des prestations du régime supplémentaire de rentes et les bilans ou les états de l'actif et du passif des régimes d'assurance et des fonds en fidéicommis suivants au 31 décembre 2009 et les états de l'évolution de leur actif net disponible pour le service des prestations, de leur avoir ou de leur actif au cours de l'exercice terminé à cette date :

Fonds en fidéicommis :

- fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction;
- plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel;
- fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés;
- fonds de réclamations de salaires;
- fonds de cotisations patronales;
- fonds de cotisations syndicales;
- fonds de contributions sectorielles résidentielles;
- fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale;
- fonds spécial d'indemnisation;
- fonds de qualification.

La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

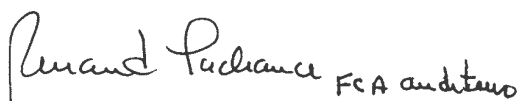
Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers

sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière des fonds et des régimes au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats de l'exploitation et des flux de trésorerie du fonds général d'administration de même que de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations du régime supplémentaire de rentes et de l'avoir ou de l'actif des régimes d'assurance et des fonds en fidéicommis pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V 5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (L.R.Q., chapitre R-15.1) prévoit des dispositions relatives au financement et à l'évaluation de la solvabilité des régimes de retraite. Comme le mentionne la note 2.2, la Commission n'applique pas ces dispositions. L'impact de cette dérogation sur l'établissement des cotisations des employeurs au Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec est présenté à la note 9.4.

Le vérificateur général du Québec,

 Renaud Lachance FCA auditeur

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 29 avril 2010

Opinions actuarielles

**RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES
POUR LES EMPLOYÉS DE L'INDUSTRIE
DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC****ÉVALUATION ACTUARIELLE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

Le Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec a été évalué au 31 décembre 2009, sur la base du *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* en vigueur à cette date et sur la base des données arrêtées au 1^{er} janvier 2009.

Nous certifions par les présentes, qu'à notre avis :

- a) Le régime affiche, au 31 décembre 2009, un manque de la valeur actuarielle de l'actif sur la valeur présente des prestations du compte général et du compte des retraités de 1 545 498 000 \$.
- b) La caisse de retraite est partiellement solvable au 31 décembre 2009. Si le régime devait être dissous au 31 décembre 2009, la valeur totale de l'actif des trois comptes serait inférieure à la valeur totale des engagements du régime.
- c) Le montant des cotisations d'amortissement affectées au financement du manque de la valeur actuarielle de l'actif sur la valeur présente des prestations est détaillé dans le tableau suivant, conformément à la dernière évaluation actuarielle sur base de capitalisation :

Années	Apprentis \$/heure	Compagnons \$/heure
Du 1 ^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2018	2,015	2,015

- d) La valeur présente des cotisations d'amortissement au 31 décembre 2008 est 1 678 225 000 \$.
- e) La *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* indique que la période d'amortissement des déficits actuariels aux fins de solvabilité ne peut excéder cinq ans. L'application de la période d'amortissement prévue par la loi entraînerait une cotisation des employeurs pour services passés de 5,424 \$ par heure travaillée au lieu de 2,015 \$ pour un apprenti ou un compagnon aux fins d'amortir le déficit de solvabilité au 31 décembre 2009.
- f) Les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables aux fins de l'évaluation.
- g) Les hypothèses sont dans l'ensemble appropriées aux fins de l'évaluation.
- h) Les méthodes utilisées dans l'évaluation sont appropriées aux fins de l'évaluation.
- i) Étant donné que le régime est un régime de retraite interentreprises, cette évaluation satisfait les exigences du chapitre 4100 du manuel de la comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Nous avons produit cette évaluation actuarielle conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Claude Lockhead, FICA, FSA
Vice-président principal

Aon Conseil
700, rue De La Gauchetière Ouest
Bureau 1800
Montréal (Québec) H3B 0A7

Le 1^{er} février 2010

Opinions actuarielles

OPINION ACTUARIALE RELATIVE AUX ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2009

Opinion actuarielle relative aux états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2009 pour les Régimes d'assurance des salariés de l'industrie de la construction du Québec et faisant suite au rapport intitulé « Rapport sur l'évaluation, aux fins comptables, des passifs actuariels au 31 décembre 2009 ».

J'ai évalué les passifs actuariels figurant au bilan des états financiers des Régimes d'assurance des salariés de l'industrie de la construction du Québec au 31 décembre 2009, conformément aux pratiques actuarielles reconnues, notamment en procédant à la sélection d'hypothèses et de méthodes d'évaluation appropriées.

À mon avis, les passifs actuariels, au montant de 86 766 000 \$, constituent une provision appropriée à l'égard des obligations de ces régimes d'assurance envers les assurés et sont fidèlement présentés dans les états financiers.



François Boisvenue, FICA, FSA
Vice-président

Aon Conseil
700, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1800
Montréal (Québec) H3B 0A7

Montréal, le 30 avril 2010

États financiers

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION**Résultats et évolution de l'avoir**

de l'exercice terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
REVENUS		
Prélèvements	68 991	68 060
Tarification de services	7 522	7 733
Pénalités	1 206	1 686
Participations volontaires	936	885
Virement d'indemnités de congés annuels et jours fériés chômés et de réclamations non identifiées ou non réclamées	173	284
Revenus de placements	1 234	2 671
Revenus de location et autres	1 544	1 674
	81 606	82 993
DÉPENSES		
Rémunération et administration du personnel (note 13)	87 103	78 713
Dépenses administratives	16 992	17 140
Gestion immobilière	4 236	4 050
Amortissement - immobilisations corporelles	1 763	2 152
Amortissement - actifs incorporels	679	1 011
Relations publiques et autres	2 394	1 417
Contribution au Fonds du commissaire de l'industrie de la construction et à la Commission des relations de travail	1 194	1 130
Dépenses avant les éléments suivants	114 361	105 613
Virements provenant des régimes supplémentaires de rentes et d'assurance	(24 715)	(21 769)
Virements provenant du Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction et du Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel	(2 265)	(2 075)
Virement d'intérêts provenant du Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés	(2 462)	(3 310)
Subventions du gouvernement du Québec (note 18)	(5 175)	(7 662)
	79 744	70 797
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	1 862	12 196
AVOIR AU DÉBUT	61 748	49 552
AVOIR À LA FIN	63 610	61 748

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION**Bilan**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	12 119	28 282
Placements et revenus courus (note 5.1)	79 391	60 013
Prélèvements à recevoir	6 492	6 190
Débiteurs	1 676	2 418
Frais payés d'avance	567	609
	100 245	97 512
Immobilisations corporelles (note 6.1)	22 866	20 078
Actifs incorporels (note 6.1)	6 384	3 280
Actif au titre des prestations constituées en vertu des avantages sociaux futurs (note 13)	18 103	23 180
	147 598	144 050
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	16 795	16 427
Subventions du gouvernement du Québec reportées (note 18)	1 000	2 275
Revenus reportés	312	291
	18 107	18 993
Passif au titre des prestations constituées en vertu des avantages sociaux futurs (note 13)	65 881	63 309
	83 988	82 302
AVOIR	63 610	61 748
	147 598	144 050

ENGAGEMENTS (note 11)**ÉVENTUALITÉS (note 12)**

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

André Ménard, président-directeur général

Normand Pelletier, administrateur

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS GÉNÉRAL D'ADMINISTRATION**Flux de trésorerie**

de l'exercice terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des revenus sur les dépenses	1 862	12 196
Ajustements pour :		
Amortissement - immobilisations corporelles	1 763	2 152
Amortissement - actifs incorporels	679	1 011
Perte sur la radiation d'immobilisations corporelles	7	13
Augmentation des prestations constituées en vertu des avantages sociaux futurs	7 649	2 116
	11 960	17 488
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 8.1)	(404)	(6 051)
	11 556	11 437
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation nette des placements	(19 378)	(60 013)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 558)	(2 087)
Acquisition d'actifs incorporels	(3 783)	(771)
	(27 719)	(62 871)
DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(16 163)	(51 434)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	28 282	79 716
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 5.1)	12 119	28 282

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES**Actif net disponible pour le service des prestations**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2009	2009	2009	2008
	Compte général	Compte complémentaire	Compte des retraités	TOTAL	TOTAL
ACTIF					
Placements					
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 5.2)	2 996 959	3 022 246	4 472 424	10 491 629	9 817 267
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	9	2 283	4 271	6 563	17 070
Placements et revenus courus (note 5.1)	1 892	15 380	29 214	46 486	37 214
	2 998 860	3 039 909	4 505 909	10 544 678	9 871 551
Créances					
Cotisations des salariés à recevoir	11	20 818	-	20 829	18 529
Cotisations des employeurs à recevoir	23 322	13 641	-	36 963	34 821
Transfert à recevoir du compte général	-	-	19 976	-	-
Transfert à recevoir du compte complémentaire	-	-	5 790	-	-
	3 022 193	3 074 368	4 531 675	10 602 470	9 924 901
PASSIF					
Créditeurs	1 808	1 039	-	2 847	5 628
Cotisations à rembourser après retraite	-	30 634	-	30 634	30 989
Rentes et prestations forfaitaires à payer	6 915	4 003	1 810	12 728	11 680
Transferts à payer au compte des retraités	19 976	5 790	-	-	-
	28 699	41 466	1 810	46 209	48 297
ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS (note 9)	2 993 494	3 032 902	4 529 865	10 556 261	9 876 604

ENGAGEMENTS (note 11)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

André Ménard, président-directeur général

Normand Pelletier, administrateur

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES**Évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations**

de l'exercice terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2009	2009	2009	2008
	Compte général	Compte complémentaire	Compte des retraités	TOTAL	TOTAL
AUGMENTATION DE L'ACTIF					
Cotisations des salariés (note 9.3)	600	250 364	-	250 964	243 298
Cotisations des employeurs (note 9.3)	277 073	168 791	-	445 864	461 198
Cotisations et contributions après retraite	-	30 319	-	30 319	30 675
Revenus de placements	117 454	107 413	174 526	399 393	489 968
Gain net non réalisé des placements	52 466	62 598	93 860	208 924	-
Transfert du compte général	-	-	357 260	-	-
Transfert du compte complémentaire	-	-	94 077	-	-
	447 593	619 485	719 723	1 335 464	1 225 139
DIMINUTION DE L'ACTIF					
Rentes et prestations forfaitaires	29 690	13 236	557 524	600 450	589 064
Remboursement des heures après retraite	-	30 263	-	30 263	30 759
Perte nette non réalisée des placements	-	-	-	-	2 510 489
Dépenses imputées par le Fonds général d'administration	24 180	192	-	24 372	21 484
Transfert des biens non réclamés au ministère du Revenu	500	-	-	500	4 000
Transferts au compte des retraités	357 260	94 077	-	-	-
Dépenses administratives	222	-	-	222	276
	411 852	137 768	557 524	655 807	3 156 072
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF NET	35 741	481 717	162 199	679 657	(1 930 933)
ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS - AU DÉBUT	2 957 753	2 551 185	4 367 666	9 876 604	11 807 537
ACTIF NET DISPONIBLE POUR LE SERVICE DES PRESTATIONS - À LA FIN	2 993 494	3 032 902	4 529 865	10 556 261	9 876 604

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

RÉGIMES D'ASSURANCE**Bilan**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	Régime d'assurance de base		Régimes supplémentaires d'assurance		TOTAL	TOTAL
ACTIF						
Trésorerie et équivalent de trésorerie (note 5.1)	16 023	21 813	931	984	16 954	22 797
Placements et revenus courus (note 5.1)	645 286	530 434	48 502	41 475	693 788	571 909
Contributions des employeurs à recevoir	22 293	20 015	1 043	2 211	23 336	22 226
Actifs liés aux instruments financiers dérivés (note 14)	385	609	31	50	416	659
	683 987	572 871	50 507	44 720	734 494	617 591
PASSIF						
Créditeurs	11 972	10 324	40	14	12 012	10 338
Contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles	167 369	152 573	10 625	9 788	177 994	162 361
Cotisations volontaires des salariés reportées	13 679	11 830	-	-	13 679	11 830
Contributions des employeurs reportées	209 018	205 352	11 571	11 399	220 589	216 751
Passifs actuariels (note 10)	86 766	74 573	-	-	86 766	74 573
	488 804	454 652	22 236	21 201	511 040	475 853
AVOIR (note 16)	195 183	118 219	28 271	23 519	223 454	141 738
	683 987	572 871	50 507	44 720	734 494	617 591

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

André Ménard, président-directeur général

Normand Pelletier, administrateur

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

RÉGIMES D'ASSURANCE**Évolution de l'avoir**

de l'exercice terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008	2009	2008	2009	2008
	Régime d'assurance de base		Régimes supplémentaires d'assurance		TOTAL	TOTAL
AUGMENTATION DE L'AVOIR						
Contributions des employeurs	247 797	232 530	12 737	11 617	260 534	244 147
Cotisations volontaires des salariés	24 648	22 378	-	-	24 648	22 378
Primes reçues des régimes supplémentaires d'assurance	13 727	11 396	-	-	-	-
Revenus de placements	12 592	4 721	1 028	468	13 620	5 189
Gain net non réalisé des placements	63 356	-	5 352	-	68 708	-
	362 120	271 025	19 117	12 085	367 510	271 714
DIMINUTION DE L'AVOIR						
Primes d'assurance versées au régime de base	-	-	13 727	11 396	-	-
Dépenses imputées par le Fonds général d'administration	-	-	343	285	343	285
Réclamations	263 947	233 079	-	-	263 947	233 079
Taxe sur le capital	5 718	5 738	276	269	5 994	6 007
Frais de gestion de réclamations et primes	3 074	3 070	-	-	3 074	3 070
Perte nette non réalisée des placements	-	70 428	-	5 971	-	76 399
Augmentation des passifs actuariels	12 193	3 575	-	-	12 193	3 575
Moins-value des actifs liés aux instruments financiers dérivés	224	528	19	49	243	577
	285 156	316 418	14 365	17 970	285 794	322 992
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'AVOIR	76 964	(45 393)	4 752	(5 885)	81 716	(51 278)
AVOIR AU DÉBUT	118 219	163 612	23 519	29 404	141 738	193 016
AVOIR À LA FIN	195 183	118 219	28 271	23 519	223 454	141 738

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS DE FORMATION DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**Résultats et évolution de l'avoir**

de l'exercice terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
REVENUS		
Contributions des employeurs	20 798	21 311
Revenus de placements	2 486	-
Gain à la cession de matériaux réutilisables pour la formation	1	-
Gain net non réalisé des placements	16 949	-
Amortissement de la subvention des matériaux réutilisables pour la formation	18	18
	40 252	21 329
DÉPENSES		
Activités de formation	12 799	12 312
Incitatifs versés à la clientèle	10 090	8 381
Amortissement des matériaux réutilisables pour la formation	255	299
Contribution au Comité de gestion de l'utilisation du Fonds de formation	2 595	2 478
Virements au Fonds général d'administration	1 833	1 653
Perte sur disposition de placements	-	4
Moins-value des actifs liés aux instruments financiers dérivés	79	227
Perte nette non réalisée des placements	-	22 033
	27 651	47 387
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES (DES DÉPENSES SUR LES REVENUS)	12 601	(26 058)
AVOIR AU DÉBUT	135 186	161 244
AVOIR À LA FIN	147 787	135 186

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS DE FORMATION DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**Bilan**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	2 165	2 308
Placements et revenus courus (note 5.1)	141 245	128 967
Contributions des employeurs à recevoir	1 612	1 541
Débiteurs	469	168
Frais payés d'avance	2 907	2 622
Actifs liés aux instruments financiers dérivés (note 14)	106	185
	148 504	135 791
Matériaux réutilisables pour la formation (note 6.2)	660	818
Immobilisations corporelles en cours de construction (note 6.2)	30	-
	149 194	136 609
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	51	126
Activités de formation à payer	1 311	1 233
Subvention reportée	45	64
	1 407	1 423
AVOIR	147 787	135 186
	149 194	136 609

ENGAGEMENTS (note 11)

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

André Ménard, président-directeur général

Normand Pelletier, administrateur

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

PLAN DE FORMATION DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR RÉSIDENTIEL**Résultats et évolution de l'avoir**

de l'exercice terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
REVENUS		
Contributions des employeurs	5 833	6 066
Revenus de placements	491	-
Gain à la cession de matériaux réutilisables pour la formation	1	-
Gain net non réalisé des placements	3 162	-
Amortissement de la subvention des matériaux réutilisables pour la formation	4	4
	9 491	6 070
DÉPENSES		
Activités de formation	2 676	2 556
Incitatifs versés à la clientèle	2 721	2 549
Incitatifs versés à la clientèle référée	-	3
Amortissement des matériaux réutilisables pour la formation	30	31
Contribution au Comité du plan de formation	1 155	803
Virements au Fonds général d'administration	432	422
Perte sur disposition de placements	-	10
Moins-value des actifs liés aux instruments financiers dérivés	15	43
Perte nette non réalisée des placements	-	4 062
	7 029	10 479
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES (DES DÉPENSES SUR LES REVENUS)	2 462	(4 409)
AVOIR AU DÉBUT	25 643	30 052
AVOIR À LA FIN	28 105	25 643

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

PLAN DE FORMATION DES TRAVAILLEURS DU SECTEUR RÉSIDENTIEL**Bilan**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	300	97
Placements et revenus courus (note 5.1)	26 250	23 799
Contributions des employeurs à recevoir	459	406
Débiteurs	31	346
Frais payés d'avance	1 269	1 250
Actifs liés aux instruments financiers dérivés (note 14)	20	35
	28 329	25 933
Matériaux réutilisables pour la formation (note 6.2)	101	90
	28 430	26 023
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	12	33
Activités de formation à payer	303	333
Subvention reportée	10	14
	325	380
AVOIR	28 105	25 643
	28 430	26 023

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

André Ménard, président-directeur général

Normand Pelletier, administrateur

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS D'INDEMNITÉS DE CONGÉS ANNUELS OBLIGATOIRES ET DE JOURS FÉRIÉS CHÔMÉS**Actif et passif**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	23 278	58 640
Placements et revenus courus (note 5.1)	238 276	186 399
Indemnités à recevoir des employeurs	40 957	34 895
Actifs liés aux instruments financiers dérivés (note 14)	26	50
Perte nette non réalisée sur placements	-	3 167
	302 537	283 151
PASSIF		
Créditeurs	1 639	1 500
Indemnités à verser aux salariés	298 246	278 348
Revenus de placements sur indemnités à verser aux salariés	1 319	3 303
Gain net non réalisé sur placements	1 333	-
	302 537	283 151

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

André Ménard, président-directeur général

Normand Pelletier, administrateur

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

**FONDS D'INDEMNITÉS DE CONGÉS ANNUELS OBLIGATOIRES
ET DE JOURS FÉRIÉS CHÔMÉS****Évolution de l'actif et du passif**

de l'exercice terminé le 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
AUGMENTATION		
Indemnités perçues	521 071	494 740
Revenus de placements	5 821	9 236
Gain net non réalisé sur placements	1 333	-
Augmentation des créiteurs	139	295
	528 364	504 271
DIMINUTION		
Moins-value des actifs liés aux instruments financiers dérivés	24	43
Versements d'indemnités aux salariés	501 034	457 921
Revenus de placements sur indemnités versés aux salariés	5 303	8 600
Virement au Fonds général d'administration - revenus d'intérêts	2 462	3 310
Virement au Fonds général d'administration d'indemnités non identifiées ou non réclamées	155	194
Perte nette non réalisée sur placements	-	2 258
	508 978	472 326
AUGMENTATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF	19 386	31 945
ACTIF ET PASSIF AU DÉBUT	283 151	251 206
ACTIF ET PASSIF À LA FIN	302 537	283 151

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS DE RÉCLAMATIONS DE SALAIRES**Actif et passif**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	-	18
Placements et revenus courus (note 5.1)	1 232	820
Réclamations des employeurs à recevoir	2 095	1 772
Débiteurs	51	70
	3 378	2 680
PASSIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	152	-
Créditeurs	105	41
Réclamations à verser aux salariés	3 121	2 639
	3 378	2 680
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION		
André Ménard, président-directeur général		
Normand Pelletier, administrateur		
Évolution de l'actif et du passif		
de l'exercice terminé le 31 décembre		
AUGMENTATION		
Réclamations perçues des employeurs	2 955	1 583
Revenus de placements	18	37
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	152	-
Augmentation de créditeurs	64	-
	3 189	1 620
DIMINUTION		
Diminution de créditeurs	-	31
Réclamations versées aux salariés	2 473	2 040
Virement au Fonds général d'administration - réclamations de salaires non identifiées	18	91
	2 491	2 162
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF ET DU PASSIF	698	(542)
ACTIF ET PASSIF AU DÉBUT	2 680	3 222
ACTIF ET PASSIF À LA FIN	3 378	2 680

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS DE COTISATIONS PATRONALES**Actif et passif**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	156	450
Placements et revenus courus (note 5.1)	1 048	949
Cotisations des employeurs à recevoir	635	571
Avances sur cotisations	130	130
	1 969	2 100
PASSIF		
Créditeurs	11	16
Cotisations des employeurs à remettre	1 958	2 084
	1 969	2 100
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION André Ménard, président-directeur général Normand Pelletier, administrateur		
Évolution de l'actif et du passif de l'exercice terminé le 31 décembre		
AUGMENTATION		
Cotisations des employeurs	10 624	10 505
Revenus de placements	14	32
Augmentation des créditeurs	-	4
	10 638	10 541
DIMINUTION		
Diminution de créditeurs	5	-
Remises de cotisations	10 750	10 243
Virement au Fonds général d'administration - revenus de placements	14	32
	10 769	10 275
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF ET DU PASSIF	(131)	266
ACTIF ET PASSIF AU DÉBUT	2 100	1 834
ACTIF ET PASSIF À LA FIN	1 969	2 100

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS DE COTISATIONS SYNDICALES**Actif et passif**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	751	2 436
Placements et revenus courus (note 5.1)	5 397	5 402
Cotisations des salariés à recevoir	5 021	4 670
Avances sur cotisations	1 712	1 712
	12 881	14 220
PASSIF		
Créditeurs	164	199
Cotisations des salariés à remettre	12 717	14 021
	12 881	14 220
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION		
André Ménard, président-directeur général		
Normand Pelletier, administrateur		
Évolution de l'actif et du passif		
de l'exercice terminé le 31 décembre		
AUGMENTATION		
Cotisations des salariés	65 503	65 535
Augmentation des créditeurs	-	24
Augmentation des avances sur cotisations	-	77
Revenus de placements	78	157
	65 581	65 793
DIMINUTION		
Diminution de créditeurs	35	-
Remises de cotisations	66 807	63 969
Virements au Fonds général d'administration - revenus de placements	78	157
	66 920	64 126
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF ET DU PASSIF	(1 339)	1 667
ACTIF ET PASSIF AU DÉBUT	14 220	12 553
ACTIF ET PASSIF À LA FIN	12 881	14 220

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS DE CONTRIBUTIONS SECTORIELLES RÉSIDENTIELLES**Actif et passif**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	29	51
Placements et revenus courus (note 5.1)	195	107
Contributions des employeurs à recevoir	81	156
	305	314
PASSIF		
Créditeurs	2	-
Contributions des employeurs à remettre	303	314
	305	314
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION André Ménard, président-directeur général Normand Pelletier, administrateur		
Évolution de l'actif et du passif de l'exercice terminé le 31 décembre		
AUGMENTATION		
Augmentation des créditeurs	2	-
Contributions des employeurs	1 012	1 067
Revenus de placements	2	5
	1 016	1 072
DIMINUTION		
Remises de contributions	1 025	1 020
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF ET DU PASSIF	(9)	52
ACTIF ET PASSIF AU DÉBUT	314	262
ACTIF ET PASSIF À LA FIN	305	314

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS DE COTISATIONS À LA CAISSE D'ÉDUCATION SYNDICALE**Actif et passif**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	28	27
Placements et revenus courus (note 5.1)	189	57
Cotisations des salariés à recevoir	154	323
	371	407
PASSIF		
Créditeurs	4	-
Cotisations des salariés à remettre	367	407
	371	407
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION André Ménard, président-directeur général Normand Pelletier, administrateur		
Évolution de l'actif et du passif de l'exercice terminé le 31 décembre		
AUGMENTATION		
Augmentation des créditeurs	4	-
Cotisations des salariés	1 990	2 006
Revenus de placements	2	3
	1 996	2 009
DIMINUTION		
Remises de cotisations	2 030	1 970
Virement au Fonds général d'administration - revenus de placements	2	3
	2 032	1 973
AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ACTIF ET DU PASSIF	(36)	36
ACTIF ET PASSIF AU DÉBUT	407	371
ACTIF ET PASSIF À LA FIN	371	407

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS SPÉCIAL D'INDEMNISATION**Bilan**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	521	1 493
Placements et revenus courus (note 5.1)	3 642	3 161
Contributions des employeurs à recevoir	248	245
Recouvrement d'indemnités à recevoir	1 177	1 145
	5 588	6 044
PASSIF		
Créditeurs	8	8
Indemnités à verser aux salariés	2 561	2 466
	2 569	2 474
AVOIR	3 019	3 570
	5 588	6 044
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION André Ménard, président-directeur général Normand Pelletier, administrateur		
Évolution de l'avoir de l'exercice terminé le 31 décembre		
AUGMENTATION DE L'AVOIR		
Contributions des employeurs	2 463	2 542
Recouvrement d'indemnités	571	386
Pénalités	151	105
Revenus de placements	68	156
	3 253	3 189
DIMINUTION DE L'AVOIR		
Indemnités versées aux salariés	3 736	4 087
Virement au Fonds général d'administration - revenus de placements	68	156
	3 804	4 243
DIMINUTION DE L'AVOIR	(551)	(1 054)
AVOIR AU DÉBUT	3 570	4 624
AVOIR À LA FIN	3 019	3 570

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

FONDS DE QUALIFICATION**Bilan**

au 31 décembre

(en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5.1)	622	1 448
Placements et revenus courus (note 5.1)	4 189	3 051
Contributions des employeurs à recevoir	38	79
	4 849	4 578
PASSIF		
Créditeurs	1	-
Indemnités à verser aux salariés	21	17
	22	17
AVOIR (note 17)	4 827	4 561
	4 849	4 578
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION		
André Ménard, président-directeur général		
Normand Pelletier, administrateur		
Évolution de l'avoir		
de l'exercice terminé le 31 décembre		
AUGMENTATION DE L'AVOIR		
Contributions des employeurs	474	523
Revenus de placements	61	125
	535	648
DIMINUTION DE L'AVOIR		
Indemnités versées aux salariés	268	233
Perte nette non réalisée sur placements	1	-
	269	233
AUGMENTATION DE L'AVOIR	266	415
AVOIR AU DÉBUT	4 561	4 146
AVOIR À LA FIN	4 827	4 561

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers.

Notes afférentes aux états financiers

Pour l'exercice terminé au 31 décembre

(Tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars, à moins d'indication contraire)

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Commission de la construction du Québec (CCQ), constituée en vertu de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (L.R.Q., chapitre R-20), est une personne morale au sens du Code civil et est chargée de l'application des conventions collectives propres à l'industrie de la construction, de tout régime relatif aux avantages sociaux ainsi que de la formation professionnelle et de la gestion de la main-d'œuvre de l'industrie de la construction. À cette fin, la CCQ administre onze fonds, un régime de retraite interentreprises et des régimes d'assurance.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la CCQ n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. VOCATION ET DESCRIPTION DES FONDS ET RÉGIMES

2.1. Fonds général d'administration

Ce fonds est établi pour rendre compte des opérations que la CCQ exerce pour l'application des conventions collectives conclues en vertu de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*, incluant l'administration de tout régime complémentaire d'avantages sociaux et des autres fonctions que cette loi lui confère.

2.2. Régime supplémentaire de rentes

La description fournie ci-dessous ne constitue qu'un résumé du Régime supplémentaire de rentes pour les employés de l'industrie de la construction du Québec (« Régime supplémentaire de rentes »). Pour obtenir des renseignements plus complets, les lecteurs devront se reporter au *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* (R-20, r. 14.01). Ce règlement est publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Généralités

Il s'agit d'un régime de retraite interentreprises qui a été élaboré par le Comité des avantages sociaux de l'industrie de la construction. En vertu du Régime supplémentaire de rentes, les cotisations sont versées par les employeurs et les participants. Il est enregistré conformément à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (L.R.Q., chapitre R-15.1), au numéro 25299.

Une caisse de retraite est établie pour recevoir les cotisations des participants et des employeurs et pourvoir au paiement des prestations payables en vertu du Régime supplémentaire de rentes. Il est constitué de trois comptes distincts : le compte général, le compte complémentaire et le compte des retraités.

Jusqu'au 25 décembre 2004, le compte général était alimenté par les cotisations des employeurs et des participants en vertu d'une formule générale applicable à tous les participants. Il constituait une disposition à prestations déterminées et prévoyait l'accumulation de crédits de rentes sur la base des heures travaillées ajustées. Depuis le 26 décembre 2004, le compte général est alimenté uniquement par les cotisations des employeurs pour services passés. Ces cotisations sont versées pour amortir le déficit actuariel du Régime supplémentaire de rentes.

Le compte général assume les dépenses imputées par le Fonds général d'administration concernant l'administration du Régime supplémentaire de rentes et du régime d'assurance de base ainsi que les autres dépenses administratives du compte des retraités. Le compte complémentaire constitue une disposition à cotisations déterminées et la rente payable est égale au montant de la rente constituée par la valeur accumulée du compte du participant à la date de sa retraite. Jusqu'au 25 décembre 2004, le compte complémentaire recevait les cotisations versées par les participants selon des formules spécifiques à chaque métier ou occupation. Depuis le 26 décembre 2004, il reçoit les cotisations des employeurs pour service courant, les cotisations des participants en vertu de la formule générale applicable à

tous les participants ainsi que celles versées selon des formules spécifiques à chaque métier ou occupation.

Les comptes général et complémentaire pourvoient au paiement de la prestation payable à l'occasion du décès ou du départ d'un participant non retraité. Lors de la retraite d'un participant, une partie de l'actif des deux comptes est transférée au compte des retraités afin de pourvoir à la constitution de la rente viagère payable au retraité ou à son conjoint.

Le compte des retraités bénéficie des revenus de son actif propre.

Politique de capitalisation

Au sens de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (L.R.Q., chapitre R-15.1), il n'y a aucun promoteur du Régime supplémentaire de rentes, car ce dernier a été créé en vertu du *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* (R-20, r. 14.01). Ce règlement vise à donner effet à des clauses des conventions collectives de l'industrie de la construction, dont la CCQ doit assurer l'application.

Conformément à l'article 118 de ce règlement, la CCQ fait évaluer le Régime supplémentaire de rentes par un actuaire externe, au plus tard trois ans après la dernière évaluation. L'évaluation entre en vigueur le 31 décembre de l'année. L'opinion actuarielle vaut pour les trois années qui suivent la date d'entrée en vigueur de l'évaluation. L'approche préconisée pour se prémunir contre les fluctuations du rendement de l'actif et les ajustements des hypothèses économiques et démographiques est l'utilisation d'une réserve pour fluctuations économiques pour le compte général et d'une réserve pour indexations futures pour le compte des retraités.

Les objectifs de l'évaluation actuarielle sont les suivants : recommander, s'il y a lieu, un ajustement de la répartition de la cotisation patronale totale entre la cotisation patronale pour services passés et pour services courants et recommander un ajustement, s'il y a lieu, des rentes de base accumulées et des rentes en cours de paiement à la date d'entrée en vigueur de l'évaluation. Cette évaluation repose sur des hypothèses déterminées par les actuaires externes à la CCQ sous la responsabilité de la direction (voir notes 9.1 et 9.2).

Prestations de retraite

Le participant acquiert droit à une rente de retraite sans réduction à l'âge de 65 ans; à l'âge de 60 ans, si la somme de son âge et de ses heures travaillées divisée par 1 400 atteint ou dépasse 70 et, à l'âge de 55 ans, si la somme de son âge et de ses heures travaillées divisée par 1 400 atteint ou dépasse 80 et si la somme de son âge et de ses années de service atteint ou dépasse 80.

Dans le cas d'un participant âgé de 55 ans dont la somme de l'âge et du total de ses heures travaillées divisée par 1 400 atteint ou dépasse 80, mais dont la somme de l'âge et des années de service est inférieure à 80, sa rente n'est pas réduite, sauf pour la portion relative à des heures travaillées après 1991, qui est réduite de ¼ % par mois compris entre la date de sa retraite et la date la plus rapprochée entre celle à laquelle la somme de son âge et de ses années de service aurait atteint 80 s'il avait continué d'accumuler des années de service et celle où il aurait atteint l'âge de 60 ans.

Le participant acquiert droit à une rente de retraite anticipée avec réduction actuarielle à l'âge de 55 ans ou à l'âge de 50 ans, si la somme de son âge et du total de ses heures travaillées divisée par 1 400 atteint ou dépasse 60.

Le participant prenant sa retraite avant 65 ans peut choisir de recevoir une rente majorée, pour ensuite recevoir une rente réduite à compter de l'âge de 65 ans.

Les rentes sont sujettes à des ajustements déterminés par la CCQ à la suite d'une évaluation actuarielle du Régime supplémentaire de rentes.

Prestations d'invalidité

Tout participant aux prises avec une invalidité totale, qui a accumulé au moins 21 000 heures travaillées et a atteint l'âge de 50 ans, est admissible à la retraite pour invalidité à compter de la 53^e semaine suivant le début de son invalidité. Le cas échéant, la rente payable en vertu du compte général, pour services antérieurs au 26 décembre 2004, est réduite de ¼ % par mois compris entre la date de retraite du participant et la date la plus rapprochée à laquelle il aurait été admissible à une rente de retraite sans réduction. La rente payable en vertu du compte complémentaire est égale à la rente constituée par la valeur accumulée du compte du participant à la date de sa retraite. La rente d'invalidité totale demeure payable même si l'invalidité cesse.

Prestations au décès

Lors du décès d'un participant non retraité, son conjoint survivant admissible reçoit une prestation forfaitaire égale à la valeur actuarielle de la rente constituée par le participant.

Lorsqu'un retraité décède avant d'avoir reçu 60 versements mensuels, son conjoint reçoit une rente égale à 100% de la rente que recevait le retraité, et ce, jusqu'à ce qu'un total de 60 versements mensuels aient été versés au retraité et à son conjoint. Par la suite, la rente payable au conjoint est réduite à 60% de la rente que recevait le retraité (50% si le conjoint a renoncé à la rente réversible à 60% au moment de la retraite du participant).

Lorsqu'un retraité décède après avoir reçu 60 versements mensuels, son conjoint reçoit une rente égale à 60% de la rente que recevait le retraité (50% si le conjoint, au moment de la retraite du participant, a renoncé à la rente réversible à 60%).

Lorsqu'un retraité décède sans conjoint et avant d'avoir reçu 60 versements mensuels, son bénéficiaire désigné reçoit une prestation forfaitaire égale à la valeur actuarielle du solde des 60 versements mensuels garantis au moment de la retraite.

Depuis le 26 décembre 2004, le participant peut choisir que sa rente soit remplacée par une rente dont le paiement garanti est de 10 ans. Dans ce cas, il faut remplacer 60 versements par 120 versements partout où ces derniers se retrouvent.

Prestations de départ

Un participant n'ayant eu aucune heure de travail à son crédit pendant 24 mois consécutifs a droit à une rente différée égale à la rente de base du compte général et à la rente relative à son compte complémentaire. Toutefois, tant que le participant n'est pas admissible à une rente de retraite normale ou anticipée, il peut demander le transfert de la valeur actuarielle de sa rente différée à un autre véhicule d'épargne retraite autorisé.

Cotisations et contributions après retraite

Jusqu'au 25 décembre 2004, les cotisations reçues dans le compte général étaient remboursées au cours de l'année suivante aux participants recevant une rente de retraite ou ayant dépassé l'âge normal de la retraite. Depuis le 26 décembre 2004, seuls les employeurs cotisent au compte général et leurs cotisations pour services passés ne sont plus

remboursées. Les cotisations reçues des salariés et des employeurs dans le compte complémentaire, sont remboursées au cours de l'année suivante aux participants recevant une rente de retraite ou ayant dépassé l'âge de la retraite.

Loi sur les régimes complémentaires de retraite

La *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (2000, chapitre 41), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2001, a apporté des modifications à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (L.R.Q., chapitre R-15.1). Le Régime supplémentaire de rentes est assujéti à cette loi. La CCQ a engagé des discussions avec la Régie des rentes du Québec quant à l'application de cette loi étant donné que la mise en œuvre de plusieurs dispositions lui causerait des difficultés excessives en raison de ses caractéristiques. Ces discussions ont amené la publication, le 12 mai 2004, du Décret 415-2004 soustrayant le Régime supplémentaire de rentes à certaines dispositions de ladite loi ou reportant leur application. Cependant, certains éléments concernant le financement et la solvabilité du Régime supplémentaire de rentes demeurent en discussion.

2.3. Régimes d'assurance

Une caisse de prévoyance collective, le régime d'assurance de base, est établie afin de recevoir les contributions des employeurs et les cotisations volontaires des salariés ainsi que de pourvoir au paiement des prestations et des indemnités prévues par les régimes d'assurance et à celui des autres frais inhérents.

Des caisses supplémentaires sont établies en vue de recevoir la partie supplémentaire des contributions pour le compte des salariés qui exercent un métier ou un groupe de métiers particuliers ainsi que de pourvoir au paiement des primes et des dépenses afférentes aux régimes supplémentaires d'assurance. Les régimes supplémentaires pour les métiers et occupations d'électricien, de couvreur, de ferblantier, de tuyauteur, de travailleur de lignes, de mécanicien en protection-incendie, de frigoriste, de menuisier, de mécanicien de chantier et métier de la truelle (briqueur, cimentier-applicateur, plâtrier et carreleur) ont été cumulés aux fins de présentation des états financiers.

La caisse de prévoyance collective du régime d'assurance de base assure le paiement des protections additionnelles prévues par les régimes supplémentaires, moyennant le versement d'une prime d'assurance pour chaque salarié assuré par un régime supplémentaire. Cette prime est

établie au début de l'année qui suit la période de couverture.

2.4. Fonds en fidéicommiss

Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction

Ce fonds est établi pour rendre compte des contributions des employeurs et des revenus de placements qu'il produit pour le financement des activités de formation des travailleurs de l'industrie de la construction, conformément aux conventions collectives de l'industrie de la construction, soit celles des secteurs institutionnel et commercial, industriel, de même que génie civil et voirie.

Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel

Ce fonds est établi pour rendre compte des contributions des employeurs et des revenus de placements qu'il produit pour le financement des activités de formation des travailleurs du secteur résidentiel, conformément à la convention collective de ce secteur de l'industrie de la construction.

Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés

Ce fonds est établi pour rendre compte des indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés ainsi que des revenus de placements qu'elles produisent pour les salariés de l'industrie de la construction, conformément aux conventions collectives de l'industrie de la construction.

Fonds de réclamations de salaires

Ce fonds est établi pour rendre compte des réclamations de salaires produites par la CCQ pour les salariés de l'industrie de la construction et des revenus de placements qu'il produit, conformément à l'article 81 de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*.

Fonds de cotisations patronales

Ce fonds est établi pour rendre compte des cotisations des employeurs pour l'Association des entrepreneurs en construction du Québec, conformément à l'article 40 de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*.

Fonds de cotisations syndicales

Ce fonds est établi pour rendre compte des cotisations syndicales des salariés de l'industrie de la construction pour les associations syndicales, conformément à l'article 38 de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*.

Fonds de contributions sectorielles résidentielles

Ce fonds est établi pour rendre compte des contributions des employeurs et des revenus de placements qu'il produit pour permettre aux parties patronale et syndicale de mettre en place des conditions de travail harmonieuses sur les chantiers, de les faire connaître, d'en mesurer la pertinence et l'efficacité. Il sert aussi à mener toutes autres démarches et analyses destinées à favoriser le rapprochement et la concertation des parties, conformément à la convention collective du secteur résidentiel de l'industrie de la construction.

Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale

Ce fonds est établi pour rendre compte des cotisations des salariés afin de permettre aux associations syndicales d'offrir des services de formation dans le but de développer les compétences dans tous les aspects relatifs aux relations de travail, conformément aux conventions collectives des secteurs industriel, institutionnel et commercial, de même que génie civil et voirie.

Fonds spécial d'indemnisation

Ce fonds est établi pour rendre compte des contributions des employeurs servant à indemniser les salariés de l'industrie de la construction des pertes de salaires et d'avantages sociaux qu'ils subissent en raison de l'insolvabilité de leur employeur ou lorsqu'ils sont appelés à agir comme juré, conformément aux conventions collectives de l'industrie de la construction.

Fonds de qualification

Ces fonds sont établis pour rendre compte des contributions des employeurs et des revenus de placements qu'ils produisent pour indemniser les salariés qui doivent acquitter les frais reliés au renouvellement du certificat de compétence délivré par le Bureau canadien de la soudure, conformément aux conventions collectives de l'industrie de la construction. Les fonds de qualification des mécaniciens, des serruriers, des monteurs, des ferrailleurs, des électriciens,

des ferblantiers, des chaudronniers, des tuyauteurs et des soudeurs en tuyauterie ont été cumulés aux fins de présentation des états financiers.

3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

3.1. Principes de consolidation

Les états financiers du Régime supplémentaire de rentes, des régimes d'assurance et des fonds en fidéicomis ne sont pas consolidés dans les états financiers du Fonds général d'administration, car en vertu des lois, des règlements et des conventions collectives, les fonds et les régimes constituent des fiducies légales distinctes.

3.2. Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction de la CCQ ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des dépenses au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

3.3. Constatation des revenus et des virements

Fonds général d'administration

Prélèvements

Les revenus de prélèvements sont constatés dans l'exercice au cours duquel les heures sont travaillées.

Tarification de services

Les revenus de tarification de services sont constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont rendus.

Pénalités

Les revenus de pénalités sont constatés dans l'exercice au cours duquel le recouvrement est raisonnablement assuré.

Participations volontaires

Les revenus de participations volontaires sont constatés dans l'exercice au cours duquel les participations sont reçues.

Virement d'indemnités de congés annuels et de jours fériés chômés et de réclamations non identifiées ou non réclamées

En vertu de la réglementation, les réclamations de salaires gardées en fidéicomis et payables à des salariés non identifiés depuis trois ans au 31 décembre d'une année ainsi que les indemnités de congés gardées en fidéicomis non réclamées ou non identifiées depuis trois ans au 1^{er} janvier d'une année sont virées aux revenus du Fonds général d'administration pour son administration au début de l'exercice suivant les dates précédemment mentionnées.

Revenus de placements

Les revenus de placements du Fonds général d'administration sont constatés selon la comptabilité d'exercice. De plus, en vertu de la réglementation, les revenus de placements générés par le Fonds de cotisations patronales, le Fonds de cotisations syndicales, le Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale et le Fonds spécial d'indemnisation sont virés aux revenus de placements du Fonds général d'administration pour son administration au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et constatés à titre de revenus dans les différents fonds.

Revenus de location et autres

Les autres revenus représentent principalement des revenus de location et sont constatés selon la comptabilité d'exercice.

Virement provenant des régimes supplémentaires de rentes et d'assurance, du Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction et du Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel

En vertu de la réglementation, les virements provenant des régimes supplémentaires de rentes et d'assurance, du Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction et du Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel sont fixés annuellement par la CCQ. Le montant requis pour acquitter les frais d'administration de ces fonds est fixé selon une formule établie et approuvée par le Conseil d'administration.

Virement d'intérêts provenant du Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés

En vertu de la réglementation, des intérêts provenant du Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés sont virés au Fonds général d'administration en vue de défrayer les frais d'administration et de perception de ce fonds jusqu'à concurrence d'une somme égale à 25% des intérêts générés par le fonds plus un montant forfaitaire de 965 000 \$.

Régime supplémentaire de rentes

Cotisations des salariés et des employeurs

Les cotisations des salariés et des employeurs sont constatées dans l'exercice au cours duquel les heures donnant droit à des rentes sont travaillées.

Cotisations et contributions après retraite

Les cotisations et les contributions après retraite sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont reçues.

Revenus de placements

Les revenus de placements sont constatés selon la comptabilité d'exercice.

Régimes d'assurance

Contributions des employeurs et cotisations volontaires des salariés

Les contributions des employeurs et les cotisations volontaires des salariés sont constatées dans l'exercice correspondant aux périodes de couverture des assurés.

Revenus de placements

Les revenus de placements sont constatés selon la comptabilité d'exercice.

Contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles

Les contributions perçues d'avance pour couvertures éventuelles sont constituées de contributions des employeurs visant à maintenir l'assurabilité des salariés. Elles sont reportées et constatées dans l'exercice correspondant aux périodes de couverture d'assurance au cours desquelles elles sont utilisées.

Cotisations volontaires des salariés reportées et contributions des employeurs reportées

Les cotisations volontaires des salariés et les contributions des employeurs sont reportées et constatées dans l'exercice correspondant aux périodes de couverture d'assurance au cours desquelles elles seront utilisées.

Fonds en fidéicommiss

Contributions des employeurs et cotisations des salariés

Les contributions des employeurs et les cotisations des salariés sont constatées dans l'exercice au cours duquel les heures sont travaillées.

Revenus de placements

Les revenus de placements sont constatés selon la comptabilité d'exercice. Les revenus de placements générés par le Fonds de cotisations patronales, le Fonds de cotisations syndicales, le Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale et le Fonds spécial d'indemnisation sont virés aux revenus de placements du Fonds général d'administration pour son administration au fur et à mesure qu'ils sont gagnés.

Indemnités perçues

Les indemnités perçues de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés sont constatées dans l'exercice au cours duquel les heures donnant droit à des indemnités sont travaillées.

Réclamations perçues des employeurs

Les réclamations perçues des employeurs sont constatées dans l'exercice au cours duquel le règlement des réclamations a lieu.

Recouvrement d'indemnités et pénalités

Le recouvrement d'indemnités et les pénalités afférentes sont constatés dans l'exercice au cours duquel le recouvrement d'indemnités a lieu.

3.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les éléments de trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des soldes d'encaisse, des découverts et des emprunts bancaires ainsi que des placements très liquides, qui ont des échéances de trois mois ou moins à compter de leur date d'acquisition. Les chèques émis non encaissés sont déduits des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Ils sont pris en compte dans la catégorie « Actifs détenus à des fins de transaction ».

3.5. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les postes suivants : les débiteurs, les prélèvements à recevoir, les cotisations et les contributions des employeurs à recevoir, les indemnités à recevoir des employeurs,

les réclamations des employeurs à recevoir, les avances sur cotisations, les cotisations des salariés à recevoir et le recouvrement d'indemnités à recevoir. Les débiteurs sont considérés dans la catégorie « Prêts et créances ».

3.6. Créditeurs

Les créditeurs comprennent les postes suivants : les créditeurs et frais courus, les cotisations à rembourser après retraite, les rentes et les prestations forfaitaires à payer, les activités de formation à payer, les réclamations à verser aux salariés, les cotisations et les contributions des employeurs à remettre, les cotisations des salariés à remettre et les indemnités à verser aux salariés. Les créditeurs sont considérés dans la catégorie « Autres passifs ».

3.7. Placements

Fonds général d'administration, régime supplémentaire de rentes, régimes d'assurance et fonds en fidéicomis

Les placements sont considérés dans la catégorie « Actifs détenus à des fins de transaction ». Ils sont initialement évalués à la juste valeur à la date de transaction puis réévalués à leur juste valeur à la date de chaque fin d'exercice financier. Les gains et les pertes résultant de leur réévaluation périodique sont enregistrés aux résultats de l'exercice.

La méthode temporelle est utilisée pour la conversion en dollars canadiens des placements acquis en devises étrangères. Selon cette méthode, les placements détenus en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les revenus provenant de ces placements sont convertis au taux de change en vigueur à la date des opérations et sont imputés aux résultats sous la rubrique « Revenus de placements ».

3.8. Instruments financiers

Catégorie d'instruments financiers

Les actifs détenus à des fins de transaction sont acquis principalement en vue de leur revente à court terme afin de réaliser un profit.

Les passifs financiers détenus à des fins de transaction font partie d'un portefeuille d'instruments financiers désignés comme tels et gérés ensemble. Ils présentent des indications d'un profil récent de prises de bénéfice à court terme.

Les prêts et créances n'incluent pas les titres de créances.

Les autres passifs correspondent à tous les autres passifs qui ne sont pas détenus à des fins de transaction.

Évaluation

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de la transaction.

Les éléments de trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements et revenus courus sont considérés dans la catégorie « Actifs (passifs) détenus à des fins de transaction ». Ils sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes résultant de leur réévaluation périodique sont enregistrés aux résultats de l'exercice sous la rubrique « Gain (perte) non réalisé des placements ». Les gains ou les pertes réalisés sont enregistrés aux résultats de l'exercice sous la rubrique « Revenus de placements ».

Les prêts et créances ainsi que les autres passifs sont évalués au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Cette évaluation correspond en général au coût.

Juste valeur

Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond généralement au prix de la transaction, soit à la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Après la comptabilisation initiale, les justes valeurs sont déterminées en fonction de l'information disponible.

Lorsqu'un marché actif existe, les justes valeurs des instruments financiers sont déterminées selon le cours vendeur.

Lorsque des prix indépendants ne sont pas disponibles, le cours de clôture de la transaction la plus récente lié à l'instrument est utilisé ou la valeur est déterminée en fonction de techniques d'évaluation utilisées dans les marchés de capitaux, telles que l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Ces évaluations s'appuient sur des hypothèses et sur des données d'entrée observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, l'écart de crédit et le taux d'actualisation.

Les parts de fonds de marché monétaire, de fonds d'actions et de fonds d'obligations sont inscrites à la valeur liquidative aux fins des opérations. Cette méthode de détermination de l'actif net d'un fonds utilise le cours de clôture dans la méthode d'évaluation de la juste valeur des placements détenus dans les fonds.

La juste valeur des instruments financiers autres que les actions, les obligations et les fonds de placements est équivalente au coût, en raison de leur échéance à court terme, et correspond aux cours du marché.

Instruments financiers dérivés

Conformément à la politique de placement des fonds sous gestion visant le Fonds général d'administration, les régimes d'assurance et les fonds en fidéicommis, la CCQ utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son risque de change sur les placements détenus en devises étrangères. Les instruments financiers dérivés sont constitués de contrats de change à terme. La CCQ ne recourt pas à l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. Les gains ou pertes non réalisés sont enregistrés dans les résultats de l'exercice sous la rubrique « Plus (moins) value des actifs liés aux instruments financiers dérivés ». Les gains ou pertes réalisés sont enregistrés aux résultats de l'exercice sous la rubrique « Revenus de placements ».

Établissement et hiérarchie de la juste valeur

Conformément aux modifications apportées au chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* relativement aux instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan, la CCQ classe ses évaluations de la juste valeur selon la hiérarchie suivante :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix). Ce niveau inclut les instruments dont l'évaluation est fondée sur les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs pour des instruments identiques, les instruments dont l'évaluation est fondée sur le prix observé pour des instruments similaires ainsi que des techniques d'évaluation qui s'appuient sur des hypothèses tenant compte des données de marché observables.

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Le classement des instruments financiers entre les niveaux hiérarchiques est établi au moment de l'évaluation initiale de l'instrument et revu à chaque date d'évaluation subséquente. Les transferts entre les niveaux hiérarchiques sont mesurés annuellement à la juste valeur.

3.9. Actifs à long terme

Fonds général d'administration

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire, établie en fonction de la durée d'utilisation des immobilisations.

L'amortissement des immobilisations corporelles en cours de construction débute lorsque la construction est terminée et que le bien est utilisé. La méthode et les durées d'amortissement de ces immobilisations seraient les mêmes que celles des bâtiments et des équipements informatiques déjà existants.

Bâtiments	40 ans
Aménagement des bâtiments	5 ans
Mobilier et équipement	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Améliorations locatives	4 ans

Actifs incorporels

Les actifs incorporels correspondent au coût des logiciels et des projets de développement informatique en cours et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire. Celle-ci est établie en fonction d'une durée d'utilisation de trois ans.

L'amortissement des projets de développement informatique débute lorsque les projets sont terminés et que les biens sont utilisés. La méthode de l'amortissement linéaire sera maintenue et la durée d'utilisation sera de sept ans.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable au moyen des flux de trésorerie nets futurs non actualisés qui sont directement associés à leur utilisation et à leur cession éventuelle. Le montant de la perte de valeur représente l'écart entre la valeur comptable et la juste valeur des actifs dépréciés et est imputé dans les résultats, le cas échéant.

Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction et Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel*Matériaux réutilisables pour la formation*

Les matériaux réutilisables pour la formation correspondent aux actifs achetés dans le cadre des activités de formation. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, établie en fonction de la durée d'utilisation prévue par les ententes convenues entre la CCQ et les commissions scolaires. La durée des ententes peut être de trois, cinq ou dix ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire établie en fonction de la durée d'utilisation des immobilisations. L'amortissement des immobilisations en cours de construction débute lorsque la construction est terminée et que le bien est utilisé.

3.10. Subventions reportées

Les subventions reçues du gouvernement du Québec, comptabilisées dans le fonds général d'administration, sont reportées et constatées à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel les dépenses correspondantes sont engagées. La CCQ doit rembourser au gouvernement du Québec les subventions reçues en excédent des dépenses réellement engagées et prévues à l'entente. Les subventions à rembourser, s'il y a lieu, sont présentées sous la rubrique « Créiteurs et frais courus ».

La subvention reçue de l'organisme *Ressources humaines et Développement des compétences Canada* (RHDC), comptabilisée dans le Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction et dans le Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel, est reportée

et inscrite dans les résultats au même rythme que l'amortissement des matériaux réutilisables pour la formation.

3.11. Revenus reportés**Fonds général d'administration**

Les frais exigés à la clientèle pour certains services sont reportés et constatés dans l'exercice au cours duquel les services sont effectivement rendus.

3.12. Avantages sociaux futurs**Fonds général d'administration**

Les régimes à prestations déterminées et les avantages complémentaires de retraite offerts aux employés de la CCQ sont comptabilisés comme suit :

- Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, les actifs des régimes sont mesurés à la juste valeur.
- La CCQ utilise une évaluation axée sur la valeur marchande des actifs qui tient compte de l'incidence des gains ou des pertes de placements sur une période de trois ans à partir de l'exercice au cours duquel ils se produisent aux fins de la mesure des coûts de retraite.
- Les gains et pertes actuariels nets, fondés sur la valeur marchande des actifs des régimes, en excédent de 10% du montant le plus élevé entre l'obligation au titre des prestations constituées et la valeur axée sur la valeur marchande des actifs des régimes, ainsi que les coûts des services passés sont portés aux résultats sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants variant de 9,2 à 11,4 ans, selon les régimes.
- Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite des employés est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service et aux meilleures estimations de la direction du rendement prévu des placements des régimes, de la croissance des salaires, de l'âge de retraite des employés, de la mortalité des participants aux régimes et des coûts des soins de santé.
- Le coût des prestations de retraite et des avantages complémentaires de retraite des employés est constaté aux résultats au fur et à mesure que les services sont rendus par les employés.
- La date de mesure utilisée par la CCQ est le 31 décembre.

3.13. Indemnités versées aux salariés

Fonds spécial d'indemnisation

Les indemnités versées aux salariés sont comptabilisées lorsqu'il est reconnu et prouvé que l'employeur est insolvable.

3.14. Passifs actuariels des régimes d'assurance

Les passifs actuariels sont constitués de la valeur présente estimative de tous les paiements futurs qui seront effectués relativement aux prestations et aux indemnités prévues par les régimes d'assurance. Ces passifs comprennent des provisions pour les prestations engagées et pour les rentes à verser aux assurés invalides.

L'estimation des passifs actuariels se fonde sur des techniques actuarielles standard, elles-mêmes basées sur l'évolution des réclamations et sur les statistiques de paiement. L'estimation requiert l'utilisation d'hypothèses, telles que les statistiques de paiement, les taux futurs de fréquence, l'inflation, les changements des lois et des règlements ainsi que d'autres facteurs, dans la nature des couvertures d'assurance.

4. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES

Instruments financiers

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la CCQ a adopté les modifications apportées au chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA* « Instruments financiers - informations à fournir ». Les modifications visent à améliorer les exigences en matière d'informations à fournir dans les notes aux états financiers au sujet des évaluations à la juste valeur et d'étoffer les obligations d'information sur le risque de liquidité. Ces modifications ont entraîné la divulgation d'informations supplémentaires concernant les évaluations de la juste valeur des instruments financiers. Les informations supplémentaires fournies sont incluses à la note 5, « Placements », et à la note 14, « Instruments financiers ».

Risques de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a publié l'abrégé CPN-173 « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers ». Cet abrégé requiert que la juste valeur des instruments financiers tienne compte du risque de crédit propre à l'entité et du risque de crédit de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers, y compris les instruments financiers dérivés. L'adoption du CPN-173 n'a pas d'incidence significative sur les états financiers de la CCQ.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Le 1^{er} janvier 2009, la CCQ a adopté les recommandations du chapitre 3064, du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels » qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », ainsi que le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ».

Le nouveau chapitre 3064 confirme qu'au moment de leur constatation initiale, les actifs incorporels doivent être comptabilisés à titre d'actifs seulement s'ils répondent à la définition d'un actif incorporel et aux critères de comptabilisation d'un actif. De plus, le chapitre 3064 fournit des indications supplémentaires relativement à la comptabilisation des actifs incorporels développés à l'interne.

En ce qui a trait à l'évaluation ultérieure des actifs incorporels, les écarts d'acquisition et les informations à fournir, le chapitre 3064 reprend l'essentiel des recommandations de l'ancien chapitre 3062.

L'adoption du chapitre 3064 n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers de la CCQ.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

5. PLACEMENTS

5.1. Placements sous gestion interne

Fonds général d'administration, régime supplémentaire de rentes, régimes d'assurance et fonds en fidéicomis

Les placements sous gestion interne sont répartis comme suit dans les différentes classes d'actifs :

					2009	2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie						
Encaisse					59 811	35 976
Dépôt à court terme ⁽¹⁾					7 506	106 880
Compte courtier ⁽²⁾					3	(266)
Intérêts courus					10	196
Obligations					1 746	-
Chèques émis non encaissés					(5 742)	(7 669)
					63 334	135 117
					2009	2008
	En deçà d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance déterminée		
Placements et revenus courus						
Fonds de marché monétaire	-	-	-	401 737	401 737	295 488
Obligations ⁽³⁾						
Canada, provinces ou municipalités	7 456	145 723	120 245	-	273 424	254 726
Corporations	2 911	30 519	54 984	-	88 414	65 964
Fonds d'obligations corporatives	-	-	-	36 453	36 453	41 197
Actions canadiennes	-	-	-	125 382	125 382	99 060
Fonds d'actions américaines	-	-	-	121 543	121 543	101 824
Fonds d'actions internationales	-	-	-	123 043	123 043	98 975
Fonds immobiliers	-	-	-	68 162	68 162	59 532
Intérêts courus	-	-	-	3 170	3 170	5 082
	10 367	176 242	175 229	879 490	1 241 328	1 021 848
					1 304 662	1 156 965

(1) Venant à échéance au plus tard le 31 mars 2010.

(2) Correspond aux transactions en attente de règlement.

(3) Échéances diverses allant jusqu'en 2049 avec des taux de rendement variant entre 1,25 % et 11,50 %.

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

Les placements sous gestion interne sont répartis comme suit dans les différents états financiers de la CCQ :

	2009	2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Fonds général d'administration	12 119	28 282
Régime supplémentaire de rentes - compte général	9	(248)
Régime supplémentaire de rentes - compte complémentaire	2 283	2 062
Régime supplémentaire de rentes - compte des retraités	4 271	15 256
Régime d'assurance de base	16 023	21 813
Régimes supplémentaires d'assurance	931	984
Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction	2 165	2 308
Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel	300	97
Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés	23 278	58 640
Fonds de réclamations de salaires	(152)	18
Fonds de cotisations patronales	156	450
Fonds de cotisations syndicales	751	2 436
Fonds de contributions sectorielles résidentielles	29	51
Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale	28	27
Fonds spécial d'indemnisation	521	1 493
Fonds de qualification	622	1 448
	63 334	135 117
Placements et revenus courus		
Fonds général d'administration	79 391	60 013
Régime supplémentaire de rentes - compte général	1 892	673
Régime supplémentaire de rentes - compte complémentaire	15 380	4 345
Régime supplémentaire de rentes - compte des retraités	29 214	32 196
Régime d'assurance de base	645 286	530 434
Régimes supplémentaires d'assurance	48 502	41 475
Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction	141 245	128 967
Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel	26 250	23 799
Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés	238 276	186 399
Fonds de réclamations de salaires	1 232	820
Fonds de cotisations patronales	1 048	949
Fonds de cotisations syndicales	5 397	5 402
Fonds de contributions sectorielles résidentielles	195	107
Fonds de cotisations à la caisse d'éducation syndicale	189	57
Fonds spécial d'indemnisation	3 642	3 161
Fonds de qualification	4 189	3 051
	1 241 328	1 021 848
	1 304 662	1 156 965

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

5.2. Placements confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les placements des fonds du régime supplémentaire de rentes confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) se détaillent comme suit :

	2009	2008
Compte général		
Avances	(5 999)	(23 001)
Dépôts à participation	2 989 222	2 986 381
Revenus courus	13 736	20 771
	2 996 959	2 984 151
Compte complémentaire		
Dépôt à vue	31 001	34 004
Dépôts à participation	2 978 747	2 515 196
Revenus courus	12 498	15 254
	3 022 246	2 564 454
Compte des retraités		
Avances	(53 001)	(24 000)
Dépôts à participation	4 505 513	4 265 082
Revenus courus	19 912	27 580
	4 472 424	4 268 662
	10 491 629	9 817 267

Les dépôts à participation tenus pour chacun des comptes du régime supplémentaire de rentes sont détenus en unités de participation de fonds particuliers. Ces unités sont remboursables à la juste valeur de l'avoir net du fonds à la fin de chaque mois sur préavis et selon les modalités des règlements de la CDPQ. La CDPQ attribue à la clôture du mois, à chacun des comptes, les revenus de placement ainsi que les gains et les pertes réalisés sur placements nets des frais de gestion. La juste valeur de l'avoir net du fonds est établie selon la méthode de la valeur liquidative.

La juste valeur des dépôts à participation au 31 décembre 2009 a été établie par la CDPQ en considérant les résultats nets des placements qu'elle détient dans les billets à terme adossés à des actifs dans le cadre de la réalisation de l'Accord de Montréal.

Billets à terme adossés à des actifs (« BTAA ») de tiers et bancaires

Les BTAA détenus par la CDPQ sont classés en trois types :

- Les BTAA de tiers, restructurés dans le cadre de l'entente de restructuration du Comité pancanadien des investisseurs;
- Les autres BTAA de tiers, restructurés ou dont la restructuration a échoué;
- Les BTAA bancaires, restructurés.

Les actifs qui ont fait l'objet d'un échange le 21 janvier 2009 étaient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »). La crise des prêts hypothécaires à haut risque aux États-Unis a déclenché des perturbations sur les marchés internationaux qui ont abouti à une crise de liquidité du marché canadien du PCAA de tiers à la mi-août 2007. Depuis ce moment, la CDPQ n'avait pas été en mesure de se faire rembourser les sommes dues en vertu des PCAA de tiers. Les investisseurs ainsi que les banques ayant acheté la protection contre la défaillance de crédit ont alors convenu d'un moratoire et entamé des discussions dans le cadre de l'Accord de Montréal et du Comité pancanadien des investisseurs de PCAA.

Description des BTAA

Les BTAA constituent des créances adossées à une variété d'instruments financiers. Les actifs sous-jacents, tels que les créances hypothécaires résidentielles ou commerciales, où l'exposition aux risques tels que les trocs de défaillance de crédit, ainsi que certains autres actifs sont acquis par un conduit au moyen de divers types d'opérations, comprenant notamment l'émission de papier commercial ou de billets à terme.

BTAA de tiers

Le PCAA visé par le plan de restructuration a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable assortis d'échéances à plus long terme conçues pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents, avec regroupement de certains actifs.

Il n'y avait pas de différence entre la juste valeur des titres de PCAA détenus par la CDPQ au 31 décembre 2008, soit avant l'attribution officielle des BTAA, et la juste valeur des billets émis le 21 janvier 2009.

Autres BTAA de tiers

Une seule fiducie a été restructurée en 2007. La CDPQ a reçu des titres de remplacement et des liquidités au terme de la restructuration. Ces billets ont fait l'objet de décotes successives. La CDPQ a entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2009.

La restructuration d'une autre fiducie a échoué. La CDPQ avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans cette fiducie au 31 décembre 2008.

BTAA bancaires

La CDPQ détient des BTAA émis par des fiducies parrainées par des institutions financières. En raison des mouvements des marchés, ces fiducies ont dû faire face à des appels de garantie importants de la part des acheteurs de protection de crédit. Conséquemment, ces fiducies ont été restructurées au cours de 2008. La CDPQ avait entièrement provisionné la baisse de valeur de son investissement dans ces fiducies au 31 décembre 2008.

Établissement de la juste valeur

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les BTAA de tiers et bancaires, la CDPQ a établi des justes valeurs pour les différents BTAA, à

l'aide d'une technique d'évaluation fondée sur un modèle financier dont les hypothèses et les probabilités reflètent les incertitudes relatives aux montants, au rendement et à l'échéance des flux de trésorerie, au risque d'illiquidité, à la nature et au risque de crédit des créances et des actifs financiers sous-jacents et aux écarts de crédit reflétant les conditions de marché au 31 décembre 2009.

Les hypothèses utilisent autant que possible des données observables sur le marché comme les taux d'intérêt et la qualité du crédit. Elles reposent en partie sur des données non observables ou sur des données de marché observables ajustées de manière importante afin de refléter les caractéristiques propres aux instruments évalués. La juste valeur des titres a été établie en estimant la valeur actualisée des flux de trésorerie selon différents scénarios de défaut et de perte de crédit sur l'ensemble des actifs sous-jacents pour chacun des billets avec des échéances correspondantes à celles des actifs sous-jacents. Les taux d'intérêt reflètent les flux monétaires disponibles au sein des véhicules et tiennent compte du taux de levier des différentes structures ainsi que de la subordination des notes restructurées, lorsque requis. Une fois ajustés pour tenir compte de l'incidence du risque de crédit des actifs sous-jacents, les flux de trésorerie anticipés sur les titres sont actualisés à un taux sans risque, majoré d'une prime de financement et d'illiquidité. La CDPQ a pris en compte la probabilité que les taux de défaut cumulatifs historiques, correspondant à la période d'actualisation, soient d'une plus grande sévérité au cours des prochaines années. Pour les actifs synthétiques et hybrides, les taux de défaut estimés s'appliquent à l'ensemble des actifs sous-jacents.

L'estimation de la juste valeur des BTAA établie par la CDPQ au 31 décembre 2009 est susceptible de ne pas être une indication de la valeur définitive ou de la juste valeur future. Bien que la direction de la CDPQ juge que sa technique d'évaluation est appropriée dans les circonstances, le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait avoir une incidence importante sur la juste valeur des BTAA au cours des prochains exercices. En conséquence, la résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces investissements diffère considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction de la CDPQ au cours des périodes ultérieures. La révision de la juste valeur des BTAA comptabilisée par la CDPQ aurait un effet sur la juste valeur des dépôts à participation détenus par le Régime supplémentaire de rentes.

Effet sur les résultats

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009, la quote-part des résultats nets attribuée au Régime supplémentaire de rentes totalise 33,4 millions de dollars (perte nette de 267,1 millions de dollars en 2008) pour des investissements dans les BTAA par l'intermédiaire de la CDPQ de 475,0 millions de dollars (472,0 millions de dollars en 2008). Les résultats nets sont composés :

- de la quote-part de la plus-value non matérialisée sur ces titres, soit 34,0 millions de dollars (perte non matérialisée de 249,8 millions de dollars en 2008);
- de la quote-part des pertes matérialisées de 13,0 millions de dollars (16,5 millions de dollars en 2008);
- de la quote-part des revenus d'intérêts relativement à ces titres, soit 13,0 millions de dollars (perte de 0,7 million de dollars en 2008);
- de la quote-part des charges d'exploitation de 0,6 million de dollars (aucune en 2008).

Cette quote-part a été attribuée au Régime supplémentaire de rentes conformément aux modalités convenues.

Engagements associés aux BTAA de tiers et bancaires

En plus des montants investis dans les BTAA qu'elle présente à ses états financiers, la CDPQ y mentionne également des éventualités découlant des garanties qu'elle a émises dans le cadre de la restructuration. Au 31 décembre 2009, la quote-part de ces garanties attribuée au Régime supplémentaire de rentes est nulle (21,0 millions de dollars en 2008).

COMMISSION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC

6. ACTIFS À LONG TERME**6.1. Fonds général d'administration**

Immobilisations corporelles

2009			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Terrain	5 906	-	5 906
Bâtiments	11 633	6 923	4 710
Aménagement des bâtiments	3 700	2 932	768
Mobilier et équipement	6 633	5 334	1 299
Équipement informatique	9 247	7 485	1 762
Améliorations locatives	1 684	1 603	81
	38 803	24 277	14 526
Immobilisations corporelles en cours de construction	8 340	-	8 340
	47 143	24 277	22 866

2008			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Terrain	5 906	-	5 906
Bâtiments	11 671	6 654	5 017
Aménagement des bâtiments	3 289	2 611	678
Mobilier et équipement	6 488	5 042	1 446
Équipement informatique	8 398	6 719	1 679
Améliorations locatives	1 654	1 521	133
	37 406	22 547	14 859
Immobilisations corporelles en cours de construction	5 219	-	5 219
	42 625	22 547	20 078

Les immobilisations corporelles en cours de construction incluent les coûts encourus s'élevant à 8 171 \$ (5 219 \$ en 2008) pour la construction d'un bâtiment et à 169 \$ (aucun en 2008) pour l'équipement informatique y afférent.

Actifs incorporels

2009			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Logiciels	9 529	8 349	1 180
Projets de développement informatique	5 204	-	5 204
	14 733	8 349	6 384
2008			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Logiciels	8 592	7 587	1 005
Projets de développement informatique	2 275	-	2 275
	10 867	7 587	3 280

6.2. Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction et Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel

Matériaux réutilisables pour la formation

2009			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Fonds de formation	3 038	2 378	660
Plan de formation	306	205	101
2008			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Fonds de formation	2 942	2 124	818
Plan de formation	266	176	90

Immobilisations corporelles en cours de construction

2009			
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Fonds de formation	30	-	30

Les immobilisations corporelles en cours de construction incluent les coûts encourus pour l'installation d'équipements utilisables pour la formation.

7. EMPRUNT BANCAIRE

La CCQ dispose d'une facilité de crédit renouvelable annuellement le 1^{er} juillet auprès d'une institution financière. Au 31 décembre 2009, le montant maximum que pouvait prélever la CCQ pour sa gestion propre s'établissait à 7 000 000 \$. Les montants prélevés portent

intérêt au taux préférentiel. De plus, lors d'un découvert de banque relié à un ou plusieurs fonds en fidéicommis, des avances substantielles peuvent être consenties par l'institution financière, normalement pour une période ne dépassant pas quelques jours et portant intérêt au même taux préférentiel. Au 31 décembre 2008 et 2009, la facilité de crédit n'était pas utilisée.

8. FLUX DE TRÉSORERIE

8.1. Fonds général d'administration

Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement

	2009	2008
Prélèvements à recevoir	(302)	630
Débiteurs	742	(907)
Frais payés d'avance	42	1 013
Créditeurs et frais courus	368	(7 178)
Subventions du gouvernement du Québec reportées	(1 275)	396
Revenus reportés	21	(5)
	(404)	(6 051)

8.2. Autres fonds

Un état des flux de trésorerie pour les fonds en fidéicommis n'a pas été présenté puisqu'il n'apporterait aucune autre information utile au lecteur qui ne soit déjà présentée dans les autres états financiers.

9. OBLIGATIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS LIÉES AU RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE DE RENTES

9.1. Obligations du Régime supplémentaire de rentes

La firme d'actuaire Groupe-conseil Aon a établi la valeur actuarielle des prestations constituées du compte général et du compte des retraités à même les renseignements arrêtés au 1^{er} janvier 2009 et cette valeur a été actualisée par projection au 31 décembre 2009. La valeur actuarielle a été déterminée au moyen de la

méthode de répartition des prestations constituées et à partir des hypothèses les plus probables, en incluant des marges appropriées pour des écarts défavorables. Selon cette méthode, les engagements correspondent à la valeur actuarielle, à la date de l'évaluation, des créances de rentes et des autres prestations payables en fonction des heures ajustées accumulées à cette date. Le compte complémentaire n'est pas visé puisque cette partie du Régime supplémentaire de rentes est à cotisations déterminées et que les obligations de ce compte sont égales à l'actif.

Selon cette évaluation, la valeur actuarielle des prestations au 31 décembre et les principales composantes de l'évolution des valeurs actuarielles au cours de l'exercice ainsi que la valeur des réserves déterminée conformément au *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction* s'établissent comme suit :

	2009	2008
Compte général	4 152 358	4 482 775
Compte des retraités	5 406 669	5 041 161
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 559 027	9 523 936
Réserve pour fluctuations économiques au compte général	132 727	-
Réserve spéciale prise à même le compte général égale à la différence entre la valeur des obligations du compte des retraités et l'actif de ce compte	506 353	367 758
Valeur actuarielle des prestations constituées et réserves à la fin de l'exercice	10 198 107	9 891 694
Valeur actuarielle des prestations constituées au début de l'exercice	9 523 936	9 331 434
Modifications des hypothèses actuarielles	9 157	104 948
Intérêts cumulés sur les prestations	537 836	531 003
Prestations versées	(611 454)	(616 745)
Transfert du compte complémentaire	121 372	113 773
Pertes d'expérience	(21 820)	59 523
Valeur actuarielle des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 559 027	9 523 936

Les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées tiennent compte des prévisions concernant la situation du marché à long terme. Les hypothèses actuarielles significatives à long terme et utilisées pour l'évaluation sont les suivantes :

(en pourcentage)	2009	2008
Taux d'actualisation et de rendement de l'actif à moyen et à long terme	5,81	5,81

Les taux d'intérêt utilisés en 2009 et en 2008 pour le calcul des engagements du compte général ont été réduits de 0,50% avant la retraite afin de tenir compte des frais d'administration.

9.2. Valeur actuarielle de l'actif net disponible

La valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le service des prestations a été déterminée de manière à tenir compte des tendances à long terme du marché, conformément aux hypothèses sous-jacentes à l'évaluation des prestations constituées. Cette évaluation est fondée sur une méthode selon laquelle la valeur actuarielle de l'actif est déterminée sur la base de la différence entre les valeurs marchandes réelles et espérées des placements des trois dernières années. La valeur ajustée de l'actif est limitée à 107% de la valeur marchande.

Au 31 décembre 2009, la valeur de l'actif est déterminée selon une extrapolation des hypothèses économiques entre le 30 septembre et le 31 décembre. Au 31 décembre 2008, de façon exceptionnelle aux fins des états financiers, la valeur de l'actif a été déterminée selon la juste valeur des placements à cette date, et ce, afin de tenir compte de la baisse importante des marchés financiers au cours du dernier trimestre de 2008.

Ces valeurs actuarielles s'établissent comme suit :

	2009	2008
Juste valeur de l'actif net disponible pour le versement des prestations		
Compte général	2 910 937	2 979 037
Compte des retraités	5 086 088 ⁽¹⁾	4 735 424 ⁽¹⁾
	7 997 025	7 714 461
Modification des justes valeurs non prises en compte dans la valeur actuarielle de l'actif net	522 857	512 780
Valeur actuarielle de l'actif net disponible pour le versement des prestations	8 519 882	8 227 241

(1) Inclut la réserve spéciale prise à même le compte général.

9.3. Politique de capitalisation

Depuis le 26 décembre 2004, la cotisation salariale des participants, qui a été fixée à 0,80 \$ par heure travaillée par les clauses communes aux quatre conventions collectives sectorielles de l'industrie, est versée au compte complémentaire en addition de celles déjà prévues par les clauses particulières applicables aux divers métiers et

occupations. La cotisation des participants au compte complémentaire a varié de 0,15 \$ à 3,80 \$ par heure travaillée depuis le début du Régime supplémentaire de rentes.

Pour l'exercice 2009, les cotisations des employeurs pour services passés et courants versées par heure travaillée s'établissent comme suit pour les comptes général et complémentaire :

(en dollars)		2009
Apprenti	Compte général Services passés	2,015
	Compte complémentaire Services courants	0,75
Compagnon	Compte général Services passés	2,015
	Compte complémentaire Services courants	1,49

La dernière évaluation actuarielle déposée auprès de la Régie des rentes du Québec est celle du 31 décembre 2006.

Le tableau présenté à la note 9.1, « Obligations du Régime supplémentaire de rentes » montre que la réserve pour fluctuations économiques dans le compte général s'élève à 132 727 000 \$ (aucune en 2008) et que la réserve pour indexations

futures au compte des retraités est nulle comme en 2008. L'obligation non capitalisée du Régime supplémentaire de rentes est de 1 545 498 000 \$ (1 664 453 000 \$ en 2008). Cette obligation est en voie de capitalisation, sur une période se terminant le 31 décembre 2018, par une cotisation des employeurs pour services passés établie à 2,015 \$ par heure travaillée.

9.4. Règle d'amortissement du déficit actuariel prévu à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*

La *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* indique que la période d'amortissement des déficits actuariels aux fins de solvabilité ne peut excéder cinq ans. L'application de la période d'amortissement prévue par la loi entraînerait une cotisation des employeurs pour services passés de 5,424 \$ par heure travaillée (6,564 \$ en 2008), au lieu de 2,015 \$ en 2009 et en 2008 pour un apprenti ou un compagnon, aux fins d'amortir la portion

de 2 110 820 000 \$ du déficit de solvabilité au 31 décembre 2009 (2 296 680 000 \$ en 2008) qui ne serait pas couverte par la cotisation pour services passés prévue pour les cinq prochaines années.

10. PASSIFS ACTUARIELS DES RÉGIMES D'ASSURANCE

Les passifs actuariels représentent les engagements du régime d'assurance de base reliés aux couvertures d'assurance en vigueur au 31 décembre et se détaillent comme suit :

	2009	2008
Provisions pour prestations engagées	44 650	35 810
Provisions pour rentes aux assurés invalides	42 116	38 763
	86 766	74 573

11. ENGAGEMENTS

Fonds général d'administration

La CCQ a signé des baux à long terme, échéant à diverses dates jusqu'au 31 décembre 2014, pour la location de locaux. Dans certains cas, ces baux comportent une option de renouvellement de cinq ans. Pour l'exercice 2009, les loyers relatifs aux espaces loués ont totalisé 1 928 466 \$ (1 836 340 \$ en 2008). Les loyers minimums futurs en vertu des baux s'y rattachant pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit :

2010	1 653
2011	1 016
2012	471
2013	264
2014	118
	3 522

Au 31 décembre 2009, les engagements totaux de la CCQ pour les immobilisations en cours de construction s'élevaient à 6 378 320 \$ (aucun en 2008) pour le Fonds général d'administration et à 514 330 \$ (aucun en 2008) pour le Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction.

Régime supplémentaire de rentes

En vertu du *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction*, toute somme qui doit revenir à un participant ou à un bénéficiaire visé par la terminaison du Régime supplémentaire de rentes doit, à défaut d'être réclamée dans les trois ans suivant l'expiration du délai prévu, être remise au ministère du Revenu. Cette remise peut toutefois être faite avant l'expiration de ce délai si les seuls droits qui restent à liquider reviennent à des participants ou à des bénéficiaires introuvables. Au cours des dernières années, les paiements de la CCQ au ministère du Revenu se faisaient approximativement tous les trois ans. Une entente a été prise en 2006 pour que la CCQ fasse ses paiements chaque année. Aucun paiement n'a été fait au cours de l'exercice 2009, car la direction de la CCQ travaille toujours à la détermination des montants qui seront versés en 2010 pour les exercices 2007 à 2009.

12. ÉVENTUALITÉS

Des poursuites judiciaires contre la CCQ, totalisant 4 139 739 \$, sont en cours à la date de préparation des états financiers (4 521 078 \$ en 2008). Pour ces litiges, la CCQ maintient des provisions et les révisé régulièrement, selon une approche au cas par cas, lorsque la perte prévue est probable et peut raisonnablement être estimée selon l'information alors disponible.

13. ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES EN VERTU DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La CCQ offre deux régimes de retraite à prestations déterminées contributifs à l'ensemble de ses employés syndiqués et hors convention. Elle offre également des régimes d'avantages complémentaires à la retraite. Ces régimes se composent d'allocations de retraite versées lors du départ à la retraite, de régimes de couverture d'assurance maladie et de prestations d'assurance vie au décès.

La CCQ a signé, en décembre 2005, une entente modifiant le règlement du Régime complémentaire de retraite des employés syndiqués de la CCQ. D'après cette entente, toute cotisation additionnelle versée par la CCQ, ayant pour but de financer le déficit de ce régime ou de permettre le plein financement de la cotisation d'exercice, lui

sera remboursée dès que des excédents d'actifs se dégageront du Régime. Au cours de l'exercice 2009, la cotisation additionnelle versée totalisait 1 695 666 \$ (2 275 223 \$ en 2008).

Les évaluations actuarielles sur base de comptabilisation les plus récentes ont été préparées en date du 1^{er} juillet 2007 pour les régimes de retraite et en date du 15 octobre 2008 pour les autres régimes. Les prochaines évaluations actuarielles aux fins de solvabilité seront effectuées au cours de l'exercice 2010.

Les actifs des régimes de retraite sont détenus en fiducie et la répartition de leurs justes valeurs s'établissait comme suit à la date de mesure, soit au 31 décembre :

(en pourcentage)	2009	2008
Actions	57	54
Obligations	34	42
Autres	9	4

Les principales hypothèses actuarielles ayant servi à déterminer le coût des avantages et l'obligation au titre des prestations constituées sont les suivantes (hypothèses moyennes pondérées au 31 décembre) :

Hypothèses actuarielles

(en pourcentage)	2009	2008	2009	2008
	Régimes de retraite		Autres régimes	
Taux d'actualisation	6,25	7,50	6,25	7,50
Taux de rendement à long terme prévu des actifs	7,00	7,00	-	-
Taux de croissance des salaires	2,25 à 4,25	2,25 à 4,25	2,25 à 4,25	2,25 à 4,25

Aux fins de la mesure, le taux moyen de croissance annuelle hypothétique du coût des soins de santé couverts par participant a été fixé à 7,5% en 2009 pour les médicaments, réduisant graduellement à un taux de 2,5% après 15 ans, à 2,5% pour les frais hospitaliers et à 4,5% pour les autres frais, réduisant graduellement à un taux de 2,5% après 10 ans.

Le rapprochement de la situation de capitalisation des régimes et des montants inscrits au bilan s'établit comme suit au 31 décembre :

Situation de capitalisation

	2009	2008	2009	2008
	Régimes de retraite		Autres régimes	
Juste valeur des actifs des régimes	265 389	240 207	-	-
Obligations au titre des prestations constituées	337 186	280 561	64 644	51 784
Déficit	(71 797)	(40 354)	(64 644)	(51 784)
Gain actuariel net non amorti - (Perte actuarielle non amortie)	(92 819)	(66 916)	1 237	11 525
Coût des services passés non amorti	2 919	3 382	-	-
Actif au titre des prestations constituées (passif)	18 103	23 180	(65 881)	(63 309)

Selon les calculs actuariels effectués pour l'exercice 2009, le coût des avantages sociaux de la CCQ se présente comme suit :

	2009	2008	2009	2008
	Régimes de retraite		Autres régimes	
Coût des avantages sociaux constatés dans l'exercice	11 265	3 700	4 980	7 873

Les autres renseignements concernant les régimes à prestations déterminées de la CCQ se présentent comme suit :

	2009	2008	2009	2008
	Régimes de retraite		Autres régimes	
Cotisations de l'employeur	5 921	6 271	-	-
Cotisations des employés	4 314	5 078	-	-
Prestations versées	15 566	14 570	2 408	2 331

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers.

La CCQ dispose de politiques de placement à l'égard des placements sous gestion interne pour le Fonds général d'administration, le Régime supplémentaire de rentes, les régimes d'assurance

et les fonds en fidéicomis et des placements confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Ces politiques fixent notamment les proportions dans lesquelles seront investies les sommes disponibles entre les différentes classes d'actifs et permettent d'exercer un suivi de la performance des fonds et des gestionnaires.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que pourraient encourir les fonds de la CCQ en raison des fluctuations de la juste valeur des instruments financiers à la suite de la variation

des paramètres qui affectent cette évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ainsi que les cours boursiers.

Placements sous gestion interne

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des taux d'intérêt du marché.

Au 31 décembre 2009, si les taux d'intérêt en vigueur avaient augmenté ou diminué de 1 %, toutes les autres variables étant demeurées inchangées, les revenus de placements non réalisés auraient diminué ou augmenté de 23 746 000 \$ (20 537 000 \$ en 2008).

La sensibilité à la fluctuation du taux d'intérêt a été calculée en utilisant la moyenne pondérée de la durée du portefeuille obligataire au 31 décembre 2009.

Risque de change

Le risque de taux de change correspond au risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. Au 31 décembre 2009, si le dollar canadien s'était

apprécié ou déprécié de 1 % comparativement aux autres devises, les autres variables étant demeurées inchangées, les revenus de placements non réalisés auraient diminué ou augmenté de 1 470 000 \$ (1 200 000 \$ en 2008) pour les placements en devises étrangères non couverts par des contrats de change.

La sensibilité à la fluctuation de la valeur du dollar canadien a été calculée en établissant la valeur des actifs exposés aux devises étrangères au 31 décembre 2009 et en appliquant une variation de $\pm 1\%$ à la valeur établie. Ce calcul théorique ne tient pas compte des interrelations entre les devises, la seule variable est la fluctuation du dollar canadien.

Juste valeur des instruments financiers dérivés

La CCQ est exposée à des fluctuations de taux de change sur les placements détenus en devises étrangères et recourt à des contrats de change à terme afin de gérer son risque de change. Le tableau ci-dessous présente les montants nominaux de référence et les justes valeurs des contrats de change à terme.

	2009		2008	
	Montant nominal de référence	Juste valeur	Montant nominal de référence	Juste valeur
Positions vendeur	233 850	568	264 307	929

La juste valeur représente les montants estimatifs que la CCQ recevrait au règlement de contrats favorables ou qu'elle serait tenue de payer, afin de mettre fin aux contrats défavorables en date de la présentation de l'information financière. La juste valeur est évaluée en utilisant une technique d'évaluation généralement acceptée, soit la valeur actualisée de la différence entre la valeur du contrat à la fin, selon le taux de change de ce contrat, et la valeur du contrat à la fin, selon le taux de change que l'institution financière utiliserait si elle renégociait en date d'aujourd'hui

le même contrat aux mêmes conditions. Le risque de crédit de l'institution financière est également considéré dans la détermination de cette juste valeur.

Les contrats de change à terme, présentés sous la rubrique « Actifs (passifs) liés aux instruments financiers dérivés », ont des échéances inférieures à trois mois et sont répartis comme suit parmi les différents fonds détenant des placements en devises étrangères :

	2009	2008
Régime d'assurance de base	385	609
Régimes supplémentaires d'assurance	31	50
Fonds de formation des travailleurs de l'industrie de la construction	106	185
Plan de formation des travailleurs du secteur résidentiel	20	35
Fonds d'indemnités de congés annuels obligatoires et de jours fériés chômés	26	50
	568	929

Risque de prix

Le risque de prix correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché (autres que celles découlant des risques de taux d'intérêt ou de change), et que ces variations soient causées par des facteurs propres à l'instrument en cause ou à son émetteur ou par des facteurs affectant tous les instruments financiers similaires négociés sur le marché.

Au 31 décembre 2009, si les cours boursiers avaient augmenté ou diminué de 10 %, toutes les autres variables étant demeurées inchangées, le revenu de placements non réalisé aurait augmenté ou diminué de 43 813 000 \$ (35 939 000 \$ en 2008).

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité représente l'éventualité que le Fonds général d'administration, le Régime supplémentaire de rentes, les régimes d'assurance et les fonds en fidéicomis ne soient pas en mesure de réunir les fonds nécessaires pour respecter leurs obligations financières.

Afin de contrer ce risque, des prévisions de liquidité sont effectuées de façon quotidienne, mensuelle et annuelle et les transferts nécessaires sont réalisés. De plus, pour assurer ses besoins de liquidités, la CCQ dispose d'une facilité de crédit de 7 000 000 \$. Lors d'un découvert de banque relié à un ou à plusieurs fonds en fidéicomis, des avances substantielles peuvent être consenties par l'institution financière, pour une période ne dépassant normalement pas quelques jours. Les échéances des passifs financiers sont toutes inférieures à un an.

Placements confiés à la CDPQ

Risque de taux d'intérêt, de change et de prix

La CDPQ gère l'ensemble des risques de marché de manière intégrée et globale, de sorte que les principaux éléments contribuant au risque, tels que les secteurs d'activité, les pays et les émetteurs, sont pris en compte dans l'analyse du risque de marché.

La CDPQ peut utiliser des instruments financiers dérivés négociés en Bourse ou directement auprès de banques et de courtiers en valeurs mobilières, aux fins de la gestion des risques de marché auxquels elle est exposée.

Le risque de marché de la CDPQ est mesuré au moyen de la méthode dite de la valeur à risque (VaR), qui repose sur une évaluation statistique de la volatilité de la valeur marchande de chacune des positions et de leurs corrélations. La VaR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours d'une période selon un niveau de confiance déterminé. La CDPQ utilise un niveau de confiance de 99 % dans son calcul (84 % avant 2009). La VaR est calculée pour chaque instrument contenu dans l'ensemble des portefeuilles spécialisés et les résultats sont agrégés pour le portefeuille global.

La CDPQ utilise la méthode de la simulation historique pour estimer la VaR. Un horizon de 1 300 jours d'observation (800 jours avant 2009) des facteurs de risque, telle la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt et des prix des actifs financiers, est utilisé pour estimer la volatilité des rendements et sa corrélation entre les actifs. La méthode de simulation historique se fonde principalement sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Cette méthode nécessite que les séries de données historiques de l'ensemble

des facteurs de risque nécessaires à l'estimation du rendement des instruments soient disponibles. En l'absence de ces données historiques, des méthodes de substitution sont utilisées.

Deux types de risque sont calculés, soit les risques absolu et actif. Le risque absolu, ou la VaR absolue, du portefeuille de référence global de la CDPQ (portefeuille cible des déposants) est la résultante du risque de volatilité des indices de référence des catégories d'actif qui composent ce portefeuille. Par exemple, si les déposants choisissaient globalement d'augmenter la proportion des actions dans leur portefeuille de référence respectif, ce risque s'en trouverait automatiquement accru étant donné la plus grande volatilité de cette catégorie d'actif. Par le fait même, le rendement absolu attendu s'en trouverait ainsi augmenté. Le risque absolu du portefeuille global (portefeuille réellement investi des déposants) correspond au risque de volatilité des catégories d'actif qui composent ce portefeuille. Le risque absolu du portefeuille global et celui du portefeuille de référence se calculent selon la même méthode.

Le risque actif, ou la VaR de la gestion active, représente la possibilité que la CDPQ dégage un rendement différent de celui de son portefeuille de référence en gérant son portefeuille global de façon active. Plus le risque actif est élevé, plus le rendement absolu attendu du portefeuille global se démarquera du rendement du portefeuille de référence.

Le risque absolu du portefeuille de référence de la CDPQ, le risque absolu du portefeuille global et le risque actif sont mesurés régulièrement.

La VaR couvre la totalité ou presque des actifs détenus par la CDPQ. L'estimation du risque de marché des instruments non couverts par la VaR de la gestion active du portefeuille global est suivie trimestriellement par le comité de gestion des risques de son conseil d'administration.

Au 31 décembre 2009, le risque absolu et le risque actif des placements confiés à la CDPQ pour le compte général, le compte des retraités et le compte complémentaire s'établissent respectivement à 30,23% et à 9,59% (26,74% et 8,62% au 31 décembre 2008), à 30,16% et à 9,22% (26,70% et 8,57% au 31 décembre 2008) ainsi qu'à 28,68% et à 7,75% (26,13% et à 7,99% au 31 décembre 2008).

Les risques de taux d'intérêt, de change et de prix sont intégrés à la mesure globale de la VaR.

Risque de crédit et de concentration

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner un risque de crédit correspondant au risque de pertes financières résultant de l'incapacité ou du refus d'une contrepartie de s'acquitter entièrement de ses obligations contractuelles.

La CCQ pourrait être affectée par des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation et par le risque de concentration qui survient lorsque des investissements sont effectués auprès de la même entité. Le principal risque à ces égards concerne la fluctuation de la valeur des placements. Pour gérer ces risques, la CCQ dispose de politiques de placement qui visent à optimiser les rendements des fonds tout en assurant un niveau de risque qui soit acceptable.

De son côté, la CDPQ a établi une limite de concentration par groupe d'émetteurs à 3% de son actif total, à l'exception des titres émis par les gouvernements du Canada, du Québec, d'une autre province ou d'un territoire canadien ainsi que par les ministères et les organismes mandataires, lesquels ne font pas l'objet d'une limite de concentration. Les émetteurs souverains bénéficiant d'une cote de crédit AAA sont également exclus de cette limite de concentration.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie correspond au risque de crédit provenant des expositions actuelles et potentielles découlant des opérations sur les instruments financiers dérivés hors cote de la CDPQ.

Les transactions sur instruments financiers dérivés sont effectuées auprès d'institutions financières dont la cote de crédit est établie par des agences de notation de crédit financière reconnues et dont les limites opérationnelles sont fixées par sa direction. De plus, la CDPQ conclut des accords juridiques permettant de bénéficier de l'effet compensatoire entre les montants à risque et l'échange de sûretés, afin de limiter son exposition nette au risque de contrepartie.

Ce risque est mesuré par contrepartie, selon l'accord juridique en vigueur, à partir duquel il est possible de calculer une exposition nette occasionnée par l'ensemble des instruments financiers dérivés négociés de gré à gré et par les sûretés échangées.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement représente l'éventualité que la CDPQ ne soit pas en mesure de respecter en permanence ses engagements liés à ses passifs financiers sans devoir se procurer des fonds à des prix anormalement élevés ou procéder à la vente forcée d'éléments d'actif.

La conformité aux règles préétablies s'effectue mensuellement et un suivi des liquidités est effectué quotidiennement. La CDPQ simule divers scénarios afin d'estimer l'impact potentiel de différents événements de marché sur ses liquidités. Les gestionnaires responsables de la gestion des liquidités évaluent la liquidité des marchés sur

lesquels repose le financement des activités de la CDPQ. Ils s'assurent de la présence de la CDPQ sur des marchés financiers différents et du maintien des relations avec les agences de notation de crédit qui cotent la CDPQ ainsi qu'avec les bailleurs de fonds.

Hierarchie de la juste valeur

Au 31 décembre 2009, la juste valeur des instruments financiers est répartie de la façon suivante entre deux des trois niveaux hiérarchiques permis. Aucun instrument financier n'est classé au niveau 3 selon la hiérarchie des évaluations de la juste valeur :

	Niveau 1	Niveau 2	Total
Placements sous gestion interne (note 5.1)			
Placements à court terme	-	9 255	9 255
Obligations	-	361 838	361 838
Actions	125 382	-	125 382
Fonds de placements	-	750 938	750 938
Autres ⁽¹⁾	57 249	-	57 249
	182 631	1 122 031	1 304 662
Actifs liés aux instruments financiers dérivés		568	568
Placements confiés à la CDPQ (note 5.2)	18 147	10 473 482	10 491 629
	200 778	11 596 081	11 796 859

(1) Comprenant l'encaisse, les chèques émis non encaissés et les intérêts à recevoir

15. GESTION DU CAPITAL**Fonds général d'administration**

Ce fonds est établi pour rendre compte des opérations que la CCQ exerce pour l'application des conventions collectives conclues en vertu de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (L.R.Q., chapitre R-20), incluant l'administration de tout régime complémentaire d'avantages sociaux dans l'industrie de la construction. Cette loi dicte les responsabilités et les pratiques administratives reliées à l'utilisation et à la gestion des fonds qui proviennent des contributions des employeurs et des cotisations des salariés de l'industrie.

Régime supplémentaire des rentes et régimes d'assurance

Le *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux* (R-20, r. 14.01) fournit l'encadrement quant aux responsabilités et aux pratiques reliées à l'utilisation et à la gestion des fonds. Ce règlement a été fondé en respect des conventions collectives de l'industrie et, dans le cas du Régime supplémentaire de rentes, en respect de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (L.R.Q., chapitre R-15.1). Le capital utilisé provient des contributions des employeurs et des cotisations des salariés de l'industrie.

Les autres fonds

Les autres fonds ont été établis pour rendre compte des contributions reçues, conformément aux conventions collectives en vigueur, pour le financement des activités propres à chacun d'eux, telles qu'elles sont décrites dans la note 2.4 des états financiers.

Au cours de l'exercice 2009, la CCQ s'est conformée aux exigences de la gestion du capital prévue dans la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la*

main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20), par le *Règlement sur les régimes complémentaires d'avantages sociaux* et par les conventions collectives qu'elle applique.

16. AVOIR DES RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES D'ASSURANCE

Les régimes supplémentaires d'assurance ont été cumulés à l'intérieur d'un seul état financier aux fins de leur présentation. Au 31 décembre, l'avoir de chaque régime se détaille comme suit :

	2009	2008
Électriciens	6 420	6 097
Couvreurs	670	627
Ferblantiers	2 211	1 784
Tuyauteurs	9 829	8 122
Travailleurs de lignes	4 213	3 062
Mécaniciens en protection-incendie	929	670
Frigoristes	52	(11)
Menuisiers	94	(31)
Mécaniciens de chantier	858	651
Métiers de la truelle	2 995	2 548
	28 271	23 519

17. AVOIR DES FONDS DE QUALIFICATION

Les fonds de qualification ont été cumulés à l'intérieur d'un seul état financier aux fins de leur présentation. Au 31 décembre, l'avoir de chaque fonds se détaille comme suit :

	2009	2008
Mécaniciens	37	44
Serruriers	101	101
Monteurs	51	68
Ferrailleurs	254	198
Électriciens	1 417	1 358
Ferblantiers	479	440
Chaudronniers	323	306
Tuyauteurs et soudeurs en tuyauterie	2 165	2 046
	4 827	4 561

18. SUBVENTIONS REPORTÉES

En 2009, les subventions reçues du gouvernement du Québec s'élèvent à 4 000 000 \$ pour la période 2009-2010 (8 058 000 \$ en 2008-2009). Il n'y a aucune subvention à rembourser pour la période 2009-2010 (100 263 \$ en 2008-2009).

19. RECLASSEMENT

Certains chiffres comparatifs de 2008 ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée pour l'exercice 2009.

Les états financiers

Le rapport de
la direction >

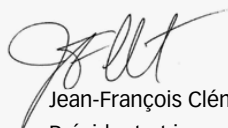
Les états financiers de la Commission des lésions professionnelles ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. Chacun des gestionnaires effectue mensuellement l'analyse et la validation de la situation budgétaire concernant son unité administrative.

La Commission reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le comité de direction doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Commission conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur présente la nature et l'étendue de cette vérification de même que son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Jean-François Clément
Président et juge administratif en chef

Québec, le 15 juin 2010

Le rapport du vérificateur >

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Commission des lésions professionnelles (la « Commission ») au 31 mars 2010 et les états des résultats, du solde déficitaire du fonds ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

 Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 15 juin 2010

Les états financiers

Les résultats

de l'exercice terminé
le 31 mars 2010

	2010	2009
PRODUITS		
Contribution de la Commission de la santé et de la sécurité du travail	56 225 475 \$	54 117 520 \$
Intérêts	138 320	343 681
Publications et locations de salles	43 689	9 214
	<u>56 407 484</u>	<u>54 470 415</u>
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	36 700 779	35 943 783
Transport et communication	3 366 367	2 850 785
Services professionnels	8 233 007	7 707 570
Loyers et entretien	5 178 921	5 194 996
Fournitures	531 696	529 054
Amortissement des immobilisations corporelles	1 481 180	1 393 117
Intérêts sur la dette à long terme	41 574	14 886
Autres	4 367	18 010
	<u>55 537 891</u>	<u>53 652 201</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>869 593 \$</u>	<u>818 214 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Le solde
déficitaire
du fonds
de l'exercice terminé
le 31 mars 2010

	2010	2009
SOLDE AU DÉBUT	(2 109 837) \$	(2 928 051) \$
Excédent des produits sur les charges de l'exercice	869 593	818 214
SOLDE À LA FIN	(1 240 244) \$	(2 109 837) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Les états financiers

Le bilan >
au 31 mars 2010

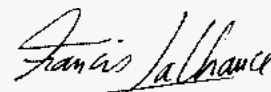
	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13 064 045 \$	11 225 685 \$
Créances à recevoir	100 507	75 983
Intérêts courus à recevoir	29 055	136 507
Frais payés d'avance	728 992	679 671
	<u>13 922 599</u>	<u>12 117 846</u>
Immobilisations corporelles (note 3)	4 936 150	3 930 543
	<u>18 858 749 \$</u>	<u>16 048 389 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	2 777 694 \$	3 034 604 \$
Provision pour allocations de transition (note 5)	435 201	1 623 267
Provision pour vacances (note 5)	3 982 663	3 821 468
Versements sur la dette à long terme (note 6)	346 930	—
	<u>7 542 488</u>	<u>8 479 339</u>
Dette à long terme (note 6)	1 587 170	—
Provision pour allocations de transition (note 5)	3 482 720	2 053 423
Provision pour congés de maladie (note 5)	7 486 615	7 625 464
	<u>20 098 993</u>	<u>18 158 226</u>
SOLDE DÉFICITAIRE DU FONDS	(1 240 244)	(2 109 837)
	<u>18 858 749 \$</u>	<u>16 048 389 \$</u>

Engagements (note 7)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LA COMMISSION


Jean-François Clément, président


Francis Lachance, directeur général
de l'administration

**Le flux
de trésorerie**
de l'exercice terminé
le 31 mars 2010

	2010	2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	869 593 \$	818 214 \$
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 481 180	1 393 117
Perte (gain) sur disposition d'immobilisations corporelles	(3 256)	9 562
	2 347 517	2 220 893
Variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 4)	662 046	734 323
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	3 009 563	2 955 216
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	7 112	3 564
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 4)	(3 112 415)	(1 136 817)
Flux de trésorerie utilisés pour des activités d'investissement	(3 105 303)	(1 133 253)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dette à long terme	2 060 461	—
Remboursement de la dette à long terme	(126 361)	(544 794)
Flux de trésorerie provenant (utilisés pour) des activités de financement	1 934 100	(544 794)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 838 360	1 277 169
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	11 225 685	9 948 516
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 4)	13 064 045 \$	11 225 685 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Les états financiers

Les notes
complémentaires >
31 mars 2010**1. CONSTITUTION, FONCTIONS ET FINANCEMENT**

La Commission des lésions professionnelles, (la « Commission »), personne morale au sens du code civil, constituée par la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., chapitre A-3.001), a pour fonctions d'entendre et de disposer des contestations des décisions rendues par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à la suite d'une révision administrative.

Les sommes requises pour les opérations de la Commission sont prises sur le fonds de la Commission constitué des sommes que la Commission de la santé et de la sécurité du travail y verse selon les modalités que détermine le gouvernement.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, la Commission n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation des états financiers, la Commission utilise prioritairement le manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Commission, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux postes pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles ainsi que les provisions pour congés de maladie et pour allocations de transition établies sur une base actuarielle. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Constatation des produits

La contribution de la Commission de la santé et de la sécurité du travail est constatée à titre de produit lorsqu'elle est reçue ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Dépréciation des immobilisations corporelles

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Commission de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont passées en charges dans l'état des résultats.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Commission consiste à présenter dans la trésorerie et équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas douze mois à partir de la date d'acquisition et qui sont encaissables en tout temps.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels suivants :

Mobilier et équipement de bureau	20,0 %
Matériel roulant	20,0 %
Équipements informatiques	33,3 %
Améliorations locatives	20,0 %
Logiciels	33,3 %
Développements informatiques	33,3 %

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que la Commission ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Provision pour les allocations de transition

Les obligations à long terme découlant des allocations de transition accumulées par les commissaires sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par la Commission et le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les commissaires, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation d'un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

Les états financiers

Les notes
complémentaires >
31 mars 2010

3. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010		2009	
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier et équipement de bureau	4 275 793 \$	3 803 337 \$	472 456 \$	631 631 \$
Matériel roulant	84 977	39 730	45 247	38 796
Équipements informatiques	4 506 426	3 848 778	657 648	584 598
Améliorations locatives	7 398 119	4 404 115	2 994 004	2 195 132
Logiciels	730 261	624 324	105 937	143 617
Développements informatiques	896 774	235 916	660 858	336 769
	17 892 350 \$	12 956 200 \$	4 936 150 \$	3 930 543 \$

Des développements informatiques ayant une valeur de 660 858 \$ (2009 : 650 578 \$ en améliorations locatives et 328 325 \$ en développements informatiques) n'ont pas été amortis parce qu'ils ne sont pas mis en service en date de fin d'exercice.

La Commission a un engagement pour acquérir du développement informatique pour une valeur de 80 000 \$ répartis également sur les quatre prochains exercices.

4. FLUX DE TRÉSORERIE

	2010	2009
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Créances à recevoir	(24 524) \$	(50 950) \$
Intérêts courus à recevoir	107 452	(875)
Frais payés d'avance	(49 321)	48 692
Charges à payer et frais courus	364 862	449 384
Provision pour allocations de transition	241 231	(167 218)
Provision pour congés de maladie et vacances	22 346	455 290
	662 046 \$	734 323 \$
Composition de la trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	6 064 045 \$	4 225 685 \$
Dépôt à terme (taux : 0,75 %) (2009 : 3,50 %)	7 000 000	7 000 000
	13 064 045 \$	11 225 685 \$

Les intérêts versés sur la dette à long terme au cours de l'exercice s'élèvent à 41 574 \$ (2009 : 14 886 \$).

En date du 31 mars 2010, le poste « charges à payer et frais courus » inclut des acquisitions d'immobilisations de 501 816 \$ (2009 : 1 123 588 \$).

5. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

La plupart des membres du personnel de la Commission participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), au Régime de retraite de agents de la paix en services correctionnels (RRAPSC) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Un autre employé a participé à un Régime enregistré d'épargne retraite parce qu'il ne fait pas partie de la fonction publique. La Commission lui a versé un montant équivalent à ce qu'elle verse aux autres employés. À compter du 13 mars 2010, cet employé participe au RRPE.

Les états financiers

Les notes
complémentaires

31 mars 2010

Les cotisations de la Commission imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 2 087 282 \$ (2009 : 2 024 872 \$). Les obligations de la Commission envers ces régimes se limitent à ces cotisations à titre d'employeur.

Provision pour allocations de transition

Les allocations de transition sont payables aux commissaires, autre qu'un commissaire en congé sans solde total de la fonction publique, dont le mandat n'est pas renouvelé ou qui ne sollicitent pas un renouvellement de leur mandat. Selon le Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des commissaires de la Commission et le décret 1488-96 du 4 décembre 1996 et ses modifications subséquentes, cette allocation correspond à un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

	2010	2009
Solde au début	3 676 690 \$	3 843 908 \$
Charge de l'exercice	359 344	64 376
Prestations versées au cours de l'exercice	(118 113)	(231 594)
Solde à la fin	3 917 921 \$	3 676 690 \$
Provision à court terme	435 201 \$	1 623 267 \$
Provision à long terme	3 482 720	2 053 423
	3 917 921 \$	3 676 690 \$

Évaluations et estimations subséquentes

La provision pour allocations de transition a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010.

Taux d'indexation	de 2,5 à 3,25 %
Taux moyen d'actualisation (taux des obligations du Québec échéant dans dix ans)	4,34 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des commissaires actifs	8,0 années

Commission des lésions professionnelles

Provision pour congés de maladie

	2010	2009
Solde au début	7 625 464 \$	7 187 837 \$
Charge de l'exercice	1 139 833	1 565 871
Prestations versées au cours de l'exercice	(1 278 682)	(1 128 244)
Solde à la fin	7 486 615 \$	7 625 464 \$

La Commission dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Commission.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Commission. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Évaluations et estimations subséquentes

La provision pour congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2010.

Taux d'indexation	de 2,5 à 3,25 %
Taux moyen d'actualisation (taux des obligations du Québec échéant dans dix ans)	4,34 %
Durée résiduelle moyenne d'activités des salariés actifs	7,5 années

Les états financiers

Les notes
complémentaires
31 mars 2010

Provision pour vacances

	2010	2009
Solde au début	3 821 468 \$	3 803 805 \$
Charge de l'exercice	3 359 064	3 108 483
Prestations versées au cours de l'exercice	(3 197 869)	(3 090 820)
Solde à la fin	3 982 663 \$	3 821 468 \$

6. DETTE À LONG TERME

	2010	2009
Emprunts de la Société immobilière du Québec, taux fixes de 4,60 %; remboursables par versements mensuels totalisant 29 495 \$ incluant capital et intérêts, échéant de mai 2014 jusqu'en décembre 2024	1 934 100 \$	– \$
Moins : versements en deçà d'un an	346 930	–
	1 587 170 \$	– \$

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2011	346 930 \$
2012	273 658
2013	286 514
2014	299 974
2015	142 114

7. ENGAGEMENTS

Les engagements contractuels minimums exigibles pour les contrats de location exploitation s'élèvent à 87 599 \$ pour le prochain exercice.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Commission est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Commission n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Rapport de la direction

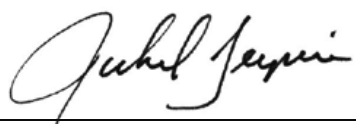
Les états financiers de la Commission des normes du travail ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris des estimations et des jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Commission reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et aux règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Commission, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Il peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Michel Després, ASC
Président-directeur général



M^e Jean-Guy Lemieux, ASC
Directeur général de l'administration

Québec, le 7 mai 2010

Rapport du vérificateur

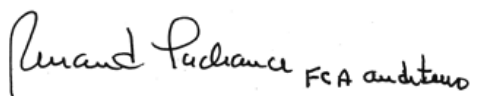
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Commission des normes du travail au 31 mars 2010, l'état des résultats et de l'excédent cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., c. V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 7 mai 2010

Résultats et excédent cumulé de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
PRODUITS		
Cotisations des employeurs (note 3)	58 852 344 \$	59 931 750 \$
Intérêts	199 261	723 507
Autres (note 4)	138 480	221 726
	<u>59 190 085</u>	<u>60 876 983</u>
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	33 120 794	33 581 970
Services professionnels et administratifs	4 214 970	3 652 167
Frais de déplacement	1 110 791	1 087 776
Télécommunications et courrier	1 276 958	1 261 747
Publicité et information	519 726	729 140
Location de locaux, d'équipement et autres	3 808 634	3 848 500
Entretien	878 763	814 323
Fournitures	284 230	384 145
Intérêts	-	128
Amortissement des immobilisations	3 208 959	3 499 650
Perte nette sur cession d'immobilisations	16 235	117 415
Remboursement de dépenses de la Commission des relations du travail (note 5)	<u>7 792 800</u>	<u>7 560 700</u>
	<u>56 232 860</u>	<u>56 537 661</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	2 957 225	4 339 322
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	<u>56 085 877</u>	<u>51 746 555</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u><u>59 043 102 \$</u></u>	<u><u>56 085 877 \$</u></u>

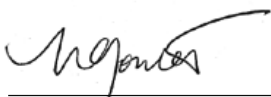
Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Bilan au 31 mars 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	15 751 621 \$	17 131 371 \$
Placements (note 6)	44 991 600	37 165 210
Créances	842 967	1 808 658
Intérêts courus	24 345	27 602
Frais payés d'avance	384 690	354 170
	<u>61 995 223</u>	<u>56 487 011</u>
Immobilisations (note 7)	<u>12 136 614</u>	<u>13 888 140</u>
	<u>74 131 837 \$</u>	<u>70 375 151 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	3 249 559 \$	2 983 930 \$
Réclamations perçues à remettre aux salariés (note 9)	149 173	236 154
Cotisations perçues d'avance (note 10)	189 790	-
Provision pour vacances (note 11)	4 096 858	4 262 077
Congés de maladie payables au cours du prochain exercice (note 11)	645 700	577 692
	<u>8 331 080</u>	<u>8 059 853</u>
Cotisations perçues d'avance (note 10)	<u>608 452</u>	<u>-</u>
Provision pour congés de maladie (note 11)	<u>6 149 203</u>	<u>6 229 421</u>
EXCÉDENT CUMULÉ (note 12)	<u>59 043 102</u>	<u>56 085 877</u>
	<u>74 131 837 \$</u>	<u>70 375 151 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 13)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,



Nathalie Goulet
Membre du conseil d'administration
et du comité de vérification



Michel Després, ASC
Président-directeur général

Flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2010

	2010	2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	2 957 225 \$	4 339 322 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations	3 208 959	3 499 650
Perte nette sur cession d'immobilisations	16 235	117 415
	<u>6 182 419</u>	<u>7 956 387</u>
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Créances	965 691	(1 463 879)
Intérêts courus	3 257	58 875
Frais payés d'avance	(30 520)	13 440
Charges à payer et frais courus (note 14)	238 329	(6 720)
Réclamations perçues à remettre aux salariés	(86 981)	67 897
Cotisations perçues d'avance	798 242	-
Provision pour vacances	(165 219)	(5 053)
Provision pour congés de maladie	(12 210)	71 969
	<u>1 710 589</u>	<u>(1 263 471)</u>
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	<u>7 893 008</u>	<u>6 692 916</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation nette des placements	(10 000 000)	(1 100 000)
Acquisitions d'immobilisations (note 14)	(1 446 368)	(1 478 707)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	<u>(11 446 368)</u>	<u>(2 578 707)</u>
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(3 553 360)	4 114 209
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	<u>29 296 581</u>	<u>25 182 372</u>
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 14)	<u>25 743 221 \$</u>	<u>29 296 581 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes complémentaires

31 mars 2010

1. Constitution et fonctions

La Commission des normes du travail (Commission), constituée par la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., c. N 1.1), est une personne morale au sens du Code civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle personne morale.

La Commission surveille la mise en œuvre et l'application des normes du travail. Elle doit plus particulièrement informer et renseigner la population, les salariés et les employeurs en ce qui a trait aux normes du travail, surveiller l'application de ces normes et, s'il y a lieu, transmettre ses recommandations au ministre du Travail. Elle doit aussi recevoir les plaintes des salariés et les indemniser dans la mesure prévue par la loi et les règlements sur les normes du travail, et elle doit tenter d'amener les salariés et les employeurs à s'entendre quant à leurs différends relatifs à l'application de la loi et des règlements sur les normes du travail.

En vertu de l'article 984 de la Loi sur les impôts du Québec et de l'article 149 de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, la Commission n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. Conventions comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Commission utilise prioritairement le Manuel de l'ICCA pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Commission par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux postes pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont les cotisations des employeurs, l'amortissement des immobilisations, les réclamations perçues à remettre aux salariés et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Commission consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Placements

Les placements sont comptabilisés selon la méthode de la moindre valeur entre le coût et la valeur de marché.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux suivants :

	Taux (%)
Équipement	20
Mobilier	20
Matériel roulant	33,33
Améliorations locatives	20
Matériel informatique	33,33
Logiciels	33,33
Systèmes informatiques	10 et 20

Les systèmes informatiques en développement sont amortis lorsqu'ils sont terminés et qu'ils sont mis en exploitation.

Dépréciation d'immobilisations

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Commission de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation est inférieure à sa valeur nette comptable, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice.

Cotisations des employeurs

Le ministre du Revenu remet annuellement, à la Commission, les sommes qu'il perçoit au titre de cotisations des employeurs assujettis à la Loi sur les normes du travail. Ces cotisations sont comptabilisées en fonction d'une estimation de la masse salariale assujettie de l'année civile précédant la fin de l'exercice financier. Elles demeurent sujettes à révision et, le cas échéant, les ajustements sont portés aux cotisations de l'exercice au cours duquel ils sont connus et considérés comme quasi définitifs.

Réclamations perçues pour des salariés non retrouvés

Les réclamations perçues d'employeurs pour lesquelles les salariés n'ont pas été retrouvés sont virées aux produits après considération d'un passif équivalant au plus élevé des montants totaux versés annuellement à des salariés jugés introuvables au cours des dix derniers exercices. Toutefois, la Commission maintient le droit de ces salariés de réclamer les sommes dues sans limite de temps.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux, car la Commission ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

3. Cotisations des employeurs

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations estimées pour l'exercice	58 756 336 \$	57 654 555 \$
Cotisations afférentes à des exercices antérieurs	96 008	2 277 195
	<u>58 852 344 \$</u>	<u>59 931 750 \$</u>

4. Autres produits

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Séminaires aux employeurs	39 950 \$	143 875 \$
Montants forfaitaires sur réclamations perçues d'employeurs	91 159	39 881
Ventes de publications	3 416	3 716
Réclamations perçues pour des salariés non retrouvés (note 9)	3 955	34 254
	<u>138 480 \$</u>	<u>221 726 \$</u>

5. Remboursement de dépenses de la Commission des relations du travail

Selon l'article 28.1 de la Loi sur les normes du travail, la Commission contribue au fonds de la Commission des relations du travail afin de pourvoir aux charges engagées relativement aux dispositions de cette loi concernant les recours à l'encontre d'une pratique interdite, les recours à l'encontre d'un congédiement fait sans une cause juste et suffisante, de même que les recours en cas de harcèlement psychologique. Le montant de la contribution de la Commission des normes du travail est déterminé par le gouvernement du Québec, après consultation de la Commission par le ministre du Travail. Ainsi, le montant de la contribution a été fixé à 7 792 800 \$ pour l'exercice 2010 (2009 : 7 560 700 \$). Le montant de la contribution de l'exercice 2011 n'est pas encore déterminé.

6. Placements

	2010	2009
Dépôts à terme	35 000 000 \$	25 000 000 \$
Billets à escompte	9 991 600	5 976 060
Acceptations bancaires	-	6 189 150
	<u>44 991 600 \$</u>	<u>37 165 210 \$</u>

Les taux d'intérêt fixes varient de 0,32 % à 0,86 % (0,57 % à 0,87 % en 2009). Ces placements viennent à échéance au cours du prochain exercice.

7. Immobilisations

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement	1 936 813 \$	1 415 313 \$	521 500 \$	177 835 \$
Mobilier	2 333 485	2 170 409	163 076	289 257
Matériel roulant	23 874	20 074	3 800	6 588
Améliorations locatives	5 834 310	5 458 310	376 000	630 029
Matériel informatique	4 487 951	3 854 316	633 635	642 925
Logiciels	674 680	626 718	47 962	48 191
Systèmes informatiques	22 698 992	12 611 656	10 087 336	11 553 695
	37 990 105	26 156 796	11 833 309	13 348 520
Systèmes informatiques en développement	303 305	-	303 305	539 620
	<u>38 293 410 \$</u>	<u>26 156 796 \$</u>	<u>12 136 614 \$</u>	<u>13 888 140 \$</u>

8. Emprunt temporaire

Le conseil d'administration de la Commission a autorisé des emprunts temporaires sous forme de marges de crédit bancaire, de billets à ordre ou d'acceptations bancaires pour une somme n'excédant pas 3 000 000 \$ pour l'exercice 2010 (2009 : 3 000 000 \$). Les emprunts sont négociés au cours de l'exercice en fonction des besoins de trésorerie de la Commission. La Commission n'a pas payé d'intérêts au cours de l'exercice 2010 (2009 : 128 \$). Aux 31 mars 2010 et 2009, la Commission n'avait aucun emprunt temporaire.

9. Réclamations perçues à remettre aux salariés

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Solde au début	236 154 \$	168 257 \$
Réclamations perçues des employeurs	<u>3 363 354</u>	<u>2 248 226</u>
	<u>3 599 508</u>	<u>2 416 483</u>
Réclamations versées aux salariés	3 446 380	2 146 075
Virement aux produits des réclamations perçues pour des salariés non retrouvés (note 4)	<u>3 955</u>	<u>34 254</u>
	<u>3 450 335</u>	<u>2 180 329</u>
Solde à la fin	<u><u>149 173 \$</u></u>	<u><u>236 154 \$</u></u>

Au 31 mars 2010, les réclamations perçues à remettre à des salariés non retrouvés s'élèvent à 7 098 \$ (2009 : 6 725 \$).

Les virements aux produits des réclamations perçues pour des salariés non retrouvés, effectués au cours des dix derniers exercices, totalisent 193 936 \$ (2009 : 218 274 \$).

10. Cotisations perçues d'avance

Les cotisations perçues d'avance représentent des ajustements de cotisations d'employeurs reçus relatifs à des années civiles antérieures, mais sujets à des révisions. Ces ajustements seront portés aux produits des exercices au cours desquels ils seront connus et considérés comme quasi définitifs.

11. Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite**

Les membres du personnel de la Commission participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations de la Commission imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 640 959 \$ (2009 : 1 688 754 \$). Les obligations de la Commission à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Autres avantages sociaux futurs**Provision pour vacances**

	2010	2009
Solde au début	4 262 077 \$	4 267 130 \$
Charges	2 470 714	2 934 819
Utilisation	(2 635 933)	(2 939 872)
Solde à la fin	4 096 858 \$	4 262 077 \$

Provision pour congés de maladie

	2010	2009
Solde au début	6 807 113 \$	6 735 144 \$
Charges	1 520 305	1 358 342
Utilisation	(1 532 515)	(1 286 373)
Solde à la fin	6 794 903 \$	6 807 113 \$
Congés de maladie payables au cours du prochain exercice	645 700 \$	577 692 \$
Provision pour congés de maladie (long terme)	6 149 203	6 229 421
	6 794 903 \$	6 807 113 \$

Les employés peuvent accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. De plus, les employés peuvent utiliser ces journées non utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Parmi les hypothèses utilisées pour déterminer la provision pour congés de maladie de la Commission, il y a notamment :

	2010	2009
Taux d'actualisation	3,29 % à 4,68 %	3,27 % à 5,10 %
Taux de croissance de la rémunération, incluant l'inflation	2,00 % à 3,25 %	2,00 % à 3,25 %

12. Excédent cumulé

La Commission encaisse environ 99 % de ses produits au cours du dernier mois de son exercice financier. Elle finance ses opérations, entre autres, à même son excédent cumulé représenté essentiellement par l'encaisse et les placements. Ainsi, l'excédent cumulé de 59 043 102 \$ au 31 mars 2010 devrait permettre de financer les charges de fonctionnement ainsi que les acquisitions d'immobilisations prévues pour les onze premiers mois du prochain exercice.

13. Engagements**Entente avec le gouvernement du Québec**

En vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les normes du travail, la Commission a conclu une entente avec Revenu Québec concernant la perception des cotisations des employeurs. Cette entente, expirée le 31 décembre 2002, demeure en vigueur jusqu'à la signature d'une nouvelle entente. Les frais de perception imputés aux résultats s'élèvent à 441 175 \$ pour l'exercice 2010 (2009 : 438 666 \$) et sont inclus au poste « Services professionnels et administratifs ».

Autres

La Commission est engagée par des ententes à long terme et par des baux, échéant à diverses dates jusqu'en 2015. Les engagements contractuels minimaux exigibles pour les contrats de location-exploitation et les contrats d'acquisition de biens et services se détaillent ainsi au 31 mars 2010 :

	<u>Location-exploitation</u>	<u>Biens et services</u>	<u>Total</u>
2011	3 801 973 \$	2 735 026 \$	6 536 999 \$
2012	32 436	541 777	574 213
2013	22 843	5 556	28 399
2014	11 344	-	11 344
2015	4 404	-	4 404
	<u>3 873 000 \$</u>	<u>3 282 359 \$</u>	<u>7 155 359 \$</u>

14. Flux de trésorerie**Charges à payer et frais courus**

Le poste « Charges à payer et frais courus » inclut des montants relatifs à des acquisitions d'immobilisations de 319 654 \$ (2009 : 292 354 \$).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Encaisse	15 751 621 \$	17 131 371 \$
Placements échéant dans les trois mois de la date d'acquisition et placements négociables en tout temps ou rachetables sans pénalité utilisés dans la gestion de la trésorerie	<u>9 991 600</u>	<u>12 165 210</u>
	<u>25 743 221 \$</u>	<u>29 296 581 \$</u>

15. Informations sur les risques financiers

La valeur comptable des actifs et des passifs à court terme représente une estimation raisonnable de leur juste valeur, en raison de leur échéance à court terme.

La Commission gère son portefeuille de placements en fonction de ses besoins de trésorerie et de façon à optimiser ses produits d'intérêts.

La direction est d'avis que ces actifs et ces passifs n'exposent pas la Commission à des risques significatifs liés aux taux d'intérêt.

16. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et qui sont comptabilisées à la valeur d'échange, la Commission est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Commission n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne figurent pas distinctement dans les états financiers.

17. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Commission des relations du travail ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Commission reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Commission, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Andrée St-Georges
Présidente

Québec, le 11 juin 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

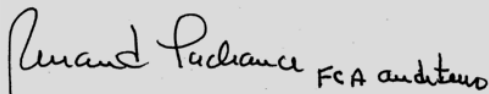
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Commission des relations du travail au 31 mars 2010 et les états des résultats, de l'excédent cumulé ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in dark ink, reading 'Renaud Lachance' followed by 'FCA auditeur' in a smaller, less legible script.

Renaud Lachance
FCA auditeur

Québec, le 11 juin 2010

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

RÉSULTATS de l'exercice terminé le 31 mars 2010	2010	2009 (Redressé)
PRODUITS	\$	\$
Contributions		
Gouvernement du Québec		
Ministère du Travail	7 113 200	7 345 300
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	33 700	33 700
Commission des normes du travail	7 792 800	7 560 700
Commission de la construction du Québec	1 194 300	1 194 300
Régie du bâtiment du Québec	33 700	33 700
Corporation des maîtres mécaniciens en tuyauterie du Québec	33 700	33 700
Corporation des maîtres électriciens du Québec	33 700	33 700
Vente de formules et de documents	6 800	8 700
Intérêts	-	59 777
Autres	22 616	21 560
	16 264 516	16 325 137
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	11 272 157	11 683 028
Transport et communication	445 637	505 358
Services professionnels et techniques	1 325 761	1 561 641
Loyers	1 472 995	1 473 454
Fournitures et approvisionnements	110 437	113 241
Créances douteuses	213	-
Intérêts sur la dette à long terme	43 712	51 026
Amortissement des immobilisations	327 217	324 578
Perte sur disposition d'immobilisations	-	1 310
	14 998 129	15 713 636
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	1 266 387	611 501
EXCÉDENT CUMULÉ de l'exercice terminé le 31 mars 2010	2010	2009 (Redressé)
	\$	\$
Solde déjà établi	2 426 931	2 012 630
Redressement (note 3)	197 200	-
Solde redressé	2 624 131	2 012 630
Excédent des produits sur les charges	1 266 387	611 501
Solde à la fin	3 890 518	2 624 131

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Commission des relations du travail

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

BILAN au 31 mars 2010	2010	2009 (Redressé)
ACTIF	\$	\$
À court terme		
Encaisse	600	750
Créances	43 202	204 680
Avance au Fonds consolidé du revenu (note 5)	7 776 234	7 482 508
	7 820 036	7 687 938
Immobilisations (note 6)	1 909 937	1 790 585
	9 729 973	9 478 523
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais à payer	809 444	940 386
Portion à court terme de la dette à long terme	-	123 753
Provision pour vacances (note 8)	1 081 626	1 162 396
	1 891 070	2 226 535
Provision pour allocations de transition (note 8)	1 954 712	1 528 724
Provision pour congés de maladie (note 8)	1 993 673	2 126 927
Dette à long terme	-	972 206
	5 839 455	6 854 392
EXCÉDENT CUMULÉ	3 890 518	2 624 131
	9 729 973	9 478 523

ENGAGEMENTS (note 10)

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 12)

Pour la Commission



Andrée St-Georges
Présidente

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

FLUX DE TRÉSORERIE de l'exercice terminé le 31 mars 2010	2010	2009 (Redressé)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	\$	\$
Excédent des produits sur les charges	1 266 387	611 501
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations	327 217	324 578
Perte sur disposition d'immobilisations	-	1 310
Variation nette des éléments hors caisse liés à l'exploitation :		
Créances	161 478	(174 069)
Créditeurs et frais à payer (excluant le montant relatif aux immobilisations)	(45 264)	(15 765)
Variation nette des provisions pour :		
Allocations de transition	425 988	366 653
Vacances	(80 770)	66 641
Congé de maladie	(133 254)	144 096
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 921 782	1 324 945
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Débours relatifs aux acquisitions d'immobilisations	(532 247)	(525 881)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(532 247)	(525 881)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunt à long terme	-	73 004
Remboursement de la dette à long terme	(1 095 959)	(130 315)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 095 959)	(57 311)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	293 576	741 753
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	7 483 258	6 741 505
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 9)	7 776 834	7 483 258

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Constitution, objet et financement

La Commission des relations du travail (la « Commission ») constituée par le Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) est un tribunal indépendant, spécialisé dans les domaines des relations du travail et de la construction au Québec. Son mandat consiste à statuer avec diligence et efficacité sur tout un éventail de recours reliés à l'emploi, aux relations du travail, tant individuelles que collectives, au statut de l'artiste, à la qualification professionnelle et à l'industrie de la construction. Elle est chargée d'assurer l'application diligente et efficace du Code du travail, d'exercer les autres fonctions prévues au même Code, à la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1) ainsi que dans quelque 35 autres lois qui lui accordent compétence. De plus, elle a le pouvoir notamment de rendre des ordonnances et d'assister les parties dans la recherche d'un règlement négocié en offrant des services de conciliation prédécisionnelle.

Le financement de la Commission est constitué des sommes suivantes :

- les sommes versées par le ministre du Travail sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement;
- les sommes versées par la Commission des normes du travail en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les normes du travail (L.R.Q., chapitre N-1.1);
- les sommes versées par la Commission de la construction du Québec en vertu de l'article 8.1 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20);
- les sommes versées par la Commission de la construction du Québec, la Régie du bâtiment du Québec, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et deux corporations mandataires visées à l'article 129.3 de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1) dont le montant et les modalités de versement sont déterminés, pour chacun, par le gouvernement;
- les sommes perçues en application du tarif des droits, honoraires et autres frais afférents aux demandes, plaintes, recours ou documents déposés auprès de la Commission ou aux services rendus par celle-ci.

2. Conventions comptables

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Commission utilise prioritairement le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public.

L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. La préparation des états financiers de la Commission par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations et les provisions pour allocations de transition, congés de maladie et vacances. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée de vie utile respective :

Améliorations locatives	10 à 15 ans
Mobilier de bureau	5 ans
Matériel et équipements informatiques	3 à 5 ans
Développement informatique	5 ans

L'amortissement d'un système débute le mois suivant sa mise en service.

Dépréciation des immobilisations

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Commission de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations sont passées en charges dans l'état des résultats.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

2. Conventions comptables

(suite)

Constatation des produits

Les contributions sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que la Commission ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant de congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

3. Correction de l'exercice antérieur

Au cours de l'exercice 2009-2010, la Commission a reçu une ristourne de 197 200\$ du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) relativement aux services reçus en 2008-2009. Cette correction a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants aux états financiers :

	2009
Résultats	\$
Services professionnels et techniques	(197 200)
Bilan	
Créances	197 200
Excédent cumulé à la fin de l'exercice	197 200

4. Intégration de certaines responsabilités de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs (CRAAAP)

En vertu de la Loi modifiant la loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma et d'autres dispositions législatives, certaines responsabilités de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs ont été intégrées à celles de la Commission, le 1^{er} juillet 2009. Les actifs et passifs transférés à la Commission à cette date sont négligeables.

5. Avance au Fonds consolidé du revenu

L'avance au Fonds consolidé du revenu porte intérêts au taux préférentiel (2,25 %) réduit de 2,50 %, lequel représente un taux nul au 31 mars 2010 (nul pour 2009).

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

6. Immobilisations

	2010		2009	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
	\$	\$	\$	\$
Améliorations locatives	2 289 638	1 151 142	1 138 496	1 130 557
Mobilier de bureau	223 447	189 366	34 081	56 925
Matériel et équipements informatiques	696 354	534 942	161 412	159 328
Matériel et équipements informatiques non en service	-	-	-	63 239
Développement informatique	1 029 748	718 977	310 771	-
Développement informatique en cours	265 177	-	265 177	380 536
	4 504 364	2 594 427	1 909 937	1 790 585

Au cours de l'exercice, des immobilisations ont été acquises pour un montant de 446 569\$ (537 405\$ pour 2009).

7. Avance sur le Fonds consolidé du revenu

La Commission dispose d'une avance autorisée sur le Fonds consolidé du revenu, échéant le 31 mars 2011, d'un montant n'excédant pas 3 500 000\$. Les montants prélevés porteraient intérêts au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada. Aucune avance n'a été effectuée au 31 mars 2010.

8. Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Commission des relations du travail participent au Régime de retraite des employés du gouvernement du Québec et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Tout au long de l'année, il n'y a eu aucune modification des taux de cotisation aux différents régimes de retraite. Ainsi, le taux de cotisation de la Commission au RREGOP a été de 8,19% de la masse salariale cotisable, celui du RRPE et du RRAS à 10,54% et le taux de cotisation au RRF à 7,25%.

Les cotisations de la Commission imputées aux charges de l'exercice s'élèvent à 660 104\$ (714 250\$ pour 2009). Les obligations de la Commission envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

8. Avantages sociaux futurs (suite)

Provision pour allocations de transition

Les allocations de transition sont payables aux commissaires dont le mandat n'est pas renouvelé ou qui ne sollicitent pas un renouvellement de leur mandat. Selon le Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des commissaires de la Commission des relations du travail (L.R.Q., chapitre C-27, r. 6), cette allocation correspond généralement à un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

	2010	2009
	\$	\$
Solde au début	1 528 724	1 162 071
Charge de l'exercice	425 988	366 653
Solde à la fin	1 954 712	1 528 724

Provision pour congés de maladie et vacances

	2010		2009	
	Congés de maladie	Vacances	Total	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	2 126 927	1 162 396	3 289 323	3 078 586
Charge de l'exercice	247 818	888 230	1 136 048	1 419 327
Prestations versées au cours de l'exercice	(381 072)	(969 000)	(1 350 072)	(1 208 590)
Solde à la fin	1 993 673	1 081 626	3 075 299	3 289 323

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2010		2009	
	RREGOP	RRPE	RREGOP	RRPE
Taux d'indexation	3,25 %	2,75 %	3,25 %	2,50 %
Taux d'actualisation	4,35 %	3,29 %	4,46 %	2,15 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	9 ans	6 ans	10 ans	4 ans

Commission des relations du travail

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

9. Flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des éléments suivants :

	2010	2009
	\$	\$
Encaisse	600	750
Avance au Fonds consolidé du revenu	7 776 234	7 482 508
	7 776 834	7 483 258
Intérêts encaissés au cours de l'exercice	-	59 777
Intérêts versés au cours de l'exercice	43 712	51 026

Au cours de l'exercice, la Commission a acquis des immobilisations au coût de 76 640 \$ (162 318 \$ pour 2009), incluses dans les créditeurs et frais à payer au 31 mars 2010.

10. Engagements

La Commission s'est engagée à verser des sommes en vertu de différentes ententes de services. Le montant total des engagements est de 1 328 224 \$ (126 776 \$ pour 2009). Voici le détail des versements au cours des cinq prochains exercices :

	2011	2012	2013	2014	2015
	\$	\$	\$	\$	\$
MESS	313 400	313 400	-	-	-
CSPQ	564 680	-	-	-	-
SOQUIJ	13 325	10 275	-	-	-
Autres	47 074	21 271	19 580	14 580	10 639
Total	938 479	344 946	19 580	14 580	10 639

COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

11. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Commission est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Commission n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

12. Événement postérieur à la date du bilan

**Intégration des activités du Conseil des services essentiels
à la Commission des relations du travail**

À la suite du dépôt du budget de 2010-2011, le Secrétariat du Conseil du trésor propose une restructuration des organismes dans son plan d'action pour la réduction et le contrôle des dépenses. Ce plan d'action prévoit l'intégration des activités du Conseil des services essentiels à la Commission des relations du travail en date du 1^{er} avril 2011.

13. Chiffres comparatifs de l'exercice précédent

Certains chiffres des états financiers de 2009 ont été reclassés pour rendre la présentation conforme à celle adoptée en 2010.



MAZARS HAREL DROUIN

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS**Aux administrateurs de la
COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES**

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la **COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES** au 31 mars 2010 et les états consolidés des résultats et de l'évolution des actifs nets du fonds d'administration, des flux de trésorerie ainsi que l'état des résultats et de l'évolution des soldes de fonds de responsabilité professionnelle et d'incendie et vol de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Commission au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), nous déclarons, qu'à notre avis, ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Mazars Harel Drouin, S.E.N.C.R.L.

Montréal, le 21 mai 2010

1. CA auditeur, permis n° 12424

MAZARS HAREL DROUIN, S.E.N.C.R.L.

215, RUE SAINT-JACQUES - BUREAU 1200 - MONTRÉAL - QUÉBEC - CANADA - H2Y 1M6
TÉLÉPHONE : 514 845 9253 - TÉLÉCOPIEUR : 514 845 3859 - contact@mazars.ca - www.mazars.ca

COMPTABLES AGRÉÉS

Praxity
MEMBER
GLOBAL ALLIANCE OF
INDEPENDENT FIRMS

Commission des services juridiques

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FONDS D'ADMINISTRATION
RÉSULTATS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	Budget		Réal		Réal		Pratique privée (article 52 et dossiers spéciaux fédéraux)		Total	
	2010		2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
PRODUITS										
Octrois du gouvernement du Québec										
Réguliers	128 090 900	\$	83 319 700	\$	79 865 199	\$	44 771 200	\$	128 090 900	\$
Droits de greffe	2 195 000		1 186 696		985 844		1 008 304		2 195 000	
Méga-procès	-		-		-		926 667		926 667	
Dossiers spéciaux fédéraux	-		58 809		222 562		808 866		867 675	
	130 285 900		84 565 205		81 073 605		47 515 037		132 080 242	
CHARGES (Annexes A et B)										
Réguliers	137 526 728		84 990 726		83 634 500		48 431 155		133 421 881	
Méga-procès	-		-		-		1 117 232		1 117 232	
Dossiers spéciaux fédéraux	-		51 138		193 532		694 434		745 572	
	137 526 728		85 041 864		83 828 032		50 242 821		135 284 685	
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AUTRES PRODUITS										
	(7 240 828)		(476 659)		(2 754 427)		(2 727 784)		(3 204 443)	
									(4 448 800)	
AUTRES PRODUITS (Annexe C)										
	2 500 000		1 616 511		2 090 845		770 817		2 387 328	
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES										
	(4 740 828)	\$	1 139 852	\$	(663 582)	\$	(1 956 967)	\$	(817 115)	\$

Les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**FONDS D'ADMINISTRATION
ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010			2009
	Réserve générale	Actif net investi en immobilisations	Actif net affecté d'origine interne (Note 12)	Total
				(retraités)
SOLDE AU DÉBUT DÉJÀ ÉTABLI	8 779 887 \$	1 316 545 \$	8 494 425 \$	20 971 143 \$
Redressements applicables aux exercices antérieurs (note 13)	-	(31 284)	-	664 898
SOLDE AU DÉBUT REDRESSÉ	8 779 887	1 285 261	8 494 425	21 636 041
OPÉRATIONS				
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges	2 504 741	(1 134 301)	(230 588)	(663 582)
Investissements nets en immobilisations :				
À même les opérations de l'exercice	(504 748)	504 748	-	-
Versements sur la dette à long terme et les contrats de location-acquisition :				
À même les opérations de l'exercice	(477 574)	477 574	-	-
Virements aux Fonds de responsabilité professionnelle et d'incendie et vol	-	-	-	(1 500 000)
Virements de l'excédent des produits sur les charges des Fonds de responsabilité professionnelle et d'incendie et vol	8 547	-	-	8 547
	1 530 966	(151 979)	(230 588)	(2 087 663)
PRATIQUE PRIVÉE				
Insuffisance des produits sur les charges	(1 807 437)	-	(149 530)	(988 805)
SOLDE À LA FIN	8 503 416 \$	1 133 282 \$	8 114 307 \$	18 559 573 \$

Commission des services juridiques

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

RÉSULTATS ET ÉVOLUTION DES SOLDES DE FONDS CONSOLIDÉS DE RESPONSABILITÉ
PROFESSIONNELLE ET D'INCENDIE ET VOL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010			2009	
	Fonds responsabilité professionnelle	Fonds incendie et vol	Total	Total	Total
PRODUITS					
Intérêts créditeurs	25 559 \$	10 954 \$	36 513 \$	126 521 \$	
CHARGES					
Honoraires professionnels et autres charges	27 966	-	27 966	50 602	
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(2 407)	10 954	8 547	75 919	
SOLDE DES FONDS AU DÉBUT	3 500 000	1 500 000	5 000 000	3 500 000	
Virement de l'excédent de l'exercice à la réserve générale du fonds d'administration	2 407	(10 954)	(8 547)	(75 919)	
Virement de la réserve générale du fonds d'administration	-	-	-	1 500 000	
SOLDE À LA FIN	3 500 000 \$	1 500 000 \$	5 000 000 \$	5 000 000 \$	

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

**BILAN CONSOLIDÉ
AU 31 MARS 2010**

	Fonds d'administration	Fonds responsabilité professionnelle	Fonds incendie et vol	2010	2009
ACTIF					
ACTIF À COURT TERME					
Encaisse (Note 3)	12 554 159 \$	51 622 \$	22 125 \$	12 627 906 \$	13 918 586 \$
Fonds en fidéicommis (Note 3)	409 687	-	-	409 687	383 457
Débiteurs (Note 4)	41 090 805	-	-	41 090 805	43 739 635
Frais payés d'avance	1 321 234	-	-	1 321 234	673 120
Avances sur traitements différés	84 024	-	-	84 024	146 185
Placements temporaires (Note 5)	-	3 500 000	1 500 000	5 000 000	5 000 000
	55 459 909	3 551 622	1 522 125	60 533 656	63 860 983
	2 729 082	-	-	2 729 082	2 789 269
IMMOBILISATIONS (Note 6)	58 188 991 \$	3 551 622 \$	1 522 125 \$	63 262 738 \$	66 650 252 \$
PASSIF					
PASSIF À COURT TERME					
Créditeurs (Note 7)	37 812 016 \$	51 622 \$	22 125 \$	37 885 763 \$	41 153 312 \$
Traitements différés	32 413	-	-	32 413	19 077
Produits perçus par anticipation (Note 8)	997 757	-	-	997 757	414 282
Portion à court terme de la dette à long terme (Note 9)	446 295	-	-	446 295	388 348
	39 288 481	51 622	22 125	39 362 228	41 975 019
DETTE À LONG TERME (Note 9)	1 149 505	-	-	1 149 505	1 115 660
	40 437 986	51 622	22 125	40 511 733	43 090 679
AVOIR					
ACTIFS NETS (Notes 10, 11 et 12)	17 751 005	3 500 000	1 500 000	22 751 005	23 559 573
	58 188 991 \$	3 551 622 \$	1 522 125 \$	63 262 738 \$	66 650 252 \$

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

_____, administrateur

_____, administrateur

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

6

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges		
Opérations	1 139 852 \$	(663 582) \$
Pratique privée	(1 956 967)	(988 805)
Fonds d'assurance responsabilité professionnelle et d'incendie et vol	8 547	75 919
	(808 568)	(1 576 468)
Amortissement - immobilisations	1 134 301	1 044 775
Amortissement - octrois spéciaux reportés afférents aux immobilisations	-	(83 006)
Gain sur disposition d'immobilisations	-	(100)
Variations d'éléments du fonds de roulement (Note 14)		
Opérations	(2 407 850)	885 504
Pratique privée	1 799 989	(1 795 639)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(282 128)	(1 524 934)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Versements sur la dette à long terme	(477 574)	(361 786)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(477 574)	(361 786)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT (Note 14)		
Fonds en fidéicomis	(26 230)	(53 603)
Acquisition de placements temporaires	-	(1 500 000)
Acquisition d'immobilisations	(504 748)	(511 131)
Cession d'immobilisations	-	100
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(530 978)	(2 064 634)
VARIATION NETTE DE L'ENCAISSE	(1 290 680)	(3 951 354)
ENCAISSE AU DÉBUT	13 918 586	17 869 940
ENCAISSE À LA FIN	12 627 906 \$	13 918 586 \$

L'encaisse exclut les fonds détenus en fidéicomis.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

7

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010

1. IDENTIFICATION ET SECTEUR D'ACTIVITÉ

La Commission des services juridiques (« la Commission ») est constituée en vertu de la Loi sur l'aide juridique au Québec et offre des services d'avocats et de notaires aux personnes économiquement défavorisées.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**a) Présentation des états financiers**

Les états financiers sont dressés selon les recommandations du Manuel du secteur public de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

b) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Commission des services juridiques et des centres régionaux suivants contrôlés par la Commission :

- Centre communautaire juridique de Montréal (incluant Services juridiques communautaires de Pointe Saint-Charles et Petite Bourgogne inc.);
- Centre communautaire juridique des Laurentides-Lanaudière;
- Centre communautaire juridique de la Rive-Sud;
- Centre communautaire juridique de Québec;
- Centre communautaire juridique de l'Outaouais (incluant la Clinique juridique populaire de Hull inc.);
- Centre communautaire juridique de l'Estrie;
- Centre communautaire juridique du Saguenay - Lac-Saint-Jean;
- Centre communautaire juridique de la Mauricie - Bois-Francs;
- Centre communautaire juridique du Bas-Saint-Laurent - Gaspésie;
- Centre communautaire juridique de la Côte-Nord;
- Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue.

c) Fonds de responsabilité professionnelle

Ce fonds a pour objectif le paiement des règlements de poursuites en responsabilité contre les avocats du réseau et les commissaires de la Commission.

d) Fonds incendie et vol

Ce fonds a pour objectif de défrayer les coûts reliés à des incendies ou des vols dans les locaux du réseau.

e) Actif net non affecté - réserve générale

La réserve générale constituée par la direction de la Commission sert à assumer les obligations et engagements de la Commission.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

8

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)**f) Estimations comptables**

Pour dresser les états financiers, la direction de la Commission doit faire des estimations et établir des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés à titre d'éléments d'actif et de passif, la présentation des éventualités à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés à titre de produits et charges au cours de l'exercice. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimations sont les provisions pour honoraires courus de la pratique privée et les éventualités. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

g) Constatation des octrois réguliers et spéciaux

Les produits provenant des octrois réguliers et spéciaux sont comptabilisés aux produits dans l'exercice financier au cours duquel surviennent les charges qui leur donnent lieu, dans la mesure où les crédits sont autorisés, que l'organisme satisfait aux critères d'admissibilité, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Les montants constatés reposent sur les meilleures informations disponibles et sont ajustés en fonction des nouvelles informations obtenues avant l'achèvement des états financiers. Ces dispositions s'appliquent aux octrois reçus, tant aux fins des dépenses de fonctionnement qu'aux fins des dépenses en immobilisations.

h) Charges de la Pratique privée (article 52)

Les honoraires, les débours et les intérêts payés à la pratique privée (article 52) sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, et les produits sont comptabilisés selon les montants autorisés par le gouvernement du Québec.

i) Volet contributif

Les produits relatifs aux frais administratifs et les autres contributions des bénéficiaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

j) Mémoires de frais et remboursements des coûts de l'aide juridique

Les produits de mémoire de frais et les remboursements des coûts de l'aide juridique sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse en raison de l'incertitude entourant leur recouvrement.

k) Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

9

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010**2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)****l) Immobilisations**

Les immobilisations sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées suivantes :

Matériel informatique et bureautique	3 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Améliorations locatives	Durée restante des baux, maximum 10 ans

m) Virements de fonds

Les résolutions de la Commission prévoient que la réserve du fonds incendie et vol doit être de 1 500 000 \$ (1 500 000 \$ en 2009) et celle du fonds de responsabilité professionnelle de 3 500 000 \$ (3 500 000 \$ en 2009). Ainsi, tout excédent ou insuffisance des produits sur les charges doit être viré au (du) fonds d'administration.

n) Avantages sociaux futurs

Les employés de la Commission et des centres régionaux bénéficient de l'un des régimes de retraite à prestations déterminées suivants, administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA) :

- Le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP);
- Le régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE);
- Le régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS).

Il incombe au gouvernement du Québec de pourvoir au paiement d'une portion ou de l'ensemble des prestations de ces régimes de retraite interentreprises.

La Commission comptabilise la charge relative à ces régimes de retraite selon les montants de contributions exigibles, lesquels totalisent 3 478 029 \$ pour l'exercice (3 094 306 \$ pour l'exercice précédent).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

10

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010**3. RESTRICTIONS SUR L'ENCAISSE ET LES FONDS EN FIDÉICOMMIS**

Certains employés des centres communautaires juridiques se sont prévalus d'une clause de la convention collective leur permettant de faire retenir à la source des sommes d'argent en prévision d'un congé sabbatique à traitement différé. Les fonds en fidéicommis sont déposés à cette fin.

L'encaisse comprend également 209 856 \$ (208 757 \$ en 2009) déposés à cette fin.

4. DÉBITEURS

	2010	2009
Intérêts courus	2 538 \$	56 852 \$
Avances au fonds de responsabilité professionnelle	51 622	26 063
Avances au fonds incendie et vol	22 125	11 171
Octrois du gouvernement du Québec		
Traitements et vacances courus	5 806 591	5 806 591
Pratique privée	35 131 000	35 131 000
Pratique privée - Méga-procès	-	1 677 330
Dossiers spéciaux fédéraux	19 683	212 392
Autres	57 246	818 236
	41 090 805 \$	43 739 635 \$

5. PLACEMENTS TEMPORAIRES

	2010	2009
Fonds de responsabilité professionnelle		
Certificats de dépôt au taux de 0,4 %		
(2,14 % en 2009) échéant en avril 2010	3 500 000 \$	3 500 000 \$
Fonds incendie et vol		
Certificats de dépôt au taux de 0,4 %		
(2,14 % en 2009) échéant en avril 2010	1 500 000 \$	1 500 000 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

11

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010

6. IMMOBILISATIONS

			2010	2009
	COÛT	AMORTIS- SEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Matériel informatique et bureautique	4 045 886 \$	3 372 525 \$	673 361 \$	711 246 \$
Mobilier et matériel de bureau	1 957 859	1 517 236	440 623	511 708
Améliorations locatives	2 890 977	1 389 766	1 501 211	1 381 741
	8 894 722	6 279 527	2 615 195	2 604 695
Immobilisations acquises en vertu de contrats de location-acquisition				
Mobilier et matériel de bureau	363 934	250 047	113 887	179 978
Matériel informatique et bureautique	33 061	33 061	-	4 596
	396 995	283 108	113 887	184 574
	9 291 717 \$	6 562 635 \$	2 729 082 \$	2 789 269 \$

Au cours de l'exercice, des améliorations locatives financées par le locateur ont été capitalisées pour un montant total de 569 363 \$ (515 723 \$ en 2009).

7. CRÉDITEURS

	2010	2009
Comptes fournisseurs et frais courus	1 056 331 \$	1 172 958 \$
Comptes à payer et frais courus d'avocats de la pratique privée		
Opérations régulières	25 415 260	25 265 730
Méga-procès et dossiers spéciaux fédéraux	232 116	1 054 737
Avances du fonds d'administration, sans intérêts	73 747	37 234
Salaires et retenues à la source	2 103 716	4 879 119
Vacances courues	7 408 024	7 177 436
Droits de greffe		
Opérations	863 163	856 942
Pratique privée	733 406	709 156
	37 885 763 \$	41 153 312 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

12

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010

8. PRODUITS PERÇUS PAR ANTICIPATION

	2010	2009
Avantage incitatif de location	127 079 \$	127 079 \$
Octrois du gouvernement du Québec		
Pratique privée - Méga-procès	579 033	-
Volet contributif - permanence	129 786	127 464
Volet contributif - pratique privée	159 497	159 739
Autres	2 362	-
	997 757 \$	414 282 \$

9. DETTE À LONG TERME

	2010	2009
		(retraités)
Emprunts de la Société immobilière du Québec pour l'acquisition d'améliorations locatives, à des taux variant de 4,3 % à 5,5 %, échéant de 2010 à 2017	1 463 974 \$	1 304 091 \$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition échéant de 2010 à 2014	131 826	199 917
	1 595 800	1 504 008
Portion à court terme	446 295	388 348
	1 149 505 \$	1 115 660 \$

Les remboursements en capital de la dette à long terme à effectuer durant les cinq prochains exercices sont les suivants :

2011	385 466 \$
2012	353 630 \$
2013	339 844 \$
2014	230 781 \$
2015	46 800 \$

Les paiements exigibles et le solde des obligations sont les suivants :

2011	70 507 \$
2012	48 668
2013	26 381
2014	1 768
	147 324
Montant représentant les intérêts à des taux variant de 5,65 % à 14,77 %	15 498
Solde des obligations	131 826 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

13

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010

10. ACTIFS NETS

	2010	2009 (retraités)
Les actifs nets de la Commission sont constitués comme suit :		
Fonds d'administration		
Actif net investi en immobilisations	1 133 282 \$	1 285 261 \$
Actif net affecté d'origine interne	8 114 307	8 494 425
Actif net non affecté - Réserve générale	8 503 416	8 779 887
	17 751 005	18 559 573
Fonds de responsabilité professionnelle - solde de fonds	3 500 000	3 500 000
Fonds incendie et vol - solde de fonds	1 500 000	1 500 000
	22 751 005 \$	23 559 573 \$

11. ACTIF NET AFFECTÉ D'ORIGINE INTERNE

L'actif net d'origine interne du fonds d'administration correspond à un excédent de 8 114 307 \$ (8 494 425 \$ en 2009) des octrois à recevoir consentis par le gouvernement du Québec pour permettre à la Commission d'adopter la comptabilité d'exercice à l'égard des charges et débours de la pratique privée et des vacances du personnel, sur les charges courues correspondantes. Cet excédent est disponible à seule fin de pourvoir aux variations d'estimations de ces charges courues. Par conséquent, tant que les octrois à recevoir n'auront pas été versés par le gouvernement du Québec, cet actif net ne peut servir à financer des opérations de la Commission nécessitant des sorties de fonds.

12. ACTIF NET NON AFFECTÉ - RÉSERVE GÉNÉRALE

Les montants constatés aux charges d'opération de l'exercice comprennent les sommes suivantes utilisées à même le solde d'ouverture de la réserve générale, sur résolution de la direction.

	2010	2009
Travaux sur l'équité salariale		
Services professionnels	77 809 \$	20 452 \$
Frais de déplacement	84 566	73 139
Autres charges	458	4 444
Montants constatés aux charges d'opération de l'exercice	162 833 \$	98 035 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

14

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010

13. REDRESSEMENTS APPLICABLES AUX EXERCICES ANTÉRIEURS

La Commission a procédé à une correction de 31 284 \$ du solde d'ouverture des emprunts obtenus par un Centre communautaire juridique auprès de la Société immobilière du Québec. Les états financiers de l'exercice précédent ont été retraités. Aucun changement n'a été apporté à l'état des résultats du fonds d'administration. À l'état de l'évolution des actifs nets du fonds d'administration, le solde d'ouverture a été diminué de 31 284 \$, de même que le solde des actifs nets de la fin. Au bilan, le solde la dette à long terme ainsi que le solde des actifs nets ont été redressés du même montant. Aucune modification n'a été apportée à l'état des flux de trésorerie.

14. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2010	2009
Opérations		
Débiteurs	778 791 \$	(150 106) \$
Frais payés d'avance	(648 114)	(126 530)
Avances sur traitements différés	62 161	87 881
Créditeurs	(2 618 708)	1 160 852
Traitements différés	13 336	(153 553)
Produits perçus par anticipation	4 684	66 960
	(2 407 850) \$	885 504 \$
Pratique privée		
Débiteurs	1 870 039 \$	1 126 121 \$
Créditeurs	(648 841)	(2 873 934)
Produits perçus par anticipation	578 791	(47 826)
	1 799 989 \$	(1 795 639) \$

Les flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement incluent des intérêts versés de 87 420 \$ (80 185 \$ en 2009).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

15

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010

15. ENGAGEMENTS

Contrats de location

La Commission et les centres communautaires juridiques se sont engagés, en vertu de contrats de location, à verser une somme de 24 961 620 \$ pour des locaux, principalement auprès de Société immobilière du Québec, et du matériel. Les paiements minimaux exigibles pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

	Locaux	Matériel
2011	6 272 541 \$	121 009 \$
2012	5 213 608 \$	97 519 \$
2013	4 697 136 \$	73 379 \$
2014	4 135 519 \$	41 761 \$
2015	3 635 531 \$	7 213 \$

16. ÉVENTUALITÉS

- a) Certains centres communautaires juridiques et la Commission font l'objet de poursuites pour des montants importants. Concernant ces poursuites, s'il y avait pour la Commission obligation d'acquitter des réclamations dont il n'est pas possible présentement d'estimer le montant, la perte qui en résulterait serait comptabilisée comme charge de l'exercice. Ce montant concerne des poursuites professionnelles pour lesquelles un fonds de responsabilité professionnelle est prévu aux états financiers.

Actuellement, le fonds de responsabilité professionnelle présente une réserve de 3 500 000 \$. En raison des risques de poursuite, une insuffisance possible du fonds persiste. Cependant, la direction estime qu'il est probable que ces charges soient financées à même des octrois gouvernementaux additionnels.

- b) À la fin de l'exercice, des négociations sont en cours concernant le dossier d'équité salariale. Il est présentement impossible de déterminer le montant qui serait payé rétroactivement. Les charges reliées à ces éléments seront comptabilisées lorsqu'elles seront connues.

La direction estime qu'il est probable que ces charges soient financées à même des octrois gouvernementaux additionnels.

- c) Un centre communautaire juridique fait face à des réclamations en dommages pour lesquelles il croit au bien-fondé de sa défense. De plus, au cours d'un exercice antérieur, des griefs de reclassification de poste de travail et de relativité salariale des employés de soutien ont été déposés. Il est présentement impossible de prévoir l'issue de ces réclamations, griefs et montants, le cas échéant, qui pourraient être payés. Les charges reliées à ces éléments seront comptabilisées lorsqu'elles seront connues.

La direction estime que ces charges seraient financées à même des octrois gouvernementaux additionnels.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

16

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 31 MARS 2010**

16. ÉVENTUALITÉS (SUITE)

- d) Le Barreau du Québec a déposé des demandes d'arbitrage de mécontentes d'intérêt général concernant les tarifs des avocats de la pratique privée appliqués depuis le 1^{er} janvier 2008.

Il est présentement impossible de déterminer l'issue de ces litiges ni les montants que la Commission serait susceptible de devoir verser advenant une décision défavorable.

La direction estime qu'il est probable que les charges additionnelles susceptibles d'être engagées seraient financées par des octrois gouvernementaux additionnels.

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Au cours de l'exercice, la Commission a effectué les opérations suivantes avec des sociétés contrôlées par le gouvernement du Québec. Elle a comptabilisé une charge de loyer et d'intérêts de 5 481 120 \$ (5 408 715 \$ en 2009) payable à la Société immobilière du Québec et des droits de greffe redevables au Ministère de la Justice du Québec pour 1 449 258 \$ (1 410 043 \$ en 2009), ainsi que diverses charges d'opération totalisant 410 885 \$ (447 371 \$ en 2009) à d'autres sociétés et organismes du gouvernement du Québec. Un solde de 1 596 319 \$ (1 566 098 \$ en 2009) relativement aux droits de greffe est payable au 31 mars 2010 et apparaît à la note 7.

De plus, la Commission a perçu au cours de l'exercice des octrois du gouvernement du Québec totalisant 85 514 700 \$ (81 560 199 \$ en 2009) pour les opérations et droits de greffe, 44 771 200 \$ (44 771 200 \$ en 2009) pour la pratique privée et 926 667 \$ (2 042 379 \$ en 2009) pour le recouvrement de charges liées à des méga-procès.

Les soldes à recevoir relativement à ces opérations apparaissent à la note 4.

Ces opérations sont mesurées à leur valeur d'échange qui est la valeur de la contrepartie convenue entre les parties.

18. CHIFFRES COMPARATIFS

Aux fins de comparaison, certains chiffres des états financiers consolidés de l'exercice précédent ont fait l'objet d'une nouvelle classification.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

17

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	Budget * 2010	Réel 2010	Réel 2009
ANNEXE A - CHARGES D'OPÉRATION			
Administration			
Charges locatives, taxes et permis	6 548 577 \$	6 477 775 \$	6 400 022 \$
Frais de déplacement	1 219 290	1 116 498	1 141 291
Amortissement - immobilisations corporelles	-	1 134 301	1 044 775
Services professionnels	666 154	610 212	567 400
Télécommunications	814 690	760 270	753 810
Fournitures de bureau	606 130	618 120	610 025
Cotisations professionnelles	554 860	546 334	538 848
Bibliothèque	474 215	467 560	466 647
Entretien et réparations	506 000	515 374	479 233
Formation professionnelle	474 550	459 403	393 573
Frais postaux	355 320	346 204	337 913
Autres frais administratifs	407 545	371 541	375 746
Ameublement et matériel de bureau	410 458	403 850	388 734
Réunion des administrateurs	120 770	106 510	110 564
Intérêts sur la dette à long terme	92 008	87 421	80 185
Information	130 000	16 329	46 612
Électricité	3 500	3 368	3 434
Total administration	13 384 067	14 041 070	13 738 812
Traitements et charges sociales			
Avocats	45 483 231	43 813 888	43 259 579
Autres	24 401 480	23 702 844	23 196 461
Total traitements et charges sociales	69 884 711	67 516 732	66 456 040
Débours judiciaires			
Volet gratuit			
Civils	3 625 850	3 002 575	3 143 006
Criminels	432 100	363 582	378 225
	4 057 950	3 366 157	3 521 231
Volet contributif			
Civils	-	102 442	93 659
Criminels	-	15 463	18 290
	-	117 905	111 949
Total débours judiciaires	4 057 950	3 484 062	3 633 180
TOTAL - CHARGES D'OPÉRATION	87 326 728 \$	85 041 864 \$	83 828 032 \$

* Ces montants excluent les budgets en capital pour un total de 1 101 266 \$ pour les acquisitions d'immobilisation et remboursement de la dette à long terme. De plus, les budgets initiaux ne tiennent pas compte de la charge d'amortissement des immobilisations.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

18

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	Budget 2010	Réel 2010	Réel 2009
ANNEXE B - CHARGES PRATIQUE PRIVÉE (article 52)			
Volet gratuit			
Honoraires			
Civils		20 625 533 \$	20 964 295 \$
Criminels		20 703 763	22 310 319
Notaires		78 205	77 761
	-	41 407 501	43 352 375
Débours ¹			
Civils		4 758 038	4 078 513
Criminels		1 611 036	1 698 669
Notaires		34 451	40 345
	-	6 403 525	5 817 527
Autres frais		89 516	36 267
Intérêts		4 554	3 216
	-	94 070	39 483
Total volet gratuit	-	47 905 096	49 209 385
Volet contributif			
Honoraires			
Civils		1 346 623	1 315 804
Criminels		614 181	353 234
Notaires		11 769	5 159
	-	1 972 573	1 674 197
Débours ²			
Civils		297 579	229 273
Criminels		65 476	66 437
Notaires		2 097	797
	-	365 152	296 507
Total volet contributif	-	2 337 725	1 970 704
TOTAL - CHARGES PRATIQUE PRIVÉE	50 200 000 \$	50 242 821 \$	51 180 089 \$
TOTAL DES CHARGES	137 526 728 \$	135 284 685 \$	135 008 121 \$

1. Ce poste est constitué de débours judiciaires de 4 708 632 \$ (4 212 112 \$ en 2009) et d'autres débours de 1 679 284 \$ (1 605 415 \$ en 2009).

2. Ce poste est constitué de débours judiciaires de 275 197 \$ (237 164 \$ en 2009) et d'autres débours de 89 955 \$ (59 343 \$ en 2009).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

19

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	Budget 2010	Réel 2010	Réel 2009
ANNEXE C - AUTRES PRODUITS			
Opérations			
Volet contributif ^{a)}		993 139 \$	838 659 \$
Mémoires de frais		25 871	27 705
Remboursements des coûts de l'aide juridique		533 055	565 903
Intérêts		46 910	476 987
Autres		17 536	98 485
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles		-	100
Amortissement - octrois spéciaux reportés afférents aux immobilisations corporelles		-	83 006
Total opération	2 000 000 \$	1 616 511 \$	2 090 845 \$
Pratique privée (article 52)			
Contributions des bénéficiaires	500 000 \$	770 817 \$	705 568 \$
TOTAL - AUTRES PRODUITS	2 500 000 \$	2 387 328 \$	2 796 413 \$

a) Depuis le 1^{er} janvier 1997, la Loi sur l'aide juridique prévoit l'admissibilité de certains bénéficiaires moyennant une contribution de leur part.

Volet contributif des opérations

Contributions des bénéficiaires	692 653 \$	568 762 \$
Frais administratifs	298 316	267 378
Intérêts	2 170	2 519
Total volet contributif	993 139 \$	838 659 \$

RAPPORT DE LA DIRECTION

La préparation et la présentation des états financiers du Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil) sont sous la responsabilité de la direction, y compris l'intégrité et la fidélité des données, notamment en ce qui concerne les estimations et les jugements comptables importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel de gestion est conforme avec ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction maintient un système comptable et des contrôles internes conçus en vue de fournir l'assurance raisonnable que les actifs sont adéquatement protégés, que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Conseil reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Le comité de planification et de vérification assiste le conseil d'administration dans ces tâches. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation par le conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers du Conseil, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut rencontrer, sans aucune restriction, le comité de planification et de vérification pour discuter de tout élément qui concerne son audit.

Pour le Conseil de gestion de l'assurance parentale,



Geneviève Bouchard
Présidente-directrice générale



Brigitte Thériault
Secrétaire et directrice des affaires corporatives

Québec, le 14 avril 2011

Conseil de gestion de l'assurance parentale

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints du Conseil de gestion de l'assurance parentale qui comprennent le bilan au 31 décembre 2010, l'état des résultats et de l'excédent cumulé et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

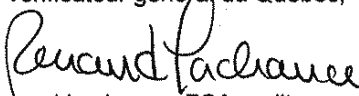
Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Conseil de gestion de l'assurance parentale au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,


Renaud Lachance, FCA auditeur FCA auditeur

Québec, le 14 avril 2011

Conseil de gestion de l'assurance parentale

CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE

RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010 (en milliers de dollars)

	2010	2009
PRODUITS		
Contributions du Fonds d'assurance parentale	41 008	41 662
Produits d'intérêts	2	1
	41 010	41 663
CHARGES		
Frais d'administration (note 4)	1 757	1 934
Frais reliés à l'administration du RQAP* par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 5)	21 267	23 140
Frais reliés aux activités de soutien informatique par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 5)	5 082	4 508
Frais reliés aux activités de perception des cotisations par Revenu Québec (note 6)	6 655	6 668
Frais bancaires reliés aux paiements des prestations du RQAP par le ministère des Finances	78	79
Amortissement des actifs incorporels	6 026	5 253
Intérêts sur la dette à long terme	145	81
	41 010	41 663
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES ET EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	—	—

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

* Régime québécois d'assurance parentale (RQAP)

Conseil de gestion de l'assurance parentale

CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2010

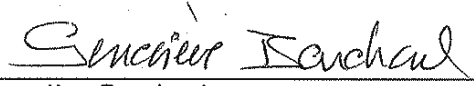
(en milliers de dollars)

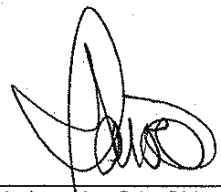
	2010	2009
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	2 692	2 545
Créances (note 7)	1	39
Frais payés d'avance au ministère de l'Emploi et Solidarité sociale	2 086	175
	4 779	2 759
Immobilisations corporelles (note 8)	63	116
Actifs incorporels (note 9)	13 936	15 428
	18 778	18 303
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus (note 10)	4 896	5 062
Avance du Fonds d'assurance parentale, sans intérêt ni modalités de remboursement	5 130	1 890
Provision pour vacances (note 11)	76	83
Tranche de la dette à long terme échéant à court terme (note 12)	3 554	5 605
	13 656	12 640
Provision pour congés de maladie (note 11)	284	319
Dette à long terme (note 12)	4 838	5 344
	18 778	18 303

Engagements (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration,


 Geneviève Bouchard
 Présidente-directrice générale


 Éric Lavoie, CA, CIA
 Président du comité de planification et de
 vérification

CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE**FLUX DE TRÉSORERIE****DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2010**

(en milliers de dollars)

	2010	2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des produits sur les charges	-	-
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Amortissements		
Immobilisations corporelles	54	55
Actifs incorporels	6 026	5 253
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 13)	(2 904)	1 179
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 176	6 487
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1)	(26)
Acquisition d'actifs incorporels	(5)	(17)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(6)	(43)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Variation nette des avances	3 240	(1 815)
Remboursement de la dette à long terme	(6 263)	(4 859)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 023)	(6 674)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	147	(230)
ENCAISSE AU DÉBUT	2 545	2 775
ENCAISSE À LA FIN	2 692	2 545

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL DE GESTION DE L'ASSURANCE PARENTALE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****AU 31 DÉCEMBRE 2010**

(Les chiffres inclus dans les tableaux sont présentés en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT**Constitution**

Le Conseil de gestion de l'assurance parentale (Conseil) est une personne morale au sens du Code civil du Québec, institué le 10 janvier 2005 par la Loi sur l'assurance parentale (L.R.Q., c. A-29.011). Il a pour fonction, dans le cadre de l'application de cette loi, de gérer le Régime québécois d'assurance parentale (Régime) et d'administrer, en qualité de fiduciaire, le Fonds d'assurance parentale (Fonds). Le Régime est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2006.

Objet

Le Régime prévoit le versement de prestations à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs admissibles qui se prévalent d'un congé de maternité, d'un congé de paternité, d'un congé parental ou d'un congé d'adoption.

Le Conseil est fiduciaire du Fonds, fiducie d'utilité sociale instituée le 17 juin 2005, dont le patrimoine est affecté, en vertu de la Loi sur l'assurance parentale, au versement des prestations auxquelles peut avoir droit toute personne admissible à cette loi et aux charges relatives au Conseil dans l'exercice de ses fonctions fiduciaires.

En vertu de la Loi sur l'assurance parentale, le Conseil transfère au Fonds, au fur et à mesure, toute somme qu'il perçoit pour le financement du Régime.

L'administration du Régime a été confiée au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), conformément à l'article 80 de la Loi sur l'assurance parentale.

Financement

Le Conseil reçoit, comme principale source de financement, des contributions du Fonds, lesquelles proviennent des cotisations perçues en vertu de la Loi sur l'assurance parentale pour assurer le financement du Régime. Les sommes mises à la disposition du Conseil ne doivent servir qu'à l'application de sa loi constitutive et au paiement des obligations du Conseil.

La perception des cotisations du Régime a été confiée au ministre du Revenu en vertu du chapitre IV de la Loi sur l'assurance parentale et de l'article 2 de la Loi sur le ministère du Revenu (L.R.Q., c. M-31).

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont : les développements en cours des actifs incorporels, la durée probable d'utilisation des immobilisations et des actifs incorporels ainsi que la provision pour congés de maladie et vacances. Les résultats réels pourraient différer des meilleures estimations de la direction.

Contributions du Fonds d'assurance parentale

Les contributions du Fonds d'assurance parentale sont comptabilisées lorsqu'elles sont acquises par le Conseil et que leur réception est raisonnablement assurée.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation aux taux annuels suivants :

Mobilier et équipement	20,00 %
Améliorations locatives	20,00 %
Équipement informatique	33,33 %

Le Conseil examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. L'estimation des flux de trésorerie futurs ainsi que la détermination de la juste valeur requièrent l'exercice du jugement professionnel et peuvent varier dans le temps.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels, représentant les coûts reliés aux développements informatiques et aux développements des actifs informationnels, sont comptabilisés au coût et sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuel de 20 %.

Ils sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur.

Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Conseil de gestion de l'assurance parentale

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Régime de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu du fait que le Conseil ne dispose pas de suffisamment d'information pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Instruments financiers

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date de la transaction.

Évaluation ultérieure

Autres actifs financiers et passifs financiers à court terme

L'encaisse, les créances, les charges à payer et frais courus, de même que la provision pour vacances sont détenus ou ont été désignés irrévocablement à des fins de transactions, et à cet égard sont évalués à leur juste valeur. Le coût de ces instruments financiers à court terme représente une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée.

Avance

L'avance du Fonds a également été désignée à des fins de transactions. Puisque aucune modalité d'encaissement n'est prévue, celle-ci est réputée encaissable à vue. Par conséquent, sa juste valeur correspond à son coût.

Dette à long terme

La dette à long terme est classée comme autre passif financier. En conséquence, elle est comptabilisée au coût amorti selon la méthode d'amortissement linéaire au taux annuel de 20 %.

Résultat étendu

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010, le Conseil n'a effectué aucune opération ayant une incidence au résultat étendu et aucun solde d'ouverture ni de clôture pour le cumul du résultat étendu n'est présenté.

3. MODIFICATIONS FUTURES DE NORMES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière

À compter du 1^{er} janvier 2011 le Conseil utilisera un nouveau référentiel comptable. Il s'agira de la Partie I du Manuel de l'ICCA-Comptabilité, qui contient les Normes internationales d'information financière (IFRS). Le Conseil évalue présentement l'incidence future de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2010	2009
Traitements et avantages sociaux	1 093	1 076
Soutien et services administratifs du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	302	285
Services en ressources humaines et en technologies de l'information du Centre de services partagés du Québec	32	109
Services professionnels	59	184
Formation	12	16
Frais de déplacement	8	9
Loyer	139	135
Matériel, fournitures et messagerie	14	15
Téléphonie et Internet	14	14
Amortissement des immobilisations corporelles	54	55
Autres	30	36
	1 757	1 934

5. FRAIS RELIÉS AUX ACTIVITÉS DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale est, conformément à la Loi sur l'assurance parentale, chargé de l'administration du RQAP. Dans le cadre de ce mandat, il prend en charge toutes les activités associées à l'administration du Régime relatives à l'admissibilité et au versement des prestations du RQAP.

Les frais reliés à l'administration du Régime imputés aux résultats de l'exercice s'élèvent à 21 267 404 \$ (23 139 831 \$ en 2009), alors que les frais reliés aux activités de soutien informatique s'élèvent à 5 082 483 \$ (4 508 062 \$ en 2009).

6. FRAIS RELIÉS AUX ACTIVITÉS DE PERCEPTION DES COTISATIONS PAR REVENU QUÉBEC

Le ministre du Revenu est, conformément à la Loi sur l'assurance parentale, chargé de percevoir les cotisations pour le Régime. Dans le cadre de ce mandat, il retient sur les cotisations remises au Conseil les frais de perception ainsi que les autres frais reliés aux créances qu'il doit assumer. Ces frais sont déterminés par décret en fonction des dépenses réellement engagées par Revenu Québec.

Les frais reliés aux activités de perception des cotisations imputés aux résultats de l'exercice s'élèvent à 6 655 362 \$ (6 667 602 \$ en 2009) et ne comprennent que des frais d'administration.

Conseil de gestion de l'assurance parentale

	2010	2009
Intérêts à recevoir	1	-
Autres	-	39
	1	39

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

		2010	2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipement	79	61	18
Améliorations locatives	143	112	31
Équipement informatique	66	52	14
	288	225	63

9. ACTIFS INCORPORELS

		2010	2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Développements informatiques en vertu d'un contrat de location-acquisition (note 15)	35 087	21 194	13 893
Actifs informationnels	88	45	43
	35 175	21 239	13 936

Des développements informatiques, effectués par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale au coût de 4 123 066 \$ (3 299 551 \$ en 2009), sont en voie de réalisation au 31 décembre 2010 et ne sont pas amortis.

Les intérêts capitalisés au cours de l'exercice s'élèvent à 20 285 \$ (66 867 \$ en 2009).

10. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2010	2009
Fournisseurs et frais courus	46	105
Entités sous contrôle commun		
Centre de services partagés du Québec	40	107
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 198	3 690
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	-	541
Ministère des Finances	58	61
Revenu Québec	554	558
	4 896	5 062

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel du Conseil participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2010, le taux de cotisation du Conseil pour le RREGOP s'est maintenu à 8,19 % de la masse salariale cotisable et celui du RRPE à 10,54 %.

Les cotisations du Conseil imputées aux charges de l'exercice s'élèvent à 66 000 \$ (63 747 \$ en 2009). Les obligations du Conseil envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

	2010		2009	
	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie
Solde au début	83	319	103	258
Charge de l'exercice	103	16	109	115
Utilisation de l'exercice	(110)	(51)	(129)	(54)
Solde à la fin	76	284	83	319

Provision pour congés de maladie**Description**

Le Conseil dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Conseil.

11. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Conseil. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Évaluations et estimations subséquentes

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2010	2009
Taux d'indexation	3,25 %	3,25 %
Taux d'actualisation	3,43 %	3,58 %
(taux des obligations du Québec échéant dans dix ans)		
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	16 ans	15 ans

Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque le Conseil estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

12. DETTE À LONG TERME

	2010	2009
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (note 15)		
Contrat de location-acquisition sur les développements informatiques, intérêts variables selon le taux moyen des acceptations bancaires canadiennes d'un mois plus 0,3 %, lequel représente 1,5 % au 31 décembre 2010, remboursable en un versement de 3 554 954 \$ en 2011, plus intérêts, suivi de trois autres versements annuels, échéant en 2014.	8 392	10 949
Moins : Tranche de la dette à long terme échéant à court terme	3 554	5 605
	4 838	5 344

12. DETTE À LONG TERME (suite)

Les paiements de capital et intérêts minimums futurs exigibles s'établissent comme suit :

2011	3 679
2012	2 464
2013	1 677
2014	819
	<u>8 639</u>
Intérêts	<u>(247)</u>
Capital	<u>8 392</u>

Les intérêts sont estimés selon le taux en vigueur au 31 décembre 2010.

13. FLUX DE TRÉSORERIE

	2010	2009
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Créances	38	(13)
Frais payés d'avance au MESS	(1 911)	341
Charges à payer et frais courus	(989)	810
Provision pour vacances	(7)	(20)
Provision pour congés de maladie	(35)	61
	<u>(2 904)</u>	<u>1 179</u>
Intérêts versés	126	283

Au cours de l'exercice, des actifs incorporels ont été acquis à un coût total de 4 533 110 \$ (4 315 062 \$ en 2009) dont 406 545 \$ (998 076 \$ en 2009) ont été acquis au moyen d'un contrat de location-acquisition. En date du 31 décembre 2010, le poste « Charges à payer et frais courus » comprend un montant de 4 123 066 \$ (3 299 551 \$ en 2009) lié aux actifs incorporels.

14. INSTRUMENTS FINANCIERS**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale du Conseil au risque de crédit.

Conseil de gestion de l'assurance parentale

14. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

La direction estime que le Conseil n'est pas exposé à un risque de crédit important, étant donné qu'il transige presque uniquement avec le Fonds, affecté en vertu de la Loi sur l'assurance parentale aux obligations du Conseil dans l'exercice de ses fonctions fiduciaires du Fonds.

Juste valeur

En raison de leur échéance très rapprochée ou à court terme, la valeur comptable des créances, des charges à payer et frais courus de même que la tranche de la dette à long terme échéant à court terme indiqués au bilan se rapproche de leur juste valeur.

La juste valeur de l'avance à court terme du Fonds au Conseil se rapproche de sa valeur comptable présentée dans les états financiers puisqu'elle est déterminée en fonction des obligations du Conseil qui sont affectées au Fonds en vertu de la Loi sur l'assurance parentale.

La juste valeur de la dette à long terme est évaluée au moyen de l'actualisation des flux de trésorerie futurs d'après un taux d'intérêt s'appliquant à des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables à ceux du Conseil. La juste valeur est évaluée à 8 392 448 \$ (10 949 356 \$ en 2009).

Risque de liquidité

Le Conseil considère qu'il détient suffisamment d'actifs financiers facilement convertibles en trésorerie, de liquidité provenant du Fonds et de facilité de crédit, afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant.

Les charges à payer et frais courus auprès du Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale représentent des frais courus pour des développements informatiques en voie de réalisation au 31 décembre 2010 et des intérêts courus sur la dette à long terme, pour lesquels les facturations auront lieu soit le 1^{er} avril 2011 ou au cours de l'exercice 2011. Les charges à payer et frais courus auprès de Revenu Québec représentent des charges à payer payables au cours du mois de janvier 2011.

Risque lié aux taux d'intérêt

Le Conseil est exposé à un risque de taux d'intérêt sur sa dette à long terme, puisque le solde dû par le Conseil porte intérêt à taux variable.

L'effet net, sur les passifs financiers, d'une augmentation du taux égale à 1 % au cours de l'exercice aurait eu pour effet d'augmenter de 165 000 \$ (112 000 \$ en 2009) les charges de l'exercice du Conseil.

15. ENGAGEMENTS

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE (MESS)

Administration du Régime

En vertu de l'article 81 de la Loi sur l'assurance parentale, le Conseil a conclu avec le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale une entente renouvelable annuellement concernant l'administration des activités du Régime relatives à l'admissibilité et au versement des prestations effectuées par le MESS. En vertu de cette entente, le Conseil s'est engagé à payer les frais qui

15. ENGAGEMENTS (suite)

seront réellement encourus par le MESS. Cette entente, résiliable en tout temps par les deux parties, est valide pour la période du 1^{er} avril 2010 au 31 mars 2011. Les frais à verser au cours du prochain exercice sont estimés à 7 013 000 \$.

Conformément à cette entente, le Conseil s'est engagé en vertu d'un contrat de location-acquisition à verser la totalité des frais encourus par le Fonds des technologies de l'information (FTI) du MESS pour le développement informatique de systèmes en vue de la réalisation des activités d'administration du Régime. Selon le FTI, les frais totaux à l'échéance des travaux prévus en 2011 sont estimés à 37 millions de dollars, dont 35 millions de dollars (30,6 millions de dollars en 2009) ont été encourus en date du 31 décembre 2010 et constatés aux états financiers. Les paiements relatifs à cette entente s'échelonneront jusqu'à avril 2015.

REVENU QUÉBEC**Perception et remise des cotisations au Régime**

En vertu de l'article 82 de la Loi sur l'assurance parentale, le Conseil a conclu avec le ministre de Revenu Québec une entente relative à la perception et à la remise des cotisations au Régime. En vertu de cette entente, le Conseil s'est engagé à payer les frais de perception encourus ainsi que les frais liés aux systèmes développés par le ministre de Revenu Québec déterminés par le gouvernement. Cette entente d'une durée indéterminée, résiliable en tout temps par les deux parties, est en vigueur depuis le 1^{er} avril 2007.

Les frais à verser au cours de la prochaine année sont estimés à 6 633 000 \$. Les frais seront ajustés annuellement en tenant compte notamment du taux d'augmentation du traitement moyen des catégories d'emplois concernées de Revenu Québec, des coûts relatifs au Fonds des technologies de l'information de Revenu Québec imputables au Régime et de l'indice des prix à la consommation pour le Québec.

16. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Conseil est apparenté, à titre de fiduciaire, au Fonds d'assurance parentale et n'a conclu aucune opération avec cet apparenté autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations entre apparentés, comptabilisées à la valeur d'échange, sont présentées dans le corps même des états financiers.

17. CHIFFRES COMPARATIFS

À des fins de comparaison, la classification de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée conformément à la présentation adoptée en 2010.

**LES ÉTATS FINANCIERS**

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Conseil des arts et des lettres du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Conseil reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Conseil, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général,

Yvan Gauthier

Québec, le 14 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

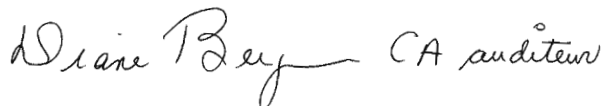
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Conseil des arts et des lettres du Québec au 31 mars 2010 et les états des résultats, de l'excédent cumulé ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conseil. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conseil au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,



Diane Bergeron, CA auditeur
Québec, le 14 mai 2010

RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
PRODUITS		
Subventions du gouvernement du Québec		
Aide financière	89 423 700	84 709 320
Administration	7 684 298	6 217 005
	97 107 998	90 926 325
Intérêts	153 989	1 187 577
	97 261 987	92 113 902
CHARGES		
Aide financière octroyée		
Théâtre	24 996 664	23 704 128
Arts du cirque	1 170 302	1 273 760
Musique	24 759 409	24 241 409
Arts visuels et arts médiatiques	15 930 755	15 424 348
Danse	12 540 758	11 076 758
Littérature	3 947 229	3 930 234
Arts multidisciplinaires	1 604 428	1 236 075
Autres activités	1 583 747	1 392 776
Autres clientèles (MCCCF et SODEC) *	5 727 430	5 638 500
	92 260 722	87 917 988
Annulation d'aide financière octroyée au cours des exercices antérieurs	(2 780 530)	(2 895 965)
	89 480 192	85 022 023
Frais d'administration (note 3)	7 684 407	7 203 204
	97 164 599	92 225 227
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES	97 388	(111 325)
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	194 836	306 161
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	292 224	194 836

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

* Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF),
Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)

BILAN

AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	2 806 337	1 579 369
Placements temporaires, taux variant de 0,32 % à 0,43 % jusqu'en août 2010	18 955 841	19 500 000
Créances à recevoir	15 221	24 145
Subventions à recevoir du gouvernement du Québec	2 158 800	2 306 820
Frais payés d'avance	36 999	64 482
	23 973 198	23 474 816
Immobilisations corporelles (note 4)	170 761	182 955
	24 143 959	23 657 771
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer et frais courus	296 861	391 754
Aide financière à verser	21 579 173	19 007 395
Subventions du gouvernement du Québec reportées	766 099	2 945 479
Provision pour congés de vacances (note 6)	560 804	553 934
	23 202 937	22 898 562
Provision pour congés de maladie (note 6)	648 798	564 373
	23 851 735	23 462 935
EXCÉDENT CUMULÉ	292 224	194 836
	24 143 959	23 657 771

FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 9)

ENGAGEMENTS (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration


M^{me} Marie DuPont


M. Luc Gallant

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrée de fonds :		
Subvention du gouvernement du Québec	95 076 638	91 950 600
Intérêts reçus	152 797	1 205 367
Sortie de fonds :		
Aide financière octroyée	(86 908 414)	(82 803 988)
Fournisseurs et membres du personnel	(7 547 503)	(6 989 909)
Rentrées de fonds nettes pour les activités d'exploitation	773 518	3 362 070
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Sorties de fonds pour les activités d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(90 709)	(96 819)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	682 809	3 265 251
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE – AU DÉBUT	21 079 369	17 814 118
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE – À LA FIN (note 7)	21 762 178	21 079 369

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Conseil des arts et des lettres du Québec (le Conseil) est une corporation qui a été instituée par la *Loi sur le Conseil des arts et des lettres du Québec* (L.R.Q., chapitre C-57.02). Il exerce ses attributions dans les domaines des arts visuels, des métiers d'art, de la littérature, des arts de la scène, des arts multidisciplinaires et des arts médiatiques, ainsi qu'en matière de recherche architecturale. Il a pour objet de soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, l'expérimentation et la production et d'en favoriser le rayonnement au Québec et, dans le respect de la politique québécoise en matière d'affaires intergouvernementales canadiennes et de celle en matière d'affaires internationales, dans le reste du Canada et à l'étranger. Il a aussi pour objet de soutenir le perfectionnement des artistes. En vertu de l'article 984 de la *Loi sur les impôts du Québec* et de l'article 149 de la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*, le Conseil n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

Le Conseil administre les fonds en fidéicommiss suivants : «Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent — Fonds relève du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres», «Conférence régionale des élus de Lanaudière — Fonds Lanaudière pour les arts et les lettres», «Conférence régionale des élus de Lanaudière — Fonds relève lanauois pour les arts et les lettres 2008-2011», «Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale — Soutien aux artistes et aux écrivains de la relève de la région de la Capitale-Nationale», «Conférence régionale des élus de l'Estrie — Mesure d'aide financière destinée aux artistes et aux écrivains de l'Estrie», «Conférence régionale des élus de Montréal — Fonds Montréal Immigration et Minorités visibles pour les arts et les lettres», «Conférence régionale des élus des Laurentides — Fonds des Laurentides pour les arts et les lettres», «Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue — Fonds des arts et des lettres de l'Abitibi-Témiscamingue», «Conférence régionale des élus de l'Outaouais — Fonds Outaouais», «Conférence régionale des élus de la Mauricie — Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2007-2010» et «Conférence régionale des élus de Montréal — Fonds ORAM CALQ-CRÉ 2008-2010».

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Conseil utilise prioritairement le Manuel de l'ICCA pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Conseil par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie.

Les comptes du Conseil ne comprennent pas ceux des fonds en fidéicomis. L'information financière relative à ces derniers est présentée à la note 9.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

Placements temporaires

Les placements temporaires sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur de marché).

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que le Conseil ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, soit :

Matériel informatique	3 ans
Développement informatique et logiciels	3 ans
Mobilier	5 ans
Équipement audiovisuel	5 ans
Améliorations locatives	durée du bail

Dépréciation d'immobilisations

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Conseil de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisées sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Aide financière octroyée

L'aide financière octroyée est comptabilisée lorsqu'elle est autorisée et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité, s'il en est. Les annulations d'aide financière octroyée sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont annulées ou remboursées.

Constatation des subventions du gouvernement du Québec

Le Conseil applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les subventions affectées sont reportées et constatées à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les subventions non affectées sont constatées à titre de produits de l'exercice.

Les subventions à recevoir du gouvernement du Québec sont inscrites dans l'exercice au cours duquel le Conseil a obtenu le financement ou réalisé les travaux donnant droits à ces subventions.

Produits de placements

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2010	2009
	\$	\$
Traitements et avantages sociaux	5 730 345	5 418 908
Services professionnels, administratifs et autres	498 215	397 454
Transport et communications	631 451	570 471
Loyers	595 714	582 199
Fournitures et approvisionnements	113 608	118 233
Entretien et réparations	12 171	13 869
Amortissement des immobilisations corporelles	102 903	102 070
	7 684 407	7 203 204

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
	\$	\$	\$	\$
Mobilier	68 172	52 228	15 944	23 476
Équipement audiovisuel	47 702	38 338	9 364	17 228
Matériel informatique	372 569	293 180	79 389	67 597
Améliorations locatives	389 317	389 317	–	9 528
Développement informatique et logiciels	489 895	423 831	66 064	65 126
	1 367 655	1 196 894	170 761	182 955

5. EMPRUNT BANCAIRE

En vertu d'un décret d'emprunt, le Conseil est autorisé à contracter des emprunts à court terme jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 1 000 000 \$, et ce, jusqu'au 30 novembre 2012, auprès d'institutions financières ou du Fonds de financement du gouvernement du Québec. Au 31 mars 2010, aucun emprunt bancaire n'a été contracté.

6. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**Régimes de retraite**

Les membres du personnel du Conseil participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) ou au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1^{er} janvier 2010, les taux de cotisation du Conseil pour le RREGOP, le RRPE et le RRAS sont respectivement de 8,19 %, 10,54 % et 10,54 % de la masse salariale cotisable.

Les cotisations du Conseil imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 303 928 \$ (2009 : 284 246 \$). Les obligations du Conseil envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour congés de maladie et vacances

La provision pour congés de maladie au 31 mars 2010 a fait l'objet d'une actualisation sur la base des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

	2010	2009
Taux d'indexation	0,6 % à 1,1 %	0,6 % à 1,1 %
Taux d'actualisation	2,94 % à 4,55 %	2,87 % à 4,9 %
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	4 à 10 ans	5 à 11 ans

	2010		2009	
	Congés de maladie \$	Vacances \$	Congés de maladie \$	Vacances \$
Solde au début	564 373	553 934	490 149	493 335
Charge de l'exercice	194 101	365 325	111 273	356 748
Prestations versées au cours de l'exercice	(109 676)	(358 455)	(37 049)	(296 149)
Solde à la fin	648 798	560 804	564 373	553 934

7. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	2010	2009
	\$	\$
Encaisse	2 806 337	1 579 369
Placements temporaires	18 955 841	19 500 000
	21 762 178	21 079 369

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Certains membres du conseil d'administration font partie du personnel cadre d'organismes artistiques subventionnés par le Conseil. Les subventions octroyées à ces organismes l'ont été dans le cours normal des affaires du Conseil et comptabilisées à la valeur d'échange. Ces subventions totalisent 9 389 911 \$ (2009 : 4 432 275 \$).

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, le Conseil est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Conseil n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

9. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Fonds en fidéicommis — Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent — Fonds relève du Bas-Saint-Laurent pour les arts et les lettres

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels ainsi qu'aux collectifs d'artistes et d'écrivains de la relève du Bas-Saint-Laurent selon ses modalités et procédures en vigueur.

L'entente signée en décembre 2002 entre le Conseil, le Conseil régional de concertation et de développement du Bas-Saint-Laurent et le Conseil de la culture du Bas-Saint-Laurent, dont les biens et actifs, droits et obligations ont été cédés, en 2004, à la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent, a pris fin le 31 mars 2005. Cette entente a été renouvelée en 2006-2007.

En vertu de cette entente, la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent s'était engagée à verser à la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent une somme de 90 000 \$ sur trois ans pour les années 2006-2007 à 2008-2009. La Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent s'était engagée pour sa part à verser au Conseil les sommes reçues de la Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent de même qu'une somme de 60 000 \$, à raison de 20 000 \$ par année. Ainsi, la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent a versé au Conseil un montant de 50 000 \$ pour chacune de ces années et a aussi versé,

en vertu de l'addenda 3, un montant de 50 000 \$ pour 2009-2010 pour la mise en œuvre du volet *Soutien aux artistes et aux écrivains de la relève*. L'échéancier de versement a toutefois été modifié puisqu'un montant de 20 000 \$, dont le versement était prévu pour 2009-2010, a été versé à l'avance en 2008-2009.

En vertu de l'addenda 1 à l'entente, la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent s'était engagée à verser un montant de 165 000 \$ sur quatre ans dont 7 500 \$ en 2006-2007 et 157 500 \$ pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, à raison de 52 500 \$ par année pour la mise en œuvre du volet *Soutien à la consolidation d'organismes professionnels*. L'échéancier de versement a toutefois été modifié puisque le montant de 7 500 \$ de 2006-2007 n'a pas transité par le Fonds puisqu'il a été payé directement par la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	2 340	65 984
Intérêts courus	4	11
Apports à recevoir	82 500	-
	84 844	65 995
PASSIF		
Aide financière à verser	82 500	43 750
Solde du Fonds	2 344	22 245
	84 844	65 995

ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	22 245	2 013
Augmentation		
Apports	82 500	175 000
Intérêts	99	232
	104 844	177 245
Diminution		
Aide financière octroyée	102 500	155 000
Solde du Fonds à la fin	2 344	22 245

**Fonds en fidéicommis — Conférence régionale des élus de Lanaudière —
Fonds Lanaudière pour les arts et les lettres**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels ainsi qu'aux collectifs d'artistes et d'écrivains de Lanaudière selon ses modalités et procédures en vigueur.

L'entente signée en mars 2003 entre le Conseil et le Conseil régional de développement de Lanaudière, dont les biens et actifs, droits et obligations ont été cédés, en 2004, à la Conférence régionale des élus de Lanaudière, a pris fin le 31 mars 2005. Cette entente n'a pas été reconduite en 2006-2007 et 2007-2008. Au cours de l'exercice 2008-2009, les partenaires ont signé une nouvelle entente et créé un nouveau fonds en fidéicommis.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus de Lanaudière conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIF	\$	\$
Encaisse	186	186
Intérêts courus	1	-
	187	186
PASSIF ET SOLDE DU FONDS	187	186
	187	186

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	186	182
Augmentation		
Intérêts	1	4
Solde du Fonds à la fin	187	186

**Fonds en fidéicommiss — Conférence régionale des élus de Lanaudière —
Fonds relève lanaudois pour les arts et les lettres 2008-2011**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels de la jeune relève selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en mars 2009 entre le Conseil, la Conférence régionale des élus de Lanaudière et le Forum jeunesse Lanaudière.

En vertu de cette entente, chacun des partenaires, soit la Conférence régionale des élus de Lanaudière et le Forum jeunesse Lanaudière, s'est engagé à verser au Conseil une somme de 75 000 \$ sur trois ans, à raison de 25 000 \$ par année, pour les années 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011. L'échéancier de versement a toutefois été modifié puisqu'en 2009-2010, chacun des partenaires a versé un montant de 24 231 \$.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
ACTIF	\$	\$
Encaisse	16 935	-
Intérêts courus	2	-
Apports à recevoir	-	50 000
	16 937	50 000
PASSIF		
Aide financière à verser	16 903	47 250
Solde du Fonds	34	2 750
	16 937	50 000

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	2 750	-
Augmentation		
Apports	48 462	50 000
Intérêts	34	-
	51 246	50 000
Diminution		
Aide financière octroyée	51 212	47 250
Solde du Fonds à la fin	34	2 750

**Fonds en fidéicommiss — Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale —
Soutien aux artistes et aux écrivains de la relève de la région de la Capitale-Nationale**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels ainsi qu'aux collectifs d'artistes et d'écrivains de la relève de la Capitale-Nationale selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en avril 2006 entre le Conseil et la Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale, ainsi qu'une de ses constituantes, le Forum jeunesse de la région de Québec.

En vertu de cette entente, la Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale s'était engagée à verser au Conseil une somme de 160 000 \$ sur trois ans, dont 60 000 \$ proviennent du Forum jeunesse de la région de Québec, à raison de 53 000 \$ pour l'année 2006-2007, 53 000 \$ pour l'année 2007-2008 et 54 000 \$ pour l'année 2008-2009.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	734	5 911
Intérêts courus	–	3
	734	5 914
PASSIF		
Aide financière à verser	–	5 192
Solde du Fonds	734	722
	734	5 914

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	722	247
Augmentation		
Apports	–	54 000
Intérêts	12	153
	734	54 400
Diminution		
Aide financière octroyée	–	53 678
Solde du Fonds à la fin	734	722

**Fonds en fidéicommiss — Conférence régionale des élus de l'Estrie —
Mesure d'aide financière destinée aux artistes et aux écrivains de l'Estrie**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels ainsi qu'aux collectifs d'artistes et d'écrivains de l'Estrie selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en septembre 2006 entre le Conseil et la Conférence régionale des élus de l'Estrie ainsi qu'avec le Conseil de la culture de l'Estrie.

En vertu de cette entente, la Conférence régionale des élus de l'Estrie s'était engagée à verser au Conseil de la culture de l'Estrie une somme de 120 000 \$ sur trois ans, à raison de 40 000 \$ par année, pour les années 2006-2007 à 2008-2009. Ce montant de 40 000 \$ a également été versé pour 2009-2010 à la suite de la signature d'une entente administrative. Le Conseil de la culture de l'Estrie s'était engagé pour sa part à verser au Conseil les sommes reçues de la Conférence régionale des élus de l'Estrie de même qu'une somme de 30 000 \$, à raison de 10 000 \$ par année, pour les années 2006-2007 à 2008-2009.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus de l'Estrie conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	361	349
Intérêts courus	-	1
Apports à recevoir	40 000	-
	40 361	350
PASSIF		
Aide financière à verser	40 000	-
Solde du Fonds	361	350
	40 361	350

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	350	342
Augmentation		
Apports	40 000	50 000
Intérêts	16	8
	40 366	50 350
Diminution		
Aide financière octroyée	40 000	50 000
Autres frais d'opération	5	-
Solde du Fonds à la fin	361	350

Fonds en fidéicommiss — Conférence régionale des élus de Montréal —**Fonds Montréal Immigration et Minorités visibles pour les arts et les lettres**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux jeunes artistes et écrivains professionnels immigrants ou des minorités visibles selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en novembre 2007 entre le Conseil et la Conférence régionale des élus de Montréal, le Conseil des Arts du Canada, la Fondation du Grand Montréal, le Conseil des arts de Montréal, le Forum jeunesse de l'île de Montréal, la Fondation du maire de Montréal pour la jeunesse, la Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, le Ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie Canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information et la Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

En vertu de cette entente, le Conseil des Arts du Canada, la Conférence régionale des élus de Montréal, la Ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, la Fondation du Grand Montréal et le Conseil se sont engagés à verser respectivement 50 000 \$, 40 000 \$, 10 000 \$, 10 000 \$ et 50 000 \$ par année au Fonds, pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010, pour un montant total de 160 000 \$ par année et de 480 000 \$ au terme de l'entente.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus de Montréal conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	50 859	788
Intérêts courus	13	1
Apports à recevoir	110 000	170 000
	160 872	170 789
PASSIF		
Aide financière à verser	160 000	160 000
Avance à rembourser au Conseil des arts et des lettres du Québec	–	10 000
Solde du Fonds	872	789
	160 872	170 789

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	789	5
Augmentation		
Apports	160 000	160 000
Intérêts	83	784
	160 872	160 789
Diminution		
Aide financière octroyée	160 000	160 000
Solde du Fonds à la fin	872	789

**Fonds en fidéicommiss — Conférence régionale des élus des Laurentides —
Fonds des Laurentides pour les arts et les lettres**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels ainsi qu'aux collectifs d'artistes et d'écrivains des Laurentides.

Une entente a été signée en décembre 2007 entre le Conseil, la Conférence régionale des élus des Laurentides, le Forum jeunesse des Laurentides et le Conseil de la culture des Laurentides.

En vertu de cette entente, le Forum jeunesse des Laurentides s'était engagé à verser à la Conférence régionale des élus des Laurentides une somme de 150 000 \$ sur deux ans, soit 75 000 \$ en 2007-2008 et en 2008-2009. Le Conseil de la culture des Laurentides s'est engagé pour sa part à verser 30 000 \$ à la Conférence régionale des élus des Laurentides, à raison de 10 000 \$ par année pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. La Conférence régionale des élus des Laurentides s'est engagée à verser au Conseil les sommes reçues du Forum jeunesse des Laurentides et du Conseil de la culture des Laurentides, de même qu'une somme de 60 000 \$ sur trois ans, à raison de 20 000 \$ par année, pour les années 2007-2008 à 2009-2010.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus des Laurentides conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	77 290	26 532
Intérêts courus	20	14
Apports à recevoir	–	105 000
	77 310	131 546
PASSIF		
Aide financière à verser	76 077	84 399
Solde du Fonds	1 233	47 147
	77 310	131 546

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	47 147	25 666
Augmentation		
Apports	30 000	105 000
Intérêts	163	880
	77 310	131 546
Diminution		
Aide financière octroyée	76 077	84 399
Solde du Fonds à la fin	1 233	47 147

**Fonds en fidéicommis — Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue —
Fonds des arts et des lettres de l'Abitibi-Témiscamingue**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels ainsi qu'aux collectifs d'artistes et d'écrivains, de même qu'aux organismes artistiques professionnels de l'Abitibi-Témiscamingue, selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en janvier 2008 entre le Conseil et la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue.

En vertu de cette entente, la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue s'était engagée à verser au Conseil une somme de 225 000 \$ sur trois ans, dont 150 000 \$ pour le soutien aux artistes et aux écrivains professionnels et 75 000 \$ pour le soutien à la consolidation d'organismes artistiques professionnels, à raison de 75 000 \$ par année, pour les années 2007-2008 à 2009-2010.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	13 321	741
Intérêts courus	13	-
	13 334	741
PASSIF		
Aide financière à verser	12 500	-
Solde du Fonds	834	741
	13 334	741

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	741	136
Augmentation		
Apports	75 000	75 000
Intérêts	93	605
	75 834	75 741
Diminution		
Aide financière octroyée	75 000	75 000
Solde du Fonds à la fin	834	741

Fonds en fidéicommis — Conférence régionale des élus de l'Outaouais — Fonds Outaouais

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels ainsi qu'aux collectifs d'artistes et d'écrivains de la relève, de même qu'aux organismes artistiques professionnels de l'Outaouais, selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en mars 2008 entre le Conseil, la Conférence régionale des élus de l'Outaouais et la Table jeunesse de l'Outaouais.

En vertu de cette entente, la Table jeunesse de l'Outaouais s'était engagée à verser à la Conférence régionale des élus de l'Outaouais une somme de 30 000 \$ sur deux ans, soit 15 000 \$ en 2008-2009 et en 2009-2010. La Conférence régionale des élus de l'Outaouais s'est engagée à verser au Conseil les sommes reçues de la Table jeunesse de l'Outaouais, de même qu'une somme de 150 000 \$ sur deux ans, à raison de 75 000 \$ par année, pour les années 2008-2009 et 2009-2010. La Ville de Gatineau s'est engagée, pour sa part, à verser au Conseil une somme de 60 000 \$ sur deux ans, à raison de 30 000 \$ par année, pour les années 2008-2009 et 2009-2010. L'échéancier de versement a toutefois été modifié puisqu'en 2008-2009 le versement n'a été que de 119 124 \$.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus de l'Outaouais conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	517	438
Intérêts courus	-	11
	517	449
PASSIF		
Aide financière à verser	-	-
Solde du Fonds	517	449
	517	449

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	449	-
Augmentation		
Apports	120 000	119 124
Intérêts	68	69
	120 517	119 193
Diminution		
Aide financière octroyée	120 000	118 744
Solde du Fonds à la fin	517	449

**Fonds en fidéicommiss — Conférence régionale des élus de la Mauricie —
Fonds de la Mauricie pour les arts et les lettres 2007-2010**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels, de même qu'aux organismes favorisant l'émergence de la relève artistique professionnelle de la Mauricie, selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en décembre 2007 entre le Conseil, la Conférence régionale des élus de la Mauricie et le Forum jeunesse Mauricie.

En vertu de cette entente, la Conférence régionale des élus de la Mauricie s'était engagée à verser au Conseil une somme de 150 000 \$ sur trois ans, à raison de 50 000 \$ par année pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. De plus, le Forum jeunesse Mauricie s'est engagé à verser au Conseil une somme de 120 000 \$ sur trois ans, à raison de 40 000 \$ par année pour les années 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus de la Mauricie conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	15 654	30 954
Intérêts courus	14	36
	15 668	30 990
PASSIF		
Aide financière à verser	14 998	14 400
Solde du Fonds	670	16 590
	15 668	30 990

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	16 590	-
Augmentation		
Apports	90 000	180 000
Intérêts	80	590
	106 670	180 590
Diminution		
Aide financière octroyée	106 000	164 000
Solde du Fonds à la fin	670	16 590

**Fonds en fidéicommis — Conférence régionale des élus de Montréal —
Fonds ORAM CALQ-CRÉ 2008-2010**

Le Conseil agit à titre de fiduciaire des sommes déposées dans ce Fonds. Le Conseil verse les sommes aux artistes et écrivains professionnels de la relève, de même qu'aux organismes professionnels favorisant l'émergence de la relève artistique de la région de Montréal, selon ses modalités et procédures en vigueur.

Une entente a été signée en janvier 2008 entre le Conseil et la Conférence régionale des élus de Montréal.

En vertu de cette entente, la Conférence régionale des élus de Montréal s'était engagée à verser au Conseil une somme de 75 000 \$ sur deux ans, à raison de 37 500 \$ par année pour les années 2008-2009 et 2009-2010.

Le Conseil et la Conférence régionale des élus de Montréal conviendront, au cours de 2010-2011, de l'utilisation du solde du Fonds au 31 mars 2010.

BILAN AU 31 MARS 2010

	2010	2009
	\$	\$
ACTIF		
Encaisse	24 048	19 005
Intérêts courus	8	19
	24 056	19 024
PASSIF		
Aide financière à verser	23 994	19 003
Solde du Fonds	62	21
	24 056	19 024

**ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

	2010	2009
	\$	\$
Solde du Fonds au début	21	-
Augmentation		
Apports	37 500	37 500
Intérêts	41	21
	37 562	37 521
Diminution		
Aide financière octroyée	37 500	37 500
Solde du Fonds à la fin	62	21

10. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2010, les engagements relatifs au soutien financier des organismes artistiques ayant signé un contrat d'objectifs avec le Conseil s'établissent à 5 650 000 \$. Les versements exigibles au cours de l'exercice 2010-2011 s'établissent à 5 650 000 \$.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

LE RAPPORT DE LA DIRECTION

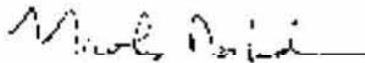
Les états financiers du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Conservatoire reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Conservatoire, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Nicolas Desjardins
Directeur général



Richard Chevalier, CA
Directeur des services administratifs

Québec, le 28 octobre 2009

LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

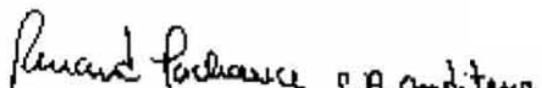
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec au 30 juin 2009 et les états des résultats, du déficit cumulé ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Conservatoire. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Conservatoire au 30 juin 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu des modifications de conventions comptables résultant de l'adoption des normes comptables pour le secteur public, expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,


Renaud Lachance, CA auditeur

Québec, le 28 octobre 2009

L'ÉTAT DES RÉSULTATS

de l'exercice terminé le 30 juin 2009

	2009	2008
		redressé (note 3)
PRODUITS		
Subvention du gouvernement du Québec (note 4)	24 137 580 \$	22 303 290 \$
Droits de scolarité	744 207	671 896
Intérêts	117 574	202 504
Autres produits	125 453	117 351
	25 124 814	23 295 041
CHARGES		
Traitements et avantages sociaux	16 154 045	14 939 252
Loyers	5 591 527	4 901 000
Services professionnels, administratifs et autres	1 470 538	1 239 920
Services d'entretien	1 061 843	1 037 446
Frais de déplacements	535 976	421 865
Fournitures et approvisionnements	363 981	427 259
Frais d'intérêts sur emprunts	252 811	30 560
Frais bancaires	2 182	2 653
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	3 367	19 183
Amortissement des immobilisations corporelles	443 085	347 170
Radiation d'effet à recevoir du gouvernement du Québec	–	16 738
	25 879 355	23 383 046
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(754 541)\$	(88 005)\$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LE DÉFICIT CUMULÉ

de l'exercice terminé le 30 juin 2009

	2009	2008
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT		
Solde déjà établi	354 660 \$	434 885 \$
Incidence de l'adoption des normes comptables du secteur public (note 3)	(10 394)	(2 614)
Solde redressé	344 266	432 271
INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES	(754 541)	(88 005)
(DÉFICIT) EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	(410 275)\$	344 266 \$

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

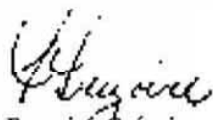
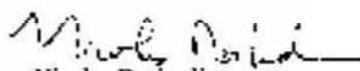
LE BILAN

au 30 juin 2009

	2009	2008
		redressé (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 395 055 \$	2 128 453 \$
Placements temporaires, acceptation bancaire au taux de 0,24 %	3 688 860	557 014
Créances (note 5)	1 597 893	2 427 480
Frais payés d'avance	65 730	92 024
	6 747 538	5 204 971
Effet à recevoir du gouvernement du Québec (note 6)	2 598 578	3 464 771
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec (note 7)	1 625 686	404 501
Immobilisations corporelles (note 8)	49 273 809	2 890 399
	60 245 611 \$	11 964 642 \$
PASSIF		
À court terme		
Emprunts bancaires (note 9)	1 625 686 \$	– \$
Charges à payer et frais courus (note 10)	2 837 211	1 721 936
Versement sur le dû au gouvernement du Québec (note 11)	253 593	267 760
Provision pour vacances (note 12)	1 777 116	1 706 651
Subvention reportée du gouvernement du Québec (note 13)	210 057	51 042
Produits reportés	71 430	76 700
Portion de la dette à long terme échéant à court terme (note 14)	1 064 076	35 315
	7 839 169	3 859 404
Dû au gouvernement du Québec (note 11)	1 093 835	1 347 428
Provision pour congés de maladie (note 12)	5 488 479	5 343 099
Subvention reportée du gouvernement du Québec (note 13)	1 300 473	343 840
Dette à long terme (note 14)	44 838 591	631 266
	60 560 547	11 525 037
AVOIR		
Apport du gouvernement du Québec	95 339	95 339
Déficit cumulé	(410 275)	344 266
	(314 936)	439 605
	60 245 611 \$	11 964 642 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


Francine Grégoire
Présidente du conseil d'administration

Nicolas Desjardins
Administrateur

LE FLUX DE TRÉSORERIE

de l'exercice terminé le 30 juin 2009

	2009	2008
		redressé (note 3)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Insuffisance des produits sur les charges	(754 541)\$	(88 005)\$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Virement de la subvention reportée du gouvernement du Québec	105 537	9 619
Radiation d'effet à recevoir du gouvernement du Québec	–	16 738
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	3 367	19 183
Amortissement des immobilisations corporelles	443 085	347 170
	(202 552)	304 705
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		
Créances	829 587	(695 942)
Frais payés d'avance	26 294	(71 504)
Effet à recevoir du gouvernement du Québec	866 193	1 608 867
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	(1 221 185)	(404 501)
Charges à payer et frais courus	1 002 786	618 887
Subvention reportée du gouvernement du Québec	1 010 111	385 263
Produits reportés	(5 270)	6 600
Provisions pour vacances et congés de maladie	215 845	30 386
	2 724 361	1 478 056
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	2 521 809	1 782 761
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 445 972)	(339 578)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emprunts bancaires	1 625 686	–
Versement sur le dû au gouvernement du Québec	(267 760)	(348 000)
Versement sur la dette à long terme	(35 315)	(39 142)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	1 322 611	(387 142)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	2 398 448	1 056 041
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	2 685 467	1 629 426
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN (note 15)	5 083 915 \$	2 685 467 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

LES NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 30 juin 2009

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec a été constitué par la Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (L.R.Q., chapitre C-62.1) amendée par la Loi modifiant la Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (2006, chapitre 26). Cette dernière a modifié les dispositions financières qui régissent le Conservatoire faisant en sorte qu'elles deviennent non budgétaires à compter du 31 mars 2007.

Le Conservatoire a pour objet d'administrer et d'exploiter, dans diverses régions du Québec, des établissements d'enseignement de la musique et des établissements d'enseignement d'art dramatique destinés à la formation professionnelle d'interprètes et de créateurs et à leur perfectionnement.

Les établissements du Conservatoire ont aussi pour mission de susciter et de favoriser, dans le milieu, une formation initiale de qualité dans le domaine de la musique, ainsi que la présence et la vitalité d'organismes essentiels au monde de la musique et de l'art dramatique.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, le Conservatoire utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la provision pour congés de maladie et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de l'entité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements temporaires convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

PLACEMENTS TEMPORAIRES

Les placements temporaires sont comptabilisés à la moindre valeur (coût ou valeur du marché).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et les durées suivantes :

Équipement spécialisé	10 et 20 ans
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	5 ans
Améliorations locatives	3 et 5 ans
Équipement informatique	3 ans
Développement informatique	3 ans

Détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition	
Équipement spécialisé	10 ans
Améliorations locatives	15 et 25 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité du Conservatoire de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

CONTRAT DE LOCATION

Les contrats de location auxquels le Conservatoire est partie à titre de preneur et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée sont comptabilisés comme des contrats de location-acquisition et sont inclus dans les immobilisations corporelles et les dettes à long terme. Le coût comptabilisé au titre des contrats de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

Tous les autres contrats de location sont comptabilisés comme des contrats de location-exploitation et les coûts de location qui en découlent sont inscrits à titre de charges au cours de l'exercice où ils surviennent.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

PROVISION POUR CONGÉS DE VACANCES

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque le Conservatoire estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

RÉGIME DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux, compte tenu que le Conservatoire ne dispose pas suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

CONSTATATION DES PRODUITS

Les subventions non affectées sont constatées à titre de produit lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Le cas échéant, les subventions affectées sont constatées à titre de produit de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées.

Les droits de scolarité sont comptabilisés aux produits en fonction de la période couverte par ces droits.

Les produits d'intérêts sont constatés d'après le nombre de jours de détention de la trésorerie au cours de l'exercice.

Les autres produits sont constatés lorsque les services ont été rendus ou lorsqu'ils sont gagnés, et que la mesure et le recouvrement sont raisonnablement sûrs.

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

3. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES**CHANGEMENT DE RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Depuis le 1^{er} juillet 2008, à la demande du gouvernement du Québec, le Conservatoire établit ses états financiers selon le Manuel de comptabilité de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, le Conservatoire utilisait le Manuel de l'ICCA - Comptabilité pour le secteur privé. Les effets de la première application de ces normes sont constatés rétroactivement avec retraitement des états financiers. Le redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers:

	Au 30 juin 2008 (tel que publié)	Incidence de la modification comptable	Au 30 juin 2008 (redressé)
BILAN			
Immobilisations corporelles	2 231 724 \$	658 675 \$	2 890 399 \$
Charges à payer et frais courus	1 719 448 \$	2 488 \$	1 721 936 \$
Portion court terme de la dette à long terme	– \$	35 315 \$	35 315 \$
Dette à long terme	– \$	631 266 \$	631 266 \$
Excédent cumulé	354 660 \$	(10 394)\$	344 266 \$
RÉSULTATS			
Loyers	4 970 828 \$	(69 828)\$	4 901 000 \$
Frais d'intérêts sur emprunt	– \$	30 560 \$	30 560 \$
Amortissement des immobilisations corporelles	300 122 \$	47 048 \$	347 170 \$
Insuffisance des produits sur les charges	(80 225)\$	(7 780)\$	(88 005)\$

4. SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2009	2008
Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine		
Frais de fonctionnement	24 009 669 \$	22 268 671 \$
Virement de la subvention reportée (note 13)	105 537	9 619
Intérêts sur emprunts bancaires (maintien des actifs)	22 374	–
Ministère du Conseil exécutif - subvention ponctuelle de fonctionnement	–	25 000
	24 137 580 \$	22 303 290 \$

5. CRÉANCES

	2009	2008
Effet à recevoir du gouvernement du Québec (note 6)	866 193 \$	1 608 867 \$
Subventions à recevoir - ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (1) – Parité salariale	–	232 471
– Intérêts sur emprunts (maintien des actifs)	18 185	–
Compte à recevoir - Société immobilière du Québec (1)	–	9 568
Taxes à recevoir	682 260	556 832
Intérêts à recevoir	597	2 027
Autres (location de salles et droits de scolarité)	30 658	17 715
	1 597 893 \$	2 427 480 \$

(1) Apparenté sous contrôle commun

6. EFFET À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

L'effet à recevoir du gouvernement du Québec ne porte pas intérêt et représente les sommes devant être transférées au Conservatoire relativement aux banques de congés de maladie ainsi qu'aux banques de vacances qui étaient gagnées par les employés avant le 1^{er} avril 2007. L'effet à recevoir prendra fin en mars 2013 (1).

	2009	2008
Effet à recevoir	3 464 771 \$	5 073 638 \$
Effet à recevoir à court terme (note 5)	866 193	1 608 867
Effet à recevoir à long terme (1)	2 598 578 \$	3 464 771 \$

Les encaissements de l'effet à recevoir du gouvernement du Québec s'établissent comme suit:

2010	866 193 \$
2011	866 193
2012	866 193
2013	866 192
	3 464 771 \$

(1) À la suite d'une décision du gouvernement du Québec, l'échéance de remboursement de l'effet à recevoir a été modifiée afin de la devancer en mars 2013 au lieu de mars 2015.

7. SUBVENTION À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

La subvention à recevoir du gouvernement du Québec, présentée à long terme, correspond au total des engagements du gouvernement du Québec relatifs aux immobilisations et à leur maintien, diminué des remboursements de capital sur la dette à long terme à faire au cours du prochain exercice. Cette subvention est encaissable en fonction des versements sur la dette à long terme y afférant.

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2009			2008
				redressé (note 3)
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Équipement spécialisé	3 342 949 \$	626 279 \$	2 716 670 \$	2 077 195 \$
Mobilier, équipement de bureau et audiovisuel	112 169	25 257	86 912	50 360
Améliorations locatives	104 973	11 581	93 392	34 611
Équipement informatique	181 691	87 998	93 693	69 558
Développement informatique	124 332	9 167	115 165	–
	3 866 114	760 282	3 105 832	2 231 724
Détenues en vertu de contrats de location-acquisition				
Équipement spécialisé	5 297 250	–	5 297 250	–
Améliorations locatives	40 964 823	94 096	40 870 727	658 675
	46 262 073	94 096	46 167 977	658 675
	50 128 187 \$	854 378 \$	49 273 809 \$	2 890 399 \$

Certains actifs (instruments de musique, accessoires, matériel de théâtre, matériel dictactique et audiovisuel, différents livres, ouvrages de référence, bibliographies, monographies, périodiques sonores, partitions et divers autres biens) détenus par le Conservatoire ne sont pas comptabilisés, compte tenu que leur transfert au 31 mars 2007 s'est fait à une valeur nulle.

9. EMPRUNT BANCAIRE

FONCTIONNEMENT

Le gouvernement du Québec a autorisé par décret le Conservatoire à contracter une marge de crédit relative au fonctionnement du Conservatoire pour un montant maximum de 1 000 000 \$. Au 30 juin 2009, le Conservatoire n'avait pas contracté cet emprunt.

MAINTIEN DES ACTIFS

Le gouvernement du Québec a autorisé le Conservatoire à contracter les emprunts suivants relatifs aux immobilisations et à leur maintien :

	2009	2008
Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant de capital maximum de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel, échéant le 30 novembre 2009	1 000 000 \$	– \$
Marge de crédit remboursable à demande, autorisée par décret pour un montant de capital maximum de 1 150 100 \$ portant intérêt au taux préférentiel, échéant le 30 novembre 2009	625 686	–
	1 625 686 \$	– \$

Le montant maximum autorisé par le gouvernement du Québec pour ces emprunts bancaires, incluant les frais d'emprunt prévus lors du financement à long terme, s'élève à 2 171 601 \$ (1 010 000 \$ en 2008). Le taux préférentiel de l'institution bancaire est de 2,25% au 30 juin 2009.

MODERNISATION DES BIBLIOTHÈQUES

Le gouvernement du Québec a autorisé par décret le Conservatoire à contracter un emprunt bancaire relativement à la modernisation des bibliothèques pour un montant maximum de 3 469 047 \$ incluant les frais d'emprunt prévus lors du financement à long terme. Au 30 juin 2009, le Conservatoire n'avait pas contracté cet emprunt.

10. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2009	2008
		redressé (note 3)
Traitements et avantages sociaux	689 374 \$	1 053 123 \$
Fournisseurs	1 659 104	666 325
Versement dû à la Société immobilière du Québec	284 949	—
Intérêts courus à payer à la Société immobilière du Québec	203 784	2 488
	2 837 211 \$	1 721 936 \$

11. DÛ AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	2009	2008
Sans intérêt, remboursable au rythme de la charge annuelle d'amortissement sur les actifs transférés	1 347 428 \$	1 615 188 \$
Moins: Versements exigibles à court terme	253 593	267 760
	1 093 835 \$	1 347 428 \$

Les versements en capital des 5 prochains exercices et des exercices subséquents sur l'emprunt au gouvernement du Québec s'établissent comme suit:

2010	253 593 \$
2011	241 791
2012	223 394
2013	193 760
2014	181 094
2015 et suivantes	253 796
	1 347 428 \$

Le ministère de la Culture, des Communication et de la Condition féminine (ministère) versera au Conservatoire une subvention servant à combler la portion annuelle du remboursement de cette dette, selon la disponibilité des crédits alloués annuellement au ministère par l'Assemblée nationale.

12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Conservatoire participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

Au 1^{er} janvier 2009, le taux de cotisation RREGOP est demeuré à 8,19 % de la masse salariale cotisable, celui du RRPE à 10,54 % et celui du RRF à 7,25 %.

Les cotisations du Conservatoire imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 790 710 \$ (2008 : 661 658 \$). Les obligations du Conservatoire à l'égard de ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

PROVISION POUR VACANCES ET CONGÉS DE MALADIE

	2009		2008	
	Vacances	Congés de maladie	Vacances	Congés de maladie
Solde au début	1 706 651 \$	5 343 099 \$	1 635 476 \$	5 383 888 \$
Charge de l'exercice	2 084 113	618 714	2 019 147	707 492
Prestations versées au cours de l'exercice	(2 013 648)	(473 334)	(1 947 972)	(748 281)
Solde à la fin	1 777 116 \$	5 488 479 \$	1 706 651 \$	5 343 099 \$

DESCRIPTION

Le Conservatoire dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par le Conservatoire.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Dans un contexte de préretraite, les employés faisant partie du personnel non enseignant peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées alors que pour le personnel enseignant, ces journées accumulées converties en mois de calendrier peuvent être utilisées comme journées d'absence pleinement rémunérées jusqu'à concurrence de six mois de calendrier. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services au Conservatoire. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

ÉVALUATIONS ET ESTIMATIONS SUBSÉQUENTES

Le programme d'accumulation des congés de maladie au 30 juin 2009 a fait l'objet d'une actualisation, par strate d'âge, sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes :

Taux d'indexation : 3,10 % à 4,35 %

Taux d'actualisation : 0,80 % à 5,68 %

Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs : 0 à 32 ans

13. SUBVENTION REPORTÉE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Les subventions reportées ont trait aux immobilisations et à leur maintien des exercices futurs. Les variations survenues dans le solde sont les suivantes :

	2009	2008
Solde au début	394 882 \$	– \$
Subventions reçues au cours de l'exercice destinées à couvrir les charges des exercices futurs	1 221 185	404 501
	1 616 067	404 501
Subventions constatées à titre de produits de l'exercice (note 4)	(105 537)	(9 619)
Solde à la fin	1 510 530	394 882
Subventions destinées à couvrir les charges du prochain exercice	(210 057)	(51 042)
Solde à long terme	1 300 473 \$	343 840 \$

14. DETTE À LONG TERME

	2009	2008
		redressé (note 3)
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition auprès de la Société immobilière du Québec de 40 259 100 \$, au taux variable annuellement de 5,34 %, remboursable en versements mensuels de 242 387 \$, échéant en mai 2034	40 016 713 \$	– \$
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition auprès de la Société immobilière du Québec de 5 297 250 \$, au taux variable annuellement de 5,31 %, remboursable en versements mensuels de 42 562 \$, échéant en mai 2024	5 254 688	–
Obligations en vertu d'un contrat de location-acquisition auprès de la Société immobilière du Québec de 705 723 \$, au taux fixe de 4,48 %, remboursable en versements mensuels de 5 371 \$, échéant en mai 2022	631 266	666 581
	45 902 667	666 581
Moins : Versement en deçà d'un an	1 064 076	35 315
	44 838 591 \$	631 266 \$

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2010	1 064 076 \$
2011	1 121 926
2012	1 182 922
2013	1 247 242
2014	1 315 059
2015 et suivantes	39 971 442
	45 902 667 \$

Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

15. FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les montants suivants comptabilisés au bilan :

	2009	2008
Encaisse	1 395 055 \$	2 128 453 \$
Placements temporaires	3 688 860	557 014
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 083 915 \$	2 685 467 \$

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles, détenues en vertu de contrats de location-acquisition, ont été acquises pour un montant de 45 556 350 \$ (2008: 0 \$) en contrepartie de dettes à long terme auprès de la Société immobilière du Québec. Le poste « Charges à payer et frais courus » inclut des montants liés à des acquisitions d'immobilisations corporelles représentant 317 417 \$ (2008: 204 928 \$).

Les intérêts versés par le Conservatoire au cours de l'exercice s'élèvent à 51 515 \$ (aucun en 2008).

16. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le Conservatoire est engagé en vertu de contrats de location échéant à différentes dates jusqu'en 2024 pour la location d'espace et d'appareils de bureautique.

Les charges de location de ces espaces et appareils de l'exercice terminé le 30 juin 2009 s'élèvent à 287 375 \$ (2008: 28 839 \$). Les paiements minimums futurs exigibles s'établissent comme suit :

2010	3 082 584 \$
2011	3 076 991
2012	3 060 510
2013	3 054 775
2014	3 051 966
2015 et suivantes	30 235 758
	45 562 584 \$

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Les principales opérations effectuées avec des entités sous contrôle commun se détaillent comme suit :

	2009	2008
		redressé (note 3)
Loyers et entretien - Société immobilière du Québec	5 249 121 \$	4 703 091 \$
Améliorations locatives et équipement spécialisé - Société immobilière du Québec	45 613 886 \$	35 804 \$
Intérêts - Société immobilière du Québec	230 436 \$	30 560 \$
Services professionnels et auxiliaires, loyer - Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine	920 857 \$	959 579 \$
Services auxiliaires, fournitures et communication - Centre des services partagés du Québec	361 357 \$	241 213 \$

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

De plus, la Société du Grand Théâtre de Québec offre, à titre gratuit, des locaux au Conservatoire.

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Conservatoire est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Conservatoire n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

18. FONDATION DU CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET D'ART DRAMATIQUE DU QUÉBEC (WILFRID-PELLETIER)

La Fondation Wilfrid-Pelletier, constituée le 29 novembre 1982 en vertu de la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec, est un organisme de bienfaisance du point de vue fiscal. Sa mission consiste à recueillir des donations afin d'octroyer des bourses aux étudiants du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec. Le conseil d'administration de la Fondation est autonome.

À la suite d'une décision de son conseil d'administration, le nom de l'organisme a été modifié pour celui de *Fondation du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec*.

Afin de maximiser les bourses octroyées aux étudiants, le Conservatoire a assumé pour la Fondation certains frais représentant 9 635 \$ (2008: 7 810 \$).

19. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice courant.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Corporation d'hébergement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Corporation reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le vérificateur, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Corporation, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur présente la nature et l'étendue de cette vérification de même que son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Le président-directeur général,



Michel Gagnon

Québec, le 19 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

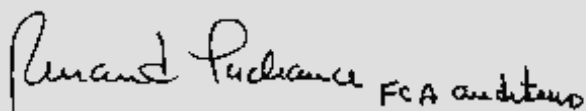
Au ministre des Finances du Québec

J'ai vérifié le bilan de la Corporation d'hébergement du Québec au 31 mars 2010 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis, du surplus d'apport et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Corporation. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Corporation au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

A handwritten signature in black ink, reading 'Renaud Lachance' followed by 'FCA auditeur' in a smaller, less legible script.

Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 19 mai 2010

RÉSULTATS**DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010**

(en milliers de dollars)

	Notes	2010	2009
PRODUITS			
Revenus d'intérêt		35 745	88 758
Revenus de location :			
- Réseau de la santé	3	148 523	151 888
- Autres – net	4	457	864
Honoraires de gestion relatifs aux projets			
Établissement		11 443	4 504
Honoraires d'expertise		1 732	2 546
Apports et contributions d'organismes externes au gouvernement		–	68
Subvention du gouvernement du Canada	5	149	181
Amortissement des apports reportés		10 502	5 378
Revenus de projets à l'étude retirés		2 600	263
Autres produits		356	443
		211 507	254 893
CHARGES			
Frais financiers – net	6	108 199	167 158
Amortissement	7	60 807	60 582
Charges générales et administratives	8	8 485	11 209
Coûts d'expertise		898	1 667
Coûts relatifs aux projets à l'étude retirés		2 600	263
Perte sur disposition de biens immobiliers et d'immeubles destinés à la vente		1	439
Œuvres d'art		651	361
Autres charges		419	–
Remise aux clients		10 399	–
		192 459	241 679
BÉNÉFICE NET		19 048	13 214

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

(en milliers de dollars)

Solde au début de l'exercice

Bénéfice net

Solde à la fin de l'exercice

2010	2009
178 370	165 156
19 048	13 214
197 418	178 370

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

SURPLUS D'APPORT

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

(en milliers de dollars)

Solde au début de l'exercice

Contributions d'organismes apparentés se rapportant à un terrain

Annulation de l'excédent de la juste valeur sur le coût
d'un terrain acquis pour une contrepartie mineure
d'un organisme inclus dans le périmètre comptable
du gouvernement lors d'une disposition

Solde à la fin de l'exercice

2010	2009
19 940	19 940
22	—
(963)	—
18 999	19 940

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



BILAN

AU 31 MARS 2010
(en milliers de dollars)

	Notes	2010	2009
ACTIF			
Créances	9	83 036	47 213
Frais payés d'avance		1 491	216
Créances du gouvernement du Québec relatives aux projets à l'étude retirés		2 352	1 846
Loyers à recevoir	10	7 540	7 785
Sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	11	26 800	25 480
Prêts	12	1 285 360	1 935 133
Créances à recevoir – projets établissement	13	423 946	404 879
Biens immobiliers	14	1 936 845	1 984 331
Projets à l'étude		20 742	22 726
Autres éléments d'actif	15	56 198	37 083
		3 844 310	4 466 692
PASSIF			
Chèques en circulation moins encaisse		5 064	4 778
Comptes fournisseurs et retenues sur contrats à payer	16	41 897	50 091
Intérêts courus	17	28 573	31 717
Emprunts à court terme	18	1 618 604	2 196 428
Dette à long terme	19	1 736 722	1 803 932
Autres éléments de passif	20	187 033	171 436
		3 617 893	4 258 382
AVOIR DE L'ACTIONNAIRE			
Capital-actions	21	10 000	10 000
Surplus d'apport		18 999	19 940
Bénéfices non répartis		197 418	178 370
		226 417	208 310
		3 844 310	4 466 692

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ÉVENTUALITÉS (note 24)
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Michel Gagnon, président



Michel Delisle CA, président du comité de vérification

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

(en milliers de dollars)

	2010	2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	19 048	13 214
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
Revenus d'intérêt imputés aux soldes des créances, des prêts et aux projets établissement	(8 446)	(40 309)
Honoraires de gestion imputables aux projets établissement	(11 443)	(4 502)
Apports d'organismes externes au gouvernement	–	(68)
Frais de gestion imputés aux biens immobiliers et aux projets à l'étude	(5 762)	(1 162)
Intérêts imputés aux biens immobiliers, aux projets à l'étude et aux autres éléments d'actif	(1 044)	(5 075)
Intérêts sur obligations à coupons irréguliers	–	9 663
Perte sur disposition de biens immobiliers et d'immeubles destinés à la vente	1	439
Remise aux clients	10 399	–
Amortissement		
Biens immobiliers	61 664	61 364
Autres éléments d'actif	1 026	962
Autres éléments de passif	(10 502)	(5 378)
Variations nettes des actifs et des passifs liés aux activités d'exploitation		
Créances	(1 442)	(2 317)
Frais payés d'avance	(1 275)	(25)
Créances du gouvernement du Québec relatives aux projets à l'étude retirés	2 094	130
Loyers à recevoir	245	237
Comptes fournisseurs et retenues sur contrats à payer	55	(1 293)
Intérêts courus	(3 144)	(12 268)
	51 474	13 612



FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

(en milliers de dollars)

**FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS
AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT**

	2010	2009
Rentrées de fonds des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	–	40 040
Sorties de fonds des sommes à recevoir du gouvernement du Québec liées à la dette à long terme	(1 320)	(3 322)
Rentrées de fonds des prêts	2 047 746	1 170 274
Sorties de fonds des prêts	(1 396 440)	(1 219 930)
Rentrées de fonds des créances à recevoir – projets établissement	255 894	296 193
Sorties de fonds des créances à recevoir – projets établissement	(259 102)	(242 339)
Acquisition de biens immobiliers	(91 980)	(71 614)
Produit de disposition de biens immobiliers	57 362	–
Produit de disposition d'immeubles destinés à la vente	–	250
Rentrées de fonds des projets à l'étude	155	155
Sorties de fonds des projets à l'étude	(8 453)	(12 977)
Acquisition des autres éléments d'actif	(14 557)	(4 978)
	589 305	(48 248)

**FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS
AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT**

Emprunts à court terme	19 247 349	33 721 719
Remboursement des emprunts à court terme	(19 825 173)	(33 628 582)
Dette à long terme	108 256	68 298
Remboursement de la dette à long terme	(176 090)	(134 121)
Augmentation nette des autres éléments de passif	4 571	5 614
Augmentation du surplus d'apport	22	–
	(641 065)	32 928
Diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(286)	(1 708)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	(4 778)	(3 070)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin (note 26)	(5 064)	(4 778)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

1 CONSTITUTION, MISSION ET OPÉRATIONS

La Corporation d'hébergement du Québec (la Corporation) est une personne morale à fonds social, constituée en vertu de la *Loi sur la Corporation d'hébergement du Québec* (L.R.Q., chapitre 68.1).

La Corporation a pour mission d'offrir aux intervenants du secteur de la santé et des services sociaux, moyennant considération et dans un objectif d'autofinancement, l'expertise technique et financière ainsi que le financement nécessaire à la gestion, à la construction, à l'entretien et à l'acquisition d'immobilisations, d'équipements et d'infrastructures sociosanitaires.

Elle a également pour mission de posséder, et d'en faire la location moyennant considération, des biens utilisés ou qui doivent être utilisés par un établissement de santé et de services sociaux, une agence de la santé et des services sociaux ou un conseil régional visé à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., chapitre S-4.2) ou à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones* (L.R.Q., chapitre S-5) ou toute autre personne, société ou association désignée à cette fin par le ministre ou par le gouvernement.

Le 30 mars 2010, le ministre des Finances annonçait l'abolition de la Corporation et l'intégration de ses activités immobilières à la Société immobilière du Québec et de son volet financier au ministère des Finances. Ainsi, le gouvernement déposera, d'ici la fin de l'année 2010-2011, un projet de loi omnibus permettant l'abolition et l'intégration de la Corporation.

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Corporation utilise prioritairement le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) pour le secteur public. L'utilisation de toutes autres sources de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de la Corporation, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence sur la comptabilisation des actifs et des passifs, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie des biens immobiliers, la juste valeur des immeubles achetés pour une contrepartie mineure ou nulle, les frais courus et la provision des congés de maladie et vacances.

REVENUS DE LOCATION

La Corporation constate les revenus de location provenant du réseau de la santé en comptabilisant mensuellement une provision établie en fonction des loyers annuels prévus, approuvés par le ministère de la Santé et des Services sociaux, au début de l'exercice financier. Un ajustement des revenus de location se fait en fin d'année pour tenir compte des loyers réels. Toute différence est comptabilisée à titre de dû ou à recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

ŒUVRES D'ART

Les œuvres d'art incluses dans les projets de construction se composent de productions artistiques originales reliées à l'architecture d'un bâtiment, à ses espaces intérieurs et extérieurs, à son environnement ou à l'aménagement d'un site ainsi que des coûts relatifs à l'intégration de ces œuvres. Elles ne sont pas comptabilisées à titre de biens immobiliers, leur coût est imputé aux charges de l'exercice au cours duquel elles sont acquises.

BIENS IMMOBILIERS

Immeubles en exploitation

Les immeubles achetés par la Corporation sont inscrits au coût ou à la juste valeur lorsque la contrepartie est mineure ou nulle. Pour les terrains acquis d'organismes inclus dans le périmètre comptable du gouvernement, l'excédent de leur juste valeur sur leur coût est comptabilisé au surplus d'apport alors que pour les terrains acquis de tiers, l'excédent est comptabilisé dans les produits dans l'année d'acquisition. L'excédent de la juste valeur des bâtiments sur leur coût est comptabilisé à titre d'apports reportés.

Les bâtiments sont amortis sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire pour des périodes d'amortissement qui varient de 10 à 50 ans.

Les coûts d'amélioration et d'aménagement qui se rapportent aux terrains et les coûts ajoutés aux bâtiments détenus par bail emphytéotique sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire pour une période équivalant au moindre de leur durée de vie ou de la durée du bail emphytéotique.

Immeubles en cours de construction

Le coût des immeubles en construction comprend, en sus des coûts directs, une fraction pertinente des charges générales et administratives qui s'y rapportent et les frais de financement. Les frais de financement sont capitalisés aux immeubles en cours de construction jusqu'au moment de leur transfert aux immeubles en exploitation.

Mobilier et équipement en location

Le mobilier et l'équipement en location attribuable aux biens immobiliers sont comptabilisés au coût. L'amortissement est calculé sur la durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

Travaux de conservation

Les travaux de conservation encourus sur les immobilisations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de 15 ans lorsque les projets sont complètement réalisés. Les sommes sont refacturables aux locataires. La récupération de ces frais s'effectue sur la même durée de 15 ans.

PROJETS À L'ÉTUDE

Les projets à l'étude comprennent, en sus des coûts directs, les frais de gestion et de financement. Ces frais sont imputés jusqu'au virement du coût des études au coût des projets de construction et de réfection, ou jusqu'au moment où le coût des études est remboursé par le ministère de la Santé et des Services sociaux ou d'autres organismes dans les cas où les projets ne sont pas mis en œuvre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

INTÉRÊTS CAPITALISÉS

La partie de la dépense d'intérêt attribuable aux immeubles en cours de construction est capitalisée selon le taux d'intérêt moyen pondéré des emprunts temporaires.

AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Frais d'émission, d'escompte ou de prime liés à la dette à long terme

Les frais d'émission, d'escompte ou de prime liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de la dette respective selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Développement d'applications et de logiciels

Les développements d'applications et de logiciels relatifs aux quatre projets du Dossier de Santé du Québec, soit «Couche d'accès à l'information de santé» (CAIS), «Télé-Santé», «Services de consentement», «Adaptation de la CAIS à l'infrastructure à clé publique» (ICP-CAIS), dont la Corporation est propriétaire sont comptabilisés au coût. Les coûts comprennent, en sus des coûts directs, les frais de financement ainsi que les frais de gestion, et ce, jusqu'au moment où ils seront mis en opération. Ils seront amortis à partir de cette date.

Équipements et systèmes informatiques

Les équipements et les systèmes informatiques sont comptabilisés au coût. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une durée de 5 ans.

Équipements informatiques - Dossier de santé du Québec

Les équipements informatiques sont composés d'infrastructures technologiques relatives aux quatre projets du Dossier de santé du Québec, dont la Corporation est propriétaire. Ils sont comptabilisés au coût. Ils seront amortis au moment de leur mise en opération.

Terrains cédés par baux emphytéotiques

Les terrains cédés par baux emphytéotiques sont comptabilisés au coût puisqu'à la fin du bail, la Corporation reprendra possession des terrains.

Mobilier et équipement

Le mobilier et l'équipement utilisés à des fins administratives sont comptabilisés au coût. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 5 à 10 ans.

Aménagements de locaux

Les aménagements de locaux sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 et 25 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

2 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

DETTE À LONG TERME

Les obligations émises à coupons irréguliers sont inscrites à leur valeur nominale, augmentées annuellement de la capitalisation de la charge d'intérêt au taux effectif, selon la méthode de l'intérêt composé.

AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

Apports reportés

Les apports reportés sont constitués de l'excédent de la juste valeur des bâtiments sur leur coût lorsque la contrepartie est mineure ou nulle, et des contributions d'organismes pour financer des projets de construction. Ils sont virés graduellement aux résultats selon la même méthode d'amortissement que les bâtiments y afférents.

Lorsque des conditions sont rattachées à des contributions de tiers pour l'acquisition de terrains, elles sont comptabilisées dans les apports reportés et virés au surplus d'apport au moment où les conditions sont respectées.

LOYERS PERÇUS D'AVANCE

Les loyers perçus d'avance sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 25 ans, soit la durée du bail échéant en 2029 et 2030.

RÉGIMES DE RETRAITE

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux puisque la Corporation ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par le gouvernement. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La politique de la Corporation est d'inclure dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, l'encaisse et les chèques en circulation moins l'encaisse.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Corporation utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de sa politique de gestion des activités de la trésorerie des emprunts et des placements à court terme ainsi que des risques financiers y afférents. Les contrats de swaps de taux d'intérêt donnent lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêt sans échange du notionnel sur lequel les paiements sont fondés. Ils sont comptabilisés au coût. Les gains ou pertes sur les swaps sont comptabilisés aux résultats à titre d'ajustement de la charge d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

3 REVENUS DE LOCATION – RÉSEAU DE LA SANTÉ

Les revenus de location proviennent de baux, d'une durée de 15 ans, signés à compter du 1^{er} avril 2000 avec des centres hospitaliers (CH), des centres locaux de services communautaires (CLSC), des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) et d'autres organismes du réseau de la santé qui occupent les immeubles de la Corporation. Ces revenus sont établis annuellement en fonction de la politique de tarification de la Corporation.

4 REVENUS DE LOCATION – AUTRES – NET

REVENUS DE LOCATION

CHARGES

Frais d'exploitation

Intérêts

Travaux de conservation

Amortissement des immeubles

Amortissement des aménagements de locaux

	2010	2009
REVENUS DE LOCATION	4 566	4 567
CHARGES		
Frais d'exploitation	1 930	2 064
Intérêts	46	283
Travaux de conservation	1 148	480
Amortissement des immeubles	857	782
Amortissement des aménagements de locaux	128	94
	4 109	3 703
	457	864

5 SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

En vertu de l'article 95 de la *Loi nationale sur l'habitation* (S.R.C., c. N-11), la Corporation est admissible à une contribution du gouvernement du Canada qui lui permet d'assumer le coût du financement de projets d'habitation. À cet égard, 23 immeubles ont été déclarés admissibles à ces contributions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

6 FRAIS FINANCIERS – NET

INTÉRÊTS SUR DETTE À LONG TERME

Obligations	13 751	15 819
Billets	83 169	91 871
Autres dettes	2 238	2 390
Amortissement des frais d'émission, d'escompte ou de prime liés à la dette à long terme	529	520
Autres frais financiers	33	(76)

2010 2009

99 720	110 524
--------	---------

Moins :

Revenus d'intérêt d'un Fonds d'amortissement
se rapportant aux immeubles de la Corporation
géré par le ministère des Finances

564	1 078
99 156	109 446

INTÉRÊTS SUR EMPRUNTS À COURT TERME

Intérêts	9 933	61 827
Moins :		
Intérêts imputés aux immeubles en cours de construction dont la Corporation est propriétaire, aux projets à l'étude et aux autres éléments d'actif	889	4 109
Revenus d'intérêt	1	6

9 043	57 712
108 199	167 158

Les frais d'intérêt sur emprunts contractés auprès d'entreprises apparentées, sous contrôle commun, s'élèvent à 85,4 M\$ (2009 : 94,3 M\$) pour les emprunts à long terme et 6,6 M\$ (2009 : 42,0 M\$) pour les emprunts à court terme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

7 AMORTISSEMENT

BIENS IMMOBILIERS

Immeubles en exploitation
Mobiliers et équipement en location
Travaux de conservation

2010	2009
56 020	54 667
3 075	3 835
1 712	2 080
60 807	60 582

8 CHARGES GÉNÉRALES ET ADMINISTRATIVES

Salaires et avantages sociaux
Frais des locaux occupés par la Corporation
Services professionnels
Postes, messageries, communication et commercialisation
Informatique
Frais administratifs et de bureau
Autres charges
Amortissement du mobilier et équipement, des systèmes informatiques et des équipements informatiques

Moins :

Frais de gestion et coûts directs capitalisés aux biens immobiliers, aux créances à recevoir – projets établissement et aux projets à l'étude

Coûts directs imputés aux coûts d'expertise et au système d'information sur les immeubles du réseau

2010	2009
11 565	11 455
744	571
802	370
266	262
304	266
312	278
679	537
369	347
15 041	14 086
5 762	1 513
794	1 364
8 485	11 209

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

9 CRÉANCES

Montant à recevoir du gouvernement du Québec
Agences de la santé et des services sociaux
Établissements du réseau de la santé
Intérêts à recevoir sur les dérivés
Autres

2010	2009
31 165	25 269
24 237	20 659
4 247	892
—	2
23 387	391
83 036	47 213

Le 24 octobre 2007, le ministère de la Santé et des Services sociaux a précisé que le transfert de propriété en faveur de la Corporation des actifs du projet Index-patient maître (IPME) ne prendra effet qu'au terme des travaux réalisés. Au 31 mars 2010, les créances relatives aux agences de la santé et des services sociaux incluent les coûts du projet IPME pour un montant de 23,6 M\$ (2009 : 19,7 M\$).

10 LOYERS À RECEVOIR

Au 31 mars 2000, la Corporation enregistrait une subvention à recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux pour les intérêts courus, mais non exigibles relatifs aux emprunts à long terme inscrits à ses états financiers. Comme la Corporation ne reçoit plus de subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux, ce montant a été converti, avec l'accord du ministère, en «loyers à recevoir». Ces loyers à recevoir seront remboursés à la Corporation par les établissements, sans intérêt, selon un calendrier de versements prédéterminés échéant en 2033.

Les montants à recevoir au cours des cinq prochaines années se détaillent comme suit :

2011	2012	2013	2014	2015
220	230	240	251	264

11 SOMMES À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC LIÉES À LA DETTE À LONG TERME

En vertu de sa loi, la Corporation dépose au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec géré par le ministère des Finances des sommes dédiées au remboursement d'une partie de ses dettes obligataires. Celles-ci ont généré un rendement de 3,9 % (2009 : 4,6 %).

Les montants des versements (retraits) en capital au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

2011	2012	2013	2014	2015
1 320	1 320	(6 040)	1 000	(14)

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

12 PRÊTS

Agences de la santé et des services sociaux (*)
Établissements du réseau de la santé (**)
Centre de la petite enfance (***)
Autres

2010	2009
406 740	783 847
878 309	1 150 204
18	24
293	1 058
1 285 360	1 935 133

* Ces prêts incluent un montant de 232,6 M\$ (2009 : 334,7 M\$) relativement à des conventions de prêts échéant en 2023 et pour lesquelles il y a en contrepartie un financement à long terme. Les versements sur les prêts sont encaissables le 30 septembre et le 31 mars de chaque année et sont assortis d'une garantie par hypothèque mobilière. Les sommes reçues correspondent aux versements exigibles en capital et intérêts sur les dettes à long terme dont les taux d'intérêt varient en 2009 et 2010 entre 5,5 % et 10,5 % pour des échéances entre 2011 et 2023. Également, ces prêts incluent un montant à court terme de 174,1 M\$ (2009 : 449,2 M\$) qui consiste en des marges de crédit qui portent actuellement intérêt au taux des acceptations bancaires d'un mois + 0,30 %.

** Ces prêts incluent un montant de 834,0 M\$ (2009 : 1 104,5 M\$) qui consiste en des marges de crédit dont le taux équivaut actuellement au taux des acceptations bancaires + 0,30 %. Ces prêts incluent un montant de 42,5 M\$ (2009 : 43,1 M\$) qui fait l'objet de conventions de prêts à long terme échéant entre 2011 et 2029 et portent intérêt au taux des acceptations bancaires d'un mois + 0,30 %. Ces prêts incluent également un montant de 1,8 M\$ (2009 : 2,5 M\$) relativement aux mêmes conventions de prêts venant à échéance en 2023 comme il est mentionné ci-dessus.

*** Ce prêt est à court terme et porte actuellement intérêt au taux préférentiel moins 0,5 %.

13 CRÉANCES À RECEVOIR – PROJETS ÉTABLISSEMENT

Les créances à recevoir – projets établissement comprennent tous les coûts directs majorés des honoraires de gestion et des intérêts, calculés au taux des acceptations bancaires d'un mois + 0,30 %, reliés aux projets de construction confiés à la Corporation par le réseau de la santé. Le remboursement de ces créances survient à l'achèvement du projet par l'encaissement du financement réalisé par l'établissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

14 BIENS IMMOBILIERS

	2010			2009
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Immeubles en exploitation				
Terrains	103 286	—	103 286	100 790
Bâtiments	2 163 620	494 217	1 669 403	1 641 667
	2 266 906	494 217	1 772 689	1 742 457
Immeubles en cours de construction				
Terrains	6 086	—	6 086	77 149
Bâtiments	133 156	—	133 156	136 728
	139 242	—	139 242	213 877
Mobilier et équipement en location	43 957	37 436	6 521	9 537
Travaux de conservation	31 046	12 653	18 393	18 460
	2 481 151	544 306	1 936 845	1 984 331

FRAIS CAPITALISÉS AUX IMMEUBLES EN EXPLOITATION, AUX IMMEUBLES EN COURS DE CONSTRUCTION ET AU MOBILIER ET ÉQUIPEMENT EN LOCATION

Au cours de l'exercice, les frais suivants ont été capitalisés aux biens immobiliers :

	2010	2009
Intérêts sur emprunts à court terme	657	3 197
Charges générales et administratives	5 223	998

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

15 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2010			2009
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Frais d'émission, d'escompte ou de prime liés à la dette à long terme	14 267	3 098	11 169	10 838
Développements d'applications et de logiciels*	35 624	—	35 624	20 225
Équipements et systèmes informatiques	2 060	1 284	776	700
Équipements informatiques Dossier de Santé du Québec*	4 135	—	4 135	1 616
Terrains cédés par baux emphytéotiques	1 486	—	1 486	1 486
Mobilier et équipement	1 432	1 028	404	430
Aménagements de locaux	2 820	697	2 123	1 526
Travaux internes	481	—	481	262
	62 305	6 107	56 198	37 083

* Le 31 mars 2008, le Conseil du trésor autorisait par le CT 206189 la nouvelle organisation et répartition des projets ainsi que le nouveau découpage du contour financier du Dossier de Santé du Québec attribuable à la Corporation pour un montant autorisé d'emprunt de 130,9 M\$. Ainsi, la Corporation détient la propriété de quatre projets. De plus, selon les directives du ministère de la Santé et des Services sociaux, la Corporation deviendra propriétaire des actifs du projet Index-patient maître (IPME) seulement aux termes des travaux réalisés.

FRAIS CAPITALISÉS AUX DÉVELOPPEMENTS D'APPLICATIONS ET DE LOGICIELS ET AUX ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES DOSSIER DE SANTÉ DU QUÉBEC

Au cours de l'exercice, les frais d'intérêt sur emprunts à court terme au montant de 0,07 M\$ (2009 : 0,2 M\$) ont été capitalisés à ces éléments d'actif.

16 COMPTES FOURNISSEURS ET RETENUES SUR CONTRATS À PAYER

	2010	2009
Montant dû au gouvernement du Québec	4 828	5 693
Agences de la santé et des services sociaux	4 500	1 238
Établissements du réseau de la santé	4 434	1 855
Intérêts à payer sur les dérivés	6	—
Autres	28 129	41 305
	41 897	50 091

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

17 INTÉRÊTS COURUS

Apparentés – entités sous contrôle commun
Autres

2010	2009
27 868	31 081
705	636
28 573	31 717

18 EMPRUNTS À COURT TERME

Billets à escompte

Institutions financières, 0,35 % à 0,49 %
Fonds consolidé de la Province de Québec, 0,46 % à 0,50 %
Fonds d'amortissement de la Province de Québec, 0,46 %
Financement Québec
Autres, 0,47 % à 0,49 %
Société de financement des infrastructures locales, 0,37 % à 0,46 %
Fiducie Plan Action changement climatique, 0,39 % à 0,50 %
Fonds des registres du ministère de la Justice, 0,50 %
Fonds redevances matières résiduelle, 0,46 % et 0,47 %
Fonds d'information foncière, 0,49 %
Fonds du patrimoine culturel québécois, 0,49 %
Fonds pour le développement du sport
et de l'activité physique, 0,49 %

2010	2009
701 105	19 967
328 768	880 613
57 976	24 956
–	275 308
69 506	320 153
123 292	263 506
173 356	188 436
55 451	–
5 945	–
38 728	–
26 685	–
37 792	–
–	223 489
1 618 604	2 196 428

Billets au pair

Fonds de financement du gouvernement du Québec

Au 31 mars 2010, la Corporation disposait d'une marge de crédit de 10 M\$ auprès d'une institution financière. Elle est renouvelable le 31 août 2010. Les montants prélevés portent intérêt au taux préférentiel.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

19 DETTE À LONG TERME

Obligations :

- 11 % échéant en 2019
- Sans versement d'intérêt pour une période de 15 ans à 19 ans et portant intérêt pour le reste à des taux de 68 % à 156 % (taux effectif de 10,46 % à 10,51 %), échéant de 2013 à 2015 incluant intérêts capitalisables

Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec à des taux variant :

- 3,63 % à 6,52 %, échéant de 2011 à 2042
- 6,77 % et 6,79 %, échéant en 2023
- 9,38 %, échéant en 2018 et 2021
- Taux des acceptations bancaires canadiennes de trois mois moins écart de rendement nominal de 0,0355 %, échéant en 2039

Emprunts sur billets de Financement-Québec à des taux variant :

- 6,40 %, échéant en 2016
- 8,32 %, échéant en 2019
- 9,38 %, échéant en 2018

Hypothèques de l'Immobilière SHQ garanties par des immeubles d'une valeur comptable de 118,1 M\$ à des taux variant :

- 6,88 %, échéant de 2020 à 2023
- 7,5 % et 7,88 %, échéant de 2021 à 2029
- 8 %, échéant de 2028 à 2030

	2010	2009
	10 000	10 000
	120 774	125 264
	1 293 761	1 341 504
	146 541	156 311
	21 273	23 288
	114 410	116 400
	324	371
	369	411
	336	377
	11 146	11 774
	4 115	4 266
	13 673	13 966
	1 736 722	1 803 932

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

19 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

ANNÉES	FINANCEMENT -QUÉBEC*	FONDS DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC*	IMMOBILIÈRE SHQ*	AUTRES NON APPARENTÉS	TOTAL DES VERSEMENTS
2011	129	128 887	1 154	17 449	147 619
2012	129	70 234	1 240	19 280	90 883
2013	129	69 834	1 332	22 203	93 498
2014	129	77 634	1 431	18 646	97 840
2015	129	68 634	1 538	20 836	91 137

Des hypothèques mobilières grèvent, en faveur de la Corporation, la subvention ministérielle versée aux intervenants du secteur du réseau de la santé. Celles-ci peuvent être cédées aux créanciers non apparentés de la Corporation pour garantir leurs prêts.

* Entités sous contrôle commun

20 AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2010			2009
	COÛT	AMORTISSEMENT CUMULÉ	VALEUR NETTE	VALEUR NETTE
Apports reportés	221 181	35 536	185 645	170 334
Loyers perçus d'avance	1 619	231	1 388	1 102
	222 800	35 767	187 033	171 436

Au cours de l'exercice, les contributions d'organismes apparentés 17,6 M\$ (2009 : 1,7 M\$) et non apparentés 18,2 M\$ (2009 : 0,2 M\$) pour financer des projets de construction se sont élevées à 35,8 M\$ (2009 : 1,9 M\$).

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

21 CAPITAL-ACTIONS

Les actions de la Corporation d'hébergement du Québec sont détenues par le ministère des Finances.

Autorisé :

5 000 000 actions ordinaires
d'une valeur nominale de 100\$ chacune

Émis et payé :

100 000 actions

2010	2009
10 000	10 000

22 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, la majorité des produits et des charges de la Corporation proviennent d'opérations conclues avec les agences de la Santé et des Services sociaux, les établissements et les organismes du réseau de la Santé et des Services sociaux, ainsi qu'avec le ministère de la Santé et des Services sociaux. Ces transactions sont mesurées à la valeur d'échange.

De plus, la Corporation a procédé à la rétrocession d'un terrain à un apparenté. Ainsi, le surplus d'apport a été diminué de 1,0 M\$. Suite à la cession d'un autre terrain à un apparenté, la Corporation a encaissé un montant de 57,4 M\$. Cette transaction a été effectuée à la valeur comptable.

La Corporation est également apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Corporation n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations mesurées à la valeur d'échange ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

23 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE CRÉDIT

La majorité des dettes à long terme sont émises à des taux d'intérêt fixes, réduisant ainsi au minimum les risques liés aux flux de trésorerie et aux taux d'intérêt. De plus, l'exposition au risque de taux d'intérêt de la dette à long terme est très limitée du fait que tous les coûts d'intérêt sont refacturés par le biais des baux de location au réseau de la santé et par les conventions de prêts. La Corporation est surtout exposée aux risques associés aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à court terme. La Corporation désigne certains swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque de taux d'intérêt de certaines dettes.

Le risque de crédit est très limité puisque le ministère de la Santé et des Services sociaux reconnaît dans ses budgets de dépenses les engagements financiers que les établissements de santé ont contractés sur les baux et sur les prêts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

24 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ÉVENTUALITÉS

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 mars 2010, le solde non complété des contrats signés par la Corporation faisant l'objet d'obligations contractuelles totalise 54,8 M\$ (2009: 79,1 M\$), dont 12,1 M\$ (2009: 34,3 M\$) pour des projets en cours, 24,2 M\$ (2009: 24,9 M\$) pour des projets à l'étude et 18,5 M\$ (2009: 17,5 M\$) pour les projets du Dossier de Santé du Québec pour lesquels la Corporation est propriétaire.

INSTRUMENTS DE CRÉDIT

Les instruments de crédit utilisés afin de répondre aux besoins de financement des clients de la Corporation représentent le montant maximal du crédit additionnel que la Corporation pourrait être obligée de consentir si les engagements sont entièrement utilisés.

Le montant total des instruments de crédit ne représente pas nécessairement les besoins de trésorerie et équivalents de trésorerie futurs, car ces instruments peuvent expirer ou être résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds. Le tableau ci-dessous présente les montants contractuels non utilisés.

PRÊTS

Agences de la santé et des services sociaux
Établissements du réseau de la santé

2010	2009
558 140	416 214
27 873	11 622
586 013	427 836

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

24 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET ÉVENTUALITÉS (SUITE)

ÉVENTUALITÉS

Terrains contaminés

Un recensement effectué démontre que la Corporation est propriétaire de terrains contaminés. En vertu de la réglementation en matière d'environnement, la Corporation pourrait être tenue de réaliser des travaux de décontamination. Toutefois, en vertu des dispositions des baux signés par la Corporation relativement aux immeubles situés sur ces terrains, les pertes qui pourraient découler de ce passif éventuel seront assumées par les locataires. Par ailleurs, le ministère de la Santé et des Services sociaux a signifié qu'il assumera ces coûts et inscrira les passifs estimés relativement à ces terrains.

Financement des franchises attenantes aux polices d'assurance responsabilité civile et professionnelle des établissements participant au programme d'assurance de l'Association québécoise d'établissements de santé et des services sociaux.

En vertu de l'article 472.1 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (L.R.Q., chapitre S-4.2), la Corporation peut être appelée à garantir l'exécution de toute obligation à laquelle une association reconnue par le ministre en vertu de l'article 267 de cette même loi est tenue relativement à la gestion d'une franchise afférente à un contrat d'assurance négocié et conclu par cette association à l'avantage de ses membres. Elle peut également avancer à cette association toute somme jugée nécessaire dans le cadre de cette gestion.

Le ministre peut, aux conditions déterminées par le gouvernement, rembourser à la Corporation toute somme qu'elle peut être appelée à verser en vertu de cette garantie.

Poursuites judiciaires et réclamations

Des poursuites judiciaires et des réclamations contre la Corporation, au montant de 37,9 M\$, sont en cours à la date de préparation des états financiers. Cependant, sur la foi des renseignements disponibles, la direction est d'avis qu'il est peu probable qu'une responsabilité quelconque soit considérée importante quant à ces réclamations et poursuites par rapport à la situation financière de la Corporation.

Le cas échéant, tout paiement par la Corporation sera soit comptabilisé aux charges de l'exercice, soit capitalisé aux immeubles selon la nature de la réclamation, ou soit réduit des provisions déjà inscrites aux livres, s'il y a lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

25 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Corporation participent soit au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS), administrés par un organisme du gouvernement du Québec. Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Pour l'exercice 2009-2010, le taux de cotisation de la Corporation au RREGOP est demeuré à 8,19 % de la masse salariale et celui du RRPE et RRAS est demeuré stable à 10,54 %.

Les obligations de la Corporation envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur. Les cotisations de la Corporation imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 0,6 M\$ (2009 : 0,6 M\$).

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES

La provision relative aux congés de maladie accumulés est évaluée selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées. Le taux d'actualisation pondéré final est de 4,96 %.

	2010			2009
	VACANCES	MALADIE	TOTAL	TOTAL
Solde au début	982	797	1 779	2 001
Montants transférés*	41	9	50	—
Charge de l'exercice	888	230	1 118	1 057
Sous-total	1 911	1 036	2 947	3 058
Moins :				
Prestations versées au cours de l'exercice	852	53	905	1 279
Solde à la fin	1 059	983	2 042	1 779

* Les montants transférés représentent les vacances et maladies à payer ou radiées à la suite de transferts d'employés entre le gouvernement du Québec et la Corporation. Ces montants sont présentés dans le poste «Autres charges» des charges générales et administratives.

Le solde de cette provision est inclus au poste «Comptes fournisseurs et retenues sur contrats à payer».

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

25 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE

La Corporation dispose d'un programme d'accumulation des congés de maladie. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme dont les coûts sont assumés en totalité par la Corporation.

Le programme d'accumulation des congés de maladie permet à des employés d'accumuler les journées non utilisées des congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement et de se les faire monnayer à 50% en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également faire le choix d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services à la Corporation. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Les hypothèses économiques à long terme utilisées pour déterminer la valeur actuarielle de la provision en fonction des différents régimes de retraite sont les suivantes :

	RREGOP	RRPE RRAS
Âge moyen de retraite	59	58
Promotion annuelle (%)	0,6	1,1
Facteur global d'ajustement (%)	118,85	121,6
Avantages sociaux (%)	125,1	128,0
Cessation d'emploi et décès (%)	95,0	95,0
Taux d'actualisation (%)	5,06	4,55
Progression des salaires (%)	3,25	3,25

PROVISION POUR VACANCES

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque la Corporation estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 MARS 2010 (en milliers de dollars)

26 FLUX DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie qui figurent dans l'état des flux de trésorerie comprennent :

	2010	2009
Chèques en circulation moins encaisse	(5 064)	(4 778)

Les intérêts payés par la Corporation au cours de l'exercice s'élèvent à 112,3 M\$ (2009 : 174,4 M\$). Les intérêts encaissés par la Corporation au cours de l'exercice s'élèvent à 11,5 M\$ (2009 : 63,1 M\$).

De plus, des biens immobiliers ont été acquis à un coût total de 80,2 M\$ (2009 : 82,2 M\$), dont un montant de 92,0 M\$ (2009 : 71,6 M\$) déboursé au cours de l'exercice. Un montant de 23,3 M\$ (2009 : 18,2 M\$) a été déboursé au cours de l'exercice pour les acquisitions de l'exercice précédent.

27 CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 2009 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2010.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de la Corporation d'urgences-santé ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada du secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

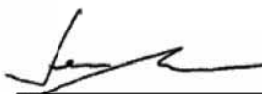
La Corporation reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

Le conseil d'administration doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction, et le vérificateur examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Corporation, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Nicola D'Ulisse
Président et directeur général



Jean Girouard
Directeur des finances et de
la gestion des véhicules

Montréal, le 27 mai 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale,

J'ai vérifié le bilan de la Corporation d'urgences-santé (« Corporation ») au 31 mars 2010 et les états des résultats, de l'excédent cumulé ainsi que des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. J'ai aussi vérifié le bilan au 31 mars 2010 du Fonds des activités provinciales et du Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers, administrés par la Corporation ainsi que leurs états de l'évolution du solde du fonds de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Corporation. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Corporation, du Fonds des activités provinciales et du Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de l'exploitation et des flux de trésorerie de la Corporation pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis compte tenu de l'application rétroactive des modifications de conventions comptables apportées résultant de l'adoption des normes comptables du secteur public expliquées à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,

Alain Drouin, CA auditeur

Alain Drouin, CA auditeur
Vérificateur général adjoint

Québec, le 27 mai 2010



**CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
RÉSULTATS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
PRODUITS		
Subventions du ministère de la Santé et des services sociaux - subvention de fonctionnement	70 924 111 \$	62 123 328 \$
Transports ambulanciers (note 4)	29 515 906	27 940 711
Résultat net des activités complémentaires (note 5)	406 855	121 651
Divers (note 6)	140 393	377 572
	<u>100 987 265</u>	<u>90 563 262</u>
CHARGES		
Charges d'exploitation (note 7)	96 445 484	90 031 223
Charge relative à l'équité salariale (note 21)	4 316 188	-
	<u>100 761 672</u>	<u>90 031 223</u>
EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	<u>225 593 \$</u>	<u>532 039 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Corporation d'urgences-santé

**CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
EXCÉDENT CUMULÉ
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT	1 569 153 \$	1 037 114 \$
Excédent des produits sur les charges	<u>225 593</u>	<u>532 039</u>
EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN	<u><u>1 794 746 \$</u></u>	<u><u>1 569 153 \$</u></u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
BILAN
AU 31 MARS

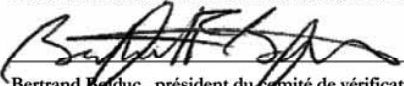
	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	4 472 659 \$	5 203 450 \$
Créances (note 9)	7 557 605	6 654 543
Stocks destiné à l'utilisation (note 10)	746 450	687 635
Frais payés d'avance (note 11)	<u>1 055 439</u>	<u>420 420</u>
	13 832 153	12 966 048
IMMOBILISATIONS (note 12)	<u>24 328 050</u>	<u>15 839 201</u>
	<u>38 160 203 \$</u>	<u>28 805 249 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Dû au Fonds des activités provinciales et au Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,95 %, sans modalités de remboursement	907 927 \$	579 466 \$
Charges à payer et frais courus (note 14)	20 137 855	20 435 350
Versements sur obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 15)	<u>2 224 844</u>	<u>1 971 271</u>
	23 270 626	22 986 087
OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION (note 15)	<u>13 094 831</u>	<u>4 250 009</u>
	36 365 457	27 236 096
EXCÉDENT CUMULÉ	<u>1 794 746</u>	<u>1 569 153</u>
	<u>38 160 203 \$</u>	<u>28 805 249 \$</u>

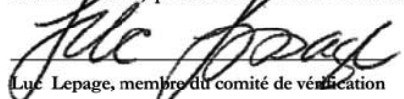
ENGAGEMENTS (note 18)

ÉVENTUALITÉ (note 19)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


 Bertrand Bolduc, président du comité de vérification


 Luc Lepage, membre du comité de vérification

Corporation d'urgences-santé

CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
FLUX DE TRÉSORERIE
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	2010	2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX		
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (note 20)		
Excédent des produits sur les charges	225 593 \$	532 039 \$
Éléments hors caisse imputés aux résultats		
Amortissement des immobilisations	4 760 422	4 169 318
Dépréciation d'immobilisations	-	230 769
(Gain)Perte sur aliénations d'immobilisations	(201 694)	69 031
	<u>4 784 321</u>	<u>5 001 157</u>
VARIATION D'ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE		
PASSIF LIÉS À L'EXPLOITATION		
Actif à court terme, (augmentation) diminution		
Créances	(903 062)	760 922
Stocks destiné à l'utilisation	(58 815)	77 505
Frais payés d'avance	(635 019)	(156 868)
À recevoir du Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers	-	363 045
Passif à court terme, augmentation (diminution)		
Dû au Fonds des activités provinciales et au Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers	328 461	215 946
Charges à payer et frais courus	<u>1 547 741</u>	<u>(3 414 543)</u>
	<u>279 306</u>	<u>(2 153 993)</u>
	<u>5 063 627</u>	<u>2 847 164</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette relative aux contrats de location-acquisition	<u>(2 056 757)</u>	<u>(2 088 262)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations (note 12)	(3 939 355)	(1 734 241)
Produit d'aliénations d'immobilisations	<u>201 694</u>	<u>16 160</u>
	<u>(3 737 661)</u>	<u>(1 718 081)</u>
DIMINUTION DE L'ENCAISSE	<u>(730 791)</u>	<u>(959 179)</u>
ENCAISSE AU DÉBUT	<u>5 203 450</u>	<u>6 162 629</u>
ENCAISSE À LA FIN	<u>4 472 659 \$</u>	<u>5 203 450 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
FONDS DES ACTIVITÉS PROVINCIALES
ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS**

	2010	2009
SOLDE AU DÉBUT	<u>302 290 \$</u>	<u>787 935 \$</u>
Augmentation		
Subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux	1 768 861	789 725
Intérêts	<u>1 548</u>	<u>16 767</u>
	<u>1 770 409</u>	<u>806 492</u>
Diminution		
Honoraires professionnels	406 392	200 092
Système de priorisation des appels	519 766	495 594
Frais de déplacement	13 625	4 395
Formation	5 346	-
Contribution à des congrès	12 000	10 500
Frais de négociation de convention collective	133 170	-
Frais d'impression	13 110	35 224
Contribution au Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers	<u>500 000</u>	<u>546 332</u>
	<u>1 603 409</u>	<u>1 292 137</u>
SOLDE À LA FIN	<u>469 290 \$</u>	<u>302 290 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


Corporation d'urgences-santé

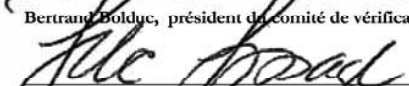
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
FONDS DES ACTIVITÉS PROVINCIALES
BILAN
AU 31 MARS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ACTIF		
À court terme		
À recevoir du ministère de la Santé et des Services sociaux	200 000 \$	- \$
À recevoir de la Corporation, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,95 %, sans modalités de remboursement	<u>422 630</u>	<u>340 985</u>
	<u>622 630 \$</u>	<u>340 985 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer	153 340 \$	27 \$
Dû au Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers sans intérêt et sans modalités de remboursement	<u>-</u>	<u>38 668</u>
	153 340	38 695
SOLDE DU FONDS	<u>469 290</u>	<u>302 290</u>
	<u>622 630 \$</u>	<u>340 985 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


 Bertrand Bolduc, président du comité de vérification


 Luc Lepage, membre du comité de vérification

CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
FONDS PROVINCIAL POUR LA GESTION DES VÊTEMENTS DE PROTECTION
INDIVIDUELS DES TECHNICIENS AMBULANCIERS
ÉVOLUTION DU SOLDE DU FONDS
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
SOLDE AU DÉBUT	<u>- \$</u>	<u>- \$</u>
Augmentation		
Subvention du ministère de la Santé et des Services sociaux	704 461	679 806
Contribution du Fonds des activités provinciales	500 000	546 332
Intérêts	474	-
	<u>1 204 935</u>	<u>1 226 138</u>
Diminution		
Achats de vêtements de protection individuels	973 744	987 482
Prises de mensuration	-	45 678
Entretien et réparations des vêtements de protection individuels	131 075	129 557
Traitement électronique des données	52 335	52 335
Assurances VIP	10 355	10 355
Intérêts	-	691
Frais de réunion	111	40
	<u>1 167 620</u>	<u>1 226 138</u>
SOLDE À LA FIN	<u>37 315 \$</u>	<u>- \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.


Corporation d'urgences-santé

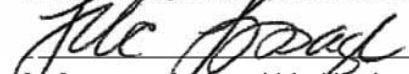
CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
FONDS PROVINCIAL POUR LA GESTION DES VÊTEMENTS DE PROTECTION
INDIVIDUELS DES TECHNICIENS AMBULANCIERS
BILAN
AU 31 MARS

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
ACTIF		
À court terme		
À recevoir de la Corporation, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,95 %, sans modalités de remboursement	485 297 \$	238 481 \$
À recevoir du Fonds des activités provinciales sans intérêt et sans modalités de remboursement	<u>-</u>	<u>38 668</u>
	<u>485 297 \$</u>	<u>277 149 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Charges à payer	447 982 \$	277 149 \$
SOLDE DU FONDS	<u>37 315</u>	<u>-</u>
	<u>485 297 \$</u>	<u>277 149 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


 Bertrand Bolduc, président du comité de vérification


 Luc Lepage, membre du comité de vérification

CORPORATION D'URGENCES-SANTÉ
NOTES COMPLÉMENTAIRES
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Corporation d'urgences-santé (« Corporation »), corporation à but non lucratif, a été constituée en vertu de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (L.R.Q., chapitre S-5). Elle exerce, sur son territoire, les fonctions dévolues à une régie régionale par la *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence* (L.Q. 2002 c.69), notamment celles de planifier, d'organiser et de coordonner l'organisation des services préhospitaliers d'urgence, y compris la mise en place d'un service de premiers répondants. Elle exerce également les fonctions d'exploiter un centre de communication santé et un service ambulancier.

Fonds des activités provinciales

À titre de fiduciaire du Fonds des activités provinciales, la Corporation doit, à la demande du ministère, assumer des charges spécifiques reliées à l'ensemble des services préhospitaliers d'urgence.

Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers

Un protocole d'entente, d'un patrimoine fiduciaire pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers/paramédics, a été signé entre le ministère de la Santé et des Services sociaux, les associations d'entreprises ambulancières et la Corporation. La Corporation a le mandat d'agir à titre de fiduciaire du Fonds destiné à l'achat, à la gestion et à l'entretien des vêtements de protection individuels.

Les opérations de ces Fonds sont comptabilisées de façon distincte de celles de la Corporation.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, la Corporation utilise prioritairement le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public (note 3). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers de la Corporation, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les éléments des états financiers qui requièrent davantage d'utilisation d'estimations incluent la valeur des créances à recevoir et la durée de vie utile des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Constatation des produits de subventions

Les subventions de fonctionnement sont constatées à titre de produits lorsqu'elles sont reçues ou à recevoir si le montant peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Corporation d'urgences-santé

Constatations des produits

Les produits provenant des transports ambulanciers sont constatés lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- il y a preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- les services ont été rendus;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Stocks destiné à l'utilisation

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen. Les coûts comprennent le coût d'acquisition et les coûts de transport pour amener le stock à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire, en fonction de leur durée probable d'utilisation établie comme suit :

Bâtisse	20 ans
Équipement informatique	3 à 5 ans
Mobilier et équipement	5 à 10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail (5 ans)
Matériel roulant	3 à 5 ans
Système de répartition assistée par ordinateur	5 ans

Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interentreprises à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu du fait que la Corporation ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. MODIFICATIONS DU CADRE RÉFÉRENTIEL DES ÉTATS FINANCIERS

Depuis le 1^{er} avril 2009, la Corporation établit ses états financiers selon le Manuel de comptabilité de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public. Auparavant, elle utilisait le Manuel de comptabilité pour le secteur privé. Ce changement n'a aucune incidence significative sur les conventions comptables et les résultats de la Corporation.

L'information relative aux instruments financiers n'est plus requise puisque les normes à leur égard ne sont pas applicables selon les normes comptables du secteur public. Cette modification n'a aucune incidence sur la valeur comptable des actifs et des passifs.

4. PRODUITS - TRANSPORTS AMBULANCIERS

	2010	2009
Établissements du réseau de la santé et des services sociaux	15 928 058 \$	15 675 186 \$
Société de l'assurance automobile du Québec	1 132 235	825 211
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 352 702	4 144 142
Particuliers	7 740 563	6 934 554
Autres	362 348	361 618
	<u>29 515 906 \$</u>	<u>27 940 711 \$</u>

5. PRODUITS – RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES

	2010	2009
PRODUITS		
Formation	919 165 \$	635 188 \$
Revenus de distribution du matériel médical	669 269	649 729
Contribution pour échange et entretien du matériel médical	66 911	81 000
	<u>1 655 345</u>	<u>1 365 917</u>
CHARGES		
Fournitures médicales et médicaments	501 936	503 154
Traitements et salaires	351 668	337 365
Avantages sociaux	54 910	68 671
Charges sociales	129 947	127 636
Frais de déplacement	10 526	8 761
Services achetés	15 493	16 688
Communications	28 614	9 320
Location d'immeubles	66 023	57 575
Location d'équipement	-	624
Amortissement des immobilisations	39 898	34 570
Frais de matériel roulant	30 248	52 073
Fournitures de bureau	15 674	18 419
Autres	3 553	9 410
	<u>1 248 490</u>	<u>1 244 266</u>
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES	<u>406 855 \$</u>	<u>121 651 \$</u>

Le résultat net ne tient pas compte des charges indirectes d'administration.

6. PRODUITS - DIVERS

	2010	2009
Récupération de taxes	3 974 \$	4 147 \$
Intérêts	84 940	262 887
Autres	51 479	110 538
	<u>140 393 \$</u>	<u>377 572 \$</u>

7. CHARGES D'EXPLOITATION PAR CENTRES D'ACTIVITÉ

	Formation	Administration générale	Informatique	Services préhospitaliers d'urgence	Centre des Communica-tions	Contrôle médical et assurance qualité	Interventions spécialisées	Fonctionnement des installations	Total 2010	Total 2009
Traitements et salaires	877 613 \$	3 715 313 \$	1 438 089 \$	35 812 015 \$	3 637 811 \$	676 763 \$	1 249 433 \$	- \$	47 427 037 \$	42 625 440 \$
Avantages sociaux (a)	1 125 229	1 082 398	323 040	8 363 292	947 183	200 454	382 088	-	12 423 634	10 563 837
Charges sociales (b)	589 015	994 184	307 140	9 864 438	770 283	169 515	522 478	-	13 217 053	15 113 989
Fournitures médicales et médicaments	5 707	1 751	-	2 486 285	1 483	2 688	141 873	-	2 639 787	1 997 034
Frais de déplacement	10 523	162 811	5 414	81 856	3 378	12 318	2 110	-	278 410	244 251
Services achetés (note 8)	171 310	1 276 062	453 798	1 101 654	1 150 836	11 324	43 769	60 396	4 269 149	3 948 238
Communications	714	246 105	109	47 024	744 726	475	1 453	-	1 040 606	1 033 716
Location d'immeubles	20 238	1 141	5 007	1 657 063	-	20 095	-	1 448 026	3 151 570	3 209 407
Location d'équipement	139	12 900	-	12 806	22 190	-	-	-	48 035	47 054
Intérêts sur contrats de location-acquisition	-	-	-	318 993	-	-	-	-	318 993	305 566
Amortissement des immobilisations	90 658	33 885	127 002	4 422 477	6 833	169	38 805	695	4 720 524	4 134 748
Dépréciation d'immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	230 769
(Gao) Perte sur aliénations d'immobilisations	(2 112)	-	-	(198 174)	-	-	(1 408)	-	(201 694)	69 031
Achats et location d'uniformes	8 493	15 238	-	801 430	12 497	4 807	91 094	-	933 559	911 486
Frais de matériel roulant	33 013	-	-	3 653 212	-	-	110 566	-	3 796 791	3 590 012
Fournitures de bureau	9 322	113 795	20 211	170 968	21 321	76	9 037	-	344 730	288 174
Créances douteuses et frais de recouvrement	-	-	-	1 598 633	-	-	-	-	1 598 633	1 399 977
Créances douteuses recouvrées	-	-	-	(62 881)	-	-	-	-	(62 881)	(73 932)
Assurances	-	69 104	-	-	-	-	-	-	69 104	107 391
Intérêts et frais bancaires	-	13 633	35	533	59	-	-	-	14 260	1 981
Autres	48 611	179 938	26 294	100 782	12 725	20 874	33 733	-	422 957	292 626
Récupération de charges	-	-	-	(4 773)	-	-	-	-	(4 773)	(9 572)
	2 988 473 \$	7 918 258 \$	2 726 139 \$	70 227 633 \$	7 331 325 \$	1 119 538 \$	2 624 981 \$	1 509 117 \$	96 445 484 \$	90 031 223 \$

(a) - Ce sont les congés conventionnés et rémunérés. Ils comprennent, entre autres, les vacances annuelles, les congés fériés, les congés de maladie et les indemnités de départ.

(b) - Ce sont les charges financières résultant de la contribution de l'employeur, exigées par les lois sociales en vigueur et les obligations conventionnelles.

(c) - Le montant des stocks comptabilisés en charge s'élève à 6 024 291 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (5 328 554 \$ au 31 mars 2009).

8. SERVICES ACHETÉS

	2010	2009
Traitement électronique des données	142 081 \$	106 391 \$
Service de buanderie	313 139	296 741
Entretien et réparation - locaux et équipement	1 282 349	1 336 201
Entretien et réparation du système de répartition assistée par ordinateur	784 496	379 254
Entretien des moniteurs défibrillateurs	75 833	97 647
Mise à jour de logiciels informatiques	124 882	116 604
Formation	155 239	185 342
Frais juridiques	378 175	413 315
Frais d'expertise médicale	368 770	353 997
Honoraires professionnels	372 396	383 104
Préparation d'une mission à l'étranger	41 492	-
Relocalisation et déménagement	14 331	3 444
Révision de processus, restructuration et orientations stratégiques	34 586	54 014
Équité salariale, consultant	109 632	196 617
Autres	71 748	25 567
	<u>4 269 149 \$</u>	<u>3 948 238 \$</u>

9. CRÉANCES

	2010	2009
Bénéficiaires de transport ambulancier		
Établissements du réseau de la Santé et des Services sociaux	3 564 073 \$	3 460 614 \$
Société de l'assurance automobile du Québec	69 370	71 163
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	189 584	172 716
Particuliers	2 989 636	2 656 120
Autres	38 209	40 267
	<u>6 850 872</u>	<u>6 400 880</u>
Ministère de la Santé et des Services sociaux - subventions	429 472	38 208
Taxes de vente à recevoir	493 192	649 826
Autres créances	<u>1 346 353</u>	<u>994 128</u>
	9 119 889	8 083 042
Provision pour créances douteuses		
Particuliers	(1 562 284)	(1 428 499)
	<u>7 557 605 \$</u>	<u>6 654 543 \$</u>

Corporation d'urgences-santé

10. STOCKS DESTINÉ À L'UTILISATION

	2010	2009
Fournitures médicales	511 403 \$	471 709 \$
Médicaments	36 611	26 280
Carburant	77 773	58 541
Fournitures de garage et pièces de rechange	120 663	131 105
	<u>746 450 \$</u>	<u>687 635 \$</u>

11. FRAIS PAYÉS D'AVANCE

	2010	2009
Assurances	13 925 \$	13 639 \$
Taxes	141 016	98 235
Entretien moniteurs défibrillateurs	787 344	193 712
Autres	113 154	114 834
	<u>1 055 439 \$</u>	<u>420 420 \$</u>

12. IMMOBILISATIONS

	2010			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipement informatique	4 046 125 \$	3 753 013 \$	293 112 \$	251 848 \$
Mobilier et équipement	7 252 853	3 840 925	3 411 928	3 351 325
Matériel roulant	11 640 206	7 297 065	4 343 141	5 944 413
Améliorations locatives	37 901	12 434	25 467	33 048
Système de répartition assistée par ordinateur	6 023 888	6 023 702	186	5 277
Système de répartition assistée par ordinateur en développement	923 760	-	923 760	71 058
	<u>29 924 733</u>	<u>20 927 139</u>	<u>8 997 594</u>	<u>9 656 969</u>
Immobilisations détenues en vertu de contrats de location-acquisition :				
Bâtisse	11 155 152	139 439	11 015 713	-
Matériel roulant	9 028 455	5 339 093	3 689 362	5 394 253
Équipement	812 993	187 612	625 381	787 979
	<u>20 996 600</u>	<u>5 666 144</u>	<u>15 330 456</u>	<u>6 182 232</u>
	<u>50 921 333 \$</u>	<u>26 593 283 \$</u>	<u>24 328 050 \$</u>	<u>15 839 201 \$</u>

Au cours de l'exercice, des immobilisations ont été capitalisées à un coût total de 13 249 271 \$ (2009 : 4 273 395 \$), dont un montant de 11 155 152 \$ (2009 : 812 993 \$) qui représente la valeur actualisée des paiements exigibles en vertu de contrats de location-acquisition. Une somme de 3 939 355 \$ (2009 : 1 734 241 \$) en espèces a été versée pour l'achat des immobilisations. Des achats d'immobilisation d'un montant de 228 366 \$ (2009 : 2 073 602 \$) sont inscrits aux charges à payer au 31 mars 2010.

13. MARGE DE CRÉDIT AUTORISÉE

Le ministère de la Santé et des Services sociaux accorde une autorisation d'emprunt à la Corporation qui varie en fonction de ses besoins de financement. Aux 31 mars 2010 et 2009, il n'y avait aucune autorisation d'emprunt. Tout emprunt de la Corporation, contracté auprès de son institution financière sous forme de marge de crédit, porte intérêt au taux préférentiel de l'institution.

Corporation d'urgences-santé

14. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	2010	2009
Fournisseurs	2 928 832 \$	4 516 060 \$
Salaires et charges sociales	9 287 810	9 013 183
Provision pour jours de vacances, jours fériés et congés de maladie	7 921 213	6 906 107
	<u>20 137 855 \$</u>	<u>20 435 350 \$</u>

15. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	2010	2009
Obligations découlant de contrats de location-acquisition : - taux variant de 4,18 % à 4,85 %, échéant jusqu'en décembre 2029	15 319 675 \$	6 221 280 \$
Versements échéant en deçà d'un an	2 224 844	1 971 271
	<u>13 094 831 \$</u>	<u>4 250 009 \$</u>

Les paiements minimums exigibles incluant les options d'achat sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit :

2011	2 901 141 \$
2012	2 719 620
2013	882 041
2014	745 902
2015 et suivantes	<u>15 286 363</u>
Total des paiements minimums exigibles	22 535 067
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	<u>7 215 392</u>
	<u>15 319 675 \$</u>

Corporation d'urgences-santé

16. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Régimes de retraite

Les membres du personnel de la Corporation, autres que les techniciens ambulanciers/paramédics, participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Les cotisations de la Corporation imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 210 105 \$ (2009 : 886 498 \$).

Les techniciens ambulanciers/paramédics et les employés de soutien de la Corporation participent au Régime complémentaire de rentes des techniciens ambulanciers/paramédics et des services préhospitaliers d'urgence (RRTAP), un régime hybride à cotisations déterminées et à prestations déterminées. La portion du régime à cotisations déterminées est assumée par l'employé et ne comporte pas de disposition concernant des prestations au titre de services passés. La portion du régime à prestations déterminées est assumée par l'employeur et ce régime interentreprises comporte des garanties à la retraite et au décès. Le ministère de la Santé et des Services sociaux assumera les cotisations d'équilibre pour combler tout déficit du régime selon la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Les cotisations de la Corporation imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 1 917 839 \$ (2009 : 1 793 652 \$).

Les obligations de la Corporation envers ces régimes se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

Provision pour jours de vacances, jours fériés et congés de maladie

	Vacances et jours fériés	Congés de maladie	Total 2010	Total 2009
Solde au début	6 937 145 \$	(31 038) \$	6 906 107 \$	6 537 543 \$
Charges de l'exercice	10 807 938	2 472 900	13 280 838	10 941 865
Prestations versées au cours de l'exercice	(9 822 468)	(2 443 264)	(12 265 732)	(10 573 301)
Solde à la fin	<u>7 922 615 \$</u>	<u>(1 402) \$</u>	<u>7 921 213 \$</u>	<u>6 906 107 \$</u>

Cette provision est incluse dans le poste « charges à payer et frais courus ».

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, la Corporation est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux, ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Corporation n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

Corporation d'urgences-santé

18. ENGAGEMENTS

La Corporation est engagée par des contrats à long terme, échéant à diverses dates jusqu'en mars 2017, pour la location de locaux administratifs, d'équipement et pour l'entretien de cet équipement.

La charge de l'exercice terminé le 31 mars 2010 concernant ces biens et services s'élève à 3 133 697 \$ (2009 : 3 351 635 \$). Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit :

2011	3 643 799 \$
2012	2 437 947
2013	1 977 472
2014	1 716 905
2015 et suivantes	<u>3 306 352</u>
	<u>13 082 475 \$</u>

La Corporation est également engagée dans le développement d'un système de répartition assistée par ordinateur pour un montant total de 4 740 116 \$ et d'un système de repérage par satellite pour un montant total de 946 053 \$. La Corporation a comptabilisé un montant de 923 760 \$ dont 71 058 \$ en 2009 pour le système de répartition assisté par ordinateur. Le solde de 3 816 356 \$ sera réalisé au cours des prochains exercices.

Fonds des activités provinciales

En vertu d'un contrat signé par le ministère de la Santé et des Services sociaux, le Fonds des activités provinciales devra verser un montant total de 1 343 181 dollars américains, échéant le 31 mars 2013, pour l'utilisation d'un système de priorisation des appels à utiliser à l'échelle de la province du Québec. Les versements exigibles pour les prochains exercices, convertis en dollars canadiens au 31 mars 2010, s'établissent comme suit :

2011	454 801 \$
2012	454 801
2013	<u>454 801</u>
	<u>1 364 403 \$</u>

Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers

En vertu d'un contrat signé par la Corporation, le Fonds provincial pour la gestion des vêtements de protection individuels des techniciens ambulanciers devra verser une somme maximale de 750 000 \$, taxes en sus, au cours de la prochaine année, pour la gestion des vêtements de protection individuels pour l'ensemble des techniciens ambulanciers du Québec.

19. ÉVENTUALITÉ

Un fournisseur de véhicules ambulanciers a déposé, en mai 2006, une réclamation d'un montant de 3 976 316 \$ devant la Cour supérieure du Québec. La réclamation porte sur les dommages possibles suite à la résiliation d'un contrat entre la Corporation et le fournisseur en question.

De l'avis de la direction de la Corporation, cette réclamation n'est pas fondée et est contestée. L'issue de cette affaire étant incertaine et le montant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers.

20. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Intérêts payés	902 934 \$	307 547 \$
Intérêts reçus	84 940	262 887
Acquisitions d'immobilisations corporelles non payées en fin d'exercice	228 366	2 073 602
Immobilisations acquises, en vertu de contrats de location-acquisition	11 155 152	812 903

21. ÉQUITÉ SALARIALE

À la suite de l'adoption de la *Loi sur l'équité salariale* le 21 novembre 1996, la Corporation a entrepris une démarche d'évaluation de différents corps d'emploi. Au 31 mars 2010, l'évaluation a été complétée en partie, cette évaluation s'est soldée par le paiement d'un montant de 4 702 160 \$ au personnel syndiqué, de ce montant, 4 316 188 \$ est relatif aux exercices antérieurs et 385 972 \$ à l'exercice courant. L'évaluation pour le personnel non syndiqué n'a toujours pas été complétée, en conséquence aucun montant n'a été constaté aux états financiers pour le personnel non syndiqué.

22. CHIFFRES DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR

Certains chiffres de l'exercice antérieur ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

Curateur public (Le) - partie fiduciaire

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers des comptes sous administration du Curateur public du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y inclus les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction du Curateur public maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La curatrice publique reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Curateur public du Québec, à titre de fiduciaire des biens d'autrui, conformément aux lois et règlements qui le régissent.

La curatrice publique surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et elle approuve les états financiers. Elle est assistée dans ses responsabilités par le comité de vérification dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation à la curatrice publique.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers des comptes sous administration du Curateur public du Québec, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité de vérification pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

La curatrice publique du Québec,



Diane Lavallée

Le directeur général des services aux personnes,



Pierre Lamarche

Le directeur général de l'administration par intérim et directeur des ressources financières et matérielles,



Pierre Roy

Montréal, le 12 novembre 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

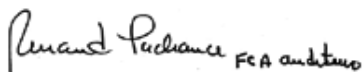
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan des comptes sous administration du Curateur public du Québec au 31 décembre 2009, l'état des résultats et de la variation de l'actif net des comptes sous administration ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Curateur public. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière des comptes sous administration au 31 décembre 2009 ainsi que de leurs résultats et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, à l'exception des changements apportés aux conventions comptables relatives aux instruments financiers, tel qu'expliqué à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 12 novembre 2010

Curateur public (Le) - partie fiduciaire

BILAN DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION

AU 31 DÉCEMBRE 2009

(Exprimé en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIF SOUS ADMINISTRATION		
PORTFEUILLES COLLECTIFS (notes 2b, 2e, 4 et 5)		
Encaisse	10 046	12 001
Placements temporaires (note 2f)	44 954	39 935
Créances (note 6)	638	659
Placements à long terme (note 2f)	140 899	131 250
	196 537	183 845
PATRIMOINES ADMINISTRÉS (notes 2c, 2e, 2f et 8)		
Comptes d'épargne et dépôts à terme	27 338	25 879
Frais d'hébergement et de subsistance payés d'avance	6 201	6 005
Placements (note 7)	36 264	24 433
Billets et autres créances (note 9)	13 332	14 029
Biens immobiliers	41 707	36 732
Valeur de rachat des polices d'assurance-vie	3 357	3 023
Préarrangements funéraires	3 523	3 275
Autres actifs (note 10)	1 008	848
	132 730	114 224
	329 267	298 069
PASSIF ET ACTIF NET SOUS ADMINISTRATION		
PASSIF DES PORTFEUILLES COLLECTIFS (note 2e)		
Charges à payer	112	134
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt, ni modalités de remboursement	622	841
	734	975
PASSIF DES PATRIMOINES ADMINISTRÉS (notes 2d et 2f)		
Sommes à payer (note 11)	24 738	18 963
Prestations, avantages et indemnités perçus d'avance	4 488	4 355
Bons et subventions reportés pour l'épargne-invalidité (note 12)	5 638	-
	34 864	23 318
ACTIF NET DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION	293 669	273 776
	329 267	298 069

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Accepté et approuvé,



La curatrice publique du Québec

RÉSULTATS ET VARIATION DE L'ACTIF NET DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION

de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

(Exprimé en milliers de dollars)

	2009	2008
Revenus de placements des portefeuilles collectifs	6 106	7 551
Moins :		
Honoraires d'administration	2 967	3 517
Taxes sur les honoraires d'administration et autres charges	382	452
Frais de garde et autres services	216	214
Revenus de placements nets	2 541	3 368
Gains à la disposition de placements	131	2 554
Variation des gains (pertes) non matérialisés ou placements	9 654	(15 046)
Résultats de placements nets (note 13)	12 326	(9 124)
Sommes perçues et dépenses engagées pour le compte des patrimoines administrés (note 2i)		
Prestations, avantages et indemnités (note 14)	164 616	155 432
Frais d'hébergement et de subsistance (note 15)	(154 844)	(148 742)
Honoraires du Curateur public du Québec	(6 841)	(6 101)
	2 931	589
Variation relative à la réception et à la réévaluation d'éléments du patrimoine (note 2i)		
Biens reçus durant l'exercice	55 626	52 028
Passifs pris en charge durant l'exercice	(19 840)	(8 146)
Réévaluation d'éléments d'actifs	8 203	3 195
	43 989	47 077
Remises (note 2i)		
Remises nettes des passifs	(39 353)	(32 394)
	(39 353)	(32 394)
AUGMENTATION DE L'ACTIF NET	19 893	6 148
ACTIF NET AU DÉBUT	273 776	267 628
ACTIF NET À LA FIN	293 669	273 776

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Curateur public (Le) - partie fiduciaire

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE DES COMPTES SOUS ADMINISTRATION

de l'exercice terminé le 31 décembre 2009

(Exprimé en milliers de dollars)

	2009	2008
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Rentrées de fonds		
Encaissements de prestations, avantages et indemnités	164 492	150 093
Encaissements découlant de la cession des biens	29 840	30 410
Encaissements transitoires pour le compte du Fonds consolidé du revenu	2 861	3 206
Encaissements d'intérêt sur placements	1 679	1 994
	198 872	185 703
Sorties de fonds		
Décaissements reliés aux frais d'hébergement et de subsistance	156 534	144 565
Remises en espèces	25 586	20 644
Versements nets au Fonds consolidé du revenu	9 242	9 020
Paievements des sommes à payer	5 268	5 253
Achats de biens durables	696	316
Paievement effectué à la Fiducie Desjardins	558	-
	197 884	179 798
Rentrées de fonds nettes liées aux activités de fonctionnement	988	5 905
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Acquisition de placements dans les portefeuilles collectifs	(26 376)	(25 147)
Disposition de placements dans les portefeuilles collectifs	28 452	23 349
	2 076	(1 798)
Rentrées (sorties) de fonds nettes liées aux activités de placement	2 076	(1 798)
AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	3 064	4 107
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	51 936	47 829
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	55 000	51 936

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2009

(Les chiffres dans les tableaux sont en milliers de dollars)

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Curateur public est une personne nommée par le gouvernement en vertu de la Loi sur le curateur public (L.R.Q., chapitre C-81).

Les fonctions du Curateur public sont principalement :

- de représenter les personnes majeures jugées incapables à divers degrés afin d'assurer leur bien-être moral et matériel et de protéger leurs droits;
- de surveiller, d'informer et d'assister dans leur administration les curateurs et les tuteurs privés qui ont été désignés pour représenter des personnes majeures jugées incapables; le Curateur public remplit un rôle identique auprès des tuteurs des mineurs, en plus d'assumer lui-même parfois la tutelle des biens de mineurs.

Le Curateur public a la simple administration des biens qui lui sont confiés en vertu de l'article 30 de la Loi sur le curateur public.

Conformément à l'article 55 de la Loi sur le curateur public, il peut percevoir des honoraires pour la représentation des personnes, pour l'administration des biens qui lui sont confiés, pour la gestion des portefeuilles collectifs et pour les autres fonctions qui lui sont dévolues par la loi. Ces honoraires sont établis par règlement.

Les états financiers présentent les actifs et les passifs qui sont sous l'administration du Curateur public, à titre de fiduciaire des biens d'autrui. Ils excluent les produits, les charges, les actifs et les passifs du Curateur public, lesquels sont comptabilisés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Québec.

2. CONVENTIONS COMPTABLES**2a) Méthodes comptables**

Aux fins de la préparation des états financiers des comptes sous administration, le Curateur public, à titre de fiduciaire des biens d'autrui, utilise prioritairement le Manuel de l'ICCA-comptabilité. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus est cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers des comptes sous administration par la direction du Curateur public, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, des éléments de variation de l'actif net ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont l'établissement de la juste valeur des instruments financiers et l'évaluation de la caisse des bénéficiaires. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction à mesure que des renseignements supplémentaires deviennent disponibles.

2b) Portefeuilles collectifs

L'article 44 de la Loi sur le curateur public stipule que le Curateur public peut, dans les conditions prévues par une politique de placement établie après consultation du comité de placement, constituer des portefeuilles collectifs avec les sommes disponibles provenant des biens qu'il administre. Le Curateur public assume la gestion des portefeuilles ainsi constitués, conformément aux règles du Code civil du Québec relatives aux placements présumés sûrs.

En vertu de l'article 44.1 de la Loi sur le curateur public et malgré l'article 44 de celle-ci, le Curateur public peut confier la gestion des portefeuilles collectifs à la Caisse de dépôt et placement du Québec. En ce cas, la gestion des portefeuilles est entièrement régie par la politique de placement établie par le Curateur public, laquelle peut déroger aux règles du Code civil du Québec relatives aux placements présumés sûrs.

Les portefeuilles collectifs du Curateur public comprennent un fonds d'encaisse, un fonds de revenus et un fonds diversifié.

Curateur public (Le) - partie fiduciaire

2c) Patrimoines administrés

En vertu de l'article 43 de la Loi sur le curateur public, le Curateur public doit maintenir une administration et une comptabilité distinctes à l'égard de chacun des patrimoines dont il est chargé de l'administration. Ces patrimoines comprennent des comptes d'épargne et dépôts à terme, des placements, des billets et autres créances, des biens immobiliers ainsi que d'autres actifs confiés à l'administration du Curateur public.

2d) Passifs des patrimoines administrés

L'article 43 de la Loi sur le curateur public stipule que le Curateur public n'est responsable des dettes relatives à un patrimoine qu'il administre que jusqu'à concurrence de la valeur des biens de ce patrimoine.

Le passif inscrit au bilan représente celui que le Curateur public administre pour autrui et non celui qu'il a la responsabilité légale de payer. Quant aux emprunts hypothécaires, ils sont généralement garantis par les biens immobiliers afférents.

2e) Instruments financiers

Évaluation initiale

Les instruments financiers sont constatés à la juste valeur à la date d'acquisition ou de prise en charge par le Curateur public. Les coûts de transactions associés à l'acquisition ou à la disposition d'instruments financiers détenus à des fins de transaction reliés aux portefeuilles collectifs sont présentés en réduction des revenus de placements à l'état de variation de l'actif net. Les coûts de transaction associés à l'acquisition ou à la disposition des autres catégories d'instruments financiers sont capitalisés.

Catégorie d'instruments financiers et évaluation ultérieure

- Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont des actifs et passifs que le Curateur public, en vertu de sa charge d'administrateur du bien d'autrui, a acquis ou pris en charge principalement en vue de leur revente à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme.

Les actifs et passifs des portefeuilles collectifs détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les gains et les pertes qui découlent de leur réévaluation sont constatés à l'état de la variation de l'actif net. Ceux reliés aux patrimoines administrés sont évalués à leur juste valeur et aucun gain ou perte n'en découle. Leurs réévaluations sont constatées à l'état de la variation de l'actif net.

- Prêts et créances

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Autres passifs

Les autres passifs financiers comprennent tous les passifs financiers non dérivés qui ne sont pas classés dans la catégorie, détenus à des fins de transaction. Ces passifs sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Classement effectué par le Curateur public

Les classements effectués par le Curateur public sont les suivants :

Portefeuilles collectifs

- l'encaisse, les placements temporaires et les placements à long terme ont été classés comme étant détenus à des fins de transactions;
- les créances sont classées en tant que prêts et créances;
- les charges à payer, le dû au Fonds consolidé du revenu sont classés comme autres passifs.

Curateur public (Le) - partie fiduciaire

Patrimoines administrés

- les comptes d'épargne, les dépôts à terme, les placements et la valeur de rachat des polices d'assurance-vie ont été classés comme étant détenus à des fins de transactions;
- les billets et autres créances sont classés en tant que prêts et créances;
- les sommes à payer et les bons et subventions reportés pour l'épargne-invalidité sont classés comme autres passifs.

2f) Méthode d'évaluation des actifs et passifs

Portefeuilles collectifs

Les placements temporaires et à long terme des portefeuilles collectifs sont comptabilisés à la juste valeur, établie de la manière suivante :

- Les titres du marché monétaire sont inscrits au coût qui, majoré des intérêts courus, ne s'éloigne pas de façon significative de la juste valeur;
- Les unités de participation sont évaluées à leur valeur liquidative.

La fluctuation de la juste valeur des placements des fonds collectifs est comptabilisée comme gains (pertes) non matérialisés sur placements en résultat net.

Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Patrimoines administrés

- Comptes d'épargne et dépôts à terme

Les comptes d'épargne et les dépôts à terme incluent le montant des caisses des bénéficiaires détenues au nom des personnes représentées dans les établissements de santé et de services sociaux et dans les autres établissements.

Les comptes d'épargne sont évalués au coût d'acquisition qui ne s'éloigne pas de façon significative de la juste valeur.

Les dépôts à terme sont évalués au coût d'acquisition qui, majoré des intérêts courus, ne s'éloigne pas de façon significative de la juste valeur.

La valeur des caisses des bénéficiaires, détenues au nom des personnes représentées dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux, est estimée en fin d'exercice à partir de la valeur moyenne des soldes confirmés au 1^{er} juillet 2009. La valeur de celles détenues auprès des autres établissements est estimée, en fin d'exercice, à partir de la valeur moyenne des soldes confirmés au 31 décembre 2009 par échantillonnage statistique. Tout écart entre ces valeurs et celles au 31 décembre est jugé non significatif.

- Frais d'hébergement et de subsistance payés d'avance

Les frais d'hébergement et de subsistance payés d'avance, correspondant à des sommes versées pour des services devant être rendus au cours du prochain exercice, sont évalués au coût.

- Placements

Les placements comme les actions, les fonds mutuels, les obligations et les placements inclus dans des régimes enregistrés sont évalués à leur juste valeur en fonction des informations disponibles telles que des états de compte de courtiers ou le cours des principales bourses.

Pour les fins de présentation aux états financiers, ces placements font l'objet d'une réévaluation au 31 décembre afin de refléter la juste valeur de ces actifs. Lorsque la valeur à cette date n'est pas disponible et que la direction juge qu'il est impraticable de l'obtenir, elle peut utiliser une valeur à une date autre. Tout écart entre cette valeur et celle au 31 décembre est jugé non significatif.

Curateur public (Le) - partie fiduciaire

- Billets et autres créances

Les billets et autres créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Biens immobiliers

Les biens immobiliers sont évalués à la valeur de l'évaluation foncière uniformisée, conformément à l'article 37 de la Loi sur le curateur public, laquelle constitue une estimation raisonnable de la valeur nette de réalisation. L'évaluation au coût, relativement à ces actifs, ne peut représenter une image fidèle de la transaction étant donné que ceux-ci sont confiés par la loi à l'administration du Curateur public, ce qui n'entraîne ni coût d'acquisition, de transformation ou autre.

- Valeur de rachat des polices d'assurance-vie

La valeur de rachat des polices d'assurance-vie est évaluée à la juste valeur à la date anniversaire de la police d'assurance-vie et subséquemment, lors de l'encaissement de dividendes à recevoir et des remboursements d'emprunts.

- Préarrangements funéraires

Les préarrangements funéraires sont évalués au coût d'acquisition.

- Autres actifs

Les objets de valeur, les biens en entrepôt, les véhicules et les autres actifs sont évalués à la valeur nette de réalisation en début de juridiction. L'évaluation au coût, relativement à ces actifs, ne peut représenter une image fidèle de la transaction étant donné que ceux-ci sont confiés par la loi à l'administration du Curateur public, ce qui n'entraîne ni coût d'acquisition, de transformation ou autre.

Le montant des biens meubles en garde chez un tiers ou au domicile d'une personne représentée n'est pas présenté. La direction juge qu'il est impraticable de les faire évaluer en raison de leur diversité et de leur nombre.

- Sommes à payer et bons et subventions reportés pour l'épargne-invalidité

Les sommes à payer et les bons et subventions reportés pour l'épargne-invalidité relatifs aux patrimoines administrés sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Indemnités, avantages et prestations perçus d'avance

Les indemnités, avantages et prestations perçus d'avance, correspondant à des prestations reçues avant la période au cours de laquelle elles se réaliseront, sont évalués au coût.

Le cas échéant, lorsqu'il est impraticable de déterminer la valeur des différents éléments d'actifs et de passifs, elle est inscrite à la valeur symbolique de 1 \$.

Aucun impôt latent découlant de la réalisation de ces actifs n'est comptabilisé en diminution de la valeur des actifs énumérés ci-dessus.

2g) Constatation des produits des portefeuilles collectifs

Les opérations de placements sont comptabilisées à la date de règlement et les produits qui en découlent sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains et les pertes sur la disposition de placements sont établis selon la méthode du coût moyen.

Curateur public (Le) - partie fiduciaire

2h) Distribution des produits des portefeuilles collectifs

Les résultats de placements nets du fonds d'encaisse sont crédités mensuellement, s'il y a lieu, aux comptes des patrimoines administrés. Les résultats de placements nets du fonds de revenus sont versés mensuellement dans le fonds d'encaisse au compte de chaque détenteur de parts. Les résultats de placements nets du fonds diversifié sont réinvestis trimestriellement au compte de chaque détenteur de parts dans ce fonds.

2i) Comptabilisation des résultats et des variations de l'actif net

Les sommes perçues et les dépenses engagées pour le compte des patrimoines administrés sont comptabilisées à mesure qu'elles deviennent gagnées ou engagées pour le compte de chacun des patrimoines.

Les actifs et les passifs administrés pour autrui sont comptabilisés au moment de l'établissement de la juridiction par le Curateur public et au fur et à mesure de la connaissance de leur existence. Les biens reçus durant l'exercice sont présentés nets des annulations et radiations d'éléments d'actifs tandis que les passifs pris en charge durant l'exercice sont présentés nets des réévaluations, des annulations et des radiations d'éléments de passif.

Le poste de réévaluation d'éléments d'actifs représente la variation annuelle des justes valeurs de ces divers éléments, exception faite des ajustements des portefeuilles collectifs présentés distinctement comme gains ou pertes non matérialisés sur placements.

Les remises comprennent les remises faites aux ayants droit et au ministre du Revenu du Québec pour les successions des personnes représentées décédées qui n'ont pas d'héritiers. Elles sont comptabilisées lorsque toutes les opérations permettant la libération des sommes aux ayants droit ont été complétées.

2j) Résultat étendu

Le Curateur public n'a classé aucun instrument financier comme actifs financiers disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas des résultats de placements nets.

2k) Flux de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes bancaires et les placements temporaires facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative et qui sont utilisés par le Curateur public dans le cadre des activités courantes d'administration des patrimoines.

Les comptes d'épargne présentés dans les patrimoines administrés ne constituent pas des éléments de trésorerie puisqu'ils ne sont pas utilisés dans le cadre des activités courantes d'administration des patrimoines. Les dépôts à terme présentés dans les patrimoines administrés ne constituent pas des équivalents de trésorerie puisqu'ils ne sont pas détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme des patrimoines administrés.

3. MODIFICATIONS COMPTABLES

Au cours de l'exercice 2009, le Curateur public a appliqué les dispositions des chapitres 3855, « Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation » et 3861, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation » du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA).

Selon les dispositions du chapitre 3855, les actifs et passifs financiers doivent être constatés initialement à leur juste valeur à la date d'acquisition ou de prise en charge et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement. Les actifs financiers détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur alors que les prêts et créances et les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement au taux effectif.

Le chapitre 3861 précise les exigences en matière d'information à fournir sur la nature des instruments financiers que l'entité utilise et la mesure dans laquelle elle les utilise, les objectifs visés par leur utilisation, les risques associés aux instruments financiers et les politiques mises en œuvre par la direction pour contrôler ces risques. Le chapitre 3861 précise aussi les exigences en matière de présentation.

L'application de ces chapitres n'a pas d'incidence sur les résultats ou sur la variation de l'actif net des comptes sous administration.

4. PORTEFEUILLES COLLECTIFS

ACTIF	Fonds d'encaisse		Fonds de revenus		Fonds diversifié		Total
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	
Court terme							
Encaisse	10 046	12 001	-	-	-	-	12 001
Placements temporaires*	44 954	39 935	-	-	-	-	39 935
Créances (note 6)	638	659	-	-	-	-	659
	55 638	52 595	-	-	-	-	52 595
Long terme**							
Unités de participation	-	-	30 037	28 159	110 862	103 091	131 250
	55 638	52 595	30 037	28 159	110 862	103 091	183 845

* PLACEMENTS TEMPORAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2009

Les placements temporaires incluent des billets escomptés et des bons du trésor. Les taux d'intérêts varient de 0,41 % à 1,25 % (2008 : 2,7 % à 3,52 %).
Ces placements temporaires viennent à échéance à diverses dates jusqu'en mai 2010.

Les valeurs comptables des éléments à court terme de l'actif et du passif sont comparables aux justes valeurs, en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

** PLACEMENTS À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2009

Les sommes disponibles provenant des biens que le Curateur public administre sont investies dans les fonds de revenus et fonds diversifié. Ces unités sont encaissables sans préavis à la valeur liquidative par part.

	Fonds de revenus		Fonds diversifié	
	2009	2008	2009	2008
Nombre d'unités	2 897 879	2 770 863	4 241 440	4 323 684
Juste valeur par unité (\$)	10,3650	10,1625	26,1378	23,8433
Juste valeur des unités	30 037	28 159	110 862	103 091

Le Curateur public estime que les comptes sous administration ne sont pas exposés à une concentration importante du risque de crédit puisque les placements sous-jacents des unités de participation sont investis dans différents titres selon la politique de placement établie.

5. RÉPARTITION DES PLACEMENTS DÉTENUS VIA LES UNITÉS DE PARTICIPATION

Les placements détenus via les unités de participation du fonds de revenus et du fonds diversifié sont investis dans les proportions suivantes :

	Échéances	Taux d'intérêt %	Fonds de revenus		Fonds diversifié	
			2009 %	2008 %	2009 %	2008 %
Obligations du gouvernement du Canada	2 - 3 ans	3,85	1,20	10,66	-	2,74
Obligations de gouvernements provinciaux	1 - 32 ans	4,25 - 6,35	59,08	55,69	41,69	48,96
Obligations de sociétés	1 - 23 ans	3,20 - 9,40	39,72	33,65	24,13	19,91
Actions de sociétés	-	-	-	-	34,18	28,39

6. CRÉANCES - PORTEFEUILLES COLLECTIFS

	2009	2008
Intérêts	80	659
Autres créances	558	-
	638	659

La valeur comptable des éléments à court terme de l'actif est comparable à la juste valeur en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

7. PLACEMENTS - PATRIMOINES ADMINISTRÉS

	2009	2008
Obligations	9 098	6 170
Actions	3 813	2 164
Fonds mutuels	5 328	4 383
Placements inclus dans les régimes enregistrés	18 025	11 716
	36 264	24 433

8. MODALITÉS POUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS – PATRIMOINES ADMINISTRÉS

Compte tenu de la diversité des instruments financiers des patrimoines administrés, tant au niveau des échéances que du type d'instruments financiers, la direction juge qu'il est impraticable de présenter des informations sur les taux d'intérêts effectifs ainsi que sur les dates contractuelles d'échéance.

9. BILLETS ET AUTRES CRÉANCES À RECEVOIR – PATRIMOINES ADMINISTRÉS

Une provision pour mauvaises créances de 3 579 421 \$ (3 223 585 \$ au 31 décembre 2008) a été déduite du solde des billets et autres créances à recevoir.

10. AUTRES ACTIFS – PATRIMOINES ADMINISTRÉS

	2009	2008
Objets de valeur	392	369
Biens en entrepôt	102	95
Véhicules automobiles	468	339
Autres actifs	46	45
	1 008	848

Curateur public (Le) - partie fiduciaire

11. SOMMES À PAYER – PATRIMOINES ADMINISTRÉS

	2009	2008
Sommes à payer	22 169	17 076
Emprunts hypothécaires	2 504	1 814
Dépôts sur offres d'achat	65	73
	24 738	18 963

12. BONS ET SUBVENTIONS REPORTÉS POUR L'ÉPARGNE-INVALIDITÉ – PATRIMOINES ADMINISTRÉS

Les bons et subventions reportés pour l'épargne-invalidité correspondent aux montants que le gouvernement fédéral verse dans les régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) pour les patrimoines administrés. Ces montants doivent être maintenus dans le régime pendant au moins dix ans. Lorsque les fonds sont retirés avant cette date, tous les bons et subventions versés dans le REEI pendant les dix ans avant le retrait doivent être remboursés au gouvernement.

13. RÉSULTATS DE PLACEMENTS DES PORTEFEUILLES COLLECTIFS

	Fonds d'encaisse		Fonds de revenus		Fonds diversifié		Total
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	
Revenus de placements	521	1 526	1 236	1 405	4 349	4 620	7 551
Moins :							
Honoraires d'administration	358	693	546	572	2 063	2 252	3 517
Taxes sur les honoraires d'administration et autres charges	46	89	70	73	266	290	452
Frais de garde et autres charges	96	93	37	36	83	85	214
Revenus de placements nets	21	651	583	724	1 937	1 933	3 368
Gains (pertes) à la disposition de placements	-	-	574	103	(443)	2 451	2 554
Variation des gains (pertes) non matérialisés sur placements	-	-	(81)	544	9 735	(15 590)	(15 046)
Résultats de placements nets	21	651	1 076	1 371	11 229	(11 146)	(9 124)

14. PRESTATIONS, AVANTAGES ET INDEMNITÉS

	2009	2008
Assistance emploi	61 987	59 417
Programme de la sécurité de vieillesse	54 408	51 534
Régime des rentes du Québec	16 909	15 623
Autres prestations	21 151	18 118
Crédits de taxes et impôts	7 266	6 799
Loyers	671	646
Intérêts et dividendes	618	668
Assurances	478	223
Salaires et avantages sociaux	470	451
Indemnités reçues	69	99
Compensations pour pertes financières	187	447
Autres produits	402	1 407
	164 616	155 432

15. FRAIS D'HÉBERGEMENT ET DE SUBSISTANCE

	2009	2008
Frais d'hébergement et allocations pour menues dépenses	137 479	130 556
Frais médicaux	4 924	5 193
Impôts et taxes	2 816	3 143
Services funéraires	2 692	2 893
Services publics	1 807	1 652
Achats de biens meubles de consommation courante	1 002	1 060
Frais immobiliers	978	1 030
Frais juridiques	882	1 222
Primes d'assurance	751	553
Frais pour préparation de déclarations fiscales	392	392
Frais de déménagement ou d'entreposage	308	299
Pensions alimentaires	294	263
Autres frais	519	486
	154 844	148 742

16. CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice terminé le 31 décembre 2008 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009.